

Landesbibliothek Oldenburg

Digitalisierung von Drucken

Dissertationvm Atqve Programmatvm Crellianorvm

**Hendel, Johann Christian Hendel, Johann Christian
Halae ad Salam, 1776**

VD18 90544269

urn:nbn:de:gbv:45:1-13864

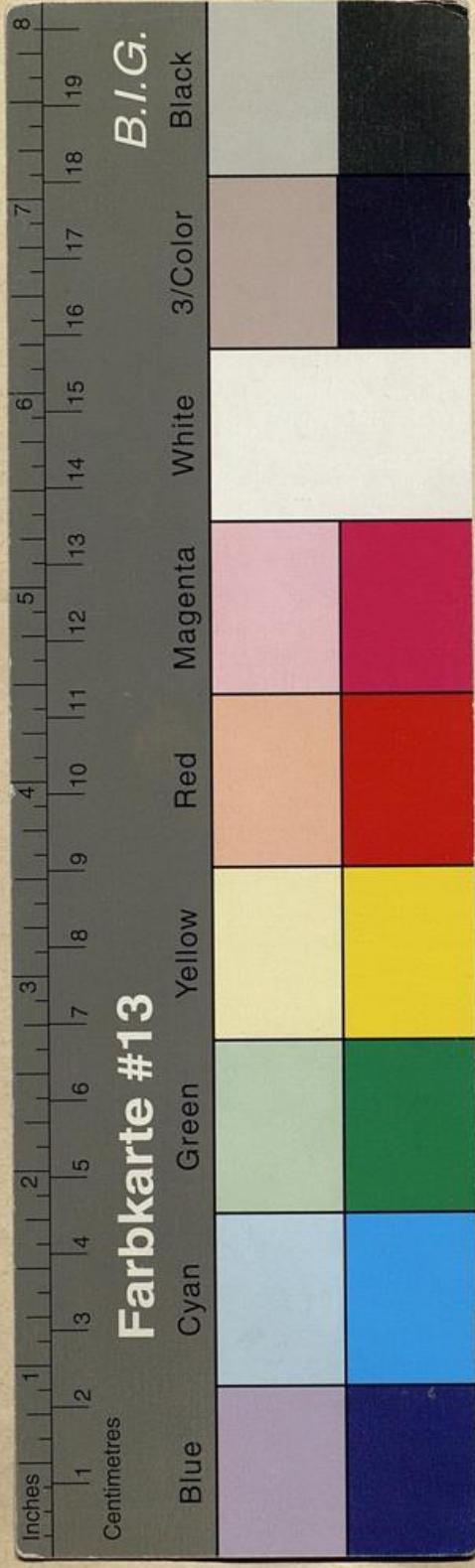
D I S S E R T A T I O N V M
A T Q V E
P R O G R A M M A T V M
C R E L L I A N O R V M
F A S C I C V L V S I V .



H A L A E A D S A L A M
T Y P I S E T S V M T V I . C . H E N D E L .
1 7 7 6 .



Landesbibliothek Oldenburg



Index diff. huius fasc.

- XX. *Ius obsidum inuitorum & citra conuentioneum cum aduersa parte capitorum atque retentorum, ex LL. Rom. Gent. & S. R. I. publ. disputab. auct. Hier. Fried. de STAMMER, Eques Lusat. Vitemb. d. Decemb. 1734.* pag. 539
- XXI. *Præsumptionem æqualitatis in iudiciis diuisoriis & actione negotoria, ad L. 7. D. de fin. regund. defend. Andr. HARTMANN, Pratovallenensis; ibid. d. Maii 1735.* pag. 562
- XXII. *An conditio quæ propter casum impleri nequit pro impleta habeatur? ad conciliandas leges aduersas XXXI. D. de condit. & demonstr. & Liu. §. 1. D. de leg. 1. disputab. Io. Dan. PVSCH, Torgauiensis; ibid. d. Sept. 1735.* pag. 585
- XXIII. *Obseruatt. miscellae de monumento secundum voluntatem testatoris faciendo, ad L. 14. §. 6. D. de relig. defend. Io. Chph. BRENDL, Hartmannsdorf. ibid. d. Oct. 1735.* pag. 595
- XXIV. *Obseruatt. de reditibus annuis leuiori moneta solutis, defend. Chr. Andr. VLLMANN, Pratovallenensis. Ibid. d. 31. Dec. 1636.* pag. 612
- XXV. *Priuilegium pecuniae ad certum usum creditæ ex animo dantis æstimandum, ad L. 7. D. de exercit. actione; defend. Io. Christlieb EBERT, Dresdenensis. Ibid. d. 15. Dec. 1736.* pag. 623
- XXVI. *Obseruatt. quasdam forens. de senatoribus & quatenus ex eorum factis ciuitas teneatur? proposuit ac defendit auctor Io. Chph. LENDRICH, in Cancell. Reg. & El. itemque Martisb. Sax. Adv. immatric. & ciuit. delit. Syndicus. Ibid. ipsis Kal. Febr. 1737.* pag. 641
- XXVII. *De iure militis auxiliarii apud gentes liberas & in S. R. Imper. defendit Io. Christ. STRENG, Delit. Misn. Ibid. d. Febr. 1737.* pag. 660
- XXVIII. *Quando curator absentis heredes æque propinquos a successione excludat; disputauit Dav. Gottwalt TISCHER. Coldit. Misn. Ibid. d. 6. April. 1737.* pag. 690
- XXIX. *Obseruatt. de animo nouandi factis expresso. Ad L. 8. C. de nouat. defendit Fried. Gottl. TISCHER, Coldit. Misn. Ibid. d. 24 Apr. 1737.* pag. 707

XX.

DISSERTATIO

DE IVRE OBSIDVM INVITORVM

ET

CITRA CONVENTIONEM CVM ADVERSA PARTE
CAPTORVM ATQVE RETENTORVM.

EX LEGIBVS ROMAN. GENTIVM ET S. R. I. PVBL.

VITEMBERGAE, AD D. DECEMBER. A. Q. S. P. E. MDCCXXXIV.

CLAVDIAN. de conf. honor. 6. v. 248.

*Nulla est victoria maior**Quam quæ confessos animo quoque subiugat hostes.*

§. I.

Non sine Dei immortalis prouidentia & nutu accidit, vt in motu hominum temporum, & magna rerum omnium conversione, cum potentissimi Poloniarum regis AVGVSTI III. patris patriae incomparabilis, domini mei longe clementissimi, exercitu, invictissimæ Russorum imperatricis arma, et consilia, coniungerentur. Enim vero virtus et fortuna, quarum ministerio supremum Numen res secundas et aduersas in primis administrat, et quæ in viroque summorum foederatorum tam conspicuae, atque inter se connexæ sunt, quantum illi inter se coniunguntur, quid efficere possint, experiri, et, in tanta expectatione omnium gentium, documento quodam comprobare velle, videbantur. Neque enim res caruit euentu: quandoquidem tot partae victoriae, tot difficultates superatae: ordines ad concordiam adducti, pax fere restituta, res tam multae, tam feliciter, tanique exempli, gestæ, docent humanum genus, quibus virtutibus non solum quaeratur victoria, sed, qua moderatione etiam victoriae obsequio, alias, docente VALERIO,^{a)} promptissime licentiam suppeditantis, resisti possit, quibus consiliis ius gentium, sancta et inuiolabilia omnia, seruari debeant, et felicissime defendi.

In primis versatur ante oculos, qua magnitudine animi *cohortes subsidiae Gallorum*, testes tantarum tamque incomparabilium virtutum, superiori aestate, prope Vistulamundam, nobile ad ostium Vistulae munimentum, per pulsa sunt ad ditionem,^{b)} et, conscripta vtrinque formula, in fidem,

^{a)} VALER. MAX. VI. 5. 1. ^{b)} Allerneuester Kriegs-Staat P. IX. p. 775.

Fasc. IV.



fidem, cui se permiserant, acceptae: qua facilitate Coroniam, in nobilem portum maris Baltici, quod praefectus ipsorum pactus erat, ^{c)} auctoritate: quo iure, ob injuriam a classe Gallorum interea acceptam: et ob naues Russorum contra ius gentium surreptas, tanquam *obsides* retentæ, sed liberalissime habitæ, multisque beneficiis ornatae sunt, donec, nauibus redditis, eo, quorsum prouehi voluerant, perducerentur. Sed cum ipsis Gallis veritas extorqueat, ut tantas laudes, quarum præsentes illos documenta capere fortuna voluit, reticere non possint, ipsique non solum bello, sed, que teste *Livio* ^{d)} vera victoria est, iure gentium se superatos esse, libere profiteantur; operæ pretium videtur, ipsa Augustissimæ Imperatricis, rei gestæ rationes exponentis, verba, fide tabularum Lugdunensium ^{e)} per multas Europæ partes vulgatarum, recitare.

„Les dernières lettres de Petersbourg porrent, que c'est à Cronstadt, „qu'on a conduit les troupes de France, qui ont campé sous le canon du „Fort de Weichselmunde, qu'elles sont au nombre d'environ 2000 hom- „mes, et y sont bien traitées par ordre de l'Imperatrice, et que Mr. de „la Mothe, qui les commande, a dépeché un Officier à la Cour de Fran- „ce avec la déclaration suivante, qui lui avoit été remise de la part de Sa „Maj. Imperiale.

„Les troupes françoises envoyées par la France au secours de la ville de „Dantzig, ayant été réduites par les Armes de Sa Majesté Imperiale de tou- „tes les Russies, à la nécessité, de se rendre par accord, en vertu duquel „elles seroient transportées dans un des ports de la Mer Baltique, où elles „pourroient aisement être embarquées sur des Vaisseaux Marchands, Sa Ma- „jesté Imperiale déclare, que son intention n'a pas été, et n'est pas encore, „d'enfreindre en aucune maniere la Capitulation accordée aux fusdites „troupes; Mais l'Escadre françoise envoyée dans la Mer Baltique ayant „cependant.

„I. attaquée, sans qu'il y ait eu aucune déclaration de Guerre entre la „Russie et la France, et pris en pleine mer un Paquet-Bot, et deux Galio- „tes, et en dernier lieu une Fregate Russienne, fait prisonnier, et amené „avec foi tout l'Equipe desdits Vaisseaux, et saisi les Effets et Marchan- „dises, qui s'y trouvoient, et envoyé la Fregate même en France.

„II. Quoyque cette Fregate et Vaisseaux mentionnez, n'eussent com- „mis de leur part aucunes Hostilités contre les Vaisseaux Français, la Fre- „gate Russienne, n'ayant en aucun ordre d'en commettre, et les autres Va- „isseaux n'étant point du tout armez, mais servant uniquement à entretenir la „correspondance, entre Cronstadt et Lubec, et à transporter les Passagers „et

^{a)} Ibid. capitul. art. 7. p. 776. ^{b)} *Liv. L XLII. e. 47.*

^{c)} Supplément de la gazette de Leyde N. 65. du 13. Aout. 1734.



,,et leurs Effets d'un endroit a l'autre, comme cela se pratique depuis plusieures années.

,,III. Lesquelles hostilitez commises de la part de la France ont d'autant plus lieu de surprendre, que de la part de la Russie, on n'en a commis aucune envers la France, mais bien au contraire le Commerce des Marchands et Suiets François ayant eû son libre cours, sans aucun empêchement ou interruption, jusques a ce jour dans les ports de la Russie.

,,III. De telles démarches et procédures de la part de la France envers la Russie, étant tout a fait contraires au Droit des Gens, et aux coutumes reçus et usités entre toutes les Nations même les moins civilisées, qui ne commettent point d'Actes d'Hostilité, sans avoir préalablement déclaré la Guerre. C'est pour ces raisons, que Sa Majesté Imperiale se trouve en droit, et même en devoir, de retenir les Troupes Françoises mentionnées par droit de Repressailles, jusques a ce que la Fregate nommée Mitau soit restituée, avec tout son Equipage, c'est a dire, le Capitaine, les Lieutenants et les autres Hauts- et Bas-Officiers, Soldats, Matelots et autres du premier, jusque au dernier, sans en exclure qui que ce soit, et sous quelque prétexte, que ce puisse être, avec tout le Canon, Munitions, et tous les Effets, en un mot dans le même état, ou elle se trouvoit lorsquelle fut prise par les Vaisseaux François, de même que tout l'équipage et Monde avec tous les Effets pris et enlevés des autres trois vaisseaux mentionnez, et que tout ceci sans aucune exception ou detention ait été renvoyé réellement, restitué et delivré dans un des Ports de la Russie.

,,Et quoique Sa Majesté Imperiale se trouve obligée par les raisons susdites de retenir ces troupes françoises, jusqu'à ce, qu'on ait entièrement satisfait de la part de la France a ces justes pretentions de Sa Maj. Imp. Elle déclare touttesfois, qu'en attendant, elles seront traitées d'une maniere convenable a la condition d'un chacun, et qu'on aura tout le soin nécessaire, pour leur entretien et subsistance, selon qu'on en conviendra plus particulierement avec l'Officier, qui les commande, auquel Sa Majest. Imperiale accorde aussi la permission, d'envoyer en France quelqu'un des siens, munni de bons passeports pour y porter cette Declaration, et pour effectuer d'autant plutôt une prompte resolution, et la satisfaction demandée ci-dessus, afinque les troupes françoises puissent être incessamment renvoyées en France; et que de la part de la Russie, dans ce cas la, cette Restitution se puisse faire sans delay, on laissera ces troupes dans un lieu voisin de la Mer Baltique, ou elles peuvent aussi-tôt être embarquées, pour s'en retourner en France, a quoy on apportera toute sorte de facilité et on leur donnera toute l'assistance nécessaire. Fait a Petersbourg. le 16. Juillet 1734..



Cuius rei admiratione cum defigeretur animus, ad suscipienda vota, pro successibus rerum secundarum, et prosperrimis eventis, mirifice concitatus; visum est, *ius obsidum invitorum* hoc exemplo discere, et generatim, quid de *obsidibus* inuita parte aduersa *captis & retentis*, gentium, et ciuii, et S. R. I. publico iure constitutum sit, breui commentatione enarrare.

§. II.

Obsides et iam inuiti sed, inuita parte aduersa, aut *capti*, aut *retenti*, recte *obsides* dicantur. „Res *capti & reten- tienti iure* „careret dubitatione, nisi G R O T I V S f) obstareret, qui, in vnam caussam da- „tos obsides, in aliam caussam, ait, non recte retineri: At, si in alia caussa „obsidum cen- „fides iam violata sit, aut contractum debitum, iam obsides retineri, non „sentur. „vt obsides, sed eo gentium iure, quo ciues ex facto imperantium detineri „possunt, κατ' αὐδοληψίαν.“

Igitur videtur G R O T I V S, non agnoscere *obsides*, nisi iure pignoris expressi, et conuentione partium, obstrictos. Verum, si quid video, non id agit Grotius, ut neger, *obsides* ob caussam datos, &, soluto illo vinculo, κατ' αὐδοληψίαν, propter alias, atque nouas obligationes, postea retentos, iure *obsidum* censeri; sed docet duntaxat, impleta fide paectorum, ad quam fanciendam dati erant *obsides* ab aduersa parte, desinere ipsos esse *obsides* ex priori caussa, postea vero, si ob nouum debitum retineantur, ipsos nouo *obsidum iure*, κατ' αὐδοληψίαν obligari.

Enimuero non potuit negare Grotius, *obsides* etiam longius, quam ab initio conuenerat, ex caussa probabili retentos, porro etiam *obsides* dici posse. Est enim expeditum inter omnes, *obsides* quasi iure quodam *pignoris* obstringi. Certe promiscue *obsides* & *pignora* dicuntur. L I V I O teste g) Clælia, quae, expressa necessitate dandi *obsides*, ipsa etiam Porsennæ tradita fuerat, cum mox frustrata custodes, inter tela hostium Tiberim tranasser, et sospes Romanæ peruenisser ad propinquos, deinde, poscente Porsenna, tanquam *pignus pacis*, ex foedere, restituta est. T A C I T U S etiam h) aliquando centuriones, tribunosque in Gallia genitos, *obsides*, tanquam *pignus* aliquod societatis, reseruatos, narrat. Augustus, si S V E T O N I O T R A N Q V I L T O i) fides est, nouum genus *obsidum*, feminas, exegit; cum negligi manuum *pignora* intellexisset. Imo vero alia loco L I V I V S k) explicat, *obsides* docet in *pignus* fidei desiderari: et l) vnum illud *pignus*, datos Annibali *obsides*, inclinatos ad Romanorum societatem omnium Hispaniæ populorum animos moratum esse, ne sanguine liberorum defectionis culpa lucentur. Si quis Liuio dissidat, audiamus F U L L I V M qui m) Cæsar's sententiam, quam

f) G R O T . de iure bell. & pac. L. III. c. 20. §. 55. g) L I V . II. c. 13. h) T A C I T U S hist. IV. c. 60. i) S V E T . in vita Aug. c. 21. k) L I V . L. 42. c. 39. l) Id. L. 22. c. 22. m) C I C . in Catil. IV. c. 5.



quam pignus dicere voluerat, *obsidem* perpetuae in rem publicam voluntatis appellauit: et ipse ⁿ⁾ libertatem populo Romano, praecipuum animi sui *obsidem* reliquit.

Itaque apparet, veteribus eadem et pignora et obsides fuisse. At vero nemo dubitat, ad constitutionem pignoris non semper conuentionem partium desiderari, sed etiam illa, quæ citra conuentionem, iare quodam, aut capta, aut ab aduersariis retenta sunt, *pignora*, quorum numero et *obsides* habentur, appellari. Certe MARCIANVS I. 12. §. 6. D. qui pot. in. *pign.* etiam *inuitio* debitore interdum, ait, rem *iure pignoris* teneri, itemque VLPIANVS I. 25. D. de *captiu.* ciuem redemptum ab hostibus, ante litionem, & priusquam redemptionis preium victori offeratur, ab aduersario detentum, *iure pignoris* videri obligatum: quamvis creditori non sit traditus, ut pignus preii redemptionis: e alio loco, I. 20. §. 1. D. qui test. fac. poss. illum, qui redemptus sit ab hostibus, quamvis seruum non esse placet, tamen iubet, *vinculo* quodam *pignoris* omnino retineri, donec preium soluatur. Quod, ne cuiquam durum videatur, GORDIANVS etiam I. 2. C. de *postlim.* reu. ab hostibus redemptos, quoad exsoluatur preium, magis in causam *pignoris constituti*, quain in conditionem seruilem, detrusos videri, tradit, neque *naturalis pignoris* vinculum prius, quam soluto prelio, dissolui; cum, quamvis non conuenerit de pignore, tamen *naturalis ratio* doceat, rem alterius, quam possidemus, donec nobis satisfiat, *pignoris* quodam iure, retineri.

Ex quibus rebus apparet, usu veterum, non res duntaxat, sed etiam homines, priusquam quod nobis debetur, exsolutum sit, circa consensum partium, retentos, *pignora* et *obsides* recte nominari.

Quod si quis nostrorum temporum mores nobis obiiciat, diluit dubitationem BARBEYRACIVS ^{o)} qui, „par droit de Repressailles, inquit, on peut garder les hommes, jusques a ce, que l'on ait obtenu satisfaction: de sorte que, pendant tout ce tems la, ils sont, comme en otage.,, Adeoque patitur, illos, qui inuita parte altera detineantur, iure *obsidum* haber. Quod, quando permisum sit, erit deinceps locus exponendi.

§. III.

Ex his, quæ adhuc disputata sunt, intelligetur, iure *obsidum* censi, *Obsidum genicunque iure pignoris custodiuntur ab aduersa parte, donec ipsi satisfiat: nera diuertit officia gentium, circa contentionem armorum, quodam vinculo continessa.* Enim uero, cum ad colenda officia amicitiae, et sanctissimam coniunctionem facti simus, atque a natura in primis comparati; interest generis humani, esse aliquod vinculum inter gentes, quo *fides mutua, societatis anima*

ⁿ⁾ c. 1. Or. antequ. iret. in exil. circa fin.

^{o)} BARBEYRAC. ad Puffend. I. N. &

G. VIII. 6. 13. not. 1.



anima & neruus, obligetur. Et quia licentiam, et studium nocendi, vel in debilibus & fessis, impotentia animi, & impunitatis spes, accedit; frenis quibusdam opus fuit, quibus iniuria coerceatur: adeoque ex cogitari aliquid debuit, quo effici possit, ut inter illos etiam, qui nullo civili iudicio tenentur, & qui, iuris experiundi causa, trahi ad Prætorem nequeunt, ius suum cuique tribuatur.

Sed, quia ius cognitionis & necessitudo, qua omnes inter nos coniungimur, iubet irae imperare, hominem homini pareere, nihil, si res patiatur, durius & incontinentius in alterum consulere, mediis duris & noxiis, si mitiora supperant, omnino abstinere, ante omnia molles aditus tentare, & temporum opportunitates obseruare; videtur conuenire gentium officio, ut nihil intentarum facile relinquant, priusquam ad irarum & armorum publicum certamen, quod bellum dicimus perueniatur. Quapropter, cum, teste **LIVIO**, ^{b)} illis demum iusta sint arma, quibus nulla, nisi in armis, spes relinquitur: humanius plerique censuerunt, paucos potius sensu aliquo incommodorum affici, quam, captis armis, omnia officia, & communem gentium securitatem, perturbari. Nihil vero efficacius ad humanum ingenium esse, visum est, quam, amore liberorum, quibus nihil humano generi carius, ^{q)} fidem gentium obstringi, & imperatis obsidibus, traditoque in custodiam flore iuuentutis, perfidiæ periculum auerti. *Romani* certe suspecta omnia habebant, prodiue rem publicam credebant, nisi acceptis obsidibus, & pignoribus societatis, publicæ securitati caueretur. **AVGVSTVS**, quod supra obseruatum est, ^{r)} cum negligi a barbaris obsides maſculos videret feminas poposcit, quas maiori sollicitudine custodiri a parentibus, &, propter lubricitatem ingenii, & imbecillitatem animorum, ciuibus suis, & parentibus in primis, commendatores esse intellexerat: vt tanto magis memores essent officii, & promissorum, quanto maiores curam pro illis suscipiebant, quas, si fidem fecellissent, videbant in periculo versari. Certe **VLPIANVS** l. I. §. I. D. ad L. *Iul. Mai.* illos maiestatis crimen contraxisse censuit, quorum opera, & dolo malo, consilium initum fuerit, vt obsides, iniussu principis, intercederent: cum spes pacis, & securitatis, custodia obsidum in primis videretur contineri.

Sed quamquam juris inter gentes æquatio præcipit, vt ne, quæ ipse auidius a sociis exigas, ipse etiam illis dare, & offerre, cum res postulet, tergiuereris; tamen a Romanis obsides, quos ipsi cupidissime a gentibus poscebant, non nisi in summis difficultatibus impetrabantur. **LIVIVS** ^{s)} ægre extortam Romanis a Porsenna necessitatem, dandi obsides, testatur, cum ipse præsidium Ianiculo deducere, nisi datis obsidibus, negaret. Certe

SCAE-

^{p)} **LIV.** L. IX. c. I.^{s)} **LIV.** II. c. 13.^{q)} **LIV.** I. c. 9.^{r)} **SVEV.** in vita Aug. c. 21.

S C A E V O L A l. 4. D. ad L. Iul. Mai. nisi forte de reddendis obsidibus incligendus est, non vult fidem populi Romani datis obsidibus obstringi; sed illos, quorum dolo malo factum erit, quo magis obsides dentur hostibus populi Romani, sit, Lege IULIA, & maiestatis crimine, teneri. Hostile enim, & abominandum, videbatur, dare operam, ut ciues Romani in potestatem hostium omnino peruenirent. Quandoquidem illorum libertatem prodi, ipsosque in seruitutem aliquam detrudi existimabant, qui hostibus populi Romani, iure obsidum custodiendi traderentur. Teste enim VENULEO l. 2. D. de hom. lib. exhib. non multum a specie seruientium differunt, quibus non datur facultas recedendi: ut videantur esse in seruitute, qui ab aduersariis, donec ipsis satisfiat, per tempus aliquod detineantur.

Quae cum ita sint; effecit seruitutis odium, & fauor libertatis, in primis vero mirifica illa dulcedo patriæ, qua plurimi tenentur, ut invisa esset obsidum conditio Romanis, &, si vel quereret respublica, quos in summis necessitatibus aduersariis daret obsides, inuenirentur pauci, qui in illam conditionem consentirent, & æquo animo tradi se hostibus populi Romani parerent: pauciores sponte se offerrent; plurimi inuiti, atque obluctantes, in illam seruitutem traherentur. Enimvero cum & sapientissimus ille apud TULLIVM ¹⁾ Ithacam, patriam, in aspermis saxulis, tanquam nidulum, affixam immortalitati anteposuerit; quem non Roma, vrbs vrbium, muranda exilio, quod obsidibus per tempus ali uod imperabatur, commoueret. Neque tamen tam sterilis magnorum ingeniorum, aut tam effecta fuit Roma, quin aliquando quandam Regulum ²⁾ gigneret, qui, fidei seruandæ cauſa, in potestatem hostium magno animo reuerteretur,

*Interque marentes amicos,
Egregius properaret exul,
Arqui sciebat, quæ sibi barbarus.
Tortor pararet: non aliter tamen
Dimouit obstantes propinquos,
Et populum, redditus morantem;
Quam si clientum longa negotia.
Diuidicata lire relinquaret.*

Enimvero SPURIVS POSTHVMIVS ipse auctor fuit ³⁾ ut nudus atque vinclitus Samnitibus, magis in penam, quam obsidis conditionem, dederetur: ut populum religione, si qua eius sponsione obligatus sit, exsoluat. Sed haec Romana virtus fuit, qua se superari reliqua gentes tam æquo animo patiebantur, quam ipsum huius reipublicæ imperium ferebant. Illud, contra, plenum erat perfidiae, atque Graecæ vanitatis, quod THEMISTOCLES, ⁴⁾ per-

¹⁾ circ. de orat. I. p. m. 181. ²⁾ HORAT. III. od. V. v. 47. ³⁾ LIV. L. IX.
c. 8. ⁴⁾ NEPOS in vita Themistocl. c. 7.



persuasit Spartanis, ut viros bonos, nobilesque, quibus fides haberetur, altitudinem murorum exploraturos, mitterent Athenas, & interea se obsidem retinenterent: sed simul ipse præcepit suis ne prius Lacedæmoniorum legatos dimitterent, quam ipse esset a Lacedæmoniis remissus. Est enim animi puilli, magnitudinem animi verbis ostendere, & fraudi virtutem & integratem prætexere, factis turpitudinem, & insidias prodere, & timoris inconstantiam, & ineptissimam calliditatem.

Imo vero, faciamus, ex animo Themistoclem Spartanis obsidem se tradidisse: Non bene de republica meritus fuisset, qui patriam ciue ingenuo, & in administrandis negotiis versato, spoliasset. Nimirum, si quis animi fuerit tam intrepidi, tam magni, qui se deuouere pro republica, & hostibus se obsidum dedere, atque in aduersariorum potestatem peruenire, communis libertatis causa, non detrectet; hæc ipsa magnitudo animi, & insignis virtus comprobat, non recte illum hostibus se committere, & officio obsidum defungi, quod homines ingenii mediocris & infirmi, minori incommodo patriæ, commodius obirent. Hoc est prodere, & deserere rempublicam, si quis hostibus sui potestatem, etiam propter rempublicam, circa necessitatem faciat, de qua coram & præsens habuisset occasionem melius merendi.

Sed hæc vt cunque æstimata fuerint; illud tamen intelligitur, quosdam non repugnantes, sed volentes, & consentientes, tradi aduersariis obsides, suoque exemplo comprobare, quod CICERO ait, ²⁾ sapientem nihil coætum facere, nihil inuitum, nihil etiam dolentem: alios sponte se periculo offerre: plerosque trahi inuitos atque repugnantes. Inter illos autem, qui inuiti hanc conditionem subeunt, alii parent reipublicæ, & imperio maiestatis, fidei inveniendæ arque obligandæ causa, aduersariis ex pacto, & foedere, traduntur, adeoque tristi officio, sed necessario, & salutari in posterum, de patria merentur: alii contra, capiuntur ab aduersariis, qui ius gentium læsum atque perturbatum esse crediderunt, & citra patriæ consensum, & conuentionem, pignoris iure obstringuntur donec læsis satisfiat: alii denique, qui ob alias cauissam in manus aduersariorum peruererant, priori vinculo soluto, ob alias, & nouas obligationes, per tempus longius, quam conuenerat, in ipsorum custodia, obsidum iure retinentur, donec de nouis etiam cauissis, cum aduersa parte transfigatur.

Sed de his quidem, qui inuiti dantur a republica, GROTIUS, ^{a)} ALBERICVS GENTIL, ^{b)} PVFENDORFFIUS, ^{c)} BVSIVS, ^{d)} SALMASIVS, ^{e)} CONRINGIUS, ^{f)} exposuerunt: &, præter illos, in primis lepidus est BAL-

DVS:

^{z)} CIC. paradox. 5. ^{a)} GROT. I. B. & P. L. III. c. 20. §. 52. ^{b)} ALBER. Gent. I. B. 2. 19. p. 396. ^{c)} PVFEND. I. N. & G. 8. 2. 6. ^{d)} BVSIVS subtil. iur. 1. 17. ^{e)} SALMAS. de mod. ysur. pag. 112. & 531. ^{f)} CON-
RING. ad Lampad. c. 9. §. 4. & 5.



DIVS: qui ad L. 2. C. de *Patrib. qui fil. distrax.* inuitorum, ait, nullam esse obligationem, adeoque ne *datos* quidam obsides inuitos, pro republi- ca obstringi: quasi vero, a nostro consensu pendeat, virum velimus ma- iestati imperantium obtemperare, aut unquam ciuibus, postquam omnes in vnius ciuitatis corpus coauerunt, aliquid detrectare liceat, quod ad salu- tem vniuersorum videatur pertinere: aut quasi *manibus* deliberare sit per- missum, an iniuria ab *oculis*, quibus totum corpus regitur, prohibenda sit, illarumque ministerium desideretur: aut quasi in illis officiis, consen- sus ciuium necessarius sit, ad quae obeunda, iure perfecto, etiam nolen- tes, atque obluctantes, obligantur. At vero, *captos*, citra conuentionem partium, & *retentos* obsides, etiam *SCHILTERVS*, qui alias ius obsidum commentatione luculenta comprehendit, vix in transcursu attigit: quapro- pter dabo operam, vt de his quidem copiosius & diligentius tractetur.

§. IV.

Romani quidem, quod supra diximus, duram conditionem *obsidum* *Ius Roma-* censemabant. Quapropter *praetor*, vt, qui liberum hominem retineat, il-num non lum exhibeat, l. 1. pr. D. de *homine lib. exhib.* interdixit: quod *VLPIA*. profrus pro- *NVS* d. l. 1. §. 1. tuendae libertatis caussa factum esse, docet, ne *homines li-* bibet ne ob- *beri* a quoiam detineantur. Sed idem tamen *VLPIANVS* l. 3. §. 5. D. sides inuiti. *capiantur.* *cod. tit.* generaliter, qui *instam caussam* habeat, hominis liberi omnino reti- nendi, illum, docer, non videri, dolo malo facere: ideoque contra hunc non locum fore interdicto. Certe, iure gentium & belli, *TRYPHONI-* *NVS* l. 12. pr. D. de *capt.* & *postlim. reu.* tradit, qui in pace peruerent ad alteros, si bellum subito exarsisset, eorum seruos effici, apud quos, iam hostes, suo facto homines liberi deprehendantur; adeoque patitur, gentes liberas, coercendorum aduersariorum caussa, manum hominibus iniicere, & necessitatem hostibus imponere, vt caritate suorum a concertatione ar- morum, & contentione virium, reineantur. Quamuis enim *HONORIVS* & *THEODOSIVS*, l. 20. C. de *postlim. reu.* interdicat, ne prouinciales cuiuslibet sexus, & conditionis, & ætatis, quos barbarorum feritas, captiuitatis necessitate transuerterit, inuiti a quoiam retineantur; tamen hoc non eo pertinet, quod *iure gentium*, ne quis hominibus liberis vincula iniiciat, prohiberi credant; sed, ne illi, qui in imperium Romanum reuerti fuerint ex captiuitate, detineantur, a ciuibus, atque vsu libertatis, post- liminio recuperatae, excludantur. Ita enim iidem imperatores, l. 11. C. de *episc. aud.* voluntatem suam rescripto interpretari sunt, ne quis *romanos* captiuos, qui reuersi fuerint, teneat, aut iniuriis afficiat, & damnis.

Itaque iure gentium licere visum est, vt, dum controv ersiae inter illas oriuntur, homines liberi ab hostibus in ipsorum solo deprehensi, capiantur.

Fasc. IV.

B

Pri-



Priuatis vero PAVLLVS ne quidem hominem liberum pignori, neque filium familias a parente iure obsides obstringi l. 5. D. quæ res pign. permisit: sed eum, qui sciens illum acceperit, relegatione iussit coerceri. Certe DIO-CLETIANVS & MAXIM. l. 6. C. eod. qui liberos homines, pro pecunia, pignoris titulo acceperit, illum circumuentum esse, & obligationem pignoris consistere non posse, docuerunt: Et IVSTINIANVS Nov. 134. c. 7. iniquitatem creditorum accusauit, qui debitorum filios recipient in pignus, aut seruitorem, aut in conductionem: ut intelligatur, iure quidem Romano, liberorum hominum pignora non penitus probari.

Sed facilius admissum in seruis, vt iure pignoris detineantur. SEVERVS enim & ANTONINVS l. 1. C. de Remiss. pign. tunc demum, si sciente eo, cui pignoris nomine obligatus erat seruus, manumissus sit, obligationem pignoris remissam, censuerunt, & MARCIANVS l. 13. §. 6. D. de pign. & hypoth. etiam statu liberum, id est, cui spes immineat accipiendæ libertatis, hypothecæ dari patitur, licet, conditione existente, pignus euaneat.

Ne igitur existimes, iniquum omnino Romanis ius capiendi obsides videri. Priuatis in priuatos, eodem vsos iure libertatis, ius esse noluerunt; ne vis omnino fiat in republica, ne periculoseum sit exemplo, illos, qui ipsi maiestate imperii coerceantur, sua auctoritate, alias, qui aequo iure censeantur, in vincula ducere, & priuatim detinere: eum esset facultas, ut experiundi iuris cauſa adirent ad praetorem, &, edita formula, quod debeat, impetrarent. Enimvero, ex eadem cauſa, ne alia quidem pignora, quæ in cuiusque bonis essent, capere licebat, sine iudicis auctoritate. l. 3. C. de pign. l. 2. & 3. C. si ex. cauſa. iudic. quandoquidem, si ius reddi possit a praetore, æquitas postulare visa est, prius conuinci debitorem, priusquam, captis pignoribus, aut sequestro, ad debiti solutionem compellatur. Quod HONORIVS & THEODOS. l. un. C. de prohib. sequest. pec. præceperunt. Nimirum hoc in ciuitate habet rationem, cum sit periculum, ne cupiditate rerum homines accensi, iræ imperare nequeant, & latius vagentur, saepe in innocentes impetum faciant, & animi impotentia aliis molesti sint, a quibus ipsis nihil debeat: quod æquitati naturali aduersum esse, Imperatores l. un. C. ut nullus ex vican. & Nou. 52. c. 6. censuerunt.

Verum enim vero, ita ius inter *Quirites* dictum est: neque tamen hoc Romani ad gentes liberas proferri voluerunt: quandoquidem & MARCIANVS l. 12. §. 6. D. qui pot. in pign. itemque GORDIANVS Imp. l. 2. C. de postlim. reu. naturale pignoris vinculum, cui in primis inter illos, qui nullo ciuili iudicio tenentur, locus est, etiam in iusto debitore, ab ipso creditore constitutum, agnouerunt. Sed de hoc deinceps exponemus.

§. V



§. V.

Vt vero appareat, ad vim in ciuitate prohibendam in primis, interdi- *Ius retentio-*
cium esse ciuib, ne debitores, captis pignoribus, sine auctoritate praesidis, ^{nis ex legi-}
coerceantur; audiamus PAPINIANVM l. I. pr. D. de pignor. itemque Pom-^{bus Romanis.}
ponium l. 51. D. de condic. indeb. qui possidenti facilius retentionem con-
cesserunt, etiam si aliquando non habeat petitionem: quia non sit pericu-
lum turbarum, & dissensionum, & tumultus g) si pignora a possessoribus
retineantur. Itaque NERATIVS l. 8. D. de incend. ruin. non dubitat,
quoniam ratem vi fluminis in agrum meum delatum, retinere possim: neque
prius domino illius potestatem faciendam, docet, quam si cautum fuerit,
de damno praeterito resarcendo. Neque POMRONIVS omnino l. 8. §. 6. D.
de pignor. act. debitoris desiderat consensum, sed, si plura mancipia pigno-
ri data fuerint, & quedam certis pretiis ita vendiderit creditor, ut euictio-
nem eorum praestaret, reliqua mancipia posse retineri, ait, donec ei de in-
demnitate caueatur. Quod ne quis existimet ciuili tantum iure introductum;
PAPINIANVS l. 48. D. de R. Vindic. possessorem bonae fidei, qui praedi-
um alienum ob sumptus in illud factos retiner, contra petitorem, *doli mali*
exceptione opposita per officium iudicis, *æquitatis* ratione defendi iubet,
quamvis non sit prodita actio, qua sumptus post rem restitutam a domino
perantur. Itaque *dolo mali* agit, qui non vult rem a possessore, donec
ipso de sumptibus satisfiat, retineri. Ex quare intelligitur, *ratione naturali*
introductum *ius retentionis*, cum docente PAVLLO l. I. §. 1. D. de *doli mal.*
exempt. ideo prætor proposuerit exceptionem *doli mali*, ne cui dolus suus per
occasione*moris* ciuilis prospicit, contra *naturalem æquitatem*. Quod adduxit
GORDIANVM, vt l. vn. C. etiam ob chirograph. soluto etiam iure pigno-
ris, si illud adhuc possideas, te pignus restituere, propter exceptionem *doli mali*,
non cogendum esse, existimet, donec tibi pecunia, quæ etiam si-
ne pignore debetur, a debitore offeratur. Quamvis enim Accursius dubi-
& FRANCISCVS DVARENVS ad l. 7. §. 5. D. solut. matr. contra *ius*
retentionis disputeret; tamen illi LUDOVICVS VITALIS h) huic SCHVL-
TINGIVS satisfecerunt.

Igitur, cum *naturalis ratio* persuaserit Romanis, ut a priuatis etiam
pignora, quæ possident, donec ipsis satisfiat, *retineri* patientur; non eget
disputatione, quoniam illo iure, etiam inter gentes liberas, quæ solis diuinis,
in primis naturalibus præceptis obtemperant, locus fuerit *obfidum*, inuita
parte altera, *retentioni*. Enimvero non circa bona duntaxat debitoris, ex
legibus Romanis, versatum est *ius retentionis*, sed, eadem suadente *æqui-*
tate,

B 2

g) CVIAC. XVIII. obseru. c. 10. desid. herald. de rer. iudic. Auct. II. 23. h) LV.
DOV. VITAL. leet. var. L. II. e. 18. in thes. Ottonis T. III. p. 682. i) SCHVL-
TIG. iurispr. ante-Iustin. ad Vip. Tit. VI. p. 583.



tate, possessoribus etiam *homines* subinde, quamuis libertate restituta, *retinere* iure pignoris permisum. *VLPIANVS* certe l. 3. §. 3. D. de *hominib. exhib.* si quis cum, inquit, quem ab hostibus redemit, *retineat*, in ea causa est, ut non teneatur interdicto: quum *dolo malo* non fecisse videatur. Itaque caret dolo malo, atque *æquitatem* sequitur, qui retinet hominem ab hostibus redemptum, donec pretium soluatur. Præcipiente enim *GORDIANO* l. 2. C. de *postlim. reu.* redemti ab hostibus, versantur in causa *pignoris*, & naturali *pignoris* vinculo tenentur, donec numi, pro ipsis expensi, redemtoribus restituantur.

Enimuero, quis possit a se impetrare, ut *SCHILTERO*^{b)} consenserit, qui negat, vñquam recte hominem liberum pignoris iure retineri, sed *redemtos ab hostibus*, donec pretium soluatur: in servitute adhuc detineri, ait, adeoque illos, non ut homines liberos, sed, ut seruos, iure pignoris obstringi. Nam manifeste obloquitur *SCHILTERO VLPIANVS*, qui l. 20. §. 1. D. qui *testam. fac. poss.* redemptum non videri seruum, docet, sed vinculo quodam retineri, donec pretium soluatur. Imo *GORDIANVS* etiam l. 2. C. de *postlim. reu.* ab hostibus redemtos, magis in causam *pignoris* constituti, quam in *seruilem conditionem* detrusos esse, tradit; ut dubitari non possit, in hac specie, hominem liberum, *pignoris* loco, etiam a priuatis posse retineri.

Ceterum priuati carceres, pena constituta, *AZENONE* l. un. C. de *priu. carc.* interdicti: quia Alexandria & per Aegyptum homines facinorosi ingenuis, iter facientibus, per insidias subinde, imminebant. Certe etiam hodie nefas est, hominem priuatim, ne in publicum procedat, per tempus longius, in carcere & custodia teneri. Haud ita pridem, quod a *Dno. Præside* accepi, *ordo ICItorum Viembergensium* multa dominum coercuit, qui ancillam, furti aliquantulum suspectam, sed seminudam, loco squalido, bis, circa medianam noctem, incluserat, & diutius detinuerat, donec sero illam lictoribus ad prætorem deducendam traderet. Sed *VLPIANVS* tamen l. 25. D. ad *leg. Iul. de adult. coerc.* contumeliae defendendæ atque vlciscendæ causa, marito permisit, moram adultero iniicere, ne elabatur. *Legis* enim *Iulie* Capite quinto, cautum est, ut viro, liceat, adulterum cum uxore sua deprehensem, quem aut nolit aut non liceat occidere, per virginis horas diurnas nocturnasque continuas, *testandæ eius rei causâ*, sine fraude sua, iure retinere. Et haec videtur esse species causæ iustæ & probabilis, ob quam *VLPIANVS* l. 3. §. 4. D. de *homin. lib. exhib.* generiter priuatis facultatem dedit, hominis liberi apud se sine dolo malo retinendi.

§. VI.

b) *SCHILT.* de iure obfid. c. XI. §. 3. p. 98 b.



§. VI.

Satis, credo, comprobatum est, confirmatum esse legibus Romanis *Ius pigneræ-
ius retentionis*, quod ipsa aequitate naturali commendatur. Sed hoc durius, *ttonis in S.
R. Imperio.* priuatos ipso occupare pignora, sine præsidis auctoritate: in primis, si ali-
us, pro alio, & is, qui nihil debeat, pro debitore, quibusdam incommo-
dis afficiatur. Hoc enim & *ZENO* l. un. C. ut nullus ex vicin. & *IVSTI-
NIANVS* Nou. 52. c. 1. arque etiam pontifex c. un. de iniur. & damn.
dat. in 6to naturali rationi aduersum esse censuerunt: ne totum corpus ad
tabem veniar, si illi, qui conglutinati inter se, & connexi, tanquam mem-
bra coniunguntur, inter se aduersi, bellum intestinum moliantur. *Germa-
norum* quidem, postquam a prisco studio turbarum, & seditionum, mori-
bus correctis, desinuerunt, tanta fuit moderatio, vt, quamvis olim latroci-
nia, quæ extra fines cuiusque ciuitatis fierent, ⁴⁾ nullam infamiam haberent,
tamen suis ciuibus, ne ab exteris quidem, pignora capere, permetterent,
sine decreto maiestatis. *Fridericus I.* Imperator, incomparabilis exempli,
cum Masconensis Vice-Comes quosdam mercatores Germanos rebus suis spo-
liasset, vnum etiam captiuum per tempus aliquod retinuisse, Ludouicum
Gallia regem, antea per litteras cancellarii sui monuit, vt damna sarcian-
tur. Apud *GOLDASTVM* ^{m)} enim extat exemplum harum litterarum:
„Petimus, &, ex parte Augusti Serenissimi, vestram excellentiam commo-
„nemus, vt hominem & res retentas reddi faciatis. Alioquin, si damna illi-
„usmodi per vestros negotiatores fuerint resarcita, aut si nouum teloneum,
„ad damnum resarcendum, super vestros mercatores fuerit constitutum, ve-
„stra discretio non grauetur: , Igitur, non, nisi causa cognita, & cum cautio-
ne, ciuibus ius pignerandi exteros permittebatur. Quod vir illustris, *A-
GVSTINVS LEYSERVVS* ⁿ⁾ obseruauit.

Imo vero *Fridericus II.* ciues Romani imperii, ne rebellibus quidem,
quamvis ad arma ventum esset, pignora extorquere voluit, se inconsulto:
cum sui esse arbitrii debeat, qua ratione immorigori coerceantur. Itaque
apud eundem *GOLDASTVM* ^{o)} non nisi post preces supplices, mercatoribus
quibusdam, quibus Anconitani nauem aliquam Venetias destinatam, cum
mercibus, per vim abstulerant, potestatem fecit, „vt, quamdiu Anconitani in
„rebellione persistierint, per mare & terram tantum ex bonis illorum capiant,
„quo vsque eis, in valore vniarum auri centum, daminorum, quæ passi
erant, cauissa, satisfiat.,

Ex quibus litteris discitur, nec temere, nec in infinitum ius capiendi
pignora, ne aduersos improbos quidem, in Germania concessum. Tantum
abest,

^{l)} c. 23. B. Gall. VI. c. 23. ^{m)} *GOLDAST.* constit. imp. T. I. inter constit. Frid. I.
n. 20. p. m. 282. ⁿ⁾ *LEYS.* medit. ad Pand. T. I. sp. 30. n. 4. ^{o)} *GOL-
DAST.* constit. imp. T. II. inter constit. Frid. II. n. 33.



abest, ut inter ordines imperii, qui in officio manserunt, quamvis interdum caussæ, propter quas inter se conquererentur, exortæ, fuerint, obtinuerit *ius pignerandi*. Enimvero cum aliquando ciuitas quedam imperii a Tuterdinis, ob hominem furti apud ipsos postulatum, *ius impetrare* non potuisset, idem Fridericus II. p) interdixit: „ne sine *speciali imperatoris mandato repressalias facere* audeat, sed si quid iuris se contra illos habere contendat, illud per imperatoris curiam, quod ratio postuler, recepto prius oraculo imperatoris, prosequatur..”

Iraque, ne ob *iustitiam* quidem, quod aiunt, *denegatam*, pignerationes, quas, in eiusmodi specie, proprio nomine *repressalias* appellant, in imperio Romano carent reprehensione; sed in *ius vocandus* est ille, de quo habes caussam conquerendi, & forense bellum ei indicendum, cum quo controvrsiae exerceantur.

Sed *repressaliis* quidem ob *denegatam iustitiam* interdum aduersus exteriores, nunquam inter ordines imperii, nisi, cum armorum etiam certamen permititur, *o) locus* est. Ab his GAILIVS *pignerationes* hoc nomine *speciatim* appellatas, quibus possessio defenditur, distinguit. r) Hae subinde nihil videntur vitii habere, si id agant partes, ut tantum retineant possessionem. *Ordinatio cameræ imperialis* part. II. tit. 22. *pignerationes* non omnino damnat, si qua inter ordines. S. R. imperio immediate subiectos, & qui superioritate territoriali hodie vntur, de *possessione retinenda*, dissensio aliquando enascatur. Neque tamen temere illæ in imperio suscipiuntur. Arctis GAILIVS limitibus *ius pignerandi* circumscriptis. Inprimis, si homines, aut *obsides* per vim capiantur, mandatis penalibus, sine clausula iustificatoria, quam dicunt, locus est, quibus *obsides* & *pignora* iubentur continuo dimitti: data ab his fide, si caussa in iudicio probata fuerit, se in eius, qui ipsos ceperat, potestatem reddituros: quod ut faciant, aliquando caussa cognita, iussu iudicis, omnino adiunguntur. d. cap. 22. P. II. *ord. cam.* d. A. 1555. Certe, præstira cautione de iudicio sisti, & indicatum solui, confessim dimittendos esse, *rec. imp.* Sp. d. A. 1570. §. 84. sanctissima conventione definitum, & *recessu deputat*. Spir. d. A. 1600. §. 36 sq. & *rec. imp.* Ratisb. d. A. 1654. §. 138. sq. copiosius deducum.

Saxones, si damnum datum fuerit, & *ius viæ*, aut pascendi, aut similia, iniurio domino, per iniuriam usurpata, et iam priuatis facultatem capiendo pignora, animalia in primis, concederunt: II. & R. art. 40. & 47. Si quis enim in suo ob caussam idoneam ceperit pignus, & iudici illud tradidit custodiendum, non solum impune est, sed omnino fructuosum: cum per *pignerationem* etiam præscriptio interrumpatur. Ita serenissimo legislatori

p) GOLDAST. l. c. n. 20. q) vid. illustr. LEYS. med. ad pand. T. I. sp. 30. §. 5.
r) GAIL. de pignerat. obs. I. 41q.



tori Saxoni in const. el. 7. & 8. P. II. visum est. Neque tamen vlliis rei studium Saxonibus omnino maius, cura libertatis. Ideoque moribus obtinuit; ut homines capere non sileat, ne quidem seruos alienos, ut iure pignoris, aut obsidum, custodiantur: lib. 2. § 3. art. 34. utque iudex etiam, qui reum carcere, per iniuriam, detinuit, mulcta, ob iniustum carcerem, coercentur.

Certe priuatis nefas est, pignerari homines, & ducere in captiuitatem. Tractata est eiusmodi species haud ita pridem in indicio provinciali Lusatiae inferioris. Duo vicini, de pascendi iure controuersiam habebant. Alter prior alterius animalia iure pignoris ceperat, & ad iudicem adduxerat custodienda. Alter, ut par referret, & ne cedere vicino videretur, ipse etiam postea binos vicini bones, & binos pastores, gregis duces, pigneratus erat. Quod ad ius pascendi, dubia victoria disceptabatur. Itaque virtusque possesso, seu composessio, quam dicimus, defensa. Sed reus, qui pastores abduxerat captiuos, sententia monitus, ut repressaliis omnino abstineret: Dass Beslagter verer unzulässlichen Repressalien hinsühren willkühr. Straffe, sich zu enthalten schuldig. Et hoc quidem iure in Saxonia vtimur.

§. VII.

Itaque, *iure gentium* duntaxat, obtinuit, ut, si ius impetrari non pos-
sit, ob iniuriam acceptam, ciues illius reipublicae, quae illam intulit, er-
frequenta-
tum est ut
capiantur
quam acerbe a quibusdam accusata fuerit, & supra indicatum est, et *g a r* tineantur.
Ius gentium
LIVS, 5) KOPPEN 7) & PESCHWITZ 11) suo exemplo comprobarunt.
Verum enim vero gentes, quae praetorem communem, a quo ius reddatur,
adire nequeunt, natura docuit, ut securitatem muniant, iniuriam propul-
sent, omni diuina, & humana ope, pericula auertant; quandoquidem
sensu incommodorum, & metu turbarum, & molestiarum, homines magis,
quam fructu bonorum praesentium, et spe futuræ voluptatis, commouentur.
Quapropter, cum iustitia fruendæ caussa societas incantur, atque omnia
iura constituta sint: ne per contentionem armorum confessim omnia diuina
& humana perturbentur, *obsides* etiam *inuitos* atque pignora eapi,
placuit, quorum caritate, atque desiderio gentes in officio contincentur.

Sed ne cuiquam durum videatur, *innocentes*, forte fortuna in potestatem hostium delatos, propter delictum aliorum adduci in discriminem; exponendum est breviter, quid sua cuique *innocentia* debeat praeflare. Ni-
mirum, qui calpa vacant, in *conscientia recte voluntatis*, quod TULLI-

V 8

5) GAIL. de pignerat. obs. 2.

7) KOPPEN decif. 41. n. 1. & 2.

11) PESCH-

WITZ de repressaliis c. 2. n. 22 sq.



v s ait, ^{x)} maximam consolationem rerum incommodarum inueniunt; cum non sit ullum magnum malum preter culpam.

*Conscia mens, ut cuique sua est, ita concipit, intra
Pectora, pro facto spemque metamque suo ^{y)}*

Iraque hoc cuique virtus tribuit, vt non pallescat, vtque culpa absoluatur, vt pudore infamie, & dedecore, & nota inter bonos liberetur. Quapropter inter illos, qui ciuili iudicio aut damnari possunt, aut absolui, poena etiam carebit, in quem culpa nequeat conferri. Haec tenus a fontibus innocentibus sciunguntur. Ceterum contra infortunium, & casum, atque vim maiorem, nemo ex innocentia praesidium habebit.

Non meriti poenam patet, sed Numinis iram.

Est aliquid, magnis crimen abesse malis. ^{z)}

Igitur, quamvis impunitate dignus sit, qui dedit operam, vt bene mereatur, tamen non tergiuersabitur, quo minus, vt medium aliquod, & securitatis communis, triste quidem, sed unicum, & necessarium instrumentum, incommodo afficiatur: ne ad plura membra humani generis perueniat sensus calamitaris, quem pauci quidam possint commodius perferre. Enimuero, & animalibus vescimur, & pluribus rebus utimur, quas necessitas desiderat, quas innocentes esse, & crimine vacare, omnes profitemur; neque tamen dubitamus, quin illas ad usum, ad quem procreatae sunt quantumlibet cum illarum incommodo coniunctum, liceat accommodare. Quapropter, cum sit inter omnes expeditum, homines singulos inprimis procreatos esse propter vniuersos, cumque, si rem ex naturali ratione, & Dei voluntate, & iuris, quo utimur, aequatione aestimes, magis intersit, plures a periculo defendi, quam singulos duntaxat, atque paucos; nemo dubabit, obsides quosdam paucos, quamvis bonos, atque innocentes, rectius aliquid calamitaris accipere, quam per contentionem armorum, si res aliter transfigi non possit, gentes vniuersas, pacemque omnium turbari, & in societatem periculorum & calamitatum ciues multarum gentium adduci. Illustris LEYSERVS ^{a)} optime belli argumento utitur: cuius incommodis cum omnino multi, qui nihil deliquerunt, attingantur; quis accuset ius gentium, si imperus in paucos fiat, qui capiantur iure obsidum, & finiendae controvrsiae gratia, per tempus aliquod retineantur.

Sed aduersatur V. P. IANVS, qui l. 7. §. 1. D. quod cuiusque vniuersitatem. quod debet vniuersitas, illud negat singulos debere: adeoque vniuersos, ait, non singulos omnino recte conuenire. Enimuero, que iure gentium administrantur, nihil ad praetorem. Hoc inter priuatos iuris est, ne aliis pro alio conueniatur, aut singuli pro vniuersis: quod & ZENO l. un. C. ^{vt}

^{x)} CIC. ad fam. L. VI. ep. 4. v. 6. ^{y)} OVID. Fast. L. I. v. 485. ^{z)} OVID. I. C. V. 483.

^{a)} LEYS. med. ad pand. T. I. spec. XXX. §. 4.



ut nullus ex vican. & IUSTINIANVS Nou. 52. c. 1. docuerunt. Cum enim apud iudicem, in foro, lites & controversiae tractantur, habet rationem, ut ab illo, qui deliquerit, duntaxat pœnae experantur. At vero inter gentes, quis patet exteris aditus ad illos, qui ius gentium perturbant: quomodo continebuntur in officio, & coerebuntur principes exteris, nisi quodammodo per iugula ciuium petantur illi, qui rem publicam sua auctoritate administrant: ut suorum caritate moueantur, ne dent occasionem litibus, & dissensionibus, qua peste totum genus humanum affligitur atque perturbatur.

Igitur qui gentes interdum armis inter se congregati, & bello de summa rerum decernere, permittit, ille patiatur necesse est, obsides etiam capi, si res postulet, &, donec satisfiat, detineri: quandoquidem ipsi *captiui*, quos iure belli hostes in suam potestatem redigunt, si rem recte aestimes, sunt quidam *obsides iniuiti*, quos minuendae controversiae, & querendae pacis causa, capimus, &, donec transfigatur, aut pretium redemptionis offeratur, retinemus.

Sed praeter illa, quae adhuc disputata sunt, etiam alia causa accedit, quae efficit, ut recte ciues, quamvis innocentes, capiantur. Enim uero cum totius civitatis corpus, *maiestatis* arbitrio regatur, eiusque voluntati se permittat, commodisque, quae a principe procurata, & ab exteris etiam subinde per illum impetrata sunt, fruatur; consequens est, ciues & iam singulos, quae a maiestate suscepta, & administrata sint, agnoscere debere, &, si quid inde incommodi exoriatur, si quae controversiae cum gentibus finitimi enascantur, partem aliquam communium malorum ferre & suscipere, &, quae a principe *tanquam ex voluntate omnium* gesta sunt, etiam sua calamitate luere, & expiare. Neque enim tam propter alienum facinus, quam propter suum, capiuntur ciues, qui propter controversias principum in periculum incurruunt; cum quae ab his gesta sunt, *nomine omnium*, & propter omnes, suscepta videantur. Simus igitur, quod TULLIVS ait^{b)} ea mente, quam ratio & veritas prescribunt, ut nihil in vita nobis præstandum, praeter culpam, putemus: &, ea cum careamus, omnia humana placare & moderate feramus. Illud exploratum est, letiandam esse innocentium ægritudinem, & calamitatem minuendam, damna etiam accepta, si postea ad suos reuertantur, dissoluenda atque compensanda, &, præcipiente PAVLLO, l. 1. D. de leg. Rhod. de iact. quod propter omnes, & propter ipsam rem publicam amisum est, contributione omnium resarcendum.

§. VIII.

^{b)} CIC. ad fam. L. VI. ep. I. v. 11.

Fasc. IV.

C



§. VIII.

*Ex quibus caussis capi-
antur obsi-
des & retine-
antur.*

Sed, cum nihil dulcior sit usu libertatis, nihil a consilio, quo homines conditi sunt, & a natura procreati, alienius sit servitute, nihil inhumanius, quam temere & inconsulto aliquid moliri, quod cuiquam graue & molestum esse posse videatur; efficit communis quasi legis, & humanae conditionis recordatio, ut, quibus ex caussis manum hominibus liberis iniicere, & obsides omnino aut capere aut retinere liceat, expediendum sit. Quæ deliberatio tanto est dignior, tantoque magis necessaria, quanto rectius Abelox ille Hispanus apud *Liuium* c) præcipit, nihil publice populis gratius, nihil ad fanciendas coniungendasque amicitias accommodatus, quam obsides remitti: quemque sibi potius, quam obsidibus, credi velle, & habitam fidem, etiam sine obsidibus, ipsam plerumque fidem obligare.

Sed haec res quidem tota non solum *ex ratione naturali*, sed etiam *ex usu gentium* addiscenda est: cum haec sit consuetudinis inter gentes autoritas, ut facile ab illa discedi non possit: cum omnis nouitas suspecta, nihilque certum, at ne tutum videatur, si temere inueterati mores deserantur: cumque societas humani generis omnino perturbetur, atque quasi facie quadam & tuba, ad discordiam & dissensiones exercendas, euocetur, si quid præter expectationem, quod usu gentium non sit frequentatum, citra insignem aliquam necessitatem, a quopiam suscipiatur.

Illud quidem apud omnes obuinet, non, nisi auertendi periculi maioris causa, ex quo plus incommodi, quam ipsi obsides captiui sentiant, reipublicae immineat, obsides aut recte capi, aut omnino retineri: cum parum absit a furore, qui instrumentis noxiis utatur, ex quibus plus damni debeat timeri, quam sperari possit voluptatis, & emolumenti, si ipse perueniat ad finem. Igitur in ipsa concorreratione armorum, inque usu belli, interdum *controversiarum minuendarum caussa*, obsides inuitis extorqueri placuit, quorum miseratione, & amore, aut etiam iactura, hostes secum habitare discant, atque a contentionibus remittere, & ad pacem & amicitiam reuerti. Hoc semper agitur, quoties capti ab hostibus in praesidia custodiendi deducuntur. Romani aliquando, teste LIVIO d) obsides, quos Carthaginenses ab omnibus Hispaniae populis acceperant, captos in caltra deduxerunt, & restituerunt Hispanis, ut inclinatos ad Romanam societatem animos, quos hoc unum pignus adhuc moratum erat, a Carthaginensibus abstraherent, hostiumque exercitum, defectione Hispanorum, obsidibus illarum Hannibali ereptis, debilitarent.

Sed saepius, priusquam ad armorum disceptationem publicam perueniretur, ad *propulsandam* atque *uicissitudinem iniuriam*, & *damna*, quae accepimus, dissoluenda atque *sacienda*, obsides capti, & retenti. Ob naues

c) LIV. L. 22. c. 22.

d) Ibid. eod.



ues quidem surreptas tanto frequentius, quanto certius illae; si semel capiae & clapsae sint, sui vestigium non relinquunt, & quanto magis interest generis humani, commercia, etiam maritima, seruari, illosque, qui tempestati & mari publico se committunt, & nullo alio praesidio, quam securitate publica vtuntur, ab hominum iniuria defendi. Quid Fridericus II. ob nauem Venetias destinatam, & ab Anconitanis rebellibus surreptam, mercatoribus facultatem dederit, mari & terra tantum ex Anconitanorum bonis capiendi, quantum sufficiat ad damna sarcenda, ex GOLDASTO ^{e)} est a nobis supra comprobatum. Etiam VENETI, quod Illastris LEYSERVS ^{f)} ex Nicephori Gregor. libro IX. obseruauit, Genuensium naues, repressiarum iure, occuparunt, donec, reparato damno, cum mercibus, illaesae restituerentur.

Igitur, non sine exemplo, *potentissima Russorum imperatrix*. ob naues sibi surreptas, Gallos, qui in ipsius potestate versabantur, obsides retinuit. Sed praeter rationem Turcae aliquando, anno C. 1644. ob naues ipsorum, iussu Melitenium, captas, & abductas, ab omnibus Christianarum gentium legatis, ad quas illa controvrsia non pertinebat, res suas repetebant, &, ni redderentur, omnibus exitium comminabantur. Ita enim Iobus LVDOLEFFVS ^{g)} rem enarrat. Certe non cunctanter Turcae anno 1659. ob nauem Gallicam, mercibus Constantinopolim destinatis oneratam, sed a praefecto, culpa nautarum, priuata auctoritate, alio deductam, ipsum legatum Gallorum comprehendendi posse crediderunt, ^{h)} & in vincula coniectum, per tempus non modicum detinuerunt: de quo iure deinceps studiosi trademus.

Enimuero ob *legatos violatos*, quorum sanctitate gentium amicitia, & societas generis humani in primis continetur, homines innocentes capi, atque retineri posse, gentium vsu comprobatur; ut his securitas praefesteretur, vrque discant gentes, ea sancta credere, quorum violationem damno luere coguntur. Rex Danie aliquando, si WICKEFORTIVM ⁱ⁾ audiamus, ob Caium Ranzouium, a Batauis indignius acceptum, classem mercatorum Battavorum in freto Oresundico retinuit; mox exsolitus triginta milibus, quibus iniuriam aestimauerat, dimisit. BATAVI etiam A. 1655. talionis iure *legati Anglii scribam*, ob ordinum generalium legati scribam, in Anglia in carcere coniectum, donec ipsis satisficeret, diligenti custodia detinuerunt. ^{k)}

Fridericus I. etiam ob mercatores Germanos, in Gallia bonis & fortunis spoliatos, *pignerationem*, aut *reppressalias*, apud GOLDASTVM ^{l)} Luduico

C 2

regi

e) GOLDAST. const. Imp. T. II. inter const. Frid. II. n. 33. p. 61. f) LEYS.
l. c. p. 308. g) Endolffs Schau-Bühne, T. II. p. 1172. b) Id. T. III.
p. 1132. i) WICKEFORT l'ambassadeur L. I. sect. 17. p. 188. k) AITZEMA
L. 45. p. 1017. & L. 46. p. 167. BYNCKERSHOEK de foro legat. c. 22.
l) GOLDAST. const. Imp. T. I. p. 282.



regi Galliæ, minatur. Et generatim, quoties ob iniuriam, & damna accepta, ius non potest impetrari, aut generis humani interest, facinus exterritorum sine vltione non dimitti, pignora & obsides, sine vlla fraude, capiuntur.

Illud ferri non potest, quod Themistocles machinatus est ^{m)} apud Spartanos, quibus se ipsum *obsidem* sua voluntate tradiderat, donec legati ab Atheniensibus reuerterentur. Impetrauit enim a suis, vt legatos in vincula conicerent, &, dum ipse dimissus esset, retinerent. Hac arte effectum iri sperabat, vt eluderentur Lacedæmonii, illisque *pignus fidei*, quod ipsis in se obtulerat, eriperetur. Eodem consilio etiam *Veneti* ⁿ⁾ aliquando vli sunt, qui *SILIVM atque VELANIVM*, tribunos militum, commagis petendi caussa a P. Crasso missos, retinuerunt, quod, per eos, se suos obsides, quos P. Crasso dedissent, recuperaturos existimabant. Recte *Cesar* iustum belli caussam ratus est, admissum a Venetis facinus, quo legati, quod nomen apud omnes nationes sanctum, & inuiolatum semper fuit, *retentii*, & in vincula conieci. ^{o)} Enimuero, hoc est fidem fallere, diuina & humana omnia eludere, atque turpi fraude contaminare, si obsides, *sanciendæ fidei* caussa accipiendi, per insidias, & calliditatem, citra iustum caussam, a gente quadam capiantur, vt suos obsides recipiat, qui aduersariis ex pacto, & fædere debentur.

Ob *damna* igitur duntaxat, & ob *iniuriam* acceptam capiuntur obsides, & retinentur. Sed non attinet monere, liquidum desiderari *debitum*, quod ICti aijunt: hoc est, debere esse *expeditum*, quod pars aduersa, quam capti obsidibus coercemus, iure gentium nobis obstricta sit, ad damni dati reparationem. Enimuero si incerta sunt omnia, & perplexa, atque impedita, quis gentem genti vim facere, innocentes rapere, nihil tale meritos pletere, omnino patiatur? quis finis erit controværiarum, & dissensionum, si ob suspiciones tenuissimas, & repentinæ, exteri confessim in periculum & discriben adducantur. *Ius Quiritium*, cuius auctoritas quamvis gentes liberas non teneat, tamen, quoties æquitatis naturalis rationem sequitur, etiam in publicis caussis in argumentum trahi potest, ne priuatis quidem permisit, vt propter debitum incertum iure retentionis illiquido vtantur. *NE-RATIUS* enim & *ARISTO* apud *POMPONIVM*, l. 5. pr. D. de *statu liber*, de eo, quod *obscarius* fuerit, possessori tetentionem non concedunt: ne multis libertas extorqueatur *incerta caussa rationis*. Quis igitur in gentibus hoc probet, quarum exemplo etiam priuati excitari debent, ad æquitatis habendum rationem, & officia colenda. Igitur ne in hanc reprehensionem incurvant illi, qui iure pignora & obsides capiendi vtuntur; receptum est, hoc denun-

^{m)} NEPOS in vita Themist. c. 7.
ibid. c. 9.

ⁿ⁾ CAS. bell. Gall. L. 3. c. 8.

^{o)} Idem

denunciare parti aduersæ, ut admoneatur, nisi damnum dissolutum, & compensatum fuerit, *obsides* captum, aut retentum iri, & locum repressaliis futurum. Illud certe a Friderico I. factum esse, priusquam aduersus Gallos hoc iure vteretur, Illustris LEYSERVUS p) ex GOLDASTO annotauit.

Neque tamen existimes, necessitatem gentibus impositam, vt prius denuncient, quam vrantur iure repressaliarum. Sæpe opportunitatibus vtedum, quas quis deinde frusta exspectauerit, si semel elapsa sit occasio rei feliciter administrandæ. Igitur si res moram non omnino patiatur, & dubitatione careat, nobis iniuriam ob aduersariis illatam; satis est, deinceps expnere, quo iure obsides retineantur. Certe Russorum imperatrix, ipsa etiam a Gallis, citra inductionem belli, armis infestis imperita, non habuit, cur verborum honore vteretur, & conquereretur antea cum Gallis de causa, ob quam cohortibus ipsorum, quæ in potestate eius peruererant, manum iniecerit, illasque iure gentium & belli retinendos existimarit. Sufficit, hæc postea exposita fuisse.

Ceterum, vt media in primis noxia & cum incommodo coniuncta, intra fines suos diligentius coerceantur; non videtur facultas capiendi & retinendi obsides, iure gentium concessa in infinitum; sed donec de damno satisfiat. Rex Danie laudatur, quod retentas Batauorum naues, numeratis triginta millibus, qua summa iniuriam legato illatam aestimauerat, vinculo pignoris exsoluit, & iure gentium intactas atque liberas dimisit. q) Fridericus II. etiam non passus est, vt sui, ultra centum vncias auri, Anconitanis iure repressaliarum extorquerent. r) Neque tamen quis commode ad digitum dinumerabit, quo usque duret retentio, & quando damnum omnino dissolutum esse videatur. Enimvero propter exemplum interest, vt interdum etiam plusculum repetas, quam alterius iniuria extorserit: certe & expensarum habendam esse rationem, & alimentorum, & quæ in ipsis obsides, dum detinerentur, collata sunt, nemo dubitat; cum recte, etiam a priuatis, sumptus a creditore ad seruandum pignus facti, actione pigneratia contraria, suadente & ciuili iure, & naturali ratione, repetantur. p) M. PONIVS enim l. 8. D. de pigner. act. ob necessarias impensas creditoribus concedit pignoris retentionem.

§. VIII.

Igitur *obsides* inuiti hoc consilio in primis capiuntur, vt gentes suorum caritate, atque recordatione, in officio contineantur. Quod vt impetreretur, inualuit, nobilissimos plerosque ciuitatum accipi, quorum custodia illorum obligetur fides, a quibus res publica administratur. Galli apud Cesarem) con questi sunt, se nobilissimos ciuitatis dare *obsides*, a Sequanis coactos: magnam-

Numerus
conditio &
status obsi-
dum inuito-
rum.

C 3

que

p) LEYS. l. c. p. 308.

q) WICQUEFORT. l. c.

r) GOLDAST. const.

Imper. T. II. p. 61. n. 33. inter const. Frid. II.

s) CAS. bell. Gall. I. 31.



que se calamitatem accepisse, omnem senatum, omnem nobilitatem, omnem equitatum amisisse. *Carthaginenses* etiam obsides dederant *principum liberos*, qui cum magna vi seruorum, quos in comitatu habebant, aliquando Setiæ asserabantur. ^{t)} Nabidi quoque ^{u)} imperatum, ut *filium* suum Romanis traderet, pignus fidei, & induciarum. Germanorum olim ciuitates, quibus, inter obsides, *puellæ* quoque *nobiles* imperatæ erant, efficacius obligabantur, ^{x)} cum captiuitatem, fœminarum suarum nomine, longe impatientius timerent. Pro *Francisco I.* eius filii obsides oblati, donec pretium redēptionis solueretur. Sed hac deliberatione opus est, cum obsides ex fædere & pacto impetrantur. At uero, cum inuiti capiuntur, aut etiam retinentur, qui in nostra potestate sunt, fortunæ beneficio vtendum est, & quos illa obrulerit, accipiendi. Neque tamen a iure gentium alienum est, bellorum in primis duces retineri, si fors dederit illorum facultatem. Superiori tempore BOVFLVRIVS Namurci captus, donec milites præsidiarii Dixmudæ capti redderentur, in custodia retentus. Quod cum accideret, per ostentationem Gallicam, famosum illud: *Je ferai trembler le monde*, pronunciasse dicitur. Aliquando eodem iure retentionis vñ sint principes, si toti exercitus, & cohortes, in ipsorum potestatem peruenirent: in primis vt, quidquid dignitati hominum decederet, numero compensaretur. Clytus Prætor Acarnanum ^{y)} id agebat, vt *quingenti milites*, qui in præsidiis positi erant, pro obsidibus futuri, in Antiochi, regis, venirent potestatem. Si nostrorum temporum mores desideras, Albertus Marchio, capta Bambergia, teste HORTLEDERO ^{z)} Senatores, atque ciues octoginta cepit, & pro obsidibus retinuit. Adeo numerus non definitus naturali ratione. Tantum abest, vt Russorum imperatrix accusari, aut, præter exemplum gentium, aliquid molita videri possit, quod, cum alii obsides non suppeterent, Gallorum subsidiarias cohortes retinendas censuit, donec naues redderentur. Apud Græcos tamen lege constitutum est, vt, si cædes facta esset, atque reus non confessim dederetur, agnati & gentiles, ad quos funeris procuratio, & officium cædis vindicandæ, pertinebat, obsides, non ultra tres, ab illis, qui denegauerint deditiōnem, caperent, κατ αὐδεληψίαν: quod G. Buddæus ex Demosthene & Polluce comprobauit. ^{a)}

Quia igitur, vt unque furuina tulerit, obsides inuiti capiuntur: humanae conditionis miseratio postulat, vt custodiantur quidem diligenter, sed, pro sua quilibet conditione, humaniter accipiantur, & tractentur liberaliter, nihil, præter necessitatē, in illos committatur, qui nulla sua culpa, propter patriæ offenditionem, in manibus hostium versantur. Si ius impetrati

non

^{t)} LIV. L. 32. c. 26.

^{u)} Id. L. 34. c. 35.

^{x)} TACIT. mor. Germ. c. 8.

^{y)} LIV. L. 36. c. II.

^{z)} HORTLED. de bell. Germ. L. V. c. 5. p. 161.

^{a)} BVL

DÆVS ad pandect. L. 16. § 8, de poen. p. 345.

non possit, cuius causa obsides capti & retenti sunt, aliquando durius cum ipsis agitur, ut commodius ad finem propositum perueniatur. *Fridericus I.* cum a Mediolanensibus fides, cuius sanctiendae causa obsides dati erant, violata esset, illos turri ligneæ, quam urbis *Cremæ* muris admouere volebat, aligauit, ut ne Cremenses resistere, neque turrim e longquo lapidibus & machinis petere auderent, sed, caritate liberorum & obsidum, quos, si quid molirentur, ab ipsis parentibus vulnerandos & conterendos esse intelligebant, turrim admittere omnino cogerentur. *b)* Multi quidem ICtorum generatim, *obsides, seruorum* loco habuerunt: quos *Marcianus* videntur adiuvare, qui l. 31. & 32. D. de iure fisci, *obsidum bona, sicut captiuorum,* in fiscum cogenda esse, ait, nisi, accepto togæ usu, ut ciues Romani semper egerint. *Enimuero* hoc exercuit ICtos. *GREGORIVS LOPEZIVS MADERA* *c)* & *PAGANINVS GAYDENTIVS* *d)* in diversa abierunt. Aussim affirmare, *MARCIANVM* non de obsidibus, quos Romani aliis dederint, sed de illis quos ab hostibus acceperint, & qui Romæ versarentur, tractauisse. *Enimuero*, & usus togæ concessus, cuius *Marcianus* mentionem iniicit, de *peregrinis* agi docet: & constat præterea, obsides ciues Romanos, nullo iure alio, quam *pignoris*, fuisse obligatos. Sed homines liberos, qui *pignoris* vinculo detinebantur, *VLPIANVS* l. 20. §. 1. D. quæ test. fac. poss. atque *GORDIANVS* l. 2. C. de postlim. reu. non omnino seruos esse, tradunt. Ex quo apparet, in l. 31. & 32. D. de iure fisci, *obsides peregrinos, ab hostibus populi Romani datos, tantum quoad testamenti factiōnem, captiuis comparari, quia haec, iure Romano, nec seruis, neque peregrinis competebat.* Ceterum non videntur obsides seruorum numero fuisse; quamvis interdum priuatis custodiendi traderentur, *e)* & cum captiuis ante currum ducerentur in triumpho. *f)* Quidquid illorum fuerit; hodie quidem, sublata seruitute, parum videtur inter obsides & captiuos interesse. Illud expeditum est, qui capti sunt *inuiti*, eos captiuorum numero haberi, certe prohiberi usu libertatis. Sed ne in captiuos quidem aliquid durius, præter necessitatem, consulitur. *Testamenti factiōnem* quilibet, ut visum est, obsidibus negat, aut concedit. Naturalis enim ratio, cui libere gentes obsequuntur, ignorat testamenta. Quid enim hoc iuris est, quod tibi demum, postquam fato concesseris, & post mortem aliquando, vile esse possit: & quid refert, ad quem bona tua post mortem deferantur. Priuato iure Principes hoc suis ciuibus liberaliter concedunt, ut ipsis possint heredem nuncupare. Quod videtur introducētum, ut ciues discant, bonis suis parcere, & fuorem prodigorum, ob *heredum caritatem*, ad quos sciant bona esse peruen-

b) *R A D E V I C V S* de reb. gest. Friderici I. L. 2. c. 47. *c)* *L O P E Z* animadu. iuris ciui. c. 18. in Otton. thes. T. 3. p. 471. *d)* *G A Y D E N T.* iurid. exposit. L. 2. c. 32. loc. cit. p. 370. *e)* *L I V .* L. 32. c. 26. *f)* Id. L. 34. c. 52.

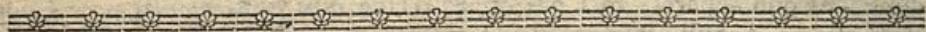


uentura, curare. Igitur penes victorem est, utrum velit, obsides captiuos vti testamenti factioe.

Sed, an fugere illis liceat, qui *capti*, aut *retenti* sunt, ambigitur: cum, docente AFRICANO, l. 60. D. de *furt.* *furtum sui* faciat, qui fugit ex aliena, in qua constitutus fuit, potestate. GROTIUS etiam resistit ^{g)} qui ne captiuis quidem fugae dedit facultatem. Certe, patriæ suæ non multum proderunt, qui fugiant: cum illa, etiam obsidibus elapsis, ad ius reddendum teneatur: & præterea fuga sua efficient, ut alii conditione duriori imposterum detineantur, si cœperit fides obsidum suspecta esse. Sed, si illi, qui capti sunt, fidem victoribus dederunt, interposita conuentione; nemo dubitat, quin, iure gentium, elabi & fugere prohibeantur.

Certe victor in elapsos, si eos comprehendenterit, & in resistentes, atque obductantes, iure belli, atque internecionis etiam, ut non prohibebitur. Romani, obsides Tarentinos, ex libertatis atrio, in quo negligentius custoditi erant, clanculum elapsos, retraxerunt omnes, & deductos in comitium, virisque, approbante populo, cæsos, de saxo deiecerunt. ^{h)}

Inuictissima Russorum imperatrix quidem Gallorum subsidiarias cohortes tanta magnitudine animi accepit, tam liberaliter tractatos dimisit; ut gratulemur orbi terrarum virtutem maximi exempli, quod gentibus etiam in posterum prodesse posse videatur.



XXI.
D I S S E R T A T I O
DE
PRAESVMTIONE AEQVALITATIS
IN IVDICIIS DIVISORIIS
ET ACTIONE NEGATORIA.
AD L. 7. DE FIN. REGVND.

VITEMBERGAE, AD D. MAI. A. Q. S. P. E. MDCCXXXV.

§. I.

*Occasio insti-
tuti.* **B**is haud ita pridem, ad ICtorum in hac Academia ordinem allatae sunt lites, quæ non sub alia formula, quam *ex præsumtione æqualitatis* ^{na.}

^{g)} GROTIUS, iur. bell. & pac. L. 3, c. 7. §. 6. & c. 14. §. 7. ^{h)} LIV. L. 25. c. 7.



naturalis, quæ inter ciues, etiam ratione patrimonii & obligationum, locum habet, iudicandæ videbantur. *Senatus Prettinensis*, Ao. clxxxviii. mense Decembri, de iurgio finali, quo ciues quodam inter se continebant, consulebat. Actor, ut sit, multum sibi de modo agri sui decessisse, querebatur: rem omnem perturbatam esse: videri ad finem, id est, *Festus* interprete, a) reum, qui proxime ab illo agros possidebat, terminos mouisse: ideoque arbitros, qui de finibus regundis cognoscerent, poscebat. Multa vtrinque afferebantur, que ancipitem iudicis, inter partes, animum tenebant. Agri tandem oculis subiecti. Apparebat, haud paullo maiorem esse modum agri, quem reus possidebat. Sed tunc quidem, auctore M. DESTINO l. 7. D. fin. reg. contra illum, qui maiorem partem in territorio habebat, iudicatum est: cum, nisi aliud appareat, aequo iure agri confines diuidi & æstimari crederentur. Iam tum res illa animum aduerit. Sed nuperrime res magis in controversiam adduci visa est, cum species non multum ab simili proponeretur. Disceptabant inter se rustici, quantum quisque operarum & pecuniae conferret, si quid ab universitate omnium exigetur. Rei, se, a multis abhinc annis, dimidio minus, quam reliqui soluerent, aiebant contulisse. Actores negabant, illud iure factum esse: Nihil magis esse conueniens naturæ, quam aequabilem sumtum & onerum descriptionem; ius iuris, teste M. TULLIO, b) aequabilem tributionem, ut omnia omnibus, paribus paribus respondeant, desiderare. Dubitabatur, quæ formula dari deberet actoribus, qui aiebant, sibi ius esse, cogendi, reos ad aequabilem collationem. Onus enim probationis vterque declinabat. Sed, actores negotioria experiri posse, placuit; cum nisi aliud actum esset, illud haberet rationem, vti commoda & fructus ita etiam onera, inter ciues æqualiter communicari. Digna res visa est, quæ commentatione luculenta tractaretur. Age ergo, videamus.

§. II.

Sed naturali quidem iure, omnes omnino homines inter se æquales Inequalitas esse, VLPIANVS l. 32. D. de reg. iur. tradit. Neque quisquam facile dubitet, qui hominum iura & ordines & gradus, in quibus quilibet constitutus sit, ex ipsis Dei consilio, eiusque in homines amore, metiatur. Quis enim non videt, illum, qui omnes homines, quod FLORENTINVS ait, l. 3. D. de iustit. & iure, cognitione quadam inter se coniunxit, omnes eadem corporis machina, eadem pedum & manuum virtute instruxit, omnes eodem fere spiritu, eadem mente animauit, aut si quid cui uam villa in parte deesse videatur, illud aliis commoditatibus pensauit, atque alia in parte largissime restituit, qui omnibus eundem solem, eundem terrarum orbem.

a) FESTVS in voce: adfines. b) CIC. L. 1. de nat. deor. T. 4 p. 281.



orbem aperuit, eandem auram omnibus, eosdem arborum fructus, eundem soli & agrorum usum commodauit, omnia ad varias utilitates comparauit, nihil seiuxit, neminem exclusit, omnia cum omnibus communicauit, illum, inquam, *eodem* omnes studio complexum, amores suos æqualiter inter omnes diuisisse, neminem inanem, neminem ieiunum, neminem beneficis vacuum, neminem expertem dimisisse. Igitur homines æquali iure inter se vtuntur.

Recte enim MARCVS TULLIVS ^{c)} fraternalm æquabilitatem, concordiam, consensum conspirantem & paene conflatum, in illis desiderat, qui se necessitudine mutua, & cognatione, quam natura inter omnes constituit, attingunt. Recte idem alio loco ^{d)} iustitiae laudem, ait, in primis fide & æquabilitate contineri.

Sed haud paullo aliter in ciuitatibus, quas tamen idem ille TULLIVS ^{e)} iustitiae fruendæ caussa constitutas esse ait, iura singulorum videmus æstimari. In illis enim cuius suus in republica locus assignatus, suus cuique gradus attributus, singuli fere in sua quisque statione collocati, discrimen aliquod inter homines, & varia illorum genera accepta sunt: &, teste VLPIANO, l. 9. §. 11. D. de poenis, propter hominum inæqualitatem, ne omnes eadem pena affici possint, receptum est: quandoquidem, si CLAVDIVM SATVRNINVM l. 16. §. 3. D. de poenis, & MACRVM l. 10. pr. eod. audiamus, ex iisdem facinoribus aliter serui, quam liberi, aliter decuriones, quam plebeii & humiles & sordide conditionis personae, puniuntur.

Certe POMPONIVS & PROCVLVS l. 6. & l. 80. D. pro socio, ne socios quidem, quamvis fratrū iure censeantur, praedam semper æquis partibus diuidere debere docet, in primis, si alter plus operae, industriae, gratiae, pecuniae contulisse videatur: constituendos esse quosdam gradus, suum cuilibet, sed ut res tulerit, non quidem ex aequo, sed alii aliud subinde tribuendum. Qua re naturalis aequalitas in ciuitate videretur perturba ta.

Illud ius inaequale videtur SENECAE ^{f)} stomachum mouisse, qui quid sit eques Romanus, quaerit, aut, quid libertinus, aut, quid servus, quam nomina ex ambitione & iniuria, enata. Neque TULLIO illa inaequalitas placuit ^{g)} qui etiam latrones dicit iustitia exactiori negotia administra re, illumque, qui archipirata dicitur, nisi æquabiliter prædam disperiat, aut interfici ait a sociis, aut certe destitui, &, facta discussione, nudum & solum in periculo relinqui.

At

^{c)} CIC. IN ORAT. PRO LIGOR. CIRCA FIN. P. M. 812.
P. M. 250. ^{e)} CIC. II. DE OFFIC. C. 12.

^{d)} ID. L. 2. DE ORAT. OPER. T. 1.
^{f)} SEN. EP. 32. ^{g)} CIC. II.
OFF. C. 11.



At enim vero, tantum abest, vt haec instituta ciuitatum a naturali ratione discedant, vt potius ipsius Dei consilium *discrimen* inter homines admittat, ingenuos & frugi, a nefariis & improbis segreget, & non patiatur, vt eodem modulo omnino omnes metiamur. Quæ enim supra de *absoluta illa æqualitate*, quam philosophi *arithmeticam* appellant, & cuius in iustitia *commutativa* habendam esse rationem dicunt, disputata sunt, ad illos pertinet, qui in eadem, in qua natura nos edidit, integritate persistierunt, nullo suo facto rationes suas perturbarunt, nihil de viribus suis deminuerunt, nulla sui parte, nulla sua culpa debilitati sunt, nunquam penitus sublapsi, omnes boni, omnes innocentes. Inter hos enim, certum est, nihil interesse, nihil discriminis intercedere, eodem omnes loco esse, omnes iisdem commoditatibus perfici, iisdem beneficis ornari. Qua re veteres optime, amorem antecedentem Dei, quo omnes provocat, &, priusquam de rebus suis ipsi constituant, & viam, in quam ingrediantur, eligunt, omnes homines amplectitur, *æqualem* esse, eiusque rei fructus cum omnibus communicari, docuerunt.

Sed alia ratio ineunda est, postquam homines de statione prima discesserunt, atque ipsi sponte in partes diuersas abierunt. Quando quidem enim alii studio & industria alios superant, alii in stadio decurrunt, alii desiderantes & lenti pedem omnino proferre non audent: alii hærent in sordibus, alii labem contractam virtute eluunt: alii proprius ad finem propositum accedunt, alii longius ab illo absunt: alii officio satisfaciunt, alii illud deserunt, aut non attingunt, resque varie, & consiliis inter se aduersis, a plurimis administratur; apparet, quod præcipiente etiam naturali ratione, & si ex amore Dei, quem consequentem appellant, res æstimetur, necessarii sint hominum & officiorum quidam gradus & ordines, in quibus alia aliis conueniant &, moderante iustitia ius cuique suum inæqualiter, attribuantur.

In tanta igitur rerum conuersione, que subsecuta est, inque tanta hominum & virium dissimilitudine & discrepancia, boni viri officio conuenit, ius cuique suum, ex suis viribus, & conditione reddere: vt qui multis rebus careant, illis ex sua *indigentia* ius quoddam tribuatur; exigendi ista a sociis, quorum illi copia abundant, sed his plura *officia* imponantur, quorum copiae & facultates ampliores sunt, vt ad subleuandam aliorum inopiam, & communes necessitates procurandas, sufficiantur videantur. Hoc est genus illud *iustitiae*, cui veteres *distributiæ* nomen accommodandum esse censuerunt. Hæc est illa *isomopie*, & *aequabilis tributio*, quam in Diis immortalibus CICERO ^{b)} laudauit, in qua omnia omnibus, *paria paribus*, respondent. Hæc est illa *æqualitas*, quam *geometricam* dici, a philosophis & mensoribus discimus. Hæc est illa *utilitas*, ob quam VLPIANVS l. 5.

D 2

§. 2.

^{b)} CIC. de nat. Deor. I. p. 281.



§. 2. D. *de poenis*, & CLAVDIVS SATVRNINVS, itemque MACER, quos supra excitauius, l. 10. & 16. D. *cod.* præceperunt, modo *poenam iustum* eligendam, modo *temperamentum* esse admittendum, & ob quam etiam POMPONIVS, & PROCVLVS l. 6. & 80. D. *pro socio*, ne sociis quidem æquas semper partes tribuendas esse existimarunt.

In qua re nemo credat, illos peccauisse, qui iura ciuitatibus constituerunt. Enimuero, cum etiam inter bonos & æquales aliquando necessitas desidereret, ut fiant quidam inter illos gradus, ut alter alteri subinde cedat, ut officia inter plures diuidantur, ut res ordine administretur, ut nihil temere & inconsulto, & quasi in turba & tumultu, facile suscipiatur; certe multo magis, in tanta hominum inter se diuersorum multitudine, res ipsa postulauit, ut de aliis aliter decerneretur. Quærendi sunt molles aditus, quibus facillime in cuiusque animum perueniatur: cuius morbo alia subinde medicina adhibenda, quæ morbum alium non iuuat: omnia remedia vim suam perdunt, nisi quæ ad rationem personæ, & loci, & temporis, & ad illa, quæ circumstant, aliquantulum accommodentur.

Igitur nemo videtur bene rempublicam ordinauisse, nisi qui in omnibus negotiis habuerit *iustitia distributiæ* rationem. Mihi certe nunquam persuaderi potuit, *commutatiuam* illam, quam dicunt, & *convenientiam*, seu *absolutam*, & *arithmeticam* aequalitatem in *contractibus* desiderari. Quis enim credat, quantum ad patrimonia attinet, vires ciuium inter se *aequales* esse, & quemlibet alteri ad tantundem aut reddendum, aut omnino promittendum, naturali ratione obstringi, quantum ipsi ab alio datum est, aut etiam promissum. Ipse MARCVS TYLLIVS ⁱ⁾ auctor est, non fuisse in ciuitate Romana duo millia hominum, qui *rem haberent*, plerosque pauperes, proletarios, enerues, rerum omnium egentes. Imo vero, quamvis æquitatem mirifice commendet, non tamen *aequari* bona ciuium patitur, sed damnat perniciosem & capitalem Philippi, quam in tribunatu, ob legem agrariam habuit, orationem, quæ ad *aequationem honorum* pertinere videretur; & negat, *aequatione bonorum* maiorum pestem cogitari posse. ^{k)} Itaque intelligitur, in nulla re magis ciuem ciue superiorem esse, quam si patrimonia illorum inter se comparentur. Quæcum certa sint & expedita, non video, cur *naturali ratione*, in *contractibus*, quibus vtrinque aliquid promittitur, tantundem ab altero contrahentium paupere, quantum a diuite ex aduersa parte, exigatur, aut cur in his negotiis *præstaciones arithmeticæ* *aequales*, ex vtraqne parte, & officia *quorsus paria*, si non ita conuenierit, desiderentur. Sed de his deinceps locus erit exponendi.

§. III.

ⁱ⁾ CIC. off. II. 21. 22. 23. f. & 24. ^{k)} Idem loc. cit.



§. III.

Ex his, quæ adhuc disputata sunt, apparet, *natura homines æquales esse*; *In dubio æqualitas presumitur*. sed plerosque *fæcto suo*, aut culpa, aut virtute, virium deminutionem paf-^{tos, aut illarum cepisse incrementa: vt alter altero superior subinde videatur. Verum enim vero, cum illa virium mutatio, & æqualitatis naturalis *ras æqualitatis perturbatio*, ab ipsis fere hominibus pendeat, adeoque *fæcti sit*, quod ICti *tatem notat.* aiunt; docet natura, illam inæqualitatem non præsumi, sed docente P A V L, T O atque C E L S O, l. 5. & l. 11. D. de *probat.* ab allegante probandam es- se: contra, vbi res dubia fuerit, omnes viribus æquales, omnes omnino pares censeri, nisi aliter conuenerit, aut lex mutauerit naturalem hominum æqualitatem. Recte igitur M A R C V S T V L L I V S ^{l)} tres veluti ordines fa- cit iurium, quos sequi in iudicando debeamus: *pactum*, quod inter aliquos conuenit, *iudicatum*, de quo iam antea sententia alicuius constitutum est: quem in ordinem etiam *legem* referendam esse intelligitur: & denique illud *par.* quod in omnes æquabile esse videatur. Igitur, si nec *pacto* res defi- nita fuerit, nec *lege*, aut *iudicato* constituta, æqualitatis habemus inter ciues rationem. Hinc generatim V LPIAN V s l. 164. §. 1. D. de V S. in *partitionibus*, inquit, nisi portio adiecta fuerit, utrisque pars dimidia debetur. Igitur L. F L A C C O V S laudatur apud C I C E R O N E M, ob æquabilem sumptuum descriptionem. ^{m)} Hinc pœnæ genus videbatur, si nationibus exteris sedus quidem concessum, sed non ut *æquo iure*, sed, ut in ditione populi Roma- ni tenerentur. ⁿ⁾ Haec est illa æquitatis ratio, cuius artem esse iurispru- dentiam V LPIAN V l. 1. pr. D. de *iust.* & *iure*, docet, ad quam om- nia redigenda esse, P A V L L V S l. 24. §. 1. D. de *min.* & l. 90. D. de *reg.* *iur.* & C A E S A R E S l. 8. C. de *iudic.* præceperunt. Hæc est illa *humanitas*, qua docente I V L I A N O, l. 13. pr. D. de *lib.* & *poſth.* subtilem re- gulam iuris temperamus. Hæc *summa illa ratio*, & ipsa bona fides, fides, inquam, naturali iustitia firmata, quam P A P I N I A N V S l. 43. D. de *relig. stri- Etæ rationi*, & V LPIAN V l. 29. §. 4. D. *mandati*, iuris ciuilis apicibus opponunt, & ob quam ignoscendum esse, N O D E S T I N V S l. 13. §. 7. D. de *excus.* existimauit. Quod argumentum M A R Q V A R D V S F R E H E R V S ^{o)} copiosius tractauit.}

Neque enim dubito, quin ipsa æquitas, quam ICti mirifice commen- dant, æqualitatis in primis rationem comprehendat. Certe non facile vete- res, in definienda æquitate, æqualitatis mentionem omiserunt. V LPIA- N V S certe l. 63. §. 5. D. *pro focio*, illam sententiam habere æquitatem ait, quæ efficiat, ut sociorum portiones exæquentur: Et M O D E S T I N V S l. 20. D. de *re iudic.* quod æqua lance in persona omnium seruetur, æquitatis

D 3

docet

D CIC. de iuuent. II. p. m. 127. ^{m)} Id. pro L. Flacco p. m. 504. ⁿ⁾ LIV.
L. 9. c. 20. ^{o)} MARQ. FREH. de æquitate apud Ottonem, in thes. T. IV. p. 370.



docet rationi conuenire. Imperator LEO, l. 17. C. de collat. de studio æquitatis gloriatur, quod ipsi suggesterit, ut æqua lance, parique modo, singulis prospiciatur, & inter coheredes æqualitas seruetur, in collatione. Generaliter etiam DIOCLETIANVS, cum collega, l. 3. C. Commun. vtr. iudic. si quid in diuisionibus & bonæ fidei iudiciis, inæqualiter factum esse constiterit, illud in melius reformandum esse, docet, cum ex hac causa etiam maioribus, per diuisionem lysis, merito subueniatur. Igitur bona fides, & æquitas, quam iuri stricto veteres opponunt, non patitur, ut, nisi ita conuenierit, partes inæquales facile constituantur: quod adduxit VPLANVM, vt l. 6. §. 2. D. de iure dotium, bono & æquo non credat conuenire, aut lucrari aliquem cum damno alterius, aut damnum sentire ex alterius lucro; sed parem omnium habendam esse rationem. Qua de caussa idem alio loco, l. 55. D. pro socio, æquum esse ait, socium, cum quo lucrum communicatum est, damnum etiam participare. Huc etiam pertinet illud PAVLLI, qui l. 2. §. 5. D. de aqua. & aqua. pluv. æquitatem, ait, suggerere, ut etsi iure destituamur, vicinus aggerem, qui mihi prodesse possit, ipsi nihil nocitus sit, fieri a me patiatur: & in hac specie utili actioni, atque interdicto locum esse. Ex eodem fonte deducitur, quod, si FLORENTINO l. 3. de iusfit. & iure. credimus, hoc ius omnibus hominibus inter se commune est, vt vim & iniuriam propulsare liceat, &, quod quisque ob tutelam corporis sui fecerit, iure fecisse videatur, & nefas sit, hominem homini insidiari: cum omnes fere æquo iure, & cognatione quadam, inter seconiungantur.

Vt rem paucis comprehendam, quod alii æquum dicunt, alii, vsu promiscuo, æquale & æquabile subinde appellant: certe æquitatem omnes ad æqualitatem partium in primis retulerunt. LIVIVS fœdus non æquo iure factum esse ait, in quo inæquales conditiones federis admitterentur. p) Hinc æquo & pari iure viuunt illi, teste TULLIO q) inter quos omnia communicantur. Prætor etiam dicitur, dum æquitati locum facit, æquabilitate decernendi, offensionem ciuium vitare: r) & fratres, qui nihil inter se diserminis admittunt, æqualitate fraterna videntur inter se coniuncti: s) vt dubitari non possit, æquitatis laudem in primis ex æquabili partitione æstimari.

§. IV.

Præsumtio Satis, credo, comprobatum est, in re dubia, aequas partes constitui æqualitatis inter illos, qui de diuisionibus in primis in iudicio experiuntur. Eamus per *in communi* exempla, & primo quidem, quam rationem prætor *in communi diuidendo* secutus sit, excutiamus. Sed in hoc iudicio, quod inter condominos exercetur,

p) LIV. IX. 20.

s) CIC. I. off. 34.

r) Id. pro Muræna p. 483.

t) CIC. pro Ligar. p. 812.



cetur, tanto minus dubitationi locus relinquitur, quanto magis illud, docente PAVLLO, l. 14. §. 1. D. commun. diu. aequitate & bona fide regitur, quæ, secundum DIOCLETIANVM l. 3. C. commun. utr. iud. non admittit, vt quidquam inaequaliter constituatur. Ideo & GAIUS & VLPIANVS, l. 2. §. 1. & l. 3. §. 1. D. commun. diuid. nisi partes inter se pepigerint, parrem caussam omnium videri, responderunt.

Illud a GAIO & PAVLLO, l. 13. & 29. D. de iudic. obseruatum est, vt quilibet actor esse possit, &, si alter occupasset, is, qui prior prouocauerit, aut, in re dubia, quem sors elegerit, actoris partibus defungi iubetur: quia aequo iure diuisionem videntur postulare. Sed, vt illi, qui in communionem inciderunt, cogitent, nihil cuiquam temere permitti, quod ipse sibi fieri ab altero noluerit; DIOCLETIANVS, l. 4. C. f. commun. diu. dolii & culpæ utrinque vult haberi rationem; cum bonæ fidei iudicia postulent, vt in omnibus æqualitas seruetur.

Res videri posset expedita, nisi SABINVS & PAPINIANVS l. 28. D. commun. diu. turbas darent, & interdum alterum alteri præferrent. A iunt enim, in re pari, potiorem esse caussam prohibentis: ideoque neminem quidquam in re communi recte facere, socio inuito; & si ille prohibere prætermiserit, per communi diuidendo actionem, damnum socio farciri. Idem & GAIUS l. 8. de seru. P. V. & PAVLUS l. 20. D. eod. placuit; vt ne tignum quidem immittere liceat in parietem communem, aut, si immisum fuerit, de damno cognoscatur. Sed tantum abest, vt hoc æqualitati videatur aduersari, vt potius ipsum ius æqualitatis pariat ius prohibendi, ne quis aliquid sibi in re communi licere existimet, quod alteri non sit permisum: aut, ne quis solus de rebus illis constituat, quas, fas erat, communii consensu a sociis administrari.

Igitur, dum re communi vitimur, par vtriusque caussa est: imo, si quid noui fiat, præter ordinem, & consilium commune, potior plerumque caussa prohibentis. In primis vero, cum post immensas contentiones, quod PAVLVS l. 26. D. de S. P. V. ait, ad diuisionem prouocatur, partes aequas fieri debere, visum est, vt solet in iudiciis, quæ bona fide in primis continentur. M. TULLIUS certe, quod supra obseruatum est, et latrones etiam, ait, archipiratam damnare, & occidere, aut deferere, nisi aequaliter prædam disperiat: vt intelligatur, ne illos quidem, qui maleficio & scelere pascantur, sine ulla particula iustitiae vivere, aut commune negotium temere administrare. DIOCLETIANVS vero l. 3. C. comm. utr. iud. etiam maiores viginti quinque annis, in integrum restituit, si quid, extra iudicium, inaequaliter fuerit diuisum. Exercuit interpretes, quid inaequaliter diuisum videatur; ne ob minima subinde locus sit rescissionis. For-

te
z) c. II. off. II.



te res egeret disputatione, nisi ANTONIVS l. 1. C. comm. utr. præriperet, diuisionem prædiorum vicem emtionis obtinere. Sed CLETIANVS l. 2. C. de resc. vend. illud demum pretium in emtionibus iusto minus esse ait, si ne dimidia quidem pars veri pretii soluat. Igitur non dubito, diuisionem illam demum, in qua quis ultra dimidium lœdat, inæqualem videri, & locum facere rescissioni.

Placet igitur, æquales partes fieri in *communi diuidendo*; modo ne ipsa æqualitas interdum damnum afferat utrisque, qui inter se experiuntur. Illam maculam gloriæ populi Romani Q. FABIVS LABEO ^{u)} inussit, qui, cum a rege Antiocho, ex fœdere iecto, dimidiā partem nauium accipere deberet, omnes medias fecit, elusoria æqualitate, ut tota classe Antiochum priuaret. Quam conumeliam ut evitaret prætor, iudicem, docente VLPIANO, l. 21. D. *continu.* diu. in diuisione prædiorum, id, quod omnibus utilissimum est, seu, quod malint litigantes, sequi iuber: ALEXANDER etiam l. 3. C. comm. diu. si res commode diuidi non possit, facta æstimatione iusta, adiudicationem admittit: ut pretium inter socios compensetur, isque, qui partem maioris pretii acceperit, reliquis pecunia condemnetur, aut, si malint socii, extraneo etiam subinde facultas fiat licitandi.

Nescio, an illud adiiciendum sit, quod PAVLLVS l. 29. D. de A. R. D. monuit, insulam in flumine enatam, & inter illos, qui secundum ripam prædia habent, non pro *indiuiso* communem fieri, sed regionibus diuisis, ut, quantum ante cuiusque ripam est, tantum, veluti linea in directum per insulam tradueta, quisque eorum certis regionibus adquirat.

Illud meretur obseruari, quod VLPIANVS l. 7. §. 12. D. *solut. matrim.* & CALLISTRATVS l. 3. §. 10. D. de *iure fisci*, docuerunt, etiam thesaurum forte fortuna in loco alieno inuentum, inter inuentorem & soli dominum æqualiter communicari. Reduxit legem desuetudine obliterratam LEO Imperator, Nou. Leon. LI. seque in illa causa legis veteris *aequitatem* secutum esse, gloriatur. At enim vero, aut omnia me fallunt, aut illa æquitas discedit a naturali ratione. Quid enim iuris esse potest inuentori, qui rem non suam, cuius dominus ignoratur, in solo alieno, forte fortuna deprehendit: aut quomodo ad dominum soli pertinet, quod apud ipsum inuentum est, quod ipse nunquam emit, nunquam adquisiuit, & quod fere a primo domino in medio relictum: solus certe *casus*, nisi aliud quid rationis subsit, quod in plerisque *accessionum* speciebus obseruamus, dominium tribuere omnino non debebat. Rectius, ut in bonis vacantibus obseruatur, thesaurus ad communia onera sustinenda, reipublicæ poterat addici, aut inter indigentiores, si res tulerit, subinde distribui, aut æqualiter diuidi inter membra eiusdem ordinis, & ciuitatis. Sed ita quidem in *communi diuidendo* ius redditur.

§. V.

^{u)} VAL. MAX. VII. 3. §. 4.

§. V.

Tractatum est de communione, in quam incidimus subinde, etiam *Aequalitas* inuiti: & venit in mentem, nec illam pretermittere, quam voluntate nostra *inter socios*. eligimus, & quam *societatem* appellamus. Non omnia enarrare vacat. Illud atinet monere, *societatem ius quodammodo fraternitatis* continere. Hoc **VLPIANVS** docet, l. 63. pr. D. *pro socio*. Sed, cum fratres, secundum M. **TULLIVM**^{a)} aequabili in primis *iure* inter se utaniur; **VLPIANO** l. 29. D. *pro socio*, placuit, vt, si *partes* non adieclæ sint, *aequae* inter illos esse videantur: nulla autem sit *societas*, vt alter lucrum totum absorbeat, alter, sine spe commodi, & lucri, dampnum sentiat duntaxat, l. 29. §. 2. D. *pro socio*. Et quamvis, quod **POMPONIUS** & **PROCVLVS** aiunt, l. 6. & l. 80. D. *pro socio*, posset esse conueniens viri boni arbitrio, vt, propter collationem inaequalem, non utique ex *aequis partibus* socii esse censeamur; tamen illud ex solis facultatibus non aestimatur. Magis est, vt quamvis non *aequis* facultatibus fuerimus: tamen *aequo iure* videamur in *societatem* e. iuisse. Plerumque enim, si **VLPIANVM** l. 5. §. 1. D. *pro socio*, audias, *pauperior* creditur opera supplere, quantum ei deest per patrimonii pusilli comparationem. Imo vero, teste eodem **VLPIANO** l. 29. §. 1. D. *pro socio* plerumque *tanti* est industria socii, ut plus *societati* conferat, quam pecunia: vt, si solus nauiget, periculo solus subeat, solus etiam peregrinetur. Que lex optimi exempli est, & illis consolationem asserre debet, quos fortunæ iniquitas depresso, & multum infra illos diuites, plerumque stipes & truncos, videtur collocasse. Debebunt enim animo accendi, & virtute eluctari, vt potiore loco habentur. Certe cum *tanti* sit opera, iudustria, & gratia, qua plerumque pauperes valere **PROCVLVS** l. 80. D. *pro socio*, existimat; non poterit de collatione conqueri diues ille *socius*, qui plus pecuniarum attulit ad communia negotia *societatis*.

Eo & illud referendum est, quod **PAVLLVS** l. 65. §. 9. D. *pro socio*, praecipit; morte *vnius* dissolui *societatem*, quamvis plures s. cii subsistint, qui in eandem coiuerint *societatem*. Enimuero vel *vnius opera* tanti referre potest, vt reliquorum, si uno illo careant, non intersit, manere in *societate*. Nimirum, cum *aequales* videantur, singulorum caussa coaliuisse in *vnius* *societatis* corpus, existimantur; & quilibet illorum tanti fieri censetur, vt vel propter *vnius* iacturam, nisi aliter conuenerit, compages illa dissoluatur.

Illud praetermitti non potest, culpam, quae a *socio* exigitur, non ad exactissimam diligentiam dirigendam esse; sed docente **GAIO** l. 72. D. *pro socio*,

a) *CIC.* orat. pro Lig. p. 812.



*socio, sufficere, si quis tales diligentiam communibus rebus adhibeat, quam
leum suis adhibere solet: quia, qui parum diligentem sibi socium adiunxit,
de se queri debet: aut potius, quia ex socio cognoscitur, & iudicatur,
quem ex suis negotiis perspectum non habemus. Certe, qui se sciungere
a negligente socio potuit, probasse mores socii videtur. Nimirum, cum
ipsi, inter se aequales sint, inique socius socii desidiam accusat, quem ipsum
esse desidem & negligentem, ex socii coniunctione intelligimus. Haec tenus
igitur & socii inter se comparantur.*

§. VI.

Aequalitas Aliquando igitur iudicio, & consensu, socios eligimus. Sed plerum-
coheredum. que in illos *incidimus* aliorum voluntate, in primis *testatorum*, qui plu-
res ad eandem rem, vel bonorum vniuersitatem, vocauerunt. Prius de
vniuersitate cognoscamus.

C E L S V S quidem atque *V L P I A N V S* l. 2. pr. & l. 9. §. 12. D. de
hered. insit. non dubitant, heredes plures institutos aequis partibus suc-
cedere, si testator partes non adscripsit, quamvis promiserit se adscrip-
turum. Heredes enim iuris successores sunt: & si plures instituantur,
diuidi inter illos ius oportet: quod si non fiat, omnes aequaliter here-
des videbuntur. *P A V L V S* l. 12. D. de *hered. insit.* illud ulterius por-
rigit, &, quamvis ex disparibus partibus heredes instituti essent, tamen,
si, ante peractum testamentum, testator adiecerit, ut aequae heredes es-
sent, illa verba non solum ad *iuris*, sed *partium* etiam aequalitatem re-
fert: ut aequis partibus heredes scripti videantur. Imo vero *C E L S V S*,
C A R T I L I V S & *P R O C V L V S* l. 24. & l. 69. D. de *hered. insit.* aucto-
res sunt, si *alternativam*, uter eorum viuet, aut uter eorum volet, heredes
scripti sint, & uterque viuat, & velit adquirere hereditatem, *vtrumque* he-
redum numero habendum; cum aequaliter testator heredes amauisse cense-
atur. Id tamen receptum est, ut si alios separatim, alios coniunctim una
oratione, heredes scripsit, hi in semissem, aut in partem illam, quæ su-
perbit duntaxat, sed inter illos tamen, qui ita coniuncti sint, aequo iure
diuidendam, admittantur: Quod *V L P I A N V S* l. 17. §. 4. D. de *hered. insit.* obseruavit. Ex eadem causa, testator non facile discessisse a priori vo-
luntate, qua aequis partibus heredes scripsit, iudicatur. *P A P I N I A N V S*
l. 77. §. 21. D. de *leg. 2.* tractat eiusmodi speciem, qua pater filiam, cohe-
redibus filiis, in quibusdam rebus prætulisse videbatur. Enimvero pluri-
bus filiis heredibus institutis, moriens, *clauem* & *annulum*, custodiæ cau-
sa, maiori natu filiæ tradiderat, & libertum, qui præsens erat, eidem filiæ
res, quas sub cura sua habuit, assignare iussit: quærebatur, an filia res
illas, quas a patre acceperat, & quæ arcis, quarum claves traditæ fuerant,
continebantur, *praecipuas* haberet: sed præsumtio aequalitatis:

com-

commune enim filiorum negotium gestum esse, neque, ob eam rem, apud arbitrum diuisionis, præcipuam cauillam filiæ saturam, placuit: cum illa sententia esset humanior, quæ inter coheredes, in primis liberos, discrimen non admittat. Multum in vtramque partem **GVLIELMVS FORNERIUS** in libris *selectionum* disputauit. ^{y)}

Illud singulare est, quod testator, qui seruo, quem liberum putabat, substitutum dederat, vitrumque in dimidia parte heredem instituisse censeatur, l. 40. de *hered. infit.*

Igitur aequis partibus testator heredes videbitur instituisse. Non alia ratio ineunda est, si de *oneribus* hereditariis suscipiendis disceptetur. Enim uero, si pluribus inter se coniunctis conditio adiecta, vt, si decem dederint, heredes essent, ipsa enumeratione personarum summam conditionis *diuisionis* esse, **IAVOLENVS** l. 36. D. de *condit.* & *demonstr.* respondit. Quod **SCÆVOLA** l. 42. D. de Leg. 3. verum putat, quamvis vni coheredum nominatim aliquid inuinctum, quod ceteroquin ad officium omnium heredum pertineret. Ait enim, pro hereditariis portionibus etiam coheredes sumtuos esse collatuos. Vt ecce: si vxori, quam in duodecima parte heredem scripserat, corpus suum sepeliendum tradi voluerit, & monumentum exstrui, vsque ad aureos quadringentos, quæ summa excederet hereditarium vxoris portionem: videbuntur *omnes æqualiter teneri ad sumtuum collationem*, vt monumentum exstruatur.

Quæ in vniuersitate bonorum placuerunt, fere etiam recepta sunt in *legatis diuidendis*. Certe si duo *partiri* inter se legatum iussi sunt, portione non adiecta, utriusque pars *dimidia* debetur. Ita **VLPIANVS** l. 164. §. 1. D. de V.S. censuit; & **MVRLETVS** commentatione luculenta, comprobauit. ^{z)} Non operæ pretium est, recoquere, quod centum alii de legatariorum coniunctionibus apposuerunt. Pauca refert indicari: in primis, quod & *posthumos* testator, quos nunquam vidit, qui de ipso mereri nunquam potuerunt, credatur *æqualiter amare*. Si enim tibi & posthumo legauit, uno nato, docente **GAIO** l. 7. pr. D. de *reb. dub.* tibi dimidia debetur: sed, natis postea duobus, partem tertiam habebis, tribus natis, cum & tergeminis nascantur, quarta ad te perueniet: vt posthumi singuli tecum aequis partibus vocati ad legatum videantur. Adeo *præsumtio amoris*, in posthumos *æqualis*, *vicit iuris civilis regulam*, quæ vna oratione comprehensos pro vna persona accipit, & omnes ita coniuctos in partem vnam duntaxat admitit.

Non longe ab hac specie remota est illa, de qua **MODESTINVS** atque **PAVLVS** l. 19. & 26. D. de *usu & usufr. leg.* responderunt. Si enim

E 2

alii

y) **FORN.** L. I. select. c. 3. in thes. Otton. T. II. p. 8.
iur. c. 13. in thes. Otton. T. IV. p. 141.

z) **ANT. MVRLET.** obs.



alii fundum, non detracto vſusfructu, alii vſumfructum fundi testator legaverit, vſusfructus inter eos communicabitur: cum utriusque de vſusfructu reſtator æqualiter prospexit videatur: ne fere inutilis sit alteri ptoprietas, si ille viuus omni parte vſusfructus, adeoque optima particula dominii, careret. Idem fere in aliis oneribus obtinet, quæ adiecta sunt legatis, in primis si coheres legatum præcipere iussus sit, sub conditione, si heredibus aliquid exſoluat. Videtur enim ex illa ſumma, quæ heredibus exſoluenda eſt, pars hereditaria ad ipsum etiam, qui legatum ſub hoc onere præcipit, ſpectare. Enim uero P A V L V S ait, ſi fundum heredi legauerit testator, illa lege, ut heredibus decem daret, deducere heredem ex illa ſumma partem hereditariam, & reliquam coheredibus, pro eorum portione, ſoluere: cum neminem ex coheredibus, adeoque nec illum, qui legatum præcipit, testator exklufiſſe ceneſatur, l. 44. §. 10. D. de condit. & demonſt. Ita quidem veteres & coheredes, & legatarios, ad eandem rem vocatos, niſi aliud apparet: inter ſe æquales, & pari beneficio ornatos, crediderunt.

§. VII.

Ratio æqua- Sed æqualitatis, quam inter coheredes obtinere diximus, in primis in-
litaris in iudeo in iudicio diuisionis habebit rationem. GORDIANVS l. 9. C.
dicio famili- fam. herc. inter bonae fidei iudicia, quæ inæqualitatem non admittunt,
herciscunda illud inter coheredes iurgium recepit. Placuit enim PAPINIANO
§. 57. D. fam. herc. propter pietatis officium, inter fratres maxime, qui
aequo iure contendant, magis eſſe iurgium, quam item: ut controuerſiae
arbitri ſententia, aut mutuo conſenſu, dirimantur. PHILIPPVS certe
l. 11. C. fam. herc. inter filios & filias, nullo diſcrimine admiſſo, paren-
tum in reſtatorum bona, pro virilibus portionibus *aequo iure* diuidi reſcri-
pſit, quod etiam ante iplum obtinuit. CONSTANTINVS vero, l. 26. C.
fam. herc. longius processit, & non ſolum ſexus ſed etiam graduum or-
dinem neglexit, & omnes heredes ſuos, ex quolibet venientes gradu, imo &
emancipatos, ſubinde pares eſſe voluit, omnesque paterno, quamuis nudo,
atque non ſolenni de herciscunda familia iudicio, obtemperare iuſſit. Imo
generatim coheredes, ſi dolo malo fecerint, ut plus ad eos perueniat, PAVL-
V L S ait, illos familie herciscundæ iudicio teneri, l. 44. §. 2. D. fam. here-
VLPIANVS enim l. 16. §. 4. & 5. D. eod. bonæ fidei docet conuenire, ut
dolus & culpa in hoc iudicio æqualiter præſentur: Ideoque coheredem,
ſumtuſ, quos communis hereditatis gratia fecerit, cum vſuris ex die moræ
conſequi, l. 18. §. 3. D. eod. cum & ipſe fructus communicare debeat, & in-
diſignum ſit, reliquos locupletiores fieri cum danno coheredis. Præterea
DIOCLETIANVS l. 3. C. commun. utr. iud. ſi quid inaequaliter, etiam in
familie diuifione factum ſit, corrigi & reſcindi iubet. Sed videtur oblo-
qui PAPINIANVS, qui l. 57. D. h. t. ait, „fratres, arbitro accepto, com-
munem



, munem hereditatem consensu diuidentes, pietatis officio defungi: Sed *diuisionem non rescindi*: quamvis arbiter, iurgio peremto, sententiam non „dixerit: nisi auxilium ætatis intercedat.” Quibus verbis I^Ctus, si plorosque audias, videtur, diuisionis non permittere *rescissionem*, nisi auxilio ætatis: ne quid pietatis inter fratres officium perturbet, quo defungi videntur, dum hereditatem, citra strepitum fori, consensu diuiserunt. At enim vero ipsa I^Cti verba, & series orationis docent, hoc ei in mentem non venisse. Illud tractat, utrum, arbitro inter fratres accepto, non exspectata eius sententia, *consensu* licet diuidere hereditatem. Res habeat dubitacionem, cum, docente GAI^O, l. 25. pr. D. locati, qui, *arbitrum* vel extra iudicium acceperunt, in hanc conditionem consensisse existimantur, vt si ille sententia non dixerit, discedatur a negotio suscep^to, & nihil inter partes actum censeatur, vel si in iudicio datus fuerit, ob litis constationem, & iudicis auctoritatem, non temere negligi arbiter, & contemni posse, videatur. Itaque credi poterat, non posse liberos consensu hereditatem diuidere, si semel arbitrum receperint. Sed PAPINIANO placuit, peremto iurgio, non oportere diuisionem ex hac causa reuocari, quasi sententia arbitri exspectari debuisse: maxime, cum fratres pietatis officio defuncti videantur, quod controversiam consensu distractarunt. Negat igitur, hoc obtentu rescindi facile diuisionem. De reliquis rescissionis causis, & de inæqualitate, de qua DIOCLETIANVS tractat, ipsum ne cogitasse quidem, affirmauerim. Certe non metuo, vt quisquam sibi persuaderi patiatur, PAPINIANVM a DIOCLETIANO de rescissione diuisionis, propter inæqualitatem, dissensisse: cum, si inter quosquam alios, maxime inter fratres, æqualitatis ratio habenda videatur.

Igitur, nisi aliud actum sit, æquales inter se censemur coheredes. Ex quo & illud pender, quod GAI^S l. 5. D. h. t. præcipit, si æquis partibus heredes sint, neque inter ipsos conuenerit, a quo tabulæ, & cautiones hereditariæ custodiantur, sortiri eos debere: quo fere modo inter æquales, controversiae facillime expediuntur: ceterum, si quis tabulas custodiendas receperit, GAI^S interponi cautiones iubet, vt, cum res exegerit, etiam coheredibus tabulæ authenticæ, quæ a quo iure ad omnes pertinent, exhibeantur.

§. VIII.

Dum hereditas diuiditur, attinet etiam de collatione obiter monere. *Aequalitas Collationis necessitatem* LEO l. 17. C. de collat. omnibus descendantibus, *in collatione*. omni sexus & ætatis & graduum, omni suorum & emancipatorum discrimine remoto, imposuit; vt æquitatis studio, aequa lance, parique modo, omnibus prospiciatur. Igitur placuit, & dotem & donationem propter nuptias conferri. Olim quidem, pater, si facto testamento decessisset, non iniun-



iniuncta liberis collatione, illam remisisse censembar. Sed, ne quid inaequaliter inter liberos constituantur, cum tumultus mortis interdum patri recordationem & memoriam beneficiorum, quae in singulos contulit, adimat atque perturbet, etiam illos, qui ex testamento parentibus succedunt, bona voluit conferre. At vero plerumque illud solet accidere, quod maxime cauemus: &, dum rationes diligenter ordinantur, ne quid *iniqui* admittatur inter fratres, ipsum *aequalitatis* studium videtur *iniquitatis* aliquid afferre. Fac enim, *ad dignitates* aliquid aut darum a parente, aut promissum. Certe iniquissime agetur cum filio, qui, quod dignitatis nomine datum fuerit, conferre in commune cogetur. Enim uero, si incommoda cum dignitate, quam ex patris voluntate suscepereat, coniuncta solus in postrem sentiet, sumibus quos dignitas postulat, exhauri & patrimonium, & vel cum dedecore, vel cum magno rei familiaris detimento debet in luce & republica versari; cum contra reliqui, qui haerent in obscuero, numeros compareant, & conditionem atque humilem locum, in quo constituati sunt, paruo tueantur, adeoque, illo tabescente & ad egestatem perducto, ipsi crescent diutius, & in tenui sorte & otio, splendorem & industriam fratribus superent, & vincant. Igitur *VLPIANO* l. 1. §. 16. D. de *collat.* placuit, fratrem, quod dignitatis nomine a patre datum est, vel promissum, non cogendum in commune conferre, sed hoc, propter *oneræ* dignitatis, *præcipuum* haberi oportere: imo, si illud, quod ad vtendam dignitatem promissum sit, adhuc debeatur, hoc ita interpretandum esse, ut ne solus ille oneretur, qui dignitatem meruit; sed commune sit debitum omnium heredum. Vides aliquando discedi ab arithmeticā *aequalitate*, ipsius studio *aequalitatis*.

Ceterum si nihil aliud appareat, *aequali iure* fratres censembar. Quod cum cogitaret *SCAEVOLA*, remisit aliquando filiæ collationem, ne inæqualiter bona inter liberos diuiderentur. Si enim pater moriens codicillis prædia sua omnia & totum patrimonium diuisit, ita, vt longe *amplius* filio, quam filiæ relinqueret, collationem dotis cessare, arbitratur. l. 39. §. 1. D. *fam. herc.* Sed quibusdam quidem in mentem venit, *LEONEM* l. 17. C. de *collat.* & *IVSTINIANVM* Nou. 18. c. 6. correxisse *SCAEVOLÆ* sententiam, dum dotem omnimodo conferri voluerunt. Enim uero ipsi imperatores constituerunt, patris in primis iudicium in collationibus sequendum esse. Sed *SCAEVOLA* de interpretatione iudicij paterni disputat, & rectius, ait, dici, ex voluntate *defuncti* collationem dotis cessare, si pater nihil reliquit indiuisum, sed multo plus filio, quam filiæ, quæ antea dotem acceperat, attribuit: cum *æquo iure* illis prospicere voluisse videatur. Quare etiam *BERGERO* a) placuit, in hac specie collationem dotis *hodie* cefare.

a) *de BERG E. cc. iur. II. IV. 51. n. 5.*



fare. Cetera attingere non lubet; de his enim copiose alii b) exposue-
runt.

§. IX.

Restat ex duplicitibus iudiciis, quæ **IVLIANVS** l. 10. D. fin. reg. com-
memorat, iurgium finale, seu de finibus regundis. Hoc quidem, si **Her-** in iudicio fi-
mogenianum l. 5. D. de iustit. & iure audiamus, ex iure gentium descendit. **Aequalitas**
nium regun-
Ex illo enim iure introducta bella, discretæ gentes, regna condita, domi-
nia distincta, agris termini positi, & ædificia sunt collocata. Certe neces-
sitas exigit, ut dissensionis vitandæ cauſa, inter æquales, termini & fines
constituerentur. Odio igitur altercationis inter adfines, id est, inter illos,
qui agros in confinio possident, quos, propter consuetudinem vitæ, & pos-
sessionum coniunctionem, amicitia & fide & bona gratia inter seſe, vti, con-
ueniebat, viſum est, si qua inter illos controuersia oriatur, ex æquo & bo-
no fines esse dirimendos. **VLPIANVS** enim l. 8. §. 1. D. fin. reg. ad offici-
um iudicis, de finibus cognoscens, pertinere ait, mensores mittere, & per
eos dirimere ipsam finium quæſtionem, ut æquum esse videatur: loco, si
res exigat, oculis subiecto. Ex aequitate igitur de finibus regundis statue-
tur. Quae res efficit, ut iudex etiam adiudicatione & condemnatione con-
trouersiam subinde finiat, amouendæ veteris obscuritatis cauſa. Illud **V.**
L.
PIANVS, & **GAIVS** l. 2. §. 1. & l. 3. D. h. t. præceperunt. Et quia
vtriusque litigantium interest, obscuros fines declarari; **PAVLLO** placet,
etiamsi mensor ab altero solo conductus sit, tamen etiam eum, qui non con-
duxit, in partem mercedis condemnandum, l. 4. §. 1. D. fin. reg. cum, qui
æquo iure inter se vtuntur, etiam onerum æqualem partem ferre teneantur.
Sed in controuersia finium prima inspectio, quomodo conuenerit inter ipsas
partes. **PAPINIANVS** enim l. 11. D. fin. reg. non semper vetusta monu-
menta sequitur, si varietate successionum, & arbitrio possessorum, fines,
additis vel detractis agris, permutatos esse; comprobetur. Solent enim ven-
ditores, in alienatione agrorum, fines mutare, atque demonstrare: l. 48.
D. de aet. emt. vend. aut testatores etiam, qui partem agrorum legato trans-
ferri ab herede voluerunt, fines constituere, quod **POMPONIVS** tradit
l. 24. §. 3. D. de leg. 1. Illam enim destinationem domini subinde legem
fundī l. 40. §. 1. D. cont. empt. legem venditionis, l. 60. & 68. D. eod. mo-
dum fundi, l. 7. §. 1. D. de per. & commi. rei. vend. solebant appellare;
quia illud pro lege partes tenet, quod consensu ab ipsis est probatum,
l. 48. D. de paci. Luculenter **PAVLVS** l. 12. D. fin. reg. eos terminos, quan-
tum ad dominii quæſtionem pertinet, obſeruandos esse, ait, quos demon-
stravit is, qui vtriusque praedii dominus fuit, cum alterum eorum vende-
ret.

Pri-

b) **MENOCH.** de præsumt. III. L. 79. n. 75 fqq. **GAIL.** 2. obs. 116.



Primum igitur ex traditionis lege controversia dirimitur, si inter illos sit iurgium, qui inter se de certis finibus, & agri modo, conuenientur. Quod si nihil actum fuerit, ad aequitatem arbiter recurrit: sed non, vt personarum, sed, vt fundorum rationem habeat: quia fines non personis, sed fundo potius adiudicantur. Ita PAVLLO placet l. 4. §. 5. D.fin. reg. Ipsi autem fundi inter se aequales esse iudicantur. MODESTINVS enim, quem supra adduximus l. 7. D.fin. reg. de modo agrorum arbitros dari docet, & eum, qui maiorem locum in territorio habeat, ceteris, qui minorem locum possident, integrum locum assignare compelli: atque ita saepius rescriptum esse. Ne quem vox territorii offendat, POMPONIVS l. 239. §. 8. D. de V. S. territorium interpretatur vniuersitatem agrorum, intra fines cuiusque ciuitatis.

Itaque, qui in vniuersitate agrorum ad eandem ciuitatem pertinentium maiorem locum possidet, ceteris locum integrum assignare compellitur. Nihil, hac MODESTINI sententia, aequitati conuenientius. Est enim probabile ad fidem, magistratus, aut ciues, & colonos nouos qui ad idem territorium venerunt, inter se primo æqualiter agros diuisisse: certe non fuisse passuros, vt vni cuidam ex vniuersitate maior locus soli assignaretur, ceteri minorem possiderent. Igitur cum muratio facta sit; haec profecto, quod supra obseruatum est, non præsumitur, nisi ab allegantibus probetur. Neque quisquam obiiciat, delicta etiam, & moti termini crimen non præsumi: Sed, quemcunque, quod possidet, iure suo videri possidere; quod, VLPIANVS docet, l. 51. pr. D. pro se. Enimvero, debes cogitare, quod etiam fine delicto interdum, si VLPIANO fides est, l. 8. pr. D. fin. reg. irruptione fluminis, & inundatione, fines agrorum confundantur, ideoque quibusdam occasio usurpandi loca, in quibus ius non habent, opportunitate casus, & temporis, præstetur. Ut taceam, delicta etiam præsumi, si luculentis indicis se prodant. Ita certe, in illa specie, quam sub initium proposui, ICtorum in haec academia ordini visum est: in primis, cum testes etiam, & prior venditur, fuisse agros inter se æqualiter diuisos, affirmarent. Iuuat, ipsa verba sententiæ adiicere:

Daraus so viel zu besinden: würde Klägers Principalin, daß der streitige Rein, nebst 2. Ellen weniger $\frac{1}{3}$ von Beklagtens Felde zu ihrem Ackerstücke gehöre, vermittelst Cydes erhalten, demnach in Supplementum schweren, immassen vor allen Dingen zu beschehen, so ist Beklager derselbigen ermeldeten Rein, und 2 Ellen, weniger $\frac{1}{3}$ Feldes abzutreten, so wohl die bisher davon erhobene Nutzungen, zu erstatten, schuldig, gestalt auch beide Thile ihre Felder durch Gränz-Steine, gewöhnlichermaassen, zu unterscheiden verbunden; Zu übrigen werden die specificirten Gerichts-Expensen, von denensiigen, welchen sie angeschrieben, billig eingebrocht, B. R. W. Rat.

Rat. decid.

Alldieweil bey der Besichtigung fol. 2. b. Beklagtens Acker-Stücke 2 Ellen, weniger $\frac{1}{2}$ Viertel, breiter, als der Klägerin Felder befunden werden, hingegen aus der von Klägern producirten Zeugen fol. 171. b. ad art. probat. 4. sp. ingleichen ad art. 23. fol. 184. it. ad interrog. speciale 16. fol. 187. b. wie nicht weniger fol. 193 seq. ad art. 5 seq. so wohl von Beklagtens eigenen Zeugen fol. 204. ad interrog. special. 1. 2. und ad art. reprob. 8. gerhanen eydlichen Aussage, so viel erhellet: daß, wenn auch unter denen Mühl-Stücken eine Huſe mehr Acker habe, als die andere, dieselbigen dennoch in denen Schlägen einander gleich seyn sollen, und solches in basiger Gegend also gehalten worden, immassen auch Klägers dritter Zeuge fol. 194. b. ad art. 15. und fol. 196. b. ad art. 25. solches von Klägers und Beklagtens Stücken bekräftiget, und daß er ehedem, als er auf denen letztern geackert, sich nach seinem Acker felderzeit gerichtet, und beyde unter einander eine Gleichheit beobachtet, auch an Klägers Felde damahlen nichts gemahnt habe, behauptet, folglich Kläger semiplenam probationem vor sich hat, liernächst die gemeinen Rechte, vor denjenigen, der weniger als der Nachbar besitzet, præsumiren;

L. 7. D. fin. regund.

Diese Præsumtion aber dadurch, daß Klägers Vorfahren etwas Nasen, zu Vereinigung und Unterscheidung beydersseits Felder, liegen lassen, mit hin dadurch die Gränzen unter ihnen feste gestellet worden, nicht elidiret wird, in Betrachtung, daß Klägers Zeugen fol. 211. b. ad interrog. spec. I. daß dergleichen anscheinende Reine, mit dem Haupte des Pfluges, weit in des Nachbars Acker eingedränget, und fortgetrieben werden können, ausgesaget, im übrigen, das von dem ehemaligen Besitzer derer streitigen Felder, Hans Löffstern, erheilte, und fol. 272. befindliche Arrestat, in welchem er, daß Beklagtens sämtliche, sonderlich aber daß neben Klägers Principalin Feldern gelegene halbe Huſen-Stücke, nicht ein Haar breiter seyn sollen und müssen, als die übrigen, bezeuget, nicht gänzlich außer Augen zu seken, gestalt denn die Gränzen, wenn darüber Streit entstehet, am füglichsten durch den vormähligen Besitzer angegeben und ausgemachet werden können,

L. 12. D. & L. I. C. fin. reg.

und ohngeachtet Kläger erniedrigtes Arrestat bey dem Beweis nicht induciret, sondern dasselbige erstlich nachhero, fol. 273. von Löffstern, vermittelst Eydens, bestärcket worden, dennoch die vor Klägern ohnedies streitende und Beklagtem entgegen stehende Vermuthung, dadurch unterstützt, und vermehret wird:

So ist Klägers Principalin das Suppletorium zuerkannt, und wenn solches würcklich geleistet wird, Beklagter auf die Maasse, als in Unserm Urtheil enthalten, billig condemniret worden.

Fasc. IV.

F

§. X.



§. X.

Soritio in- In iudiciis, quae adhuc tractata sunt, sorte interdum controversias
ter aequales. dirimi, supra fuit obseruatum. Operae pretium videtur, de sortitionibus
 generatim aliquid monere. Nimirum ineptum & a recto consilio alienum est,
sorti & casui rem decidendam committere, quae *debeat & possit ratione*
 definire. Enimuero, hoc est, se ipsum & diuinos fines prodere, si quis
 negotium, de quo ex diuina voluntate constituendum sit, ex fortuna &
 casu velit aestimare. Superstitioni illorum hoc debetur, qui in sortibus
 semper diuini aliquid inesse, adeoque, si sortiti essent, non casu, sed diui-
 no iudicio, controversias dirimi, arbitrabantur. Sed nemo facile, qui sa-
 piat, his nugis aures commodabit. Igitur nunquam *sortitioni* in litibus
 iudicandis locus est, nisi, cum id agitur, ut res quomodo cunque finiatur,
 & cum non refert, quis sit exitus iudicij futurus. Illud inter *aequales* in pri-
 mis obtinet. Horum enim alter alteri plerumque cedere detrectat. Itaque,
 si quid ab omnibus exigitur, aut praestandum est, quod non, nisi ab uno,
 aut paucis, suscipi & praestari possit, sorte controversia deciditur; quia
 non interest, quis illorum sorte eligatur, cum omnes obligentur atque inter
 illos non facile discrimen admittatur. Res comprobabitur exemplis. Inter
 illos, qui *aequis* partibus coheredes sunt, sorte deciditur, apud quem tabulae
 authenticæ, & cautions hereditariae, communia instrumenta, deponantur.
 Hoc enim *V L P I A N V S* atque *G A I V S* & commodissimum videri responde-
 runt, l. 4. §. 3. & l. 5. D. *fam. herc.* Idem, si ambo coheredes ad iudicium
 prouocent, placuit l. 14. D. *de. iudic.* vt, quis actor esse debeat, iudice
fortuna, decidatur. *I V S T I N I A N V S* etiam, si *optio* legata sit, & inter
 collegatarios non conueniat, quis illorum optet, sorte inter illos unum eligi
 voluit, qui optionis officio, communis nomine, defungatur, l. 3. pr. C. *comm.*
de legat. *V L P I A N V S* etiam alio loco, seruos, ait, inter se *soriri*, ut
 ipsorum ad libertatem perueniat: si enim quis plures seruos rogatus sit
 manumittere, sed fideicommissum ad omnium pretia non sufficiat, non qui-
 dem omnes, sed illos tamen, quorum pretium, cum fideicommissio compa-
 ratum, illud patiatur, liberos futuros: & quidem merita cuiusque aestimanda,
 ut dignissimus illorum perueniat ad libertatem: aut, si paria haec fue-
 rint, *sortitione* statuendum, ut potius manumittendus esse videarur:
 ante omnia vero scripturae ordinem sequendum, l. 24. §. 17. D. *de fideic.*
libert. Illud durius, etiam *milites* interdum, ut illorum penam subire
 debeat, *soriri*. Sed societas sceleris, qua omnes penam meriti videntur,
 efficit, ut ille, quem fors terigerit, conqueri non possit. Multa *P E T R V S*
P A N T O I A D E A I A L A c) conquisiuit, quæ exscribere non vacat.

§. XI.

c) *AIALA* comment. ad L. fin. C. de aleat. in thes. Otton. T. IV. p. 1039.



§. XI.

Sed redeo e diuerticulo in viam. Fere enim prætermiseram monere, *Aequalitas* vt corpora & quantitates, ita etiam *iura* atque *seruitutes communes*, diuidi in diuisione solere. Quamvis vero constet inter omnes, seruitutes, in quantum fundi *seruitutum*. libertatem restringunt, odiosas esse, atque strictam duntaxat interpretationem admittere? tamen inter illos, ad quos eadem seruitus pertinet, æquitatis ratio præualuit, vt socii æqualiter concurrant in vnu seruitutis. Hoc L A B E O l. 31. D. de *vnu* & *vnufr. leg.* & V L P I A N V S l. 7. §. 10. D. *comm. diu.* in diuidendo vnufructu in primis tractauerunt. Vnusfructus enim, si duobus legatus fuerit, vel regionibus inter illos diuidetur, vel tertiae personæ locabitur, vt hi pensiones, sine vlla controuersia, percipient, vel per tempora subinde, id est, mutua vice, certo tempore, cautionibus interpositis, vtentur & fruentur. Eundem fere in modum I V L I A N V S l. 5. pr. & §. 1, D. de *aqua. quotid. aquam* non solum mensuris, sed etiam temporibus diuinit, si eadem aqua duobus debeatur: &, vt ne studium æqualitatis subtilitate iuris civilis euertatur, placuit, illos, qui ius aquæ habent certis temporibus, inter se permutare posse tempora, &, quamvis neurer suo tempore, sed tempore, quod socio assignatum esset, aqua vnu esset, neutrum tamem ius aquæ amisisse.

Si iter pluribus debetur, placuit V L P I A N O, l. 4. §. 3. D. *si seru. vind.* ius seruitutis esse indiuisum, adeoque & per vnum retineri, defendi posse, cum & bona fides inter socios id ferat, vt alter alterius meliorem conditio- nem faciat: ideoque & quemlibet illorum in solidum de itinere experiri posse, & alteri alterius victoriam prodesse: sed, ne quis tamen plus petat, quam æquitas postulat, æstimationem ad illud renocari, ait ICtus, quod eius intersit, qui experieatur. Adeo seruitutes, quæ natura sunt indiuiduae, æstimatione diuisionem videntur recepisse.

§. XII.

Sed non solum seruitutes, inter illos, quibus hæ debentur, sed onera *Onerum publica*, inter hos, qui illa ferre debent, diuiduntur. F L A C C U M blicorum æ C I C E R O ^{a)} in primis commendabat, ob *æquabilem sumtuum descriptio quabilis de-* nem. In republica certe Romana de nulla re studiosius imperatores pro *scriptio & spexerunt, quam ut æqualiter onera per ciues diuidantur. Cum plerum- actio nega-* que ignorentur ciuium facultates & copiæ, H O N O R I V S & T H E O D O S I V S, *toria ex pre-* l. 2. C. de *immun. nem. conced.* p. o iugurum numero onera possessoribus *fumtione æqualitatis.* imposuerunt. Certe *æquationis studio* G R A T I A N V S cum collegis l. 1. C. eod. *immunitatum* specialium gratiam damnauit, & ex *æquo* omnes voluit necessitatem functionis tributariæ subire. V L P I A N V S etiam l. 1. §. 1. & 2. D. de *iure immun.* si quæ immunitas cuiquam data sit, illam ad heredes non trans-

^{a)} c ic. pro Flacco p. 504.



transire, imo, si generi & posteris concessa sit, ad eos, qui ex fœminis nati sint, illam non pertinere, docet: ut intelligatur odiosa fuisse priuilegia, quæ cum reliquorum iniuria coniuncta videantur, l. 4. C. de emancip. liber. Nihil fere addi potest illis, quæ G V I L E L M V S F O R N E R I V S ^{c)} de hoc argumento obseruauit.

Sed, vt supra diximus, nuperrime dubitatum est, qua actione videntur esset, contra illos, qui, immunitatis aliquo obtentu, onera publica subversugunt, & reliquos onerant temeraria tergiuersatione. In primis de actione negatoria disceptatum est. Enim uero, ut de actione negatoria breuiter exponam, non multum obliuclarer magnis viris, contra quos L V D O V I C V S V I T A L I S ^{f)} aliquando surrexit, qui inter confessoriam & negotoriam, solum formularum discrimen: aio mihi ius esse: &: aio, tibi ius non esse: intercedere existimauit. Mirifice enim lege 6. pr. & lege 11. D. si seru. vind. discrimen formulæ commendatur: ut fere actio negatoria generaliter ex iure prohibendi, quod vel ex libertatis presumtione, vel ex seruitute competere potest, enasci videatur. Sed V L P I A N V S me in contrariam partem mouet, qui l. 2. pr. D. si seru. vind. confessoriam ait, ei dandam esse, qui seruitutem sibi competere contendit, negotoriam domino, qui negat. Qua re nihil potest esse luculentius. Accedit, quod idem V L P I A N V S l. 8. pr. D. si seru. vind. negotoriam actionem contrariam, seu, quod Græci interpres aiunt, αντιδεινὴ ἀρνήσεως, qua negamus alteri ius seruitutis, & contra illum agimus, qui seruitutem sibi postulat, appellat. Igitur ex presumtione libertatis actio negatoria illi datur, qui negat alteri ius esse seruitutis. Sed quæ ex libertate datur, illam, ne dubites, etiam ex aequalitatis naturalis presumtione domino concedi; quandoquidem V L P I A N V S l. 32. D. de reg. iur. ipsa libertatis iura exinde deducit, quod natura omnes aequalis esse videamus: ut dubitari non possit, ut libertatem rerum atque personarum, ita aequalitatem etiam naturaliter presumi.

Nostro quidem iure expeditum est, negatoria actionis formulam generaliter omnibus accommodari, qui ex presumtione iuris agunt, contra illum, qui ius singulare sibi competere contendit. Quæcum ita sint, recte rusticorum vniuersitas, contra duos reos, qui se oneribus publicis & aequali collationi subtrahebant, seque a multis annis dimidio minus, quam reliquos, contulisse iactabant, actione negatoria ex presumtione aequalitatis naturalis experta est. Sed rei quidem subtiliter excipiebant, actores, qui se onera illa: & tributorum collationem, debere faterentur, ex libertate agere, adeoque actione negatoria uti non posse; cum nemo sit liber, qui seruiat, & nemini negatoria competit, qui fateatur, se debere seruitutem.

^{c)} FORNERIVS L. I. select. c. 20. in thes. Otton. T. 2. p. 30.
var. H. 12. in thes. Otton. T. 2. p. 674.

^{f)} L V D . V I T . lect.



tem, Enim uero his respondendum erat ex V L P I A N O l. 4. §. 7. D. si seruit. vind. quod licet meæ ædes alii seruant, tamen sufficiat ad negatoria, illas ei, cum quo agitur, non seruire; hinc etiam vniuersitati, quæ alii tributa debeat, negatoria competere, aduersus socios, qui illud onus totum in actores deuoluere, seque publicæ necessitatæ subtrahere volebant: cum illis non competenter ius aliquod immunitatis, quæ omnibus incumbebant, susciperent. Fortior soli enim videbatur æqualitatis, quam natura tribuit, præsumptio, quam illa, quæ ex possessione aliqua immunitatis dicitur enasci. Hoc adduxit ICtos Lipsienses, ut post litis contestationem, non actoribus actionis, sed reis iniungerent immunitatis, quam allegauerant, probationem. Cum his etiam ICti Vitembergenses, qui de illa lite postea, leuteratione interposita, iudicabant, quod ad ius atriner, consentiebant; quamvis ipsi reos, quia præscriptione ius immunitatis adepti erant, absoluuerent ab onere probationis. Res clarior erit, si ipsa rationum verba adscribamus:

Ob wohl, bekannten Rechten nach, die præsumtio libertatis & æqualitatis naturalis stärker, als diejenige, so aus einer erlangten Possess entsteht,

arg. L. 6. §. 1. D. si seru. vind.

& L. 9. C. de seruitut.

Dennach, daß denen Beklagten der Beweß der vorgeschüßten immunitaet, nach der im letzten Urtheil gegebenen Erklärung, aufzuerlegen, es das Ansehen gewinnet, &c.

D. a. d. die von Beklagten über 30. 40. und mehr Jahre continuirte Possessio vel quasi der Immunitaet von der Halbscheid derer libellirten Dienste und Onerum, aus denen beygebrachten Rechtskräftigen Bescheiden zur Entfuge erhellet &c.

§. XIII.

Res finem non inueniret, si per omnes species cauſarum æqualitatis studium probare susciperem. Iuuabit tamen pauca, quæ in mentem veni-*in contracti-*unt, digito, quasi in transcursu, indicare. Inter illos etiam, qui in turpi *bus bilateri-*cauſa sunt, ANTONIUS l. 2. C. de condic. ob turp. cauſ. ius aliquod æqua-*libus & aliis negotiis.*litatis enuistuit, & in pari cauſa possessoris conditionem meliorem esse voluit; cum inter æquales, qui prior est tempore, præferendus videatur. Illud meretur obſeruari, etiam in stricti iuris negotiis, duos correos promittendi ex æquo obligari, & diuisionis beneficio, ius æqualitatis inter illos conſeruari. Auth. hoc ita &c. C. de duob. reis.

Inter coniuges, quamvis vxorem natura subiiciat marito, tamen quædam iura communicata sunt. Certe ius competentiae quod dicunt, propter mu-
tui amoris & gratiæ æqualitatem, viri coniugi conceditur. M O D E S T I-



NVS enim, l. 20. D. de re iudic: non solum maritum, si ab uxore conueniatur, condemnari ait, *in quantum facere possit*, ex D. p. 11 Constitutione; sed *æqualitatis*, putat, rationem suggestere, ut idem *æqua lance* in uxoris persona operuetur.

In transactionibus placuit, si minor aduersus illa, de quibus transactum est, ætatis auxilio, restitutionem in integrum impetraverit, ne alterum quidem, ex eo, quod conuenierit, teneri l. 2. C. si aduersus transact. g) sed utrumque *æqualiter* obligatione solui, si negotium ab altero illorum retrahetur.

In *contractibus*, in quibus vterque aliquid promittit, nemo dubitat, auctore DIOCLETIANO l. 2. C. de resc. vend. *æquales* præstationes ab utraque parte exigi, & ob lesionem illius, qui dimidio minus consecutus est, resctioni locum dari. Hoc enim, in diuisionibus in primis, etiam ante DIOCLETIANVM, iam tum temporibus PAPINIANI, imo vero ante PAPINIANVM, ob bonam fideim, qua haec iudicia reguntur, obtinuisse, supra fuit obseruatum. Sed, videtur quidem illa *æqualitas* habere aliquid iniquitatis, cum ciuium patrimonia & vires, ex quibus naturali ratione officia & obligationes estimantur eodem modulo metiri non possimus, durumque sit, tantundem a paupere exigi, quantum ab altero diuite, qui cum illo negotium contrahit, præstetur. Haec est illa *æquitas*, quam HORATIVS h) in moriendo necessitate accusauit:

Labuntur anni: nec pietas moram
Rugis, & instanti senectæ
Afferet, indomitæque mortii.

Non, se tricensi, quotquot eant dies,
Amice, places illacrymabilem
Plurona tauris; qui ter amplum
Geryonem, Tityonque tristi

Compescit unda, scilicet omnibus,
Quicunque terre munere vescimur,
Enauiganda: sive reges,
Sive inopes erimus coloni.

PLINIVS i) certe, sublato discriminè personarum & conditionis, qua quisque vtitur, nihil ipsa *æqualitate*, putat, esse *inæqualius*. Sed frustra accusant DIOCLETIANVM, qui his criminacionibus vtuntur. VLPIANVS enim l. 8. D. de LL. & CELSVS l. 5. D. eod. docent, iura non in singulas personas, sed generaliter constitui, & ad illa dirigi, quæ plerumque & frequenter eueniunt. Sed, non indiget probatione, plerosque in republi- ca pauperes, paucos diuites haberi: certe raro ciuem, si diuitias estimes, dimiti-

g) FORNERIVS select. III. §. in thes. Otton. T. 2. p. §7.
stroph. 1 sqq.

i) PLIN. L. 9. ep. 5.

h) HORAT. II. od. 14.



dimidia facultatum parte, altero ciue superiorum esse. Quapropter recte constitutum est, ciues aequo iure etiam in contractibus censeri. Satis etiam iustitiae distributio videtur habuisse rationem, qui illam æqualitatem constituit, quæ plerorumque ciuium conditioni & viribus sit accommodata: omnia turbantur atque permiscentur, si iudici potestas fiat, singularum personarum diuitias, & vires æstimandi, aut, propter paucos quosdam diuites, a regula iuris ciuilis discedendi. Ex quo apparet, merito in contractibus, in quibus de pretio iusto, id est, mercibus æquali, paciscimur, præstationis vtrinque aequales a contahentibus desiderari: cum iniquum sit, ciuem pauperem, quales sunt plerique, cum alterius pauperis damno locupletari.

XXII.

D I S S E R T A T I O
AN CONDITIO
QVAE PROPTER CASVM
IMPLERI NEQVIT
PRO IMPLETA HABEATVR?

AD CONCILIANDAS LEGES ADVERSAS

XXXI. D. DE CONDIT. ET DEMONST. ET LIV. §. I. D. DE LEG. I.

VITEMBERGAE, AD D. SEPT. A. Q. S. P. E. MDCCXXXV.

§. I.

Fere testatoris *non interest*, ad quem bona eius post mortem defē- *Heredes am-*
rantur. Hinc naturalis ratio ignorat *testamenta*. Quæ enim est sollicitu- *re deligun-*
do, de illis rebus constituere, quoniam nullus in te sensus erit, & quæ tur.
tunc demum euident, cum tu desieris de humanis negotiis gaudere. Re-
ste igitur peregrinis, cum quibus tamen omnia, quæ ex iure gentium de-
scendunt; communicata sunt, iuris Romani interpretes potestatei testamen-
ti faciendi detraxerunt. Enimvero ad rem publicam bona pertinent, quæ
privatis: postquam fato suo defuncti sunt, vñvi esse, & voluptatem parere
non possunt. Rectius a republica diliguntur successores: quos sua necessitas,
aut magna utilitas ciuitatis, aut etiam gratia commendat: vt viuis potius ac-
cessit.



cessionem fortunarum, & commoditatem conditionis lautoris, quam moe-
tuis, acceptum ferant.

Sed Quiritibus tamen, qui sui iuris erant, liberaliter leges nostræ con-
cesserunt, ut ipsi suo iudicio sibi deligerent heredes. Quod ius videretur
esse ridiculum, & grauitate hominis indignum, nisi quædam ingenia blan-
dissime afficerentur, dum prospiciunt, se *amicis* suis, si viui omnino nequeant,
certe morte sua & iudicio suæ voluntatis profuturos, igitur, ut discant rebus
suis parcere, quas aliquando ad amicos suos, suo iudicio delectos, peruenturas
esse sciant, utque morituri etiam de amicis, quos fides & consuetudo cum
ipsis coniunxerat, mereri possint, ius testamenti faciendi ciuibus tributum.
Certe inutiliter heres institutus videbatur, quem non *amore* & iudicio ele-
ctum esse apparebat. Optime *Tiberius*, non adeundam sibi hereditatem esse
censuit, nisi cum amicitia illam meruisset. ^{a)} Quod ius etiam ad priuatos
pertinere *VLPIANVS* credit, & negavit valere institutionem, si testator signo
quidem manifesto, & indubitabili, qnod vice nominis fungatur, sed quod
tamen *contumelie caussa* addi soleat, heredem designasset, l. 9. §. 8. D. de
hered. instit. cum, qui hoc nomine heredem instituerit, non amoris, sed
contemptus caussa instituisse videatur. Recte etiam veteres, donec *I V S T I-*
N I A N V S l. vn. C. de his, quæ. *poen. nom.* hoc mutaret, infirmarunt vo-
luntatem testatorum, qua *ponæ* nomine, & coercendi heredis gratia, cum
probro & contumelia heredis, ^{b)} cuiquam aliquid reliquerant, aut hoc ti-
tulo hereditatem heredi primo ademerant, illamque transtulerant in alios
heredes: cum appareat, non *amore* illorum: in quos bona transferantur,
sed odio heridis, adiici, quæ *ponæ* nomine a testatore relinquuntur. Pro-
be *THEOPHILVS* hoc intellexit, qui, dum legata *ponæ* interpretatur,
legata quidem, ait, ex *amore* & benevolentia, εὐοίᾳ καὶ φιλίᾳ, ἢ μίσι τῇ
πληγονεύῃ, non ex *odio* heridis; debere proficisci. ^{c)}

Ex eodem fonte deriuatum est, quod nec *captatoriæ* institutiones
quæ lucri magis, quam amoris, studium proderent, veteribus omnino
probarentur. Sed illas duntaxat *PAPINIANAS* l. 79. D. de *hered. instit.*
admittendas esse censuit, quae *mutuis affectionibus* prouocarentur. Recte
igitur *PAVILVS* l. 71. D. eod. tit. credit, valere testamentum, in quo
Titius heres scriptus est ex eadem parte, ex qua ipse antea testatorem insti-
tuit heredem: modo institutio magis in *præteritum*, quam in *futurum* fit
collata, magisque ex compensandi, quam prouocandi, studio enata videa-
tur. ^{d)} Graeci etiam interpretes ^{e)} confirming institutiones *χάριν αἰτεῖσθαι*,
quibus *gratia* rependitur: quod in primis pertinet ad officium homi-
nis

^{a)} *TACIT.* annal. cap. 48. ^{b)} *BYNKERSHOEK* de legatis poenæ, cap. 4. opusc.
P. II. p. 281. ^{c)} *THEOPH.* ad §. vlt. I. de leg. ^{d)} *CVIAC.* ad Lib. VI.
resp. *PAPIN.* in l. 70. de hered. instit. ^{e)} *BYNKERSH.* de capit. instit. c. 2. f.
c) *BASILIC.* 85. Tom. 9. cap. 70.



nis ingenui & liberalis. Ex quibus rebus intelligitur, veteres omnino in testamentis occasionem referendi gratiam & tribuendi beneficia, non material exerceendorum odiorum aut lucri auctupandi, quae suisse. Hoc enim adduxit eundem, quem modo appellauit, P A A L L V M , vt l. 58. §. 1. D. de hered. instit. paret valere institutionem, si ille, qui frater non sit, sed fraterna caritate diligatur, cum vero nomine, sub appellatione fratr̄is heres institutus sit. Quamuis enim testamentum, quo quis illum quasi cognatum, qui non sit cognatus, heredem instituerit, errore testatoris vitietur, l. 4. C. de hered. instit. tamen P A V L V S censet non errasse testatorem, qui fratr̄is nomine amicum instituerit; sed fratres etiam caritate deligi, illamqne institutionem videri profectam ex amore, quo omnis auctoritas & nerus ultimum voluntatum in primis continetur.

§. II.

Igitur heredes amore atque caritate eliguntur. Sed quia ex occultis *Conditiones* fontibus subinde hominum benevolentia nascitur; receptum est, etiam sub *institutio-* *conditione* a testatoribus recte institui heredes. Certe ignoscendum fuit be- *num odioſæ* nefico amico, qui, dum heredem optauit, experiri voluit mutuam eius, quem instituit, amici voluntatem, aut ipsi occasionem dare, vt, post mortem suam, luculentio indicio comprobet amorem & studium in testatorem: neque accusandus est testator, qui, dum heredi consuleret, etiam aliis amicis prospicere voluit, apposita conditione: aut qui, propter obscuras consilii sui rationes, rem casui commisit. Ex his enim fere caassis, enatae sunt *conditiones* institutionum. Enimuero, quandoquidem ciuili iure constitutum est, vt, *vti* paterfamilias de rebus suis legauerit, ita ius esset inter testamentarios heredes; placuit, illos, reliquam testamento hereditatem adituros, a praetore cogi, vt agnoscant iudicium defuncti, eiusque voluntati obsequantur. Audiamus V L P I A N V M , qui l. 19. D. de condit. & demonſtr. itemque l. 35. §. 3. D. de hered. instit. in conditionibus, ait, pri- mum locum voluntatem defuncti obtinere, eaque regi testamentarias *condi-* *tiones*, imo voluntatem defuncti totam rem absoluere, &, quid ille sense- rit, spestandum esse: itaque, quod l. 8. §. 7. D. de condit. instit. addit V L P I A N V S , implendam omnino, si possit, defuncti voluntatem. Quapropter C E L S V S etiam l. 59. §. 6. D. de hered. instit. obseruat, si testator ab euentu rerum incertarum voluerit pendere heredis institutionem, vt, si nauis intra Kalendas ex Asia rediisset, heres esset; nihil peruenire ad heredem, si ille decesserit, priusquam nauis ex Asia reuenteretur.

Igitur, si fieri possit, obtemperamus voluntati testatoris, & appositæ conditioni. Sed illud tamen expeditum est, odioſas esse *conditiones* institutio- num, &, suadente naturali ratione, potius credendum, voluisse testato- rem, vt iudicium suum exitum haberet, & bona eius peruenirent ad here- des

Fasc. IV.

G

des



des institutos: quam ut excluderentur illi, quos sua caritate suoque arbitrio elegit. Ita **V L P I A N V S** philosophatur, l. 2. pr. *D. de condit. instit.* Ait enim, non videri deficere conditionem, nisi evidenter probationibus appareat, voluisse testatorem, ut hereditas heredi scripto, apposita conditione, auferatur. Quapropter idem ille alio loco, l. 10. *D. de reb. dub. in ambiguis rebus humaniorem sententiam sequitur;* & commodissimum esse docet, illud accipi, quo res, de qua agitur, magis valeat quam infirmetur. Idem argumentum **G A I O** l. 73. *D. de hered. instit.* persuasit, ut si interpretatione conciliari possint verba testatoris, magis credat heredem *pure*, quam sub *conditione institutum*. Certe **P O M P O N I V S** l. 27. §. 1. & l. 67. *D. de hered. instit.* si in eodem testamento idem heres modo *pure*, modo sub *conditione institutus sit*, praferendam esse credit scripturam pleniorum, qua *pure heres esse iubeatur*. **M A R C I A N V S** etiam l. 52. §. 1. *D. de adqu. vel om. hered. illum*, qui solus institutus fuerit, sed ex parte *pure*, &, ex parte alia, *cum conditione*, etiam pendente conditione, exesse, si adeat, adquirere hereditatem: cum credibile sit, voluisse testatorem, ut heres *pure* succedat ex testamento in patrimonii reliqui vniuersitatem. Non dubito, ex eadem regula iuris deductum esse, quod **V L P I A N V S** l. 21. §. 3. *D. de adqu. vel om. hered. sufficere existimauit*, conditionem, quæ casu regitur, qualiter cunque extitisse, & adquiri hereditatem adeundo, quamvis heres *ignoret*, conditionem extitisse: ne aliæ ex aliis difficultates oriuntur in adimplenda ab heredibus conditione. Imo generatim idem **V L P I A N V S** l. 17. §. 7. *D. ad Selum Trebell.* si non appareat, utrum extiterit conditionis, sed sit suspicio benigna, quod illa extiterit, magis dicendum esse ait, *extitisse appositam conditionem*.

§. III.

Impossibilis conditions habentur pro non scriptis. Ex his, quæ adhuc disputata sunt, appareret, duram videri testatoris voluntatem, quæ sub conditione suspendatur: &, si benigniorem sententiam admittat, illam merito in partem mitiorem trahendam esse, aut, si dubia fuerit interpretatio, conditionem pro implera potius habendam. Quid vero faciemus in herede, cui non dura duncta sit, sed etiam *impossibilis conditio adiecta*. Enimvero veteres omnino, illos nugari, atque magnō apparatu *nihil agere* crediderunt, qui impossibilia desiderarent. Illud certe in stipulationibus est obseruatum. **P A V L L V S** enim atque **V L P I A N V S** l. 35. & l. 7. *D. de verb. oblig. conditionem impossibilem*, quae in faciendum concipitur, stipulationibus obstat credunt, & quidquid actum fuerit, aiunt *inutile* videri. Neque multum ab impossibilibus *turpia* distare **P A V L L V S** l. 35. §. 1. *D. de verb. oblig.* atque **V L P I A N V S** l. 26. & l. 61. *D. eod. tit.* iudicauerunt: & infirmam ceuierunt obligationem, quae *contra bonos mores contrahatur*. Haec multo secus veteres de conditione difficultatem.

senserunt: modis ex *naturali impedimento difficultas oriatur, id est, si generaliter sit difficultis, & impleri commode non possit.* Ita enim subtiliter VENVLIVS l. 137. § 4. D. de verb. oblig. distinxit. Certe PAVLLVS atque VLPIANVS l. 4. §. 1. D. de statu lib. & l. 55. D. fam. heredit. conditiones naturaliter difficultes, quas nemo facile implere possit, pene impossibilis. iudicauerunt, quas ne prætor quidem ratas esse patiatur, sed deserat in decernendo, ut nihil actum inter partes videatur. f)

Ita quidem visum est de actibus inter viuos, qui impossibilem conditionem continerent. Sed ultimas defunctorum voluntates solemus liberalius interpretari. Enim uero conditions impossibilis in testamentis fere pro non scriptis accipimus & teste VLPIANO l. 3. D. de condit. & demonstr. pro nullis habemus: sed ipsam duntaxat institutionem simpliciter sequimur, quasi pure heres institutus esset, non apposita conditione. Nimirum probabili iudicio assuequimur, non hanc fuisse mentem testatoris, ut in tanto tamque solicito apparatu, quo ad condendum solemne testamentum se accinxit, omnino nugaretur & luderet cum testibus, atque inutiliter institueret heredem. Igitur seruamus heredis institutionem ex presumpta testatoris voluntate. Sed in ipsa conditione impossibili, quam testator apposuit, nihil impedimento est, quo minus ipsum insisse arbitremur. Quapropter impossibilis conditio ita accipienda est, quasi illam non serio voluerit testator impleri ab herede. Lepide RAEVARDVS g) tradit, institutionem, sub conditione impossibili a testatore scriptam, ideo pro non scripta accipi, quasi mendum potius subesse videatur scripturae testatoris, aut, quasi a scriba potius male expressa fuerit voluntas testatoris, quam ut censemus, data ipsum opera, illud quod fieri non possit, ab herede postulasse. Sed non est, quod ad ambages & fictionem scripturae vitirosae recurramus. Iocatus est testator in conditione, quam scivit impossibilem futuram, & quasi tentare voluit soleriam & sapientiam heredis, utrum sciret discernere, quid ab ipso serio, & quid per iocum aliquem, desideretur. Solent interdum homines etiam bene in nos animati, & optime de nobis merituri, per iocum tentare constantiam amicorum. Ita Q. FABIVS aliquando eum filio ludebat. Enim vero ad filium consulem a senatu missus, equo non descendit; sed a lictoribus, iussu filii, submotus, confessim partit, & non ego, dixit, fili, summum imperium tuum contemsi, sed experiri volui, an tu scires consulem agere. h) Igitur iocantur interdum optimi amici, etiam inter serias & graues occupationes, neque tamen ipsum negotium, quod tractant, interposito ioco quodam, vitiari arbitrantur.

G 2

Qua-

f) vid. GERARD. Noo d' de usufactu lib. i. cap. 19. g) RAEVARD. de reg. iur. ad l. 135. T. I. opp. p. 388. h) VAL. MAX. lib. 2. cap. 2. §. 4.



Quapropter detrahitur heredis institutioni *conditio impossibilis*. Item in *turpibus vslu* venit, testantibus PAVLLO, MARCIANO & PAPINIANO, l. 9. l. 14. & l. 15. D. de *condit. instit.* Parum abest, quin *ineptas* etiam & derisorias conditiones, tanquam per iocum appositas, neglexerint heredes. Illud enim VLPIANVS & MARCIANVS l. 14. §. 5. D. de *relig.* & sumt. fun. l. 113. §. 5. de *leg. 1.* & ALEXANDER l. 5. C. de *his*, q. vt *indign.* tradiderunt. Multa in illam sententiam V. C. MARQVARDVS FREHERVS ¹⁾ & RADVLPHVS FORNERIVS ²⁾ cum cura obseruarunt.

Satis, credo, intelligitur, pro *ioco* accipi omnino *impossibiles* & frigidas *conditiones*, salua heredis institutione. Illud tamen meretur obseruari, aliquando opus fuisse prætoris interuentu, & caussæ cognitione, priusquam dici posset, heredem, scriptum sub conditione impossibili, non inutiliter fuisse institutum. Interdum enim suspicionem furoris pariebat *impossibilis* & *inepta conditio* adiecta heredis institutioni: vt deliberaret prætor, vtrum valerer testamentum, quod, teste LABEONE l. 2. D. qui *testam. fac. poss.* omnino nullum est, si furore testatoris perturbetur. Tractauit eiusmodi speciem MODESTINV S l. 27. D. de *condit. instit.* Nimirum testator amicum sub conditione, *si reliquias eius in mare abiiciat*, testamento scripsérat heredem. Sed monet MODESTINV S, antea inspiciendum, ne homo, qui illam conditionem posuerit, non *compos mentis* fuisse videatur: & perspicuis rationibus illam suspicionem esse amouendam docet. Sed amoueri potuisse suspicionem NASO ¹⁾ comprobat, qui testis est, idem aliquando Achiuos Herculis comires ab heredibus desiderasse:

Sepe tamen patriæ dulci tanguntur amore;
Atque aliis moriens hoc breue mandat opus:
Mittite me TYBERI: Tyberinus veclus ut undis.
Littus ad Irachium puluis inanis eam.
Displacet heredi mandati cura sepulchri.
Mortuus Ansonia conditum hospes humo.
Scirpea pro domino Tyberi iactatur imago,
Ut repetat Graias per freta longa domos.

Ex quo loco intelligitur, etiam ineptis conditionibus heredes, ultimæ voluntatis veneratione, imaginario interdum obsequio obtemperasse. Sed, si furoris suspicio amoueat, MODESTINV S censet, *caussa cognita*, laudandum etiam heredem, qui reliquias testatoris, secundum eius voluntatem in mare non abiecerit, sed, memoria humanæ conditionis, illas tradiderit solenni sepulturæ; neque, si hoc fecerit, heredem scriptum controuersiam passurum a legitimo herede.

Nemo

¹⁾ MAQV. FREH. verisimil. lib. 1. cap. 26.

²⁾ RADVLPH. FORN. lib. 6. rer.

quotid. cap. 29. in thes. Otton. part. 2. p. 311.

OVID. fast. lib. 5. v. 653.



Nemo igitur dubitat, si furoris suspicio non subnascatur: contemni impossibiles & ineptas etiam conditiones institutionum. Sed plerumque tamen, si quid tale incidat, prætor desiderabitur, atque cauſæ aliqua cognitio, ut constituatur, vtrum sit omnino impossibilis & penitus inepta conditio, quam testator voluit ab heredibus impleri. Caeue enim existimes, semper heredis esse iudicium, vtrum implenda conditio, an contemnenda videatur. Enimvero de quibusdam prætor simpliciter edixit illas impossibiles aut duras aut impossibilibus proximas videri. Sed hæc quidem, cauſæ non desiderant cognitionem. Huc omnes illæ pertinent, quæ natura simpliciter impleri nequeunt, aut generaliter a prætore ob turpitudinem quandam & difficultatem reprobantur: tales enim docente VLPIANO l. 8. D. de condit. instit. ipso iure pro non scriptis merito habentur. PAVLLVS etiam, quæ naturali rationi, & bonis moribus aperte aduersentur, & pietati, quam parentibus iure gentium debemus, aut hominis ingenui officio graues sint, & penitus molestæ, simpliciter remittendas esse censet, l. 9. D. de condit. instit. Sed alia ratio ineunda est, si dubitetur, vtrum insit quidquam turpitudinis naturalis atque noxiæ difficultatis. Igitur, de his adeundus erit prætor, vt cauſa cognita remittat has conditiones. GAIUS enim l. 63. s. 10. D. ad Sct. Trebell. si quis nomen testatoris ferre ex eius voluntate, quasi turpius & inhonestius, recuset, adiri prætorem iubet, vt de hoc cognoscat. Recte enim heredem facere, si expluerit conditionem, cum nihil habeat difficultatis, assumere nomen hominis honesti. Sed si ex quadam cauſa heres recusauerit, VLLIANVS ait, ipsi subinde remittendam esse conditionem, & permitendas actiones utiles heredi, aut dandam etiam bonorum possessionem secundum tabulas, si visum fuerit prætori. Imo vero idem GAIUS, l. 63. s. 7. D. eod. tit. etiam in difficultibus conditionibus locum facit arbitrio prætoris, in primis, si fideicommissio oneratus fuerit heres sub conditione institutus: cum illud durum videatur, ad implendam conditionem difficilem, propter fideicommissarii emolumenntum, heredes institutos cogi a prætore.^{m)}

Haud aberrabo facile a recto, si affirmem, etiam illam speciem, quam tractauit VLPIANVS l. 6. D. de condit. instit. pertinere ad prætorem, & heredi non nisi cauſa cognita remitti. Ait enim VLPIANVS, cum quis ita institutus sit: si monumentum eius in triduo proximo post mortem testatoris fecerit: & monumentum in triduo perfici non possit, quasi impossibilem evanescere conditionem. Sed quis non videt, facti questionem esse, an impleri possit intra definitum tempus conditio, adeoque de illa cum cognitione cauſæ decernendum esse: nec tam conditionem institutioni, quam

G 3

con-

^{m)} Optime illam legem a criticorum ineptiis vindicavit HENRICVS A SVERIN repet. leq. iuris cap. 8. in thesaur. Otton. part. 4. p. 19.



conditioni temporis adiectionem, causa cognita, & iudicio prætoris, detrahendam.

§. IV.

Quid si conditio ob causam implevi nequeat.

Conditiones ergo institutionum, quod adhuc comprobatum est, omnes videntur odiosæ, &, si fieri hoc possit, interpretatione mitigantur: imo quædam habentur pro non scriptis, aut certe, propter insignem aliquam difficultatem, a prætore remittuntur. Restat, ut de illis exponamus, quae natura sunt possibles, &, nisi quid accidat, in potestate sunt heredis. nostræ artis magistri illas potestatiuas appellare solent. Quarum illæ quidem, quæ in dando, aut in faciendo, consistunt: nihil differunt a mixtis, quas IUSTINIANVS l. un. §. 7. C. de caduc. toll. excogitauit, & quas tam factio hominis, quam casu quodam, regi arbitratur. Omnes enim conditiones positivæ opportunitatem aliquam desiderant: qua, si careamus, nulla est in nobis præstandi illius, quod a nobis petitur, officii facultas. Enim uero si quis heres scriptus sit, si aliquid dederit, aut si quid fecerit, frustra laborabit, nisi sit aliquis, cui dari possit, aut occasio, illud faciendi, quod ab ipso postulatur. Hæc igitur, si casus quidem obsistat, quo minus impleri possint, videamus an pro impletis habeantur. Eleganter VLPITANVS l. 2. D. de condit. & demonstr. in eiusmodi conditionibus non fatum aliquod expectari ait, sed desiderari obsequium heredis. Imo vero, si MARCELLVM l. 23. D. de condit. instit. audias, videris heres voluntati testatoris obtemperasse, si per illum non steterit, quo minus defuncto obsequatur. Generaliter enim, ait MARCELLVS, hæc conditio, si dederis, si feceris, ita accipienda est, si per te non steterit, quo minus des aut facias. Abscisus VLPITANVS l. 135. D. de reg. iur. ea, ait, quæ dari non possint, quia nemo sit, cui illa dentur, impossibilia videri, & pro non adiectis accipienda esse. Quæ sententia habet rationem: cum, si heredis obsequium casu mero impediatur atque perturbetur, res veniat in illum casum, unde incipere non posuisset. Fac enim, casum illum, ab initio, cum conderetur testamentum obstatisse, vt: si testator heredem te esse iusslerit, si Tertio centum dederis, qui iam mortuus erat, cum testamentum conderetur. Nemo dubitat, ab initio conditionem impossibilem appositam fuisse. Nihil vero intereat, ab initio sit impossibilis, an ex post facto in illum casum incidat, a quo incipere non posuisset adiectio conditionis. Vtrumque enim perinde accepit MARCIANVS l. 3. §. 2. D. de his, quæ pro non script. hab.

Neque intellectum obfuscabantur interpretes, quo minus impleta videatur conditio, cuæ factio hominis & persona impeditur, si heres sit paratus ad obtemperandum. In illa enim specie veteres omnino omnes consenserunt. IAVOLENVS certe, l. 40. pr. D. de condit. & demonstr. conditioni, cui heres intra certum tempus parere iussus erat, illos dies non impunitari

tari ait, quibus illum vicinus via publica prohibuit, cum ille ire vellet, ut pareat conditioni: cum per illum non staret, ut testatoris voluntati obsequeretur. Speciem non multo absimilem tractauit AFRICANVS l. 31. D. eod. tit. Testator enim iusserat heredem, Titio centum dare, si Seiam duxerit uxorem; & respondit Iureconsultus: muliere nolente nubere, cum ipse paratus esset, legatum Titio deberi, quasi implera eius obsequio conditione. Eandem regulam iuris IVLIANVS l. 11. de condit. insit. securus est; cum Titius se nollet arrogandum dare filio, quem pater sub conditione arrogationis scripserat heredem: enimuero heres erit filius, qui adoptare voluerat, quasi expleta testatoris voluntate. Oleum perderem, si omnes illas species enarrare susciperem, de quibus veteres in hunc modum responderunt. Vna meretur indicari, quæ saepius obuenit, & de qua omnes in eadem sententiam, in tanta veterum dissensione, conuenerunt. Titius scriptus erat heres, si statuas in municipio posuisset. Sed SABINVS & PROCVLVVS & POMPONIVS l. 14. D. de condit. insit. heredem eum fore responderunt, si paratus esset statuas ponere, quamvis a municipibus ipsi locus non datur.

Ergo constat inter omnes, si factio personae aliquis prohibeatur, ne testatori obtemperet, conditionem haberi pro impleta. Sed de illa specie dubitant, si non tam factio hominis voluntario, quam a casu potius, & ipsa quodammodo fortuna impedimentum aliquod obiciatur, quo minus heres obsequatur testatori. Quidam enim tunc deficere conditionem censuerunt, cum diuino quasi iudicio, & casu heres excludatur. Inter illos eminet NERATIVS, qui l. 6. §. 1. D. de condit. & demonstr. heredem, qui seruos quosdam manumittere iussus erat, quibusdam ex his mortuis, respondit, defici conditione: neque enim, parere possit conditioni, an minus, existandum esse, sed sufficere, conditionem hanc non extitisse. At vero nihil me mouet, quo minus existimem, extitisse conditionem, & expletam esse, quam casus prohibet impleri. Si auctoritatem veterum desideras, audiamus POMPONIVM l. 6. §. 1. D. de condit. & demonstr. qui LABEONEM etiam, & SERVIVM & SABINV M & CASSIV M in partes aduocavit. Adscribam verba POMPONII, ut plenius intelligantur. „Quidam scripserat testamento: si filia et mater mea vivent, Titius heres esto: SERVIVS respondit: altera iam mortua, heredem non defici conditione: idem apud LABEONEM scriptum est. SABINVS quoque & CASSIVS dixerunt quasi impossibilis casus conditiones pro non scriptis esse:,, que sententia admittenda est. Igitur explosa NERATII sententia impletam censuerunt conditionem, quæ morte hominis & casu intervertitur. Idem VLPIANO l. 11. §. 11. D. de leg. 3. in mentem venit, cum fideicommissum cuidam ita reliquum esset: si morte patris sui iugis fuerit effectus: quamvis enim ante mor-



mortem patris emancipatione sui iuris effectus esset, **VLPIANVS** credit non deficere conditionem; sed, cum mors patris contingat, quasi extante conditione, illum ad fideicommissum esse admittendum. Non dissentit **PAVLUS** l. 28. D. de cond. & demonstr. quamvis strenuus defensor vltimorum voluntatum. Ait enim, quendam filiae suae ita legatisse, si **TITIUS** arbitratu nupserit: sed, mortuo **Tito**, conditionem eius arbitrii exclusam: itaque filiam nupfisse: sed nihil obstare, quo minus ei legatum debeatur. Occurrunt eiusmodi species complures, quas non vacat omnes indicare. Nemo enim dubitat, testatorem, qui serio voluit illum heredem esse, quem sub conditione scriperat, sed desiderauit tantum obsequium heredis, ipsi remittere conditionem, si heres casu aliquo prohibeatur. Enimvero si **VLPIANO** atque **PAVLO** l. 4. & l. 18. D. de adqu vel om. hered. fidem habetas, non videtur nolle, qui non potest: & frustra heredis obsequium desideratur, cum res ipsa impedimento est, ne heres obtemperet defuncto. Certe aequitati praetoris locus erit, ut conditionem, quae impleri nequeat, hereditibus remittat.

§. V.

Dubitatio- **Res** non egeret disputatione, nisi illis, quæ adhuc enarrata sunt, **AFRI-**
nes ex lege **CANVS** l. 31. D. de condit. & demonstr. pertinaciter & grauiter oblo-
aduersa ena- queretur. Ait enim, illi, cui legatum erat sub conditione, si **Seiam duxerit**, cum **Seia moriatur**, deficere conditionem: & legatum non deberi.
Contra, **POMPONIO** qui visum est, l. 54. §. 2. D. de leg. i. peti posse lega-
tum docet, si serui mors impediisset manumissionem, quamvis legato ad-
scripta esset conditio: si seruum manumisisset. Manifesta est dissensio: sed
faciamus periculum, an illos reducere in gratiam possimus. Mihi quidem
videtur **AFRICANVS** de eiusmodi specie sensisse, in qua manifestis pro-
bationibus constaret, testatorem a casu & euentu nuptiarum, legatum sus-
pendisse. Enimvero, si illud appareat, non dubitatur, obsequendum esse
voluntati testatoris, qui potuit hanc unicam habere rationem institutionis,
ut **Seiae** consuleret per nuptias heredis. **VLPIANVS** enim l. 2. D. de con-
dit. instit. quod supra obseruatum est: monuit, si euidentissime comproba-
retur, casui commissam a testatore conditionem institutionis: deficere condi-
tionem, si casus non ex voto euenisset. Sed **POMPONIVS**, de voluntate
ambigua, &, si nihil de casu testator addidisset, disputauit, censuitque non
facile credi posse, conditionem pendere ab euentu, sed sufficere, si heres,
quantum per se steterit, obtemperet conditioni apposita a testatore. Quod
si tibi non placet, non resistam quod dicas, **AFRICANVM** de iure stricto
respondisse, & hanc eius mentem fuisse, quod haec conditio non ipso iure
pro non scripta habeatur; contra iudicasse **POMPONIVM**: a praetore con-
ditionem heredi remittendam si appareat, sine culpa heridis conditionem pene
int-

impossibilem videri. Quod quando fieri possit, supra fuit indicatum. Hoc modo si uterque intelligatur, nulla inter AFRICANVM & POMPONIVM controvrsia. Alia medicina, quam huic loco adhibeam, non suppetit.

XXIII.

OBSERVATIONES MISCELLAE DE MONVMENTO SECUNDVM VOLVNTATEM TESTATORIS FACIENDO.

AD LEG. XIV. §. VI. D. DE RELIG.

VITEMBERGAE, AD D. OCT. A. Q. S. F. E. MDCCXXXV.

§. I.

*M*onumenta nemo dubitat memorie caussa in primis fieri? quando-
quidem, quod CICERO ait, ^{a)} & ex illo NONIUS MARCELLVS obser-
vat, ^{b)} quæ monumenti sit ratio, nomine ipso admonemur: ad memoriam caussa sunt
enim magis spectare debet posteritatis, quam ad præsentis temporis gratiam. ^{c)} religiosa
Idem etiam nostræ artis magistris placuit. VLPIANVS certe l. 2. §. 6. D. ^{babentur ut}
de relig. monumentum est, inquit, quod memorie seruandæ gratia existit. ^{sepulchra fa-}
Imo generaliter, quod ait FLORENTINVS l. 42. D. de relig. monumentum ^{uorabilis et}
est res memorie caussa in posterum prodita, in qua, si corpus & reliquiæ ^{iam illorum}
inferantur, sicut sepulchrum; si vero nihil eorum inferatur, erit monumen-
tum memorie caussa factum, quod Græci νεοτάφιον appellant. In primis
autem & *νεοτάφη*, quod dicunt grammatici, si VARRONEM audiamus ^{c)}
quæ in sepulchris sunt, monumenta appellantur. Et ideo secundum viam
exstruuntur, ut prætereuntes admoneant, & se fuisse, & illos esse morta-
les. Ab eo cetera, quæ scripia ac facta memorie caussa, monumenta dicta.
Hinc fere ICti ipsa sepulchra mortuorum monumenta appellarunt, & MAR-
CIANVS l. 4. D. de rer. div. illos, qui ad littus accedant, iubet ab ædificiis
& monumentis abstinere, quia non sint iuris gentium, sicut mare, sed di-
uini

^{a)} CIC. epist. 2. ad Cæs. quod Scipio Gentil. orig. ad pandect. v. monumentum, in-
dicavit, in Ottonis thes. T. 4. p. 1892. ^{b)} NON. MARCELLVS de propriet.
serinonum, c. I. n. 136. ^{c)} VARRO de lat. ling. L. V. c. 6. p. m. 38.

uini iuris habeantur. MARCER tamen l. 37. §. 1. D. *de relig.* sciungit a sepulchris monumenta: & ille pide, quod aliquando nostris, in iadaginis verborum originibus accidit, monumentum esse credit, quod causa muniendi eius loci factum, in quo corpus sit impositum; vt: si amplum quid adificari iussit testator, veluti in circum porticationes: vt sepulchra munitantur. Diuellit etiam aliquando VPLIANVS monumenta a sepulchris: sed eodem tamen iure vtraque censeri iubet, vt facere sepulchrum, sive monumentum, nemo facile prohibeatur: cum religionis interfit, illa exstrui, & exornari, l. 1. §. 6. & 7. D. *de mort. inf.* Certe sepulchra & sepulchorum monumenta memoriae in primis causa ornabantur. Ipsi lapides aqua G R V T E R V M pia se memoriae, aternae memoriae, dulcissime memoriae consecratos esse profitentur.

Quapropter cum ad posteritatem pertinere crediderint veteres, memoriam defunctorum monumentis consecratam; mirari non debemus, illos fauere ornamentis sepulchorum, atque illos defendere, qui in monumentis vel condendis vel reficiendis occupantur. TVLLIVS quidem ^{d)} voluptatis etiam cuiusdam fructum post mortem ad se peruenturum sperat ex memoria posteritatis, &, quod homines gloriosi solent, se tantos labores diurnos nocturnosque domi, militiæque, suscepturnum non fuisse, ait, nisi animo viderit, posteritatem ad se pertinere posse, seque non iisdem finibus gloriam suam, quibus vitam, terminaturum esse: sed animum suum se erexit, quasi, cum excessisset e vita, tunc denique vieturus esset. Imo vero HORATIO FLACCO eandem gloriam sectanti ^{e)} ne as quidem & marmora sufficiunt, sed tunc demum plaudit sibi, cum exactum esse putat.

— — — monumentum ære perennius

Regalique situ pyramidum altius,

Quod non inber edax, non aquilo impotens

Annorum series, & fuga temporum

Quod studium, quamvis plerumque sit cum vanitate aliqua coniunctum & ineptum videatur, sollicite de rebus illis cogitare, quæ nec felicitatem veram pariunt, nec si aliquam parerent, illam nobis parerent, qui illarum rerum, quæ de nobis in his terris sunt, sensu vix post mortem nostram attingeinur; quia tamen posteritatis interest, virtutem, in illustri positam monumento, quod LIVIVS ait ^{f)} intuendam posteris proponi, merentur fauorem quandam sepulchra atque monumenta mortuorum. Enim uero habent aliquid, nescio quid, maiorum imagines, & conspectæ virtutis vestigia in monumentis veterum expressa, quod mirifice animos concitat, atque implet insignium facinorum quæ alias facile obliterantur, memoria, atque

ad

^{d)} CIC. de senect. circa fin. p. m. §§7.
in præf. op.

^{e)} HORAT. III. carm. 30

^{f)} LIV.



ad imitationem priscæ virtutis prouocat subinde, & quasi quibusdam facibus accedit. Certe *magis fauendum* esse monumentis credo, quæ perpetuos habent quosdam stimulos, & posteritati etiam prodesse possunt, quam næviis & lamentationibus, & ceteris quibusdam solennibus funerum, quæ pleraque ad *præsentem* duntaxat *luctum* minuendum pertinent, &, cum pompa præterit, vim suam perdunt, atque vicissitudine multarum voluptatum confessim opprimuntur. Profecto, si non temere veteres, qui ius ciuale condiderunt, g) honororum virorum laudes in concione memorandas, easque etiam ad cantus & tibicinem prosequendas esse, & laudis ornamenta ad mortuos pertinere, censuerunt: h) quæ inuidia est, etiam posteros commemoratione virtutis, loquentibus lapidibus, & *monumentis* laudum, conicitari. Conqueritur **TULLIUS** i) aliquando, olim illius rei minimam fuisse cupiditatem, & hinc accidisse, ut non ita multa maiorum exempla reperianrur, que ad virtutis æmulationem pertinerent.

Igitur, qui monumenta mortuis faciunt, serunt *arbores*, quæ alteri seculo prodesse debeant, quod apud **TULLIVM** alio loco, k) ait **STATIVS** in Synepliebis. Ita certe prætori visum est, qui teste **VLPIANO** l. 1. §. 5. & 6. D. de *mort. infer.* illo in loco, in quo ius est mortuum inuito altero inferre, quo minus sepulchrum ædificare liceat, vim fieri vetuit: cum rei publicæ & religionis intersit, *monumenta exstrui*, & *exornari*: adeoque nemo prohibendus sit in loco, in quo ei ius est, facere sepulchrum, siue *monumentum*: imo vero non solum, qui nouum opus *memoriae* caussa molliatur, sed etiam, qui illud, quod imperfectum videatur, perficere velit, aut *reficere*, quamvis mortuus iam antea illatus sit, defendendum esse ait **VLPIANVS** d. l. 1. §. 9. & l. 5. pr. D. de *mort. inf.* & **MARCIANVS** l. 7. D. de *sepulch. viol.* etiam *corruptum* & *lapsum monumentum*, corporibus non contactis, restituere, aut, ornamenti caussa, aliquid immittere & adiicere permittit, cum, qui hoc faciat, non solum pio atque dulci, sed etiam profuturo in posterum officio, defungi videatur, &, teste **VLPIANO**, l. 1. §. 2. D. ne quid. in loc. *sacr.* ornamenti caussa etiam in *sacris* & *religiosis* locis aliquid facere liceat, modo non ad deformitatem aut incommoditatem immittatur.

Ceterum *monimenta* quæ sepulchro iniecta sunt, & cum illo cohærent, religiosa sunt, & religione loci attinguntur: ut teste **IAVOLEN** l. 4. D. *commun. prædior.* nec seruitutem recipient, sed desinant humani juris esse *monumenta*. De *statua*, quæ monumento neque adfixa neque adplumbata fuerit, dubitatum, an in bonis nostris maneat, an pars monumenti effecta esse videatur. Sed **CELSVS** l. 2. D. de *sepulch. viol.* scribit,

H 2

sic

g) *cic. de LL. L. II. p. m. 450.* RITTERSHVS. ad XII. tabb. c. 15. p. 35.
h) *cic. l.c. 450.* i) *Id. de LL. L. II. p. 450.* k) *Id. de senect. p. 545.*



sic esse monumenti, vt ossuarium, quo ossa & reliquiæ contineantur: generatim enim, quod VLPIANVS ait, l. II. §. 2. D. *quod vi aut clam*, si qua se pulchri ordinandi caussa posita sint, iure continentur.

Sola hostium sepulchra PAVLLVS l. 4. D. de *sepulch. viol.* excipit, & non religiosa esse docet, hinc lapides inde sublatos in quemlibet usum converti permittit. Sed ex aliis, docente VLPIANO d. l. 2. D. de *sep. viol.* & l. II. §. 2. D. *quod vi aut clam*, si statua euulsa, aut etiam ablata, quamuis non cohæserit, aut ostium etiam effractum, cessabit *lex Aquilia*, quia res non est in bonis nostris, sed interdicto, *quod vi aut clam*, agendum erit, quod omnibus competit, quorum interest, rem vel in publico, vel in sacro, vel etiam religioso positam non tolli, aut corrumphi, d. l. II. §. 1. seq. *quod vi aut clam*. Nemo vero dubitat, *heredum interesse*, vt monumenta, in primis hereditaria, integra seruentur. POMPONIVS enim l. 7. D. de *annuis legat.* id affirmit, idemque VLPIANVS, l. 18. §. 2. D. *fam. hercise.* quia ius monumenti sequitur heredes. De quo argumento deinceps locus erit exponendi. Certe etiam *hodie* hoc iure utimur; postquam expeditum est, sepulchra publico & ecclesiæ quodammodo iure contineri: quandoquidem non solum priuatorum, sed reipublicæ etiam interest, ne quis in rebus, quas constat, publica auctoritate regi & defendi, quidquam temere omnino moliatur, aut per inuidiam & peccantiam corrumpat.

Illud expeditum est, præter extraordinarias persecutiones, & publicam animaduersiōnem, aduersus illum, qui monumentum hereditarium corrupdit, aut ex illo aliquid sustulerit, interdicto, *quod vi aut clam*, heredes efficaciter experiri.

Generatim serenissimi Saxonum legiſtatores fauent dormitoris, atque vt ornentur atque muniantur, & ab omni iuriuſia defendantur, pie & serene præcipiunt. Sæpe enim ita, & in primis art. gen. 15. constitutum, Huf daß auch die Kirchhöfe allenthalben, ehrlich und rein, als ein Schlaf-Haus derer Christen, so am jüngsten Tage von Christo auferwecket, und seelig gemacht werden sollen, gehalten, So sollen dieselben mit Mauren, Balken, Bäumen und Thüren verwahret, und vorm Viehe allenthalben mit Fleiß vermachet werden. Ut intelligatur, aduersus omnem iniuriam, quæ monumentis fiat, remedia liberaliter concedi.

§. II.

Vtrum sum- Fauent igitur, & prætor, & pleraque gentes, sepulchrorum monu-
tus in monumentis, & memoriae demortuorum. Sed virum necessaria esse videantur
mentum fo monumenta, atque an sumitus monumenti causa facti *impensis funeris* & ne-
ti impensis & cessariis, contineantur, dubitatione non caret. Ergo videamus.
SABINVS quidem l. 1. §. 19. D. ad L. Falcid. docet, in ære alieno
funeris con- tineantur, impensam monumenti caussa factam deduci ab herede, in quartæ Falcidiæ
in-

ineunda ratione; si *necessarium* fuerit, monumentum exstruere defuncto. Itaque agnoscit, & *necessarium* quandoque esse monumentum, & hoc sumtus ære alieno contineri. Neque vero dubito, quin *as SABINVS* illud *alienum*, quod *funeris caussa* quasi contrahitur, intelligat adeoque concedat ad *impensas funeris* hos sumtus pertinere. Monet enim *VLPIANAS*, l. I. D. de *relig.* non solum illum, qui *in funus*, sed etiam, qui *propter funus*, aliquid impendit, non tam cum herede, quam *cum defuncto*, contrahere videri: adeoque has impensas ad *aes alienum defuncti* pertinere. Sed idem ille *VLPIANVS* l. 14. §. 3. & 4. D. de *relig.* hunc demum sumtum *funeris caussa* factum esse agnoscit, qui *necessario* factus esse videatur, & sine quo funus duci facile *non posse*. Itaque recte *MARCELLVS* sumtum monumenti *necessarium*, *funeris impensam* voluit censi.

Necessarii ergo monumenti sumtus *ad impensas funeris* pertinent. Sed *laxius* tamen interpretatur hanc *necessitatem* *VLPIANVS* d. l. 14. §. 3. 4. & 13. D. de *relig.* & ne quidem meram *negotiorum gestorum actionem*, quæ propter omnem *utilitatem* alterius procuratam datur, in exigendis *funeris expensis* imitandam esse censem, sed iudicem *solutius aequitatem* sequi iubet; cum hoc natura *actionis funerarie*, quæ propter *impensas funeris* proponitur, omnino pati videatur. Itaque &, si quid *in locum* fuerit erogatum, aut *ut corpus perferretur*, aut *ad custodiendum corpus*, atque commendandum, denique si quid *in marmor vel vestem* fuerit impensum, *funerarie actioni* locum esse credit. Ut dicamus, quod res est, *ultra necessitatem* porrigitur *funerarie actioni*, & omnia complectitur: quæ quis *funeris causa merito* fecisse videatur: ut non solum sit *non adstrictior*, sed, ut etiam, quod diximus, multo sit *solutior* potestas iudicis in *actione funeraria*, quam in *negotiorum gestorum actione*. Generatum enim, quem sèpius testem inuoco, *VLPIANVS* l. 14. §. 6. D. de *relig.* *ex bono & aequo* ait *funerariam oriri actionem*. *Aequum autem ex dignitate eius*, qui *funeratus* sit, *ex caussa, ex tempore, ex bona fide* estimari.

Igitur *dignitatis* in primis ratio habetur, in constituendis *funeris impensis*. Quia propter recte idem *VLPIANVS* docet, ob hanc *aequitatem* illum sumtus non recipere, qui sumtum *nimir modicum* fecerit, forte *in contumeliam* locupletis hominis defuncti: nam non debet iudex, inquit, illius rationem habere, qui *contumeliam* defuncto fecisse videatur, negligenter eum *funerando*. l. 14. §. 10. D. de *relig.* Qua re dubitare non poteris, quin aliquando *funeris caussa* aliquid impendi possit, quod non sit omnino *necessarium*, & quod comparci poruisse videatur; & admitti inter *funeris impensas* sumtum monumenti, si ratio dignitatis, aut hominis diuitiae, aut aliorum eiusdem ordinis exempla, postulent, ut monumentum exstruatur: quia non sine quadam contumelia, & rubore posteriorum, defun-

H 3.

ctus



Eius illo memorie honore carere posse intelligatur. Aperte MACER I. 37. D. de relig. profitetur, funeris sumtu contineri, quod in monumentum erogatum; sed id solum excipit, quod cum ostentatione quadam, aut *ultra consuetudinem* hominum eiusdem ordinis ædificetur. Ait enim, „monumentum esse, quod muniendi eius loci caussa factum sit, in quo corpus sit impositum.“ Neque enim est locus disputationi, quin docente VLPIANO, quidquid in parandum atque defendendum locum, in quem mortuus inferratur, vel in marmor erogarum sit, funeris caussa sumtus factus esse videatur, l. 14. §. 3. & 4. D. de relig. Igitur secundum MACRVM, sumtus monumenti, quod sit loci muniendi caussa, id est, quod sepulchro impunitur & comparatur secundum dignitatem & facultates defuncti, & secundum consuetudinem, pertinent ad funeris impensis. Sed pergit MACER d. l. 37. §. 1. D. de relig. Igitur, si, quid *amplum* ædificari testator iusserit, veluti in circum porticationes, certum est, illas non esse funeris expensas. Quod omnino habet rationem; cum etiam VLPIANVS l. 14. §. 6. D. de relig. præcipiat, in funeris procuratione, non sequendam esse defuncti voluntatem, si res egrediatur *instam* sumtus rationem, ideoque impensis funeris non imputari res, quæ *ultra modum* sine caussa consumantur. Illud certe apparer, MACRVM duntaxat *amplum* aliquod & singulare monumentum, ex testatoris desiderio, cum sumtu magno, *ultra* consuetudinem, ædificandum, excipere, quo minus impensis illius monumenti inter funeris impensis referantur. In reliquis nihil mutat MACER, &, casu uno expto, confirmat iuris regulam, ut monumenta sint pars sepulchri, &, quæ in sepulchrum eiusque partes atque ornamenta more maiorum, & provinciæ, impenduntur, inter sumtus funeris admittantur.

At vero teste VLPIANO l. 1. §. 19. D. ad L. Falcid. vnice resistit MARCELLVS noster, qui negat ædificationem monumenti in ære alieno deduci posse ab herede, dum quartæ Falcidiæ init rationem. Audiamus VLPIANVM qui SABINVM & MARCELLVM inter se committit. Verba VLPIANI: „de impensa, monumenti nomine facta, quæritur, an deduci debeat? & „SABINVS ita deducendam esse putat, si necessarium fuerit, monumentum „extruere MARCELLVS, consultus, an funeris, & monumenti impensa, „quantam testator fieri iussit, in ære alieno deduci debeat? respondit, non „amplius eo nomine, quam quod funeris caussa consumtum esset, deducendum. Nam eius, quod in extirctionem monumenti erogatum, diuersam esse caussam: nec enim ita monumenti ædificationem necessariam esse, ut sit funus, atque sepulchrum: idecirco eum, cui pecunia ad faciendum monumentum legata sit, Falcidiæ passurum.“ Imo vero pergit MARCELLVS l. 2. D. ad L. Falcid. non amplius concedendum, quam quod sufficiat ad speciem modicam monumenti.

Vi.

Videntur ergo ICti aduersis frontibus inter se pugnare, & MARCELLVS etiam cum MACRO, quem supra interpretatus sum, controuersiam exercere. Sed dabimus operam, vt in gratiam & conlisionem reducantur. Mihi videntur disiungi verbis, sed, si rem vere aestimes, in eandem sententiam SABINVS atque MACER & MARCELLVS conuenire. Enim uero MACER & SABINVS sumtus monumenti necessarios admittunt, vt in ære alieno deducantur, atque inter funeris impensas referantur; sed necessitatem liberalius interpretantur, atque ex utilitate propemodum, solutus quam in negotiorum actione, seu, quod idem est, ex æquitate, ex dignitate eius, qui funeratus est, ex causa, ex tempore aestimant, & maxime ex bona fide. Pariter MARCELLVS modicam quidem speciem, vt Macer & Sabinus, concedit; sed consultus, vtrum impensæ etiam non modicæ, ex testatoris voluntate factæ, in ære alieno deducantur? negavit illas esse funeris impensas; cum constet, impensas funeris ex dignitate, & tempore & consuetudine, ex æquitate, non ex inepta voluntate, aut prodigalitate testatoris aestimari.

Igitur omnes consentiunt, sumtum modicum, ex æquitate, monumenti causa factum, funeris impensas contineri; sed non admitti impensas quæ ultra modum, quamvis ex voluntate testatoris, factæ videantur. Eandem regulam iuris sequitur PAPINIANVS l. 50. §. 1. D. de hered. petit. atque etiam contra creditores, aut heredes ab intestato, bonæ fidei possessori, cui hereditas aufertur, concedit retentionem impensarum, quas ille, conditionis implendæ gratia in monumentum fecerit, si sumtus probabilem modum faciendi monumenti, vel quantum testator iussit; non exceedat; cum doli mali exceptione defendi possit, qui obtemperauerit voluntati testatoris. Imo vero actione negotiorum gestorum quasi gesto negotio hereditario, repeti posse impensas monumenti causa factas, docet. Igitur, concessa negotiorum gestorum actione, quasi gesto hereditario negotio, non dubito, etiam funerariam actionem concedi posse ob impensas in monumentum factas; cum ipsa funeraria sit solutior illa negotiorum gestorum actio, quæ propter funeris expensas ex bono & aequo illis datur, qui funeris procurationem suscepunt. Ne quis supersit locus dubitationi, CELSUS l. 42. de leg. 3. etiam monumenti sumtus refert ad communia onera heredum, & si testator monumentum extrui voluerit, nisi alia fuisse voluntas intelligatur, ab utroque herede monumentum, ex hereditariis portionibus, instruendum esse censet: quia aequum videatur, & heredibus omnibus incumbat, vt monumentum memorie bene meritorum causa ab heredibus ædificeatur.

Ex his, quæ adhuc disputata sunt, apparet, sumtus modicos, monumenti causa factos, repeti inter funeris expensas, propter æquitatem; ne de-



defunctus contumelia afficiatur. Neque tamen multum aduersabor, si quis dixerit laxiorem esse potestatem heredis, qui locupleti homini succedat, & legatariis duntaxat impensas monumenti deducat inter æris alieni rationes; sed strictiorem sequendam rationem, si heres cum creditoribus defuncti, litiget, qui de damno vitando & de periculo laborant. *Augustissimus Saxorum legislator* §. 3. tit. 42. ord. proc. recogn. impensis funeris, quæ pro facultatibus defunctorum factæ sunt, prærogatiuum inter creditores quidem concedit, & in prima classe tertio loco illud debitum exsolui liberaliter permitrit; sed quae sint funeris impensaæ; & quae sit summa probabilis defunctorum facultatibus conueniens, iudicis arbitrio relinquunt: *Die Begräbnis-Kosten nach dem Zustand des Schuldners Vermögen, und des Richters Erwägung.* Dignum videtur argumentum, ut, in quo versetur illud iudicis arbitrium, diligentius tractemus.

§. III.

Qua forma monumenta exstrui debeant. Quandoque igitur necessarium videatur monumentum, si, sine contumelia defunctorum & dedecore posterorum, non omitti possit procuratio illius ornamenti. Sed *qua forma*, cuius auctoritate, quo sumtu fieri debeat, interest, vt exponamus. Veteres quidem, & in primis *Græci*, non fauebant magnificis & sumtuosis monumentis. Apud Athenienses certe, teste *TULLIO* ¹⁾ propter amplitudines sepulchrorum, lege cautum est, ne quis sepulchrum faceret operosius, quam quod decem homines efficere possent *triduo*: neque id opere rectorio exornari, nec *Hermes*, quas vocant, licebat imponi. Tandem *DEMETRIVS* sepulchrals nouis finiuit modum, ne quid super terræ tumulum statueretur, præter columellam tribus cubitis non altiore, aut mensam, aut labellum; & certum magistratum præfecit huic procriptioni. *PLATO* denique exstrui vetuit sepulchrum altius, quam quod *quinque diebus* absolui possit: neque e lapide excitari plus, nec imponi, quam quod capiat laudem mortui incisam quatuor heroicis versibus, quos longos *ENNİUS* appellat. Illam moderationem primo imitati sunt romani, dum ius ciuale condiderunt. Decemviri enim in 12. tabulis remoueri voluerunt sumptus & luxum a Deorum manium iure, &, docente *TULLIO* ²⁾ magnificientiam sepulchrorum minuendam esse censuerunt. Sed ipse *CICERO* fatetur, legem sapientissimam obliuione oblitteratam, & ad immensos sumptus illam rem progressam esse, quod in C. Figuli sepulchro appareat. Posteri enim fere crediderunt, religionis interesse, monumenta exstrui, & exornari: quod *VULPIANVS* monet, l. 1. §. 6. D. de mort. infer. Idem *VULPIANVS* fere IMPOSSIBILE esse credit, vt monumentum intra triduum persiciatur. l. 6. D. de condit. insit. Certe altitudo monumenti non sicut definita. *AVOLENVS* l. 4. D. commun. præd. ne caueri qui

1) *cic. de Leg. II. p. 450.*2) *Id. I. c.*

quidem posse ait, ut ad certam altitudinem ædificetur monumentum: cum quod humani iuris esse desit, seruitutem non recipiat. Igitur licuit monumentum ad infinitam altitudinem ædificare. Imo POMPONIUS l. 3. §. 1. D. de mort. inf. si proprius ædificium alienum mortuus illatus sit, quamvis intra legitimum spatum, postea heredem prohiberi non posse, quo minus monumentum ibi ædificeret, si ab initio domino sciente mortuum intulerit. Tantus fuit fauor monumenti, ut visum fuerit, etiam cum in commodo viuentium ædificari posse monumentum. Vnum decemuiri in 12. tabulis prohibuerunt, ne quis rogum, bustumue nouum proprius 60. pedes ad alienas aedes inuitio diuino constitueret. Varia ad illam legem RITTERSHVSIVSⁿ⁾ obseruat. Sed, semel mortuo illato, dominus ædium, qui antea consensit, prohibere non poterat, quo minus in infinitum aedificetur monumentum. VLPIANVS etiam l. 5. pr. D. de mort. inf. si imperfectum dicatur monumentum, quamvis reliquit hominis iam illatæ sint, nihil impedimento esse ait, quo minus id perficiatur. MARCIANVS quoque l. 7. D. sep. viol. corruptum & collapsum, corporibus non contactis, reficere permittit. Sed illud obseruat VLPIANVS d. l. 5. §. 1. D. de mort. inf. si locus iam religiosus factus sit, ad pontifices pertinere, ut explorent, quatenus desiderio reficiendi operis salua religione mederi possint. Neque dubito, etiam hodie, si quis ipsum sepulchrum attingat, animo reficiendi, publica auctoritate opus esse: cum intersit, ne facile corpora defunctorum moueantur; sed ab initio fere, vt cunque visum fuerit, ædificari posse monumentum. Serenissimi Saxonum legislatores sepulchra profunda esse voluerunt, duabus vlnis pro infantibus, tribus pro adultis. Synodal. Decr. d. a. 1624. §. Ingleichen: sed profundiora aliquot pedibus, si defuncti peste laborasse videantur: quo casu & remotiora ab hominum frequentia & conspectu, esse debent. mand. d. a. 1713. die Contagions Anstalten betreffend. Placuit etiam priuata sibi sepulchra neminem suo arbitrio constituere, sed rerum sacrarum antistites & inspectores de illa re, priusquam decernant, ad principem referre. Rescript. de die 21. Sept. 1705. Neque, ut quidam parochianorum, nisi ex patrociniis et inspectorum voluntate, in templis temere sepeliatur, permisum. Rescript. d. die 22. Martii 1637. Sed coniugis superstitis heredibus concessum, ut defunctum in eundem, in quo coniugis antea demortui reliquias asseruantur, locum inferant, soluto ecclesiæ honorario, wenn des letzterverstorbenen Erben ein Schock der Kirchen zu erlegen sich erbietethen, rescript. d. die 6. Nou. 1600. Sed quo usque altitudo monumenti exsurgere debeat, lege definitum non memini. Illud tamen expeditum est, in templis non sine venia pastorum & antistitum monumenta estruiri & exornari: sed his datum esse

ⁿ⁾ RITTERSH. ad XII. tabb. c. 13. p. 35.



esse negotium, vt videant, ne luminibus officiatur, aut locus sacer defor-
metur, opere exstructo. Enim uero ne *subsellia* quidem in templis, nisi *caussa*
cognita, ædificantur. art. gen. 36. Nachdem auch eine gemeine Klage ein-
kommen, daß hin und wieder, in denen Kirchen, Stühle gebauet, dadurch
die Leute verhindert, daß sie weder den Prediger auf der Kanzel, noch zu
dem Altar, wenn das Hochwürdige Sacrament ausgetheilet wird, sehen
können; desgleichen auch offtmahls solche Stühle in denen gemeinen Gän-
gen auffgerichtet, daß die Leute für denenselben nicht wohl hin und wieder
gehen können: Derowegen soll in denen Kirchen auf den Dörfern und Städ-
ten, kein Stuhl ohne sonderlich Vorwissen und Erlaubniß des Pfarrers und
derer Kirchen-Väter gebauet werden. Neque locus est dubitationi, quin
eadem sanctio etiam pertineat ad monumenta sepulchrorum in templis extru-
enda, & locus sit interdicto, ne *quid in loco sacro fiat*: arg. l. i. §. 2. D.
ne *quid in loc. sacr.*

§. IV.

Ali testato- Accepisti formam monumenti: videamus, quo sumtu, & cuius arbitrio
ri voluntati monumenta siant. Et primo quidem dubitari non potest, in primis, si quid
obtemperant testamento de sepultiura & monumento cautum sit, obtemperandum volun-
tum sit in tali testatoris. Neque illud ramen magis mortuorum, quorum fere non in-
monumenta terest, quam viuentium caussa, constitutum; vt ne solicitudine aliqua an-
que sit sumgantur, si videant, deserit & sperti defunctorum voluntatem, & ne time-
ma probabit, ne sibi aliquid indignius accidat post mortem, cum obseruent, de-
lisjunctum. functos negligentius tractari. ALFENVS VARVS certe l. 27. D. de condit. &
demonstr. respondit, si intelligeretur, ad quod exemplum sibi monumen-
tum fieri voluerit testator, tametsi in scriptura illud luculenter designatum
non esset, ad illud exemplum, quod ille demonstrare voluerit, monumen-
tum esse faciendum. Idem visum est POMPONIO, l. 6. pr. D. de condit.
& demonstr. si testator cuiusdam arbitrio monumentum sibi fieri præcepe-
rit. Ait enim POMPONIVS, parendum esse arbitrio in monumento faci-
endo, neque necessitatem hanc heredibus remitti, nisi is, cuius esse de-
beat arbitrium, vel non viuat, vel adesse nequeat, vel nolit arbitrari. Imo
vero VLPIANVS etiam l. 50. §. 1. D. de heredit. petit. retentionem sum-
tuum bonæ fidei possessori, & actionem ad summas reperendos dedit illi, qui
defuncto, conditionis implende caussa, fecit monumentum; quia voluntas
defuncti in hoc seruanda esse videatur, & sufficiat, si sumus quantitatem a
testatore definitam non excelerit. Audiamus SCAEVOLAM, qui l. 42.
D. de leg. 3. obsequendum censuit voluntati testatoris, qua monumentum
sibi ad quadringentos aureos extrui iusserat: & ab omnibus heredibus, pro
portionibus hereditariis, credidit monumentum esse instruendum. Eandem re-
gulam iuris TREBATICVS & LABEO & IAVOLENVS l. 40. §. 5. D. de condit. &
de

demonstrat. securi sunt in legatarii persona, cui testator *mille aureos* ab herede reliquerat, ad ædificandum monumentum. TREBATIVS enim credit, *cautionem* peri posse a legatario, se monumentum ex ea pecunia facturum, & ita legatum deberi, si *satisdedisset*, se ita facturum esse monumentum. LABEO etiam & PROCVLVS probant TREBATII sententiam; quia hæc testantis mens suis videatur, ut ea pecunia in monumentum a legatariis consumeretur, d. l. 40. §. 5. D. de condit. & demonstr. Generatim enim NERVA & ATTILICINVS & VALENS l. 19. D. de leg. 3. præcipiunt legatariis, quibus aliquid relictum hac lege, ut aliquid faciant, negandam esse actionem, nisi caueant heredi, se facturos, quod voluerit defunctus, quamvis forte heredis non intersit, ut fiat, quod præceperat defunctus. Imo conditione ob caussam dati, caussa non fecuta, conuenitur, qui pecuniam accepit, ut monumentum faciat, neque tamen fecit monumentum. IVLIANVS certe l. 11. D. caussa dat. caussa non fecut. si heres, qui arbitratu liberti certa summa monumentum facere iussus fuerit, liberto dederit pecuniam, & is ex accepta pecunia monumentum non fecerit, libertum conditione teneri ait, ut faciat ex illa summa monumentum. Neque locus esse potest dubitationi, quin rationes negotii a se procurati reddere debeat ille, cui quid legatum. ut ex illa summa fiat monumentum. SCAEVOLA enim scribit, si minus erogatum fuerit, quam testator destinauerit procurationi corporis condendi, reliquam summam heredibus proficere, l. 88. §. 1. D. de leg. 2. ut intelligatur, legatario illud legatum ad lucrum non prodesse, sed reliqua heredibus restituiri, si certa summa sepulturæ & monumento destinata fuerit voluntate testatoris. Constat igitur obtemperandum testatori, si certa summa sibi voluerit monumentum fieri, sed hoc obsequium aliquid laxamentum accipere; ut, si minoris possit fieri, atque nihilominus impleri voluntas testatoris, illud lucrum proficiat heredi. Itaque ausim affirmare, non ideo videri a testatore summam adiectam esse, ut illa absesse in ædificando monumento consumatur, sed, ut non facile monumenti sumitus exceedere debeat quantitatem a testatore indicatam, l. 50. §. 1. D. de hered. petit. atque ut sine periculo, quod POMPONIVS ait, l. 7. pr. D. de ann. leg. impendi possit summa definita.

Sed idem ille POMPONIVS d l. 7. D. de ann. leg. controversiam facit testatori in illo argumento, & hanc voluntatem non obligationem parere, sed ad auctoritatem duntaxat scribentis referri, ait, si quis heredem iusserit facere certa summa monumentum: adeoque heredem posse, si velit, ad auctoritatem testatoris conseruandam, facere ex illa summa monumentum: neque vero semper voluntatem & iussum testatoris debere conseruari: sed illam neque omnimodo spernendam neque omnimodo obseruandam esse, censet. Non dubito, quin POMPONIVS de inepta voluntate senserit. Generatim enim PAPINIANS atque MARCIANVS l. 113. §. 5. D. de leg.

leg. 1. ineptas aiunt *defunctorum voluntates* circa sepulturam, veluti ut multum in vestes, aut, vt alia *superuacula* in funus impendantur, non valere. Hoc heredes *Staberii* apud *HORATIVM FLACCVM* ^{o)} nescierunt, qui
summan incidere sepulchro,
quia testator.

summan patrimonii insculpere saxo.
heredes voluit,

& magna illos vi argenti multauit, nisi paruisserent. Neglexerunt eiusmodi ineptias *SCAEVOLA* l. 40. §. 2. *D. de aur. arg. & mund. & POMPONIVS* l. 55. *de leg. 1. & MARCIANVS* l. 4. §. 6. *ad l. Iul. pecul.* & veteres omnino omnes, quod *FREHERVS* ^{p)} obseruauit. Igitur si quid inepte de monumento testator constituerit, non omnino obseruanda est secundum *POMPONIVM* ultima voluntas. Ceteroquin non spernendus testatoris iussus, sed obsequii necessitas imponitur legatario aut heredi testatoris. Ipse enim *POMPONIVS* l. 7. *D. de ann. leg.* concedit, haec omnia, vbi auctoritas testatoris sola aliquid constituit, si non ad turpem causam ferantur, *iudicis interuentu* ad effectum esse perducenda. Et, ne quis dubitet, etiam *PAPINIANVS* l. 50. §. 1. *D. de hered. petit.* heredes principis vel pontificis auctoritate compelli, ait, ad obsequium supremae voluntatis, quamvis *fri-
etio* iure actione nulla teneantur ad monumentum faciendum: imo vero quandoque heredes teneri *ordinaria actione*, vt monumentum ex testatoris voluntate faciant, neque opus esse, vt index extra ordinem interueniat, ipse *POMPONIVS* d. l. 7. *D. de ann. leg. & VLPIANVS* l. 18. §. 2. *D. fam. her-
cisc.* obseruarunt: de quo argumento deinceps exponemus.

Ex his igitur intelligitur, heredes, etiam si stricto iure interdum aetione ordinaria non teneantur; tamen cogi extra ordinem vt testatori obtemperent in monumento faciendo: nisi oppido *inepta* sit voluntas testatoris. Sed, si dubitetur, utrum sit *inepta*, vides, *causæ cognitione* opus esse. In quo igitur versetur, *causæ cognitione*, meretur disputari.

Sed de aliis quidem ineptiis, quæ vel turpitudinem aliquam continent, vel risum mouere possunt intuentibus, alio loco *præses* copiosius tractauit. ^{q)} Iam de *summa*, quam testator monumento destinauit, videamus, quatenus illa voluntas *inepta*, & non sequenda esse videatur. Generaliter *VLPIANVS*, etiam in impensis funeris, non obtemperandum ait testatori, si res egreditur *instans sumtus rationem*; sed pro modo facultatum fieri sumtum debere: imo *æquum* & *instans iuritum* ex *dignitate* eius, qui funeratus est, ex *causa*, ex *tempore*, ex *bona fide*, *estimandum* esse. l. 14. §. 6. *D. de*

^{o)} *HORAT.* II. sermon. 3. v. 84 seq.

^{p)} *FREHER.* verisim. L. I. cap. 26.
^{q)} *Præses* disert. *An conditio, que ob casum implexi nequit, pro impleta ba-
beat?*



de relig. Et idem paullo ante, l. 12. §. 5. D. de relig. quæ est fragmentum eiusdem libri XXV. VLPIANI, ex quo lex 14. desumpta est, monet, sumtum funeris constitui ex facultatibus, & dignitate etiam defuncti. Sic enim & dorem, & cetera, quae ex aequitate modum accipiunt, ex facultatibus, & dignitate aestimamus, quod PAPINIANVS præcipit l. 96. §. 4. & 5. D. de iure dot.

Sed CELSVS quidem l. 43. D. de leg. 3. non difficile esse credit, ex dignitate & ex facultatibus defuncti aestimare incertam quantitatem. Contra in rerum argumentis, & usu fori, non exigua est illa difficultas. PLATO quidem in definiendis sumtibus funeris census & facultatum existimauit habendam esse rationem. Teste enim M. TULLIO¹⁾ præfinuit, sumtus itineris ex censibus a quinque minis usque ad unam: id est, ut aliqui interpretantur, ut quintam partem patrimonii licet impendere in funus, & cetera illa ornamenta. Nostro quidem iure arbitrio boni viri, id est iudicis, res illa tota continetur: & iudicis sententia, qua summus definit: ad defuncti facultates accommodanda est. Arbitrio enim iudicis etiam apud SAXONES O. P. R. tit. XLII. §. 3. hoc negotium committitur.

Sed videamus, an non generaliter moneri possit iudex, ad quod ipse attendere debeat, dum ex dignitate & facultatibus defuncti constituit impensas. Et mihi quidem videtur, primam omnium in hoc negotio habendam dignitatis rationem, ne quid fiat, quo defunctus contumelia afficiatur. Illud enim VLPIANVS præcipit l. 14. §. 10. D. de relig. Sed cum, quid dignitatibus conueniat, pariter incertum sit, huius rei modus ex facultatibus videretur definiri posse. Ex facultatibus vero ita iudicabis, ut laetus & sumtuosius homini locupleti, cuius heres non haberet, quod a creditoribus timeat, quam homini obeyerato, instruatur monumentum. In locuplete enim poterit spectari, quid patiatur dignitas, & id uice caendum, ne sumtus immodus & ineptus fiat. Sed, quæ sint immodicæ impensæ, ex re primo aestimabitur, quod ait VLPIANVS l. 14. §. 6. D. de relig. id est, ne quid pro rursus superuacuum fiat, & ne res sine causa, atque temere omnino, & cum risu aliorum, consumatur. Deinde, si quid adhuc incertum sit, ex more regionis, & ex tempore, quod VLPIANVS ait d. l. 14. §. 6. id est, ut mihi videretur, ex consuetudine hominum eiusdem ordinis & earundem facultatum, iudicandum erit. Ex hæc consuetudine enim atque ex usu generaliter CELSVS l. 7. §. 2. D. de supellec. leg. & SCAEVOLA l. 38. §. 2. D. de auro & arg. leg. obscura definienda esse credunt. Hic est modulus ille probabilis, quem in faciendo monumento PAPINIANVS obseruari iubet l. 50. §. 1. D. de hered. pet. & qui, eodem teste, l. 31. §. 7. D. de neg. gest. obseruatur in negotiorum gestorum iudicio, quod ipsum

I 3

&

1) c. c. de LL. L. II. circa fin. p. 452.



etiam ob procurationem funeris, & monumenti ædificationem dari solet. Neque enim dubito, quin illa sit summa *probabilis*, quæ *omnibus* facile *probetur*. Sed facile probabitur omnibus, quod *consuetudini hominum eiusdem ordinis conuenit*, & moribus in primis regionis.

Igitur si homini locupleti monumentum fiat, & summa a testatore definita sit, videtur sumtus non immodus, quem mores regionis & *confusatio* hominum admittunt. Neque tamen res ad amissum erit exputanda, sed liberaliter interpretanda consuetudo: cum *religionis intersit*, monumenta exornari, l. 1. §. 6. D. de *mort. infer.* Certe *SCAEVOLA* l. 38. §. 2. D. de *aur.* & *arg. leg.* laxius interpretatur defuncti voluntatem. Cum enim quidam signum Dei in sacra æde statui voluerit, & subscribi nomen suum iussit, neque essent in illo templo signa, nisi aëna atque argentea; *SCAEVOLA* optimum eligendum censuit, & signum *argenteum* ponendum. Sufficit igitur ad defendendam testatoris locupletis voluntatem, si summam non prorsus *insolitam*, & a consuetudine hominum alienam, aut quæ maximam partem patrimonii exhauriat, voluerit impendi. Idem dicendum erit, si non definiuit summam, sed monumentum fieri *simpliciter* voluerit locuples testator. *ALFENVS VARVS* enim ait, si ignoretur, quale fieri voluerit, secundum substantiam & dignitatem defuncti exstruendum monumentum, l. 27. D. de *condit.* & *demonstr.* Igitur, si ille, qui funus procuravit voluntatem defuncti & dignitatem, atque facultates eius, in faciendo monumento fecutus fuerit, *sine periculo* sumtum fecit, quod ait *POMONIVS* l. 7. D. de *ann. leg.* Heres etiam, si cum legatariis certabit, sumtus illos in ære alieno deducet, priusquam quartam *Falcidiam* exputet. Ipse enim *MARCELLVS*, qui alias valde aduersatur, admittit *modicam speciem* monumenti, quae in ære alieno deduci possit, l. 1. §. 19. & l. 2. D. ad l. *Falcid.* Sed *modica* videtur, species, quae non sit immoda, & non prorsus *insolita*, & ultra iustum rationem, l. 14. §. 6. & 10. D. de *relig.* in primis, cum docente *VLPIANO* l. 14. §. 1. D. de *relig.* satius sit de suo testatorem funerari, quam aliquos legata accipere: & quia, si testatoris voluntatem spectes, magis sit credibile, ipsum optauisse, ut ex dignitate monumenti instruatur, quam ut aliis sua liberalitate prospiciatur: imo certum sit, heredi magis, qui sumtum fecit, quam legatariis, qui de *lucro laborant*, fauendum esse.

Accepisti, quid de testatore locuplete videatur. Sed quid de testatoris *obœrati* voluntate faciemus. In huius quidem interpretatione non tam videndum, qualis sumtus *sine vitio* possit fieri, sed, quid *sine contumelia* defuncti & *salua dignitate* non omitti posse videatur. Enimvero, cum creditores de danno vitando certabunt, magis est, ut comparcenda sint *omnia*, quae non omnino necessaria esse videantur. Illud tamen monumentum erit



erit necessarium, quo omisso, contumelia afficeretur defunctus. Itaque ante omnia caendum, ne contumelia defuncto fiat. Finge igitur quendam mortuum in magna dignitate, ut respublica etiam, illo contumeliosus sepulcro, iniuriam pati videatur: finge porro omnium, qui in eadem dignitate ante ipsum decesserint, imagines, longo ordine successorum servato, in templo, ubi sepulti sint, esse constitutas: finge omnium sepulchris lapidem litteratum impositum, qui memoriam, & laudes defuncti contineat. An credis admittendum esse illud dedecus, ut inter maiores, atque decessores, huius vnius imago & memoria desideretur, atque ut omnes, qui prætereant, & lacunam inter omnium imagines obseruent, caput quassent, & rideant infortunium vilis illius animæ, cuius corpus, prope inhumatum, & infletum, cum ignominia abiectum esse videatur. Ausim affirmare, iudicis arbitrium eo dirigidum esse, ut hoc casu speciem modicam monumenti admittat, & illi, qui sumtum fecerit, locum relinquat inter creditores, qui prærogatiuam habent, & in prima classe credita recipiunt. Hoc **VLPIANVS** l. 14. §. 6. D. de relig. agnoscit, & sumtum propter funus bona fide factum liberaliter inter sumtus funeris admittit. Nemo vero dubitabit, ex bona fide has impensas factas, que necessariae fuerunt, ut ignominia defunctus liberari possit. Idem enim **VLPIANVS** d. l. 14. §. 1. tractat eiusmodi speciem, in qua de creditorum periculo in primis agebatur. Si colonus, inquit, mortuus fuerit, nec sit unde funeretur, ex inuestis & illatis funerandus erit; & si quid superfluum manserit, hoc duntaxat pro debita pensione a locatore retinebitur. Idem igitur de monumento debitoris **necessario**, quod **SABINVS** & **MARCELLVS** l. 1. §. 19. & l. 2. D. ad **I. Falcid.** appellant, & quod sine ignominia omitti aequit, dicendum erit. Hoc adduxit aliquando **ICtos Vitembergenses**, ut heredi, qui magnificentum monumentum facere a testatore iussus erat, sed de oneribus hereditatis, & de fideicommissio familie, & de ære alieno restatoris querebatur, ante omnia iniungenter, ut inventarium ederet, aut vires hereditatis ope iurisiurandi indicaret; hoc si factum fuerit, facile ex ære alieno, & creditorum damno, atque ex defuncti facultatibus iudicatum iri, quatenus obtemperandum esset voluntati testatoris. Ita respondit fac. iurid. **Vitemb.** ad consultationem **Senat. Francofurt.** ad Moenum, mense Dec. 1732.

Serenissimi legislatores Saxones, quod supra obseruatum est, mirifice commendant curam dormitorii & sepulchrorum. Et quamuis sumtus immodosos non probent, tamen honestati & dignitati atque memoriae humanae conditionis aliquid tribuendum esse, & illud in primis hoc consilio fieri debere, censem, ut admonemus, illos, quos sepelimus cum honore, non prorsus extintos esse, sed ad spem gloriose resurrectionis in dormitorio reponi. Auch sollen der Christen verstorbenen Körper christlich und ehlich begleitet

tes



let und begraben werden, derowegen die Leiche mit einem Tuch ehrlich bedeckt se. und mit christlichen Gesängen, daß die Menschen ihrer Sterblichkeit, und des jüngsten Gerichts, auch fröhlichen Auferstehung von den Todten, und des künftigen ewigen Lebens sich erinnern, zu der Erden bestattet werden. item: Auf daß die Kirch-Hösse ehrlich und rein, als ein Schlaffhaus der Christen, so am jüngsten Tag von Christo auferwecket, und seelig gemacht werden sollen, gehalten werden se. se. art. gen. d. a. 1557. tit. von den Todten und Begräbnissen. Igitur cum dignitatis & honestatis rationem haberi velint, non dubito, illos aliquando ad contumeliam euitandam *monumenti etiam modicam speciem* admittere inter funeris impensas.

§. V.

Quis monumentum ex ratio illius negotii pertineat, & quo remedio ad faciendum officium instruere debeat. & qua actione heres

adigatur ad non potest, quin ad illum pertineat officium monumenti exstruendi. Imo illum facient heres non esse facit, qui tunc ipse sibi illam curam depositum, item elegerit testator; quamvis DIVVS MARCVS l. 14. §. 14. D. de relig. in quo remedio heredem, qui illum exclusit, cui testator funeris curam commiserat, p̄sumunt ad singulare est, quod, si duos elegerit testator, sumtum re petendum. qui monumentum faciant, & sub hac conditione, si hanc prucurationem suscipierent, ipsis aliquid legauerit, non videatur impleta conditio, nisi omnes, quibus ita legatum fuit, simul impleuerint officium iniunctum: itaque, nisi uterque fecerit, neutri legatum deberi videbitur. Ita POMPO NIVS l. 112. pr. & 2. D. de condit. & demonstr. Sed ipse tamen non hodie humanius ICtos hoc interpretari, vt, si vel unus conditioni paruerit, vni illi pars legati adquiratur. Imo ALFENVS l. 44. D. de hered. inst. monet, si duo sub hac conditione instituti sint, vt monumentum exstruant, & unus faciat monumentum, illum admitti ad hereditatem.

Illud non inutile est, moneri, quod, si cui legata sit summa quedam ad monumentum faciendum, non excludendus videatur a legato, si satis dederit, se ita monumentum ex illa pecunia factum, quamvis illud nondum fecerit: imo legatarium, si monumentum fecerit, tamen teneri ad redendas rationes, cum haec mens testatoris fuerit, vt illa pecunia in monumentum consumatur. Ita TREBATIVS & LABEO & IAVOLENVS l. 40. §. 5. D. de condit. & demonstr. responderunt. Idem & SCAEVOLA^{s)} probauit in omnibus legis, quæ moram cum sumtu habeant, l. 80. D. eod. tit. & commodo heredis proficere censet, si minus esset erogatum, quam legatario datum sit ad monumentum faciendum l. 88. 1. D. de leg. 2. quod supra

s) vid. FORNER select. l. c. 30. in Otton. thes. II. 42.



supra est a nobis obseruatum. **VLPIANVS** tamen *rebus publicis remisit* satisfacionem, & desiderauit duntaxat reprobationem nudam, voluntati defuncti statum iri. l. 6. §. 1. D. vt legat. Praeterea **MARCELLVS** auctor est, legato ad monumentum faciendum *quartam Falcidiam* deduci, l. 1. §. 19. D. ad *I. Fulcid.* Quod ita accipiendum est, vt quarta non de sumtu monumenti, quem supra necessarium esse diximus, & qui ære alieno continetur, deducenda sit, sed tantum de illo, cui salua dignitate parcí potuisset. Illud supra indicatum est, libertum, cui pecunia data fuerit ad monumentum faciendum, conditione teneri, si monumentum non fecisset, l. 11. D. *caus. dat. caus. n. secur.* Imo contra illum, qui non fecerit, quia heredum intersit, praescriptis verbis agi posse, **VLPIANVS ex POMPONIO** obseruat, l. 18. §. 2. D. *fam. hercisc.*

Sed hoc quidem iure vitimur, si tertio cuidam a testatore iniunctum fuerit, vt monumentum extrahatur. Ceteroquin, si nemini iniunxit testator, **PAPINIANVS** l. 50. §. 1. D. de *hered. petit.* monumenti extractionem credit *ad heredum officium* referri: & si quis alias sponte illud fecerit, videri *hereditarium* negotium ab illo gestum, & bonæ fidei possessorem expensas retinere posse. Igitur *heredes* in primis, si testator voluerit, tenentur ad ædificandum monumentum.

Sed idem **PAPINIANVS** d. l. 50. itemque **POMPONIVS** l. 7. D. de *ann. leg.* si *vni* heredi, qui coheredem non habeat, hoc iniunctum sit, illum stricto iure nulla *actione ordinaria* compelli posse aiunt; sed illud ad *auctoritatem* testatoris, non ad *obligationem* heredis pertinere. Neque enim poterat cuiquam formula ordinariæ actionis accommodari, cum neminis intersit, vt ædificetur monumentum. Vterque tamen *ICtus extra ordinem*, interuentu *iudicis* vel *principis* vel *pontificis* auctoritate, aiunt heredem compelli ad obsequium supremæ voluntatis; cum religionis etiam intersit, monumenta extrahi & exornari. Aliud dicendum est, si coheredem *habeat* is, cui iniunctum est a testatore, vt monumentum ab illo extrahatur. *Coheredis* enim interest, vt fiat monumentum: quandoquidem ius monumenti etiam *heredes* sequitur, quod supra est a nobis comprobatum. Igitur cum *utriusque* intersit, monumentum fieri; *coheredes* iudicio *familiae herciscundæ* interesse experiuntur, vt fiat monumentum ab herede, cui hoc impositum est a testatore. Ita **VLPIANO** l. 18. §. 2. D. *fam. hercisc.* & **POMPONIO** visum est, l. 7. D. de *ann. leg.* Eadem actione impetrabunt *coheredes*, vt sumptus inter ipsos communicentur, si *vnu* monumentum fecerit. Enimvero *hereditarium* hoc est negotium, & *coheredes* pro hereditariis portionibus tenentur ad illum sumtum faciendum, quamvis testator *vni* imposuerit sepulturæ procurationem. Non enim videtur *vnum* etiam sumtu onerare voluisse. In hanc sententiam **SCAEVOLA** respondit l. 42. D. de *leg. 3.* Ipsius vero

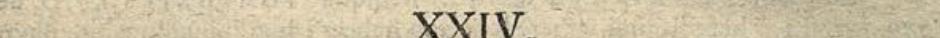
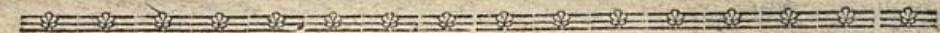
Fasc. IV.

K



vero heredibus' funeraria actio inter se non dabatur, cum in iudicio familiæ herciscundæ recuperare possint sumptus monumenti. Teste enim LABEONE l. 14. §. 12. de relig. funeraria actione hi tantum experintur, qui aliam actionem non habent ad funeris impensam consequendam. Quod si tamen iam antea actum sit familiae herciscundae, *in subsidium dari funerariam*, LABEO affirmit; quia, secundum VLPIANVM l. 20. §. 4. D. fam. hercisc. iudicio familie herciscundae non facile, nisi *semel*, agi potest.

Discedam ab hoc loco, si hoc vnicum adiecero, posse etiam *contraactu* *inter viuos* quendam a nobis eligi, qui faciat post mortem monumentum. Oblata est nobis eiusmodi species haud ita pridem. Vendiderat aliquis, cum praedium etiam supellestile, & omnia *reliqua*, quae tempore mortis suae existitura essent, atque illa ad emtorem peruenire voluerat in venditionis instrumento; sed ab emtore etiam paetus erat, ut sibi monumentum facheret post mortem, daß er ihm einen Leihen-Stein solle machen lassen. Dubitabatur, an non haec verba *animum testandi* magis proderent, quam *contrahendi inter viuos*. Sed placuit, hoc non videri esse testamentum; cum etiam *inter viuos* de monumento hecat pacisci. Ita ad consultationem reg. Magdeburg. respondit *facultas iurid. Vitembergensis* mense Septembr. 1735.



XXIV. O B S E R V A T I O N E S DE R E D I T I B V S A N N V I S L E V I O R I M O N E T A S O L V T I S.

VITEMBERGAE, AD D. XXXI. DEC. A. Q. S. P. E. M D C C X X X V I .

Non omnino iniquum est *odium foenoris*. Pontifices quidem, in prisaure & in mis ALEXANDER III. & V R B A N V S III. illepede usuras damnauerunt, dubio remis quasi, tabulis vtriusque testamenti, hominibus probis vsu foenoris interdice-
re censentur. c. 2. 3. & 10. X. de usuris. Illud enim aperte falsum est. Sed non iniuste tamen in clericis illud genus lueri ac negotiationis improbarunt, c. 1. & 7. X. eod. Nihil illo lucro turpius aut pestilentius. Non ignoro, quem titulum illi negotio praetexant. Aiunt enim, commodissime dominum dunt taxat aestimare, quem velit sui beneficii modum esse, aut quo auctoramento ipsi pensandum sit officium, dum nummis suis egitatem aliorum subleua-
uit.

§. I.



at. Largimur etiam, publice interdum salutare esse, vt maiores usurae concedantur, exteris in primis: vt vicini inuitentur, apud nos potius pecuniam in foenore ponere, cuius ipsi indigemus: fingamus denique, ciuum industria acui & mirifice accendi, si magni constent numini mutui, quos sci- ant cum foenore reddendos; certe tamen inter ciues eiusdem prouinciae odiosum est ius usurarum. Quis ferat aequo animo, ciuem ciuium bona deripere, & paucos homines locupletes plerosque illos reliquos, qui cum fortunae iniuria conflistantur, occidere, & usuris trucidare. Optime sapientissimus legislator aduersus exterios foenus exerceri passus est, inter ciues interdixit. *Deut. 23, v. 30.* Illud certe durum est, te homini egenti, sub specie beneficij, numinos mutuos ad praesentem necessitatem dare, sed confitim de lucro, de spoliis debitoris miseri, de pecunia cum foenore reddenda, cogitare. Nemo dubitat, honestius & magnificentius mutuum gratis dari. Reete *VLLIVS* ^{a)} non foeneramus, ait, beneficia, sed natura propensi ad liberalitatem sumus.

Dici non potest, quanto consensu veteres iurisconsulti, in illa republi- ca, quae semper plurimum amicitiae & honestati tribuit, gratuita beneficia praetulerint foenori. Generaliter *VLPIANVS* l. 33. D. de usur. etiam curatoribus reipublicae & defensoribus ciuitatum, quarum tamen compendio & emolumenis mirifice fauebant veteres, praecepit: ne acerbos se exactores, vel consumeliosos praebeant, sed moderatos, & cum efficacia benignos, & cum instantia humanos, si de usuris pecuniae agatur: cum inter insolentiam incuriosam & diligentiam non ambitiosam multum interesse videatur. Igitur ipse agnoscit *VLPIANVS*, facile contrahi notam inhumanitatis in exactione usurarum. Omnes certe affirmarunt, etiam, si promissæ sint usuræ, eiusmodi pactiones interpretatione molliendas esse, & cum quilibet bonus esse & ingenuus credatur, si qua esset coniectura, in dubio, usuras remissas a creditoribus, censeri. In primis, si per longum tempus usuræ non petite essent, exactioni scenoris locum non dederunt. *PAVLVS* enim l. 17. §. 1. D. de usur. diuum etiū rescriptissé, ait, parum iuste præteritas usuras peti, quas omisssæ te longi temporis intervallo indicat; qui eas a debitore tuo, vt gravior apud eum videlicet esses, non petendas putauisti. Haud multo secus *SCAEVOLA* l. 13. D. de usur. de illis respondit, qui acceperunt quidem usuras, sed minores, quam promissæ fuerant a debitore: ait enim, quamvis semisses promissæ sint, si per multis annos minores prætitæ fuissent, creditori, qui postea semisses petat, dolii mali & pacti taciti exceptionem merito opponi; cum non ex bona fide agat, qui beneficium retrahet.

K 2

Ita-

a) circ. de amicit. c. 30.



Itaque apparet, vsuras non exactas, interpretatione, quasi *remissas*, accipi, & postea non audiri morosum creditorem. Idem fere **ANTONINO** placuit l. 8. C. de *vsur.* vt, si in certum casum *ampliores* vsuræ sint promisæ, sed creditor post tempus cautione definitum *minores* acceperit, nec postulauerit maiores, eas vsuras computemus, quarum in exactione creditor perseverauit: id est, ipsum *minoribus* vsuris contentum esse iubeamus. Imo vero generaliter **SEVERVS** atque **ANTONINVS** l. 5. C. de *vsur.* *pacti taciti* exceptionem obstare creditori docent, si maiores vsuras petat, cum quincunces per certos annos accepisset: quamvis promissæ fuerint maiores. Ex vsu temporis igitur non longi, sed *certorum annorum*, iudicatur, creditorem a cupiditate lucri animum ad studium humanitatis, ad quod natura nos comparauit, conuertisse. **ANTONINVS** vero l. 1. C. de *fideicommiss.* etiam *vsum triennii*, *vsum multi temporis* appellat. Quare obtinuit, vt, qui per *triennium* vsuras minores acceperit, maiores remisso censeatur.

Neque vero ex his, quæ adhuc obseruata sunt, potest esse obscurum, etiam illum creditorem, qui *leuiores monetam* acceperit, dum vsuræ soluerentur, postea non recte petiturum, vt soluantur moneta *pinguiori*; quamvis fuerit pinguior promissa: utique enim *minores* soluit, qui vsuras præstat moneta *leuiori*.

Illud attinet monere, etiam hunc qui generaliter stipulatus sit vsuras, nec definiuerit, quantas postulet, vsuras petere non posse: nisi ex more regionis appareat, de quibus actum fuerit inter partes; quasi non animo serio stipulatus sit vsuras, qui non definiuit modum vsurarum: vt in *odioso* argomento sequamur mitissimam interpretationem. **MODESTINVS** certe l. 41. §. 2. D. de *vsur.* monet, quamvis debitor spoponderit, pecuniam se cum vsuris redditurum, tamen, si non appareat, de quibus vsuris conuentio facta fuerit, vsuras peti non posse. Certe etiam *nostro iure* intelliguntur *quincunces*, quamvis in cambio promissæ, nisi creditor, stipulatus fuerit maiores.

Satis, credo, apparet, iure ciuili, *odiosam* esse *foenoris petitionem*: sed in *Saxonia electorali* omnino constat, vsuras odio haberi. Interdum enim etiam spem *pignoris* & *iuris realis* consequendi, & *priuilegium*, credit r amittit, qui vsuras stipuletur. Nota sunt, quæ de priuilegio *pecuniae hereditariae decisione electorali* 7. constituuntur. Amittit enim *priuilegium* *pecuniae hereditariae*, qui vsuras accipit, aut stipulatur. Sed illud meretur obseruari, creditorem, qui ius reale sibi pactus sit, sed, pignore nondum confirmato, cambium acceperit, praeterea vsuras *maiores*, id est, sex solidos annuos ex mutuo centum solidorum exegerit, quasi *nouatione* facta, videri discessisse a spe *pignoris* propter modum vsurarum. Quia non licet maiores vsuras accipere, hypotheca constituta. Quamvis enim animus *no- uandi*

uandi non facile a ICtis presumatur: tamen sufficit, illum factis indicari.
I. 8. C. de nouat. & arg. dec. el. 7. Igitur curia provincialis Vitembergen-sis, in termino Quasimodog. anno c¹⁷cc xxxvi. eiusmodi creditori, quamvis postea pignus confirmatum esset inuito debitore, inter chirograp-harios locum assignauit, illamque sententiam his rationibus deinde confir-mauit.

Obwohl N. vermöge der fol. Act. sub P. in Abschrift befindlichen Cession, wegen derer liquidirten 2000. Thlr. in derer von N. Recht zu treten, mithin der, denen unbezahlten Kauff-Geldern in der Erl. Pr. Ord. gegönneten prærogativ zu geniessen, also vor andern Gläubigern befriediget zu werden, verlanget, auch dieserhalb auf die fol. befindliche Confirmationes der Hypothec, und der Cession sich berufet, überdies wenigstens am 9. Maij des 1735. Jah-res, laut des fol. befindlichen Documents ein dinglich Recht, krafft dessen er andern Gläubigern, so kein älter und besser Recht haben, vorgezogen werden möchte, erlanget zu haben vermeynet; Dieweil aber dennoch die am 14. Oct. 1730. von denen von N. ausgestellte Cession anfänglich nicht confirmiret, vielmehr von denen letztern, laut der Documenten fol. und fol. wegen der Kauff-Gelder völlige Verzicht geleistet, und die diesfalls reservirte Hypothec, ohne Erwehnung derer an N. cedirten 5000. Thlr. cassiret, also dem Schuldner die Güter N. und N. ohne einige verconsentierte Schuldenfrei überlassen worden, nechst dem N. nicht allein die fol. befindliche Wechselverschrei-bung, sondern auch 6. von 100. an Zinsen angenommen, mithin, daß er des ihm vermeintlich cedirten Rechts, der geschehenen Protestation ungeachtet, ipso facto sich begeben, um so viel weniger gezweifelt werden kan, als N. außerdem von einer versicherten Post die Zinsen zu 6. pro cent zu heben nicht frey gestanden, auch ein Delictum bey zweifelhaften Fällen nicht zu præsumiren, sondern dergleichen Facta, wo möglich, also auszudeuten, daß Niemanden dadurch etwas unzulässiges aufgebürdet würde, demnach dieses Negorium vor eine Novation zu achten, folglich N. am 9. Maij 1735. ohne des Schuldners Einwilligung, da die vorige, wegen erfolgter Novation hinweg-gefallen, an dessen Gütern ein dinglich Recht nicht erlangen mögen sc.

§. II.

Annuæ præstationes, quamvis interdum ex causa liberaliori debeantur, *Eriam Jan-*
& magis ferri possint, quam usuræ ex mutuo soluendæ, tamen habent ali-
nuæ præsta-
quid incommodi, quod efficit, ut interpretatione magis restringendæ videantur. *tiones ordinæ*
Ipsi enim libertati quodammodo aduersantur annuae præstationes. *Sed illæ sunt in Sa-*
in primis, quæ usque ad diem incertum, qui quando sit exturus, ignoratur, in primis n-
promissæ sunt, mirificam difficultatem habent. *Plerumque enim debitores trum præ-*
illa annua liberaliter promittunt, ob incertitudinem temporis; cum prope scriptio-
diem se onere illo liberatumiri credant. Quæ spes si illos fallat, debili-
tantur tollantur.



cantur clanculum & sensim, multi etiam collabuntur, & conturbant. Germanis in *venditionibus* in primis familiare est, pro parte pretii, *annuas præstationes*, den Auszug, stipulari. Publice interest, hunc morem corrigi, aut quibusdam limitibus coerceri: certe interpretatione, quantum illud potest fieri, sollicite restringi; ne tandem, oneri publico, quod propter possessiones a dominis fundorum suscipendum est, ferundo non sufficient, si priuata illa nimis augeantur. Extat diu *Augusti nostri rescriptum*, b) quo præfecto Torgauensi interdixit, ne venditoribus, temere permittat, ut *præstationes annuas* ab emitoribus subinde stipulentur. So begehren wir hiermit, du wollest, was die Käufle anbelangt, daferne ein oder der andere Amts. Unterthaner wegen Alters, oder sonstigen Unvermögens halber, seinem Gute nicht mehr vorstehen könnte, die Alienation zwar, jedoch mit keinem Auszuge, weil dadurch die Güter allzusehr geschwächt werden, sondern umb Land- üblichen Werth, und gegen Entrichtung des gewöhnlichen und völligen Lehn-Geldes, gestatten ic.

Sed utinam omnes omnino iudices, hoc sibi quodammodo dictum esse, cogitarent. Icti certe *Vitembergenses* iudici, qui *venditionem*, propter *immodicas præstationes* venditori promissa, ratam non habebat, mens. Majo huius anni, responderunt: *arbitrio boni viri locum esse*, ut, quamvis partes consentiant, *summa tamen probabilis & modica duntaxat permittratur*: Und wird der, von Appellantens Sohne, dem Verkäuffer versprochene Auszug, wenn das Gute denselben nicht ertragen mag, nach Haushwirthschaffts-Verständiger hierzu verpflichteter Personen Gutachten, auf so viel, als, ohne besorglichen Ruin des Besitzers, davon füglich abgegeben werden kan, weiln der Gerichts-Herrschafft an Erhaltung der Unterthanen allerdings gelegen, billig gemäßiget, V. R. W.

Sed studiosius *IUSTINVS* l.7. §.6. C. de *præscript. 30. vel 40. ann.* sanxit fidem promissæ annuæ præstationis. Ait enim, *præscriptioni locum non futurum*, quamvis per tempus longissimum præstata non fuerint, quæ per singulos annos aut menses debebantur; sed ab initio cuiusque anni vel mensis computari tempora præscriptionis. Optime & sapientissime *diui Saxonice electores P. II. constit. El. 2. & 3.* naturalem rationem secuti sunt, & temporis longissimi Saxonici præscriptionem admirerunt, propter odium *præstationis annuæ*; si per illud tempus vel omnino retenta fuerint, vel etiam imminuta, quæ singulis annis integra & meliora peti potuissent. Enim vero nihil rationi convenientius viderur. Nam, qui retinuit alteri annuas præstationes per triginta annos, & quod excurrerit, aut certe detraxit aliquid de anno demenso, per tempus longissimum, non id egit, ut *unius anni incommodo se liberaret*; sed ut totum onus excuteret, aut leuaret. Item, qui

b) Cod. Aug. T. II. p. 26.



qui patitur illos redditus per tot annos vel retineri, vel imminui, non unius anni pensionem, sed omnes illos redditus, qui ipsi subtracti sunt, remittit. Cur enim per annos singulos quiesceret, qui primi duntaxat anni gratiam facere debitori cogitaret. Ita quidem ICtis *Vitembergensibus* visum est, qui haud ita pridem, *mense Nouembri*, huins anni, creditorem repulerunt, qui per longum temporis spatium acceperat redditus *minores*, & iam, ex formula conuentionis, *pinguiores* postulabat. Res ex rationibus sententiae intelligetur: Obwohl jährliche Einkünfte bewährter Rechts-Lehrer Meynung nach, von gemeinen Zinsen, so von einem Darlehn entrichtet werden, merklich unterschieden, und dasjenige, was von denen letztern in denen Rechten verordnet, auf jene nicht zu erstrecken,

Horn. Cl. II. Conf. 89. §. vlt.

auch vornehmlich dergleichen redditus annui, denen gemeinen Rechten nach,

I. 7. §. vlt. C. de praescr. 30. vel 40. ann.

überhaupt, in der sonst bestimmten Zeit nicht versähret werden, sondern die Praescription von jeder Post absonderlich zu erweisen,

D. a. D. in den Churfl. Sächsl. Rechten die Versährung solcher jährlichen Zinsen ausdrücklich bestätigt, und daß darauf auch im dem Falle, wenn der Schuldner dieselben, über Rechts-verwährte Zeit, in geringerer Münze abgeführt, das Absehen gerichtet werden solle,

P. II. Constit. El. 2. & 3.

deutlich verordnet worden se.

§. III.

Odiosum igitur est fenus; sed nunquam magis, quam cum legitur, Venditio annuorum re-
& inuolero quodam circumposto occultaatur. Optime enim AGRIPPA, diruum ma-
apud DIONEM CASSIVM^{c)} facilius non illa ferre, ait, quae vi aper-
ta aduersus non gerantur, quam quae teate & clanculum, & per insidias, quam vendit-
administrentur. Certe aperta illa excusationem facilis inueniunt. Sed sem-
110.
per ingeniosi fuerunt homines auari & cupidi, in fabricandis fraudibus &
machinationibus occultis, quibus sordidem & nequitiam foenoris occultar-
rent. Eo in primis pertinet, quod, dum usuras largiores ex muruo appete-
rent Germani, emere se annuos redditus, & nummos muruos quasi pretium
mercis futurae soluere fingebant; ut venditionis imaginem praetexerentur tur-
*pissime cupiditati. MARTINVS V. ab Episcopis *Vratislaviensibus* in primis*
saepe confirmatos esse eiusmodi contractus, docet: Extrauag. commun. I.
de emt. vendit. ut ex Silesia maxime in reliquas Germaniae partes emtio an-
nuorum reddituum inuecta esse videatur. Sed CALXTVS III. etiam in
dioecesi Merseburgensi, & diversis Alemanniæ partibus, illam frequentari,
obseruauit. Extrau. comm. II. de emt. vendit. Certe maiorum nostro-
vnt

^{c)} DIO CASS. lib. LII. p. 532. in fine edit. H. Steph.



rum ingenio plerique omnes illud artificium deberi tradunt. Aperte *procères Germanie* in *rec. imp.* de A. 1530. tit. 26. §. 8. moribus vntentum hanc emtionem introductam & vsu *Germanorum* in primis frequentatam esse, profitentur: Und nachdem die *Wiede-Rauße-Gulden* allenthalben in *Landen gemein* sind *zc.* Sed ignoscendum fuit *Germanis*, qui, pro ingenio illorum temporum, neque subtilitati iuris Civilis facile operam dabant, neque ab aliorum artificiis, quibus quotidie seducebantur, sibi cauere didicerant, in magna omnium rerum perturbatione, qua *Germania* peruerterebatur. Illud vero ferri non potest, quod *MARTINVS V.* quasi causa cognita, sibi apparuisse dicat, eiusmodi venditiones *iuridicas* esse, & secundum determinationem doctorum, *licitas*, non *vsurarias*, non periculosas. *Extrav. comm. I. de emt. vendit.* Mihi quidem hallucinati videntur doctores isti, qui *MARTINO* responderunt, illud negotium *venditionis* vim habere. Non quidem ignoro, quam speciem his emtionibus prætexant. Aiunt enim *fructus emi*, atque *spem futuram*: quam venditionem *POMPONIVS* admittit, l. 8. D. de *contr. emt.* Quapropter *PIVS V.* in L. VII. decret. c. 1. de *forma contrah. cens.* desiderat, vt illi reditus ex re *frugifera* soluantur: quo similior sit fructuum emtioni hæc *vsuraria negotiatio*. Sed illi quidem mirifice falluntur. *POMPONIVS* de *naturalibus fructibus* tractauit, quorum venditio perficitur, cum editus est *fructus*: quasi ab initio facta venditio fuisset, hac conditione, si modo partus postea nascatur. Itaque repellit emtorem, si *fructus non nascantur*, sine culpa venditoris. Sed, quis ignorat, quid intersit inter *fructus naturales*, & *vsuras*, quæ ex pecunia mutua soluuntur. Neque enim incertum euentum exspectant reditum emtores; sed absesse postulant reditus promissos, quamvis nihil fructuum ex pecunia perceperit debitor, quamvis pecu iam perdidit, quamvis in latrones collapsus sit, priusquam nummos domum perficeret, & conuerteret in *vsus* suos. Sed hoc quidem casu non peti possent reditus, secundum *POMPONIVM*, si hæc esset fructuum emtio. Nihil igitur commune habet emtio annuorum redituum, cum emtione fructuum, aut aleæ, partuumue futurorum. Quod manifeste appetat, cum nostri illum venditionem simpliciter permittrant, quamvis nulla *res frugifera* creditori obligetur: quos *personales reditus* appellant. ^{d)} Sed, quæ posset esse fructuum emtio, nisi sit res quedam, ex qua fructus naturaliter sperentur. In Romano certe foro nunquam auditum est, emere creditorem *fructus* pecuniae, quam ipse debitori numeravit. Generaliter, nisi *merx & pretium* reuinant in obligationem, certum est, non contrahi venditionem.

Igitur, cum emtionem redituum, male *emtionem fructuum* dici intelligerent, ICti finixerunt, *ius & actionem* vendi, dum anni reditus emuntur:

^{d)} *FRANZ K. I. ref. I. n. 59 sqq.*



tur: quod ALEXANDER, DIOCLETTIANVS, & IVSTINIANVS permiserunt. l. 3. 7. 9. C. de hered. vel act. vendit. Sed illud oppido ineptum est. Nimirum actio vendi dicitur, cum iam nata est actio aduersus alium debitorem, ut ius crediti ad emtorem transferatur, l. 9. C. de hered. vel act. vendit. Sed in emtione redituum iam demum nascitur obligatio & ius exigendi annuas præstationes. Enimvero si hæc promissio redituum pro venditione actionis, aut juris, accipiatur; miror, quod non omnia negotia, in quibus nummi interueniunt, emtiones appellantur. Quoties enim obligationem contrahimus, datur creditori ius, illa exigendi, quæ deducta sunt in obligationem. Nimirum, ius emere dicimur, cum aliquid adquirimus pro pecunia numerata, quod non cadit in aliam speciem contractus: ut cum servitutes emamus. Alias enim etiam conductio posset emtio juris: aut usus, aut fructuum, appellari. Sed SABINVVS illud negat l. 20. D. de contrah. emt. Imo miror adhuc magis, quod non locationis etiam titulo, conixerint usurarium hoc negotium Germani; quum & HORATIO d) aliquando, in mentem venerit, ut, dum ridet homines cupidos, qui

Omnia conductis cœmant obfonia nummis

nummos mutuos, murmurante Phœbo & Themide, nummos conductos appellaret. Imo vero VLPIANO potius, & PAVLLO, itemque DIOCLETIANO obsequamur, qui l. 36. 38. & 55. D. l. 3. & 9. C. de contrah. emt. imaginariam venditionem non esse omnino venditionem affirmarunt. Igitur foenus magis contractum videtur in annuorum reditum venditione. Illud certe Germani agnouerunt, qui rec. imp. August. d. A. 1530. tit. 39. §. 8. quinceunes, tantum usuras, nomine reditum emi posse, sapientissime constituerunt, & eius rei caussam in consuetudine Germanorum quæsuerunt, qui non soleant, nisi quinceunes, usuras permittere ex mutuo. Itaque dubitari non potest, scimus contrahi hac emtione. Audiamus verba procerum Germanorum: Und nachdem die Wiederkauffs-Gülden allenthalben im Lande gemein sind; so soll hinfürter von hundert nicht mehr, dann fünff, wie gebräuchlich, gegeben und genommen werden. Und hinfürter die Beschreibung auf Wiederkauff, wie Wiederkauffs-Recht, beschehen; was darüber gegeben, genommen, und gehandelt, wollen wie dasselbig für wucherlich geachtet und gehalten, und wie obgemeldt, gestrafft haben. Idem fere augustissimo regi nostro, iam diuo, quem non sine summa gloria memoria cogitare possumus, tit. XLII. §. 8. O. P. S. R. placuit, qui usuras ex his reditibus solui omnino noluit, quia ipsi hi reditus habent propriam naturam usurarum. Quod cum intelligeret ordo ICTORUM Vitembergensium, mense Nouembri huius anni, reditus illos ex lege usurarum iu-

d) HOR. I. sat. 2. v. 9.

Fasc. IV.

L



indicauit; Ob wohl, bewährter Rechts-Lehrer Meynung nach, die Zinsen der wiederkäufflichen Haupt-Stämme, von dem scenore, und denen von einem Darleh zu entrichtenden Usuris, mercklich unterschieden, und dasselbe, was von denen gemeinen Zinsen in denen Rechten verordnet, auf diese nicht zu erstrecken,

Horn. Cl. II. consl. 89. §. vlt.

D. a. D. die in Deutschland aufgebrachte und von denen Päbsten genehm gehaltene Verkauffung solcher Zinsen ohnfehlbar vor ein verkapptes mutuum usurarium zu achten, immassen nicht allein in denen Päbstl. Rechten, gleich Anfangs,

Extraug. comm. 1. & 2. de emt. vend.

ob nicht diese Contracte vor wucherlich anzusehen, ein gegründeter Zweifel entstanden, sondern auch in denen Reichs-Gesetzen, absonderlich rec. imp. August. d. A. 1530. tit. 26. §. 8. solches ausgemacht, und aus dieser Ursache, daß von hundert nicht mehr, denn fünf Wiederkaufts-Gülden gegeben oder genommen werden sollen, anbefohlen, wie nicht weniger deswegen im Churfürstenthum Sachsen,

tit. 42. §. 8. der E. P. O.

daß von dergleichen Zinsen kein weiterer Zins gegeben werden solle, verordnet worden ic.

§. IV.

Annuis redditus leuiori Ex his, quæ adhuc disputata sunt, facile iudicabitur, utrum temporis longissimi usu imminui possint annui redditus, inuitu creditore. Res nimoneta per hil habet dubitationis, si redditus annuos ex natura usurarum aestimemus. *tempus longissimum* De his enim supra ex SCAEVOLA & PAVLLO l. 13. pr. & l. 17. §. 1. D. *soluti* de usur. itemque ex SEVERO & ANTONINO l. 5. & 8. C. eod. comprobantur. *per certos annos* interprète ANTONINO, l. 1. C. de fidic. minores acceperit *solennivm*, creditor, illam maiores, quamvis promissas, postea petere non posse. Igidetur, quidquid multi in contrariam partem disputent, expeditum est, si per *multos annos* leuiori moneta soluti sint, illi redditus, postea creditorem illud, quod interest, consequi, aut pignorem monetam in futurum petere non posse. *In re tamen Saxonico electorali*, tempus longissimum, cum addiamento Saxonico, P. II. Cons. 2. v. 3. verbis: über Rechts-verwähzte Zeit, desiderari, omnino negare non anim: quamvis multam intersit, inter annuos redditus; qui usurarum rationem habent, & ceteras annuas praestationes, de quibus constitutione II. & III. P. II. ab Electore Saxone tractatur.

Igitur præscriptione opus est ad redditus annuos imminuendos. Neque tamen exigimus, ut per tempus longissimum, eodem genere leuioris mon-

te

tæ redditus soluti sunt. Sed, si sæpius monetæ bonitas, permutatione publica moduli, imminuta sit, sufficiet omnino debitori, si semper illa moneta, quæ tempore solutionis, in loco solutioni destinato, recepta fuerit, quantitatem tempore pinguioris monetæ promissam, sine additamento soluerit. In posterum enim, quamvis adhuc magis corruptatur internum pretium monetæ, eiusmodi duntaxat nummos, qui, postquam dies redditum venerit, in regione illa recepti erunt, soluere cogentur. Hoc enim certe debitor præscriptione illa impetravit, ut nihil teneatur addere ad promissam quantitatem, si nummis quoquo tempore receptis redditus annuos exsoluat, quamvis depravata fuerit interna bonitas monetæ. Hoc igitur iure etiam in posterum vretur, futurumque monetæ detrimentum creditori damno erit, qui antea leuiorem pecuniam accepit. Igitur debitor, qui redditus, secundum modulum Imperii, nach Reichs-Guſſ, promiserit, sed postea, mutata moneta, nummos, iuxta modulum *Zinnensem*, & *Lipsensem* per tempus longissimum soluerit, in posterum etiam nummos, quicunque in vſu erunt, offerre poterit, neque aliquid addere cogetur, ob monetæ imminutionem.

Sed *pia cauſas*, quas dicunt, paullo liberalius tractamus: quadriginta enim anni conceduntur, priusquam præscriptio locum habeat: restitutionis etiam in integrum beneficio intra quadriennium vti possunt. Postea vero aduersus factum administratorum suorum non omnino audiuntur. Frustra enim ad *INNOCENTI* III. præsidium confugiunt, quasi indefensa ecclesia fuisset, cuius administrator aliquid neglexit. *arg. c. 1. X. ne sede vacante.* Frustra etiam ex *c. 1. X. de his, quæ fiunt a praelato*, medicinam petunt. Neque enim *indefensa* est, quae administratorem praefecit rerum suarum procurationi: & multum refert, vtrum quid *neglectum* fuerit oscititia administratoris, an aliquid *donatum* & abiectum fuerit a pia cauſae curatore. *Donatio* enim vel alienatio administratoris *irrita* videtur: negligenta vero ecclesiæ ipsi imputabitur, quæ proposuit administratorem negligentem; nisi, intra tempus lege definitum, sibi consulat, & negotium retractet. Certe, si interea rationes ab administratorre accepit, &, quæ ab illo gesta fuerint, intellexit, neque negotium omnino improbavit, *ALEXANDER* III. *c. 2. & 3. X. de his quæ fiunt a praelato*, ratum esse illud, quod gesserit administrator, iubet, quasi ipsa tacite rem probauerit, dum non contradixit. Res rationibus responsi illustrabitur, quas integras subiicio, cum antea illarum particulas exhibuerim:

Ob wohl, eines Theils, die zu Verwaltung milder Sachen verordnete Administratores ihren Principalen rechts beständiger Weise, nichts vergeben können, vielmehr die Ecclesia in solchem Falle pro indefensa zu achten, und dahero wieder in vorigen Stand zu setzen,

arg. c. 1. X. ne quid sede vacante.

L 2

c. 1.



c. 1. X. de his,¹ quæ sunt a prelato.
demnach, daß durch Annahmung der abgeführten Zinsen, der piæ cauſſe kein Schaden zugezogen werden mögen, es das Ansehen gewinnet, andern theils, die Zinsen nicht allein, ordentlicher Weise, in eben solcher Münze, darinnen der Haupt-Stamm bezahlet worden, zu vergnügen,

de Berg. Oec. Jur. III. 8. 9. 2.

sondern auch Klägers Vorfahren in der Haupt-Obligation, welche A. 1659. also zu der Zeit, da der Reichs-Fuß in Teutschland noch bestanden, unterschrieben worden, die Bezahlung in guter tüchtiger Münze, den Gülden zu 12. guten Meißl. Silber Groschen gerechnet, mithin in solchen Münz-Sorten, als damahln gewöhnlich gewesen, ausdrücklich versprochen, überdieß, bewährter Rechts-Lehrer Meinung nach, die Zinsen der wieder-käufflichen Haupt-Stämme, von dem Foenere, und denen von einem Darlehn zu entrichtenden Uslris mercklich unterschieden, und dasjenige, was von denen gemeinen Zinsen in denen Rechten verordnet, auf diese nicht zu erstrecken,

Horn C. II. Conf. 89. n. vlt.

folglich auch die in l. 5. & 8. C. de usur. enthaltene Rechts Regul, vermöge deren ein Gläubiger, so geraume Zeit die Zinsen in schlechterer Münze angenommen, auch nachhero sich damit zu begnügen hat, bey dieser Sache um so viel weniger Platz zu finden scheinet, als auch, seit Errichtung des Leipziger Münz-Fußes, bis zu der Anno 1728. von Beklagtens Principalen erfolgten Contradiction, die zur Verfährung wider die piæ cauſſas, und der denenselben zustehenden Wiedereinsetzung in vorigen Stand, erforderlichen 44. Jahre noch nicht verstrichen, nechstdem jährliche Einkünfte, denen gemeinen Rechten nach, l. 7. §. vlt. C. de præscr. 30 vel 40. ann. überhaupt in der bestimmten Zeit nicht verjähret werden, sondern die Præscription von jeder Post absonderlich zu erweisen; Dieweil aber dennoch aus denen bey dem Beweis angeführten Quittungen n. 36 sqq. daß nach Einführung des Zins-nischen Fußes, von welcher Zeit die diesfalls nächtigen 40. Jahr, nebst dem quadriennio restitutionis in integrum vorlängst verlaufen, und nachhero, wenn gleich die Münze in Teutschland, und absonderlich in Sachsen, ver- ringert worden, die Contrahenten das versprochene Quanrum der Zinsen nicht erhöhet, sondern Kläger und seine Vorfahren, nach wie vor, einerley summa abgeführt, deutlich zu ersehen, dahero dassenige, was

l. 13. & 17. §. 1. D. de usuris und

l. 5. & 8. C. de usuris.

von Empfang geringerer Zinsen verordnet, Klägern ohnstreitig zu statten kommt, in mehrerer Erwegung, die in Teutschland aufgebrachte, und von denen Päbsten genehm gehaltene Verkauffung solcher Zinsen ohnfehlbar vor ein.

ein verkapptes mutuum usurarium zu achten, immassen nicht allein in denen
Päbstl. Rechten gleich anfangs

Extravag. comm. de emt. & vendit. I. & 2.

ob nicht diese Contrakte vor wucherlich anzusehen, ein gegründeter Zweiffel
entstanden, sondern auch in denen Reichs-Gesetzen, absonderlich

Rec. Imp. Aug. d. a. 1530. tit. 26. §. 8.

solches ausgemacht, und aus dieser Ursache, daß von 100. nicht mehr denn
5. Wiederkauffs-Gulden gegeben oder genommen werden sollen, anbefohlen,
wie nicht weniger deswegen im Churfürstenthum Sachsen

Tit. 42. §. 8. der E. P. O.

daß von dergleichen Zinsen kein weiterer Zins gegeben werden solle, verordnet,

v. Leyf. med. ad ff. spec. 257. med. 3.

ausserdem die Verjährung solcher Zinsen, worunter auch die wiederkaufflichen
begriffen, allerdings bestetiget, und daß darauff, auch in dem Falle, wenn
der Schuldner dieselben, über Rechts-verwährte Zeit, in geringerer Münze
abgeführt, das Absehen zu richten,

P. II. constit. el. 2. & 3.

verordnet, überdies durch die Facta derer zu Empfang dieser Zinsen bestellten
Einnehmern, nicht so wohl der pize caußæ etwas vergeben, als vielmehr
obangeregter Contract erklärt, und solches alles von Beklagtens Principalen,
durch Approbation der Rechnungen, genehm gehalten worden, mithin diese
des beneficij restitutionis in integrum nunmehr sich nicht zu erfreuen haben ic.
c. 2. & 3. X. de his, quæ sunt a prælato.

XXV.

D I S S E R T A T I O

PRIVILEGIUM PECVNIAE

AD CERTVM VSVM CREDITAE

EX ANIMO DANTIS

AESTIMANDVM.

AD LEG. VII. D. DE EXERCIT. ACTIONE.

VITEMBERGAE, D. XV. DEC. A. Q. S. P. E. M DCC XXXVI.

§. I.

Hæc societas honorum, extra quam feliciter viuere non possumus, *Beneficia ex*
non vi & metu, non subtili morositate, sed mutua benevolentia & commu- *nibus ^{animo dan-} tis ^{tis} aestiman-*
tur.

L 3



nibus studiis in primis continetur. Igitur in aestimandis officiis, non tam quid, & quo successu, sed quo *animo*, qua voluntate gestum sit, quærimus: ex hac enim sola, quid quisque mereatur, quo in republica loco sit habendus, intelligitur. Ridet DIO CASSIVS ^{a)} populi Romani leuitatem, qui Octavianum, cum Cæsar's hereditatem adiisset, primo audacter & temere, mox, cum omnia prospere & ex voto evenissent, caute & prudenter rem gessisse iudicabat: πολλὰ γὰρ ἡδὺ τὸν εὖ ὁρῶς ἐπιχειρήσαντες, ὅτι ἐπιτυχῆς αὐτῶν ἐγένοντο, δόξαν εὑθύνειας ἔχον, οὐκ ἔτεροι σέμιτα τινὰ προελόμενοι, μωροῖς, ὅτι μὴ πατέτουχον αὐτῶν, ὀφείλον. Enim uero parum absunt a vulgi insanis, si PLINIVM secundum audiamus ^{b)} qui honesta consilia vel turpia, prout prospere aut male cedunt, vel probant, vel subinde reprehendunt: atque eadem facinora modo libertatis, modo furoris nomine, vel damnant, vel collaudant. Quod, cum in aliis ferri non possit, in illis certe, qui de *beneficiorum acceptorum magnitudine & referenda* pro illis *gratia* iudicant, tanto minus excusationem inuenit, quanto magis homines ingenui & liberales, commemoratione laudis & significatione grati animi, ad colendas amicitias, & necessitates aliorum subleuandas, prouocandi esse videbantur. Quapropter non solum plurimum debet SENECA ^{c)} amico, qui dedit parua magnifice, qui regum æquauit opes *animo*, qui exiguum tribuit libenter, qui, paupertatis suæ oblitus, respexit amici egestatem; sed ex generaliter etiam, alio loco, beneficium non in eo, quid fiat, sed in ipso facientis *animo* consistere, ^{d)} & tanim quemlibet fecisse, quantum voluerit, & totam illam virtutem ad *animum* duntaxat referendam esse, ^{e)} docet. Neque enim ex ambiguis eventis, quæ fortuna in potestate habet, sex iudicii delectu, quo homines sumus & homo hominem supereret, aut dedecus, aut accessionem gloriae & laudis expectamus. Optime DIODORVS SICVLVS Spartanorum; qui ad Thermopylas occubuerunt, casum & calamitatrem honestissimis aliorum viutoris illustriorem esset iudicavit. Χεὶ γὰρ ἐκ τῶν ἀποτελεσμάτων κίνην τὰς ἀγαθὰς ἀνδρεῖς, ἀλλὰ ἐκ τῆς προσαιρέσεως τὰ μὲν γὰρ ή τύχη πονεῖ, τὰ δὲ ή προσαιρέσεις δοκιμάζεται. ^{f)} Neque inepit Stoici, τὰ ἐκ φύσης ἡμῖν, quæ non sunt in nostra potestate: magno animo contemni posse, tradiderunt. Sed ab illis etiam iureconsulti acceperunt, ut in lite aestimanda, non quæ per vim maiorem, cui resisti non possit, accidissent, praestanda esse iudicarent, præcipiente GALO & NERATIO l.2. §. 1. D. de *peric.* & *commod.* *rei vendit.* & l.31. de *act.* *emiti;* sed quo *animo*, qua voluntate quid factum sit, quærendum arbitrarentur. SENECA certe, cum subtiliter disputasset,

vtrum

^{a)} DIO CASS. L. 45. p. 308. edit. Henric. Steph.^{c)} SENECA, I. de *benef.* 7.^{f)} DIOD. SIC. L. XI. p. m. 9. edit. Hannov.^{b)} PLIN. V. ep. 21.^{e)} Id. II. *benef.* 31.

vtrum, qui filio beneficium dederit, patrem haberet obligatum, tandem ait, altercatione seposita, ut tanquam iureconsultus respondeam, g) mens spectanda est dantis. Itaque hic mos Iure Consultorum proprius videtur, ut ex mente dantis iudicium ferant. Quod quomodo illis successerit, operæ pretium est, ut obseruemus.

§. II.

Nimirum in omnibus negotiis multum interest, quo quid consilio, Etiam in ci-
quo animo geratur. Neque enim locus est dubitationi, quin in factis illi uili iudicio
citis, qui culpa deliquerint inuiti, veniam errati impetrant, qua severitas ^{animus dan-}
pœnae minuatur: & qui casu aliquem læserint, magis fortunam accusent, ^{tis & facien-}
quam ipsi accusentur. Sane, in maioribus etiam delictis, docente **V L P I A-**
N O l. 5. §. 2. D. de poen. refert, consulto aliquid, an casu admittatur: ut in
omnibus criminibus, hoc distincto, pœna aut iusta aut temperamentum
pœnae eligatur.

Sed hæc tamen æquitas habet in ciuili iudicio plus difficultatis: in quo,
si de obligationibus contrahendis soluendisque disceptatur, magis, quantum
ex altero factus sim locupletior, & quantum ex re tua ad me peruererit,
quam, quid alter mihi tribuere voluerit, tractatur. Sed non tam inhumani
veteres fuerunt, quin, etiam utilitate accipientis intercepta, animum dantis
cogitauerint, & qua voluntate aliquid factum sit, aestimauerint in officiis
constituendis. Certe contra dantem subinde datur exceptio propter animum
quo dedit. Aperte **V L P I A N V S** l. 18. D. de r. c. illum, qui donandi animo
dederat, cum alter quasi mutuos nummos accepisset, dolii mali exceptione
repellendum esse monet, si nummos repeatat: quia secundum voluntatem
eius nummi sunt consumti. Idem ille alio loco in funeraria actione, l. 14.
§. 7. & 9. D. de relig. non audiendum esse creditorem, ait, qui funeris
sumtus repetit, quos pietatis caussa fecerit, non hoc animo, quasi sumtum
recepturus: aestimandum enim esse, quo animo sumtus ab illo factus sit:
vtrum negotium defuncti gesserit, vel heredis, vel ipsius humanitatis; an
vero misericordiae sumtus tribuerit, vel pietati, vel affectioni. Neque
enim **M O D E S T I N O** atque **G O R D I A N O** l. 27. §. 1. D. & l. 15. C. de neg-
gescit. vitricus aut frater recte experiri visus est, qui priuignum aut sororem
pietatis caussa aluerint, & sumtus repeatant in alimenta erogatos: sed nul-
lam huius erogationis repetitionem esse, censuerunt; cum animo donandi
factus ille sumtus videatur. Igitur etiam **L A B E O N I** atque **T U L I A N O** vi-
sum est, prædonem, quamvis meum negotium, sed sui lucri caussa, ges-
serit, quia improbe ad mea negotia accesserit, si quid impenderit contrari-
am non habiturum esse actionem, sed ex eius voluntate rem in primis æsti-
mandam. Itaque, cum suo lucro potius operam dedisse, & sibi voluisse
adqui-

g) **S E N E C .** V. benef. 18.



adquirere quam commodo meo studuisse intelligatur, ipsi non dandam esse repetitionem l. 6. §. 3. D. de neg. gest. Ex causa non absimili FLOREN-TINVS l. 26. D. de captiu. & postlim. reuersi, postliminium illis negat, qui, quamvis corpore reuersi sint, mente tamen alieni videantur: nisi hoc animo redierint, vt maneant in patria, in quam sunt reuersi.

Apparet igitur, contra dantem subinde, si beneficium retractet & ini-que repeatat, ex *animo* eius atque voluntate iudicari. Quæ igitur inuidia est, quo minus etiam pro dante, & in fauorem dantis, in pretio beneficis constituendo, secundum eius voluntatem & animum, decernatur. GAIUS certe illum, qui res tempestate, nauis leuanda causâ, abiicerat, earum dominum manere, tradit, quia non hoc *animo* res abiiciantur, vt ad alios perueniant: neque enim inuitio beneficium extorqueri posse l. 9. §. 8. D. de A. R. D. Imo vero idem ille GAIUS l. 2. D. de neg. gest. generaliter iustum esse ait, vt, si quis utiliter quid gesserit, præstetur ei, non quod ad alterum peruererit, sed quod ipsi eo nomine abest, vel abs futurum esse videatur, quamvis dominus negotii careat fructu negotii administrati. Recte igitur LABEO l. 10. §. 1. D. de neg. gest. dari actionem ait, quamvis effe-ctum non habuerit negotium; adeoque, si quis insulam fulserit, vel seruum ægrotum curauerit, etiamsi insula exulta sit, vel seruus obierit, acti-one dominum teneri. Quod, ne quis in negotiorum gestorum duntaxat iudicio obtinere credit; audianus POMPONIVM, qui l. 8. pr. D. de pi-gnor. act. idem etiam de impensis iudicauit, quæ in pignus a creditore factæ sunt. Finge enim, ait, me medicis, cum ægrotaret seruus pignoratius, dedisse pecuniam, & seruum decepsisse, item, me insulam fulsisse, vel refe-cisse, & postea deustam esse, nec habere me, quod possem retinere; pi-gnaturiam actionem contrariam habebo: quia *hoc animo* impendi, vt res tua tibi seruaretur.

Igitur ex *animo* dantis in primis iudicatur, quid ipsi debeat, ne vel inuitus cogatur beneficium præstare, vel præmio honestatis spoliatur, qui bono animo prestitum officium, quamvis casus fortunæ abstulerit utilita-tem. Non vacat ire per negotiorum omnia exempla. Vnum CELSVS l. 3. §. 8. D. de condic. cauff. dat. desiderat, vt luculenter, quo quid ani-mo fiat, declaretur; ne alter, qui nihil tale suspicatus est, decipiarur specie illius beneficij. Constat enim, ait CELSVS, eum, qui dedit ea spe, quod se ab eo, qui acceperit, remunerari existimaret, vel eum sibi amiciorem fu-turum esse, repeteret non posse, opinione falsa deceptum. Sed & POM-PONIVS eum, qui sciens indebitum dedit *hac mente*, vt postea repeteret, non repetiturum esse, docet, l. 50. D. de condic. indeb. Recte igitur VLPIANVS l. 2. pr. D. eod. præcipit, hac lege expressa dandum esse, vt si apparuisset indebitum, reddatur, vt locus sit condictioni. Neque tamen,

vt

ut verbis semper indicetur, quo animo aliquid datum sit, exigimus, sed sufficiunt interdum coniecturæ, ex quibus de voluntate dantis constare possit. Ita usum est Scabinis Vitembergensibus mensis Augusto huius anni. Offerebatur enim eiusmodi species: emor prædii emphyteutici sub hasta quingentorum solidorum pretium promiserat, hac lege, ne quid præterea ab ipso exigatur: sed omnia quingentis emta sint. Iam dominus directus laudem ab illo præter illos quingentos exigebat. Emor se hac lege emisse expiebat, ne quid præter quingentos solueret: seque illos quingentos hoc animo dedisse, ut laudem etiam illa summa comprehendenderetur. Monebat, quod laudem alias ad onera emtoris referatur: & quod pretium non domino directo, sed creditoribus duntaxat, cum quibus in emtione publica quodammodo contrahitur, promitti videatur, ut ex fundo ipsis satisfiat. Sed Scabinis usum est, pro emtore iudicandum esse. Testabatur enim quidam ex attestoribus iudicii, plerumque illuc loci emtores pretio generaliter sub hasta definitio, laudem etiam comprehendere, ut illud ex pretio solvatur. Igitur non leuis erat suspicio, emtorem in illa pactione etiam de laudemio sensisse. Quapropter ad consultationem indicis I. F. L. responsum est: „Würde C. S. und M. M. vermittelst Endes erhalten, und daß sie, unter denen fol. 47. b. bey dem licito gebrauchten Worten, alle und jede Abgaben, so von einem Käuffer zu entrichten, also auch die Lehn-Waare mit verstanden, schweren, so ist das geforderte Kauff-Lehn von denen ins depositum gebrachten Kauff-Geldern nicht unbillig abzuführen. B. A. W. Adiectæ responso rationes: Obwohl C. S. und Comperten fol. 46. b. 500. Thlr. vor das erstandene Guth gebotzen, mithin daß die sämtlichen Kauff-Gelder ohne Abzug zur Concurs-Massa zu bringen, es das Ansehen gewinner, dagegen das Laudemium von dem Käuffer selbst, ordentlicher Weise, zu entrichten;

Dieweil aber dennoch die Licitanten laut des fol. 2. von einer Gerichts-Person ertheilten Attestats, daß ihnen fernere Abgaben nicht angesonnen werden mögten, sich ausdrücklich bedungen, auch alle dergleichen Paeta, so einem Kauffe, und überhaupt denen Contractibus bonæ fidei angehänget werden, diesfalls bey Erörterung solcher Streitigkeiten zu förderst zum Grunde zu sehen, und von denen gemeinen Rechts-Reguln abweichen können, hiernechst der angezogene Gerichts-Vrauch, und die attestirte Observanz hierbey nicht gänzlich außer Augen zu setzen, folglich die Käuffere, wenn sie oberwehnte Umstände eydlich bekräftigen, mit fernern Abzuge zu verschonen, So ist wie im Urthel enthalten, diesfalls von uns billig erkannt. Varia de voluntate dantis EMYNDVS MERILLIVS non ineleganter obseruauit. 4)

§. III.

b) EMUND. MERILL. ad l. 18. de R. C. in thes. Otton. III. p. 673.
Easc. IV.



§. III.

Quædam cre- Ergo in æstimandis debitibus maxime quærimus, quo quid *animo fa-*
dita ob so- Etum sit a creditore: & plus debemus creditori ob *caussam*, atque *animum*,
Ium dantis quo dedit. Imo vero obtinuit, vt quidam debitores, qui alias non omnino
animum ad- tenerentur, iubeantur soluere ob *caussam*, propter quam pecunia ad iplos
uersus debi- uersus debitorum priuilegia est a creditore; vt inuitentur homines ad præstanda beneficia, quæ
torem priu- legium *ba-* publice interest præstari. Igitur quorundam creditorum extra ordinem ha-
bent. betur ratio: quod *SENECA* i) *priuilegium* appellat: quo sollicitentur
quidam ad officium, incertam adituri fortunam: quia expedit, illud non
negligi in ciuitate. Eo pertinet, quod, quamvis qui filiofamilias muruum
dederint, decreto amplissimi ordinis omnino repellantur, tamen, si in *eam*
rem, quæ patris oneribus incumbit, vel *studiorum* aut *legationis caussa*
alibi degenti, ad *necessarios sumtus*, quos patris pietas non recusaret, da-
tum sit, *SEVERVS & ANTONIVS*, itemque *ALEXANDER*, l. 2. & 5.
C. ad Sct. Maced. Macedoniani Scti auctoritate non impedi repertio-
nem dicant, vt in patrem etiam actio concedatur. Finge igitur, te dedisse
studiorum caussa, aut ad sumtus necessarios, qui patris oneribus incumbant:
sed porro finge, te, quod fit sæpiuscule, a filiofamilias *deceptum esse*, &
pecuniam perditam, aut *nugis & alea consumtam*: an tibi denegabitur a-
Etio, qui *eo animo* dederas, vt nummos ex patris voluntate consumeret cum
fructu. Mihi quidem nihilominus videtur locus repetitioni; cum publice
intersit, non decipi aut falli, qui *caussam* *studiorum & legationis & necessi-*
tatis sua liberalitate & pecunia subleuarunt. Enimuero imperatores l. 2. & 5.
C. ad Sct. Maced. non vt *versa* sit pecunia in rem *studiorum* aut *legationis*,
desiderant, sed vt *data* sit in *rem*, quæ patris oneribus incumberet, aut vt
credita sit *studiorum & legationis caussa*; vt *ex animo* dantis, non *ex even-*
tu, æstimetur creditoris priuilegium. Vnum *VLPIANVS* l. 7. §. 13. D. ad
Sctum. Maced. monet, ne creditor modum probabilem in mutuo excedat:
certe eam tamen admittit quantitatem, quam & pater soleat subministrare.
Illud igitur prohibet ICtus, ne sit moleste sedulus amicus, ne quid temere
faciat, ne oneret parentem sumtu superuacuo, ne noceat parenti sub ima-
gine amici: sed vt caute circumspiciat, vt credat, quantum ad rem paren-
tis suffectorum videatur, quantum appareat opus esse, ad rem a filio admi-
nistrandam. Quod si a te factum fuerit, nemo exiget, vt institeris filio,
vt comitatus fueris, neque ab ipso ante discesseris, quam nummi in illas
necessitates, ad quas a te date sunt, insumerentur: sed satis est, te cum
cautione, illo *animo*, vt nummi recte collocentur, ex *caussa probabili* de-
disse.

Non

i) *SENECA*. III. benef. 11.

Non multum absimilem speciem IUSTINIANVS tractat, l. 7. C. ad SCt. Maced. Admittit enim *mutuum*, quod militi datum fuerit, ad castrenses caussas; neque locum facit senatus consulto, quamuis sub patris potestate miles esset constitutus: *præsumtione enim iuris*, ait, milites non in aliud quidpiam pecuniam accipere & expendere, quam in castrenses caussas. Igitur non exigit, ut sciat creditor, in quos usus nummi conuertantur: sed excusat creditorem, qui probabili ex causa credidit militi pecuniam ad castrenses usus: quia utilitas exigit, excitari homines beneficos, ad militum necessitates subleuandas.

Quia igitur creditori proper *animum* & benevolentiam, qua credit, in primis tribuitur priuilegium; VLPIANO placet, etiam de eo, quod quis seruo crediderit, ut in rem domini verteret, de in rem verso dominum teneri, l. 3. §. 10. D. de in rem verso. Neque enim postulat, ut sit vere in rem usum, sed ex prudentia & *animo* creditoris rem estimandam esse censet; ut sufficiat, nummos seruo datos ad vestem comparandam, aut familiam alendam, quamvis non sit comparata vestis, neque aliquid perueniret ad familiam alendam. Itaque etiam si frumentum periisset, vel corruptum esset in horreo dominico, vel arsisset, aut pecunia seruo excussa esset, aut si insula ruisset, ad quam fulciendam pecuniam dederis, aut si seruus deceperisset, ad quem curandum nummos credideris; dandam esse de in rem verso actionem, ait: quia verrere in rem domini omnino voluisti l. 3. §. 7. 8. 10. D. de in rem verso. Recte enim SENECA^{k)} obseruat, ingratissimum esse genus hominum, qui obliuiscantur beneficii, cum primum eius fructus sit consumptus: quasi illud non sit datum, quod cum ad te peruerterit, aliquando potuit consumi. Igitur sola voluntas creditoris ipsi sufficit ad de in rem verso actionem. Sed propter calliditatem & malitiam seruorum, cui resistere domini non poterant, VLPIANVS præcepit, ne quis temere & incogitanter seruo crederet pecuniam, quæ in rem domini vertatur: ait enim, si seruus sic acceperit, quasi in rem domini verteret, nec verterit, sed deceperit creditorem; dominum de in rem verso non teneri: ne ipsi credulitas creditoris aut serui calliditas noceret. Curiosum igitur esse creditorem iubet, quo pecunia vertatur, l. 3. §. 9. D. de in rem verso. Itaque appetat, solam credulitatem & negligentiam nocere creditori, ne dominus de in rem verso teneatur. Fac igitur me non fuisse credulum: præsentem necessitatem & utilitatem domini persuasisse, ut seruo crederem pecuniam, quam in rem vertat: non fuisse caussam suspicandi: sed seruum tamen elufile meam diligentiam, & nummos in rem domini omnino non vertisse; non existimo, ex mente VLPIANI, denegandam esse creditori actionem. Enimuero etiam in negotiorum gestorum iudicio sufficit, rem utiliter & prudenter cooptam esse, quamvis utilitas sit intercepta. Sed ait VLPIANVS,

M 2

l. 3.

^{k)} SENECA. III. benef. 1. & 3.



I. 3. §. 2. D. de in rem verso toties de in rem verso esse actionem, quoties procurator mandati, & negotiorum gestor negotiorum gestorum actione, experiri possit. Nemo vero negat, negotium domini ab illo gestum esse, qui seruo quantitatem probabilem credit ad praesentem domini utilitatem.

Sed in Saxonie electoratu tamen *augustissimo legislatori* placuit, ex famuli negotio, nisi inter mercatores, dominum *quod iussu*, aut de *in rem verso*, non teneri, nisi iussum probetur, aut omnino in rem versum. Ita enim rescriptum est Dresenæ d. 21. Decembr. c. 10 cc viii.

Ab hac obseruatione non multum abhorret, quod *exercitor* etiam ex mutuo, quod magister nauis contraxit, teneatur, propter benevolentiam, & *causam*, ob quam dedit creditor pecuniam magistro. *Pegasus* enim ait, apud *V L P I A N U M* l. 1. §. 8. & 9. D. de *exercit.* a. t. si ad *usum eius rei*, cui præpositus est ab exercitore, mutuatus fuerit magister, dannam in exercitorem creditoris actionem; vt, si ad armandam, instruendamque nauem, aut ad *reficiendam*, aut ad nautas exhibendos, aut, quod *O F I L I V S* adiicit, d. l. 1. §. 9. eod. tit. si quid dedit, vt in nauem impendatur, aut, quod *A F R I C A N V S* monet l. 7. §. 1. D. eod. ad velum comparandum: propter summam negotiationis maritimæ utilitatem: ne timeant creditores, nauigantibus succurrere, si ambiguum fuerit, virum teneantur restituere pecuriam exercitores. Habebunt igitur exercitorem sibi obligatum creditores, quamvis alias non recte mutuum contrahant magistri; idque singulari ratione constitutum, vt fructum aliquem habeat creditor suæ voluntatis, quam in subitariis necessitatibus, propter publicam utilitatem, studium & animum bene de negotiantibus merendi comprobauit. Sed supina ipsi tamen negligentia nocebit, si perdituro credit, aut ad velum comparandum illo in loco, in quo velum non possit comparari. Itaque *A F R I C A N V S* l. 7. §. 1. D. de *exercit.* a. t. diligentiam aliquam debere creditorem ait, ne per eius facilitatem.

— — — *nauis Hispanæ magister.*
Dedecorum pretiosus emitor.

materiam dedecoris & facinorum & adulteriorum, quorum, teste *H O R A T I O* ¹⁾ studiosi erant nauium magistri, exercitore inuito, nanciscatur: ne onererur dominus beneficio, si multo maior pecunia credatur, quam quæ necessaria sit ad refectionem: ne molesta sit domino liberalitas amici. Ceterum non opus est, vt probet creditor, pecuniam in refectionem nauis, aut alios usus necessarios *insumtam*: neque in hoc adstringendus, vt ipse nauis reficiendæ curam suscipiat aut negotium domini ipse gerat: quod utique futurum esset, si probare teneretur, pecuniam in illos usus erogaram. Saris diligens est creditor, qui circumspexit, an sit nauis in ea causa, vt refici deberet, an tanta vis pecuniae necessaria sit ad refectionem: an illo in

loco

¹⁾ *H O R A T.* III. Od. 6. v. 30.



loco possit refici, vbi pecunia creditur, an per mendacium ipsi imponat calliditas magistri. Quod si nihilominus eluserit creditoris diligentiam magister, atque ad reficiendam nauem mutuatus, in suos usus conuerterit pecuniam; aut dedecoris pretium ex illa soluerit, aut alias voluntatem mutauerit magister: ait OFILIVS, dandam esse in exercitorem actionem: illumque secum conqueri debere, quod praeposuerit improbum magistrum, quem eligere cum cura debuisset: paulo secus, atque supra in seruis obseruatum, quos, in primis vernas, & captiuos, fortuna nanciscimur, & subinde inuiti retinemus. Sed ne tamen postea creditor per iniuriam, si ad perdendum credidit, praetexat iustam caussam reparationi; praecipit OFILIVS, ab initio *hac lege dari*, & specialiter caueri, *ut in nauem impendatur*, l. I. §. 9. D. de exercit. act. Igitur non ex euentu, sed ex consilio suo cum cautione initio, atque ex voluntate satis declarata, actionis aduersus exercitorem creditor priuilegium habebit.

Sunt & alia quaedam singularia recepta, ad remunerandam creditorum voluntatem atque fidem, qua in necessitatibus magnis pecunias subministrarunt. Oratione enim DIVI MARCI, quod VLPIANVS l. 52. §. 10. D. pro socio, itemque PHILIPPVS imperator l. 4. C. de ædific. priu. docent, socio, qui communem insulam aut domum refecit, praeter pignus, nisi intra quatuor menses pars sumtuum a socio restituatur, dominium rei in solidum conceditur: cum alias, ex Romanorum præceptis, dominium pignoris a principe duntaxat impetretur. l. 2. & 3. § 3. C. de iure dominii impetr. Immo vero PAVLLVS l. 46. §. 1. D. de damnum. infect. si res publica domum dirutam aut ruinosa suum restituerit, non solum usuras repeti posse, quamvis non promissas, sed confessim etiam, nisi dominus reddiderit impensas, domum publice distraheret esse, docet; ne quem penitentia suae voluntatis, qua publicam in reficienda domo viuillatatem procurauit.

Discedam ab hoc loco, si unum adiecero quod meretur obseruari: in tanto fauore libertatis, qui non permittebat, ut homo liber iure pignoris detineretur, tamen placuisse, ut redemptori ciuiis captiui, propter misericordiam, qua usus est, liceat redemtum iure pignoris tenere, donec ipsi pretium restituatur. Ita PAVLLVS l. 19. §. 9. D. de captiu. & postlim. reu. atque VLPIANVS, l. 20. §. 1. D. qui testam. fac. poss. præcepérunt. Quæ res ita GORDIANO l. 2. C. de postlim. reu. placet, ut redemptum dicat iure naturalis pignoris teneri, propter summam æquitatem; cum, qui libertatem reddidit, parentis impleuisse paries videatur. Sed DIOCLETIANVS l. 7. C. eod. voluntatis in primis habet rationem: ideoque illi, qui puellæ a barbaris redemptæ pudicitiam proflituerat, cum quæstus turpissimi caussa redemisse videatur, non solum ius pignoris non tribuit, sed ne premium redemtionis quidem repeti permittit. Ceterum, si duntaxat motus mi-

sericordia redemit, nihil obstat iuri pignoris: placuit tamen illud adstringi paullum, ob fauorem libertatis. Quamuis enim alias *partus* rei pignoratae, quod ALEXANDER ait, l. 1. C. de *partu pign.* in eadem caussa, qua mater, esse videatur, adeoque pignoris iure a creditori teneatur: DIOCLETIANVS tamen l. 8. C. de *postlim. rev.* liberauit partum, quem mater enixa est post redemptionem.

§. IV.

Creditores priuilegiarii ob caussam nouo inique aliis praeferuntur. Accepisti, quid voluntati animoque creditoris, quo alterius indigenitiam subleuavit, tribuendum sit, si ille aduersus ipsum debitorem in ciuili iudicio experiat. At vero non ibi substitutum jurisprudentum diligentia; sed mirifice laborauit in excitandis hominum studiis, alendaque ciuium inter se benevolentia, & mutuo amore. Quæ res cum in primis hominum beneficiorum voluntate contineatur; illi praemio adficiendi erant, quorum insigne studium eminuit, bene de aliis merendi. Igitur placuit constitui quosdam quasi *ordines & gradus creditorum*: ut quanto quis meliori exemplo, & prouidentia, quanto prolixiori voluntate debitoribus subuenerit, tanto facilius creditor debitum recipiat, tanto potiori loco in *concurso* plurium constituantur. Sed illos quidem creditores, qui aliis creditoribus *ob caussam* crediti in *concurso* præferuntur: DIVVS MARCVS & ex illo VPIANVS l. 10. D. de *pactis*, itemque l. 3. D. quod cum eo, qui in alien. pot. omnesque veteres magistri nostræ artis, *creditores priuilegiarios* appellant: posteri vel non intellecta voce, vel certe corrupta, *priuilegiatos* nuncuparunt. Ipsum vero beneficium, vi cuius creditor aliis præfertur, seu ipsum *ius prælationis*, siue quis simpliciter omnibus, sine iure pignoris, præferendus sit, vt l. 17. D. de *rebus aut. iud. possid.* vel, praeter ius reale sibi constitutum, alios, quamvis tempore priores, vincat, siue iure pignoris taciti vtratur, vt in re certa, quamvis citra conuentionem, præferatur aliis creditoribus, & in summa, si alios vincat in *concurso*, l. 10. D. qui pot. in *pignor. priuilegium* dixerunt. m) In primis vero, qui *ob animum*, quo crediderunt pecuniam, præferendi sunt, *creditores priuilegiarii* dicuntur. Generaliter enim *priuilegia*, quod PAVLVS ait, l. 32. D. de *rebus aut. iud. possid.* non ex tempore astimantur, sed *ex caussa*, &, si eiusdem tituli fuerint, inter se concurrunt. Igitur *ex caussa*, id est, *ex animo*, & studio inseruendi, *priuilegia* creditorum astimantur. Præterea PAVLVS l. 18. D. de *reb. aut. iud. reipublice* interesse ait, vt *priuilegia* quibusdam tribuantur: DIOCLETIANVS, etiam & MAXIMIANVS, itemque HONORIVS & THEODOSIVS l. 6. & 20. C. de *postlim. rev.* ob communem & publicam utilitatem quibusdam creditoribus fauendum esse, docuerunt. Qua re quamvis nihil possit esse honestius, nihil ad prouocandam virtutem aledamque accommodatus;

m) vid. GUILIELM. FORNERIVS select. II. c. 7.



datius; dici tamen non potest, quam odiosa quibusdam visa sint creditorum priuilegia, & quam multi conquerantur, his artibus fidem falli, creditores spoliari, nihil tuum, nihil omnino certum esse, si creditores propter priuilegium subinde praferantur. Inprimis illi, quibus *pignus* expresse constitutum est, ferre non possunt, spem certam, & præsentem securitatem, quam sua vigilancia & cauione quæsuerunt, sibi per alios eripi, nihil tale opinantibus, & quorumdam priuilegio euerti. Plena omnia periculorum esse, aiunt, semper metuendum esse, ne quis lateat in angulo, qui, cum debitor collapsus fuerit, prosiliat confestim, & reliquis per *priuilegium* eripiat, quod ipsis debebatur. At vero mihi non videntur creditores, in primis illi, quibus *pignus* obligatum est, quamvis *priuilegiarii* creditores, ipsis praferantur, habere iustum causam conquerendi. Nimurum *odium* est *ius pignoris expressi*, & plerumque etiam cum debitoris iniuria coniunctum. Multi nunquam conturbassent, nunquam bonis lapsi essent, si res suas libere administrare ipsis licuisset: quam ipsis facultatem creditorum pignoratiorum avaritia extorsit. Hoc est manu dextra auferre, quid quid ægre porrexeris sinistra: hoc est, debitorem bonis spoliare, captis pignoribus, ob securitatem tuam; cum mutuam pecuniam dare volueris, ad subleuandam eius egestatem. Illud *præses* ⁿ⁾ alio loco obseruauit. Hi quidem non amici, sed pignoris, cui incumbunt, fidem secuti sunt. Recte
MARTIALIS. ^{o)}

Cum rogo te munros sine pignore: non habeo, inquis:

Idem, si pro me spondet agellus, habes.

Quod mihi non credis, veteri, Thelesine, sodali,

Credis colliculis arboribusque meis.

Ecce reum Carus te detulit: adst̄ agellus,

Exilii comitem queris? agellus eat.

Non creditoris, non amici, sed nundinatoris partes agit, qui credit indigenti, pignore accepto. Quae igitur inuidia est, his tam avaris creditoribus homines ingenuos & probos, bene de amicis meritos, propter utilitatem publicam praefterri. Sed ne reliqui quidem nudi creditores, quos chirographarios appellant, iuiuriam accipient ex priuilegiis digniorum creditorum. Optime *SENECA* ^{p)} facit gradus quosdam beneficiorum. Primo enim, ait, *necessaria* in primis danda, proxime *utilia*, maxime *mansura*, ut illius rei fructus etiam in posterum prodest possit indigenti: subinde etiam *incunda*. Non inique igitur, quid quilibet debitori praestiterit, quæritur, in creditorum ordine constituendo: cum sint gradus quidam beneficiorum. Præterea publice interest, quosdam creditores singulari studio & mise-

ⁿ⁾ *Præses, de periculo & custodia pignoris.*

^{o)} *MARTIAL. epigr. L. XII. c. 25.*

^{p)} *SENECA. I. benef. c. 14.*



misericordia defendi, quibus etiam stipem de suo dare deberent nudi creditores. An igitur iuste putas indignari creditorem chirographarum, qui quaestus sui causa, non tam ut *antico*, quam ut sibi proposit, aut certe negligenter, solo studio pecuniam recipiendi, credidit: an inquam, iuste conqueretur, si *wxor* debitoris, quae se & sua omnia tradiderat custodiae mariti, tot eius iniurias tulerat, tot fastidia deuorauerat, si *miles* & *pupillus*, quibus eagentibus, studium virtutis, spes posteritatis, labefactabitur, si *filius*, quo locuplete, ciuitas vniuersa non egebit, & ex quo fructus diuitiarum in omnes partes reipublicae distribuuntur, si *alii*, quos sua merita & reipublicae utilitas commendant, creditori negligentie praeterantur? multum intereat, quo quid tempore, & quo consilio, subministretur. Quis dubitet plus mereri hominem amicum, qui in *necessitatibus* subuenit, qui in difficultate *annone*, aut hostium incursu, miseratione meæ inopia, opem praestitit, ne peream, qui *funus* duxit, ne illud reipublicæ & vicinis & ipsi humanitati molestum sit, qui *agrotum aluit*, & in summa inopia rerum omnium, ut me mihi restitueret, operam dedit, qui *aedes ruinas refecit*, ne *tecto* & *laribus* caream, ne *vrbs* ruinis deformetur, ne liberi mei & nepotes domo auita careant, & turpiter efficiantur, ne omnium creditorum causa & utilitas, propter meam indigentiam, perdatur: quis inquam dubitet, hos homines habendos esse loco posteriori, quam illos, qui cupiditate lucri sui, magis suum, quam meum, negotium gesserunt. Publice interest, non negligi beneficos & bene merituros creditores. Sed propter publicam utilitatem quilibet de suo etiam demenso aliquid comparecere debebat, atque in commune conserre; tantum abest, ut causam conquerendi habeat, si carere credito, quod repeatit, cogatur, propter utilitatem publicam, propter digniorum merita, & iniquitatem fortunæ, cum qua eriam optime meriti interdum conficiantur.

Sapientissimo igitur consilio, in dulcissima hac patria, *augustissimi legislatores*, quamvis mirifice faueant communibus commodis omnium omnino creditorum, illa uerere in primis fidem & neruam reipublicæ contineri probe intelligent, tamen longum ordinem *creditorum priuilegiariorum* tit. 42. O. P. R. reliquis in concursu praetulerunt; imo vero & aliis, quos publica utilitas, & ratio aequitatis commendabat, ius *taciti pignoris & prælationis* quasi postliminio, restituendum censuere.

§. V.

Priuilegium Sed Romano quidem iure præcipuo quodam loco inter creditores *illorum*, qui bebantur, qui ad rem *aedificandam* atque *instruendam* aut *reficiendam* ad *rem in-* crediderunt. DIVI MARCI enim oratione, quod PAPINIANVS l. i. D. *in qu. struendam* aut *reficien. causs. pign. tac. contr.* docet, illi qui ad *restitutionem* *aedificii exstruendi* *dam credide-* mutuam pecuniam dedit, *pignus tacitum* concessum, vi cuius alios vin-
cat,

pat, qui sine pignore nummos crediderunt. **VLPIANVS** l. 25. D. de rebus cred. & l. 24. §. 1. D. de reb. auēt. iud. possid. addit, creditorem qui ob restitutionem ædificiorum dedit, etiam exigendi priuilegium habere: idem **PAVLLO** in naui placet, l. 26. D. de reb. auēt. iud. possid. vt, qui ad nauem exstruendam instruendamque crediderint, videantur priuilegium habere. Magis explicite **MARCIANVS** l. 34. D. eiusd. tit. qui, inquit, quomodo cumque nauis cauſa crediderit, priuilegium post fiscum haber. Generaliter **VLPIANVS** l. 5. & 6. D. qui pot. in pign. si in rem, quæ alii obligata est, conseruandam aliquid creditum, posteriorem priori potiorem esse: vt, si ad nauem armandam, vel reficiendam, vel in cibaria nautarum, sine quibus salua nauis peruenire non poterat: vel in merces, vt saluæ sint, vel vt naulum exsolvatur.

Igitur sufficit ad priuilegium, si pecunia ad rem conseruandam creditur. Neque, cui credita fuerit, interest, modo hoc animo sit credita, vt res conseruetur. **PAPINIANVS** l. 1. D. in quib. cauſa pign. & l. 24. §. 1. D. de reb. auēt. iud. possid. etiam illi priuilegium non negat, qui redemptori, id est, conductori operis reficiendi, domino mandante, crediderit, ad rem reficiendam. Idem in magistro nauis supra fuit obseruatum.

Sed mihi quidem hoc priuilegium, si quod aliud, videtur habere summam rationem. Quandoquidem enim, quod ex **SENECA** ^{q)} adduximus, ista demum beneficia magna sunt, quæ necessaria, aut publice in primis utilia, & vtique mansura videantur; ille quidem certe, qui ad reficiendum dedit, & necessarium & utile & manfurum credidit, & ex omni parte voluit optime mereri. Primo, vt de necessitate videamus, nemo dubitat, quin debitori necessarium sit hoc beneficium, qui, si nauem instruere aut reficere non possit, carebit omni fructu sollicita negotiationis; vnde se exhibere possit, omnino non habebit: si domum fulcire & restituere nequeat, rem sartam tectam non habebit, profugiet a laribus paternis, quod veteres non solum durum & acerbum, sed etiam ignominiosum crediderunt: denique a curatoribus reipublicae compelletur, aut a praeside prouinciae, qui, docentibus **PAVLLO** atque **VLPIANO** l. 46. D. de damn. infect. & l. 7. D. de off. praesid. inspectis ædificiis, cauſa cognita cogunt dominos, vt reficiant, atque aduersus detrectantes vtuntur acriori remedio, vt deformitati consulatur. Sed, vt restituatur domus etiam vicinorum interest, qui cautionem damni infecti postulabunt, ni restitutas confessim, l. 28. D. de damn. inf. denique & creditorum necessitati refectione consulitur, quibus cauſa pignoris seruatur, & quibus satisfacere debitor non posset, si commerciis prohibetur, si nauem exercere non posset, si ædibus careret, suffugio & receptaculo tutissimo, ad quæstum faciendum.

Ita-

^{q)} **SENECA**. I. de benef. II.
Fasc. IV.

N



Itaque propter illam *necessitatem omnium*, 'merito præfertur', qui cre-
didit ad rem conseruandam: aut reficiendam: & præterea etiam propter
publicam utilitatem, quæ non solum maxima videtur in maritima negotiatione;
l. i. §. 20. D. de *exerc. action.* sed in refectione ædificiorum etiam tanta est,
vt imperator LEO l. 22. C. de *oper. publ.* etiam in publicis operibus plus
mereri laudis credat illum, qui vettusta & collapsa restituat, & inchoata
perficiat, quam qui noua moliatur. Interdum enim si dominus cunctatus
fuerit, etiam publico sumtu ædes priuatorum restitutas, ex obseruatione
PAVLI l. 46. pr. & §. 1. D. de *damn. infect.* intelligitur. Itaque & *utile*
beneficium præsttit, qui ædes refecerit amici indigentis. Denique si &
mansurum desideras, quid magis immortale est in humanis rebus, quam
quod etiam nepotibus & posteritati profuturum esse videatur.

§. VI.

Prinilegium Igitur creditori merito propter summam æquitatem *pignus taciturnum*
pecunia ad conceditur, cum priuilegio *prælationis*, si credidit ad rem conseruandam,
reficiendum aut reficiendam. Neque tamen temere creditur, pecuniam ad reficiendum
eredite ex animo in priuilegio datam esse. Itaque creditor probabit, ad quam cauſam, & quo animo, de-
mis astima derit pecuniam. VLPIANVS l. i. §. 9. D. de *exerc. act.* etiam in pecunia
rur sed hic magistro natus data ad reficiendum, desiderat, vt specialiter expressum sit,
animus pro hac lege nummos dari, vt adhibeantur ad refectionem. Idem igitur necesse
bandus est, si quis aduersus creditores vti velit priuilegio refectionis. Non enim
refecta sit minus fauendum est reliquis creditoribus, quibus nihil imputari potest, quam
domus aut exercitor, præposuit magistrum. Itaque *hac lege* dari debet pecunia, vt
refecta non ruinosum ædificium reficiatur. Sed utrum in chirographo hoc exprimen-
dum sit, quod ad reficiendum data sit, an sufficiat per testes illud compro-
bare, dubitatum. VLPIANVS quidem tacet de chirographo: vnum pos-
tular, vt *hac lege* detur, & specialiter exprimatur, nummos ad reficiendum
dari: sed apparet, de hoc etiam verbis pacisci posse creditorem, quamvis
chirographum non fuerit conscriptum. In SAXONIAE electoratu tamen, cum
olim locus esset illi priuilegio, placuit chirographum dari, illique hanc in-
seri conditionem, §. VI. tit. XLIII. O. P. S. Wenn einer dem andern zu
Erbauung, Besserung, uno Erhaleung eines Hauses oder andern Guths
Vorstreckung gethan, und daß es zu dem Ende geschehen, in der obliga-
tion ausdrücklich gemeldet hätte, auch erweislich wäre, daß es eine Noth-
durft, und die ædes ruinosa gewesen, So hat er derowegen auf denselben
Guths, neben der stillschweigenden Verpfändung, ein priuilegium, daß er
denen, welchen des Schuldnrs Güther zuvor ausdrücklich verpfändet, mit der
Zahlung vorgehebet ic, ic. Hoc igitur iure scriptura videtur ad formam huius
negotii requiri. Vti fere IVSTINIANVS Nouella XCVII. C. 4. illos qui ad
militiam, & alias eiusmodi cauſas crediderunt, non patitur uxoribus pra-
terri,

ferri, nisi hoc specialiter in instrumento sit expressum, & pactus fuerit creditor cum debitore, ut ipse aliis creditoribus in hac caussa præferatur.

Præter illam conditionem expressam AFRICANVS l. 7. §. 1. D. de exerc. act. etiam diligentiam præcepit creditori: ne temere maior summa, neque, nisi nauis fuerit in illa caussa, ut refectio indigeat, neque alio loco, quam ubi refici commode potuerit, credatur: quod supra a nobis obseruatum est. Finge igitur te adhibuisse illam diligentiam, sed nummos nihilominus a debitore, in vsum alium conuersos: an locum priuilegio omnino faciemus? Et mihi quidem videtur, si postea refecta sit nanis, aut domus, aut fundus debitoris, quamuis non ex tuis nummis, nihil obstare creditoris priuilegio. Nemo enim cogitur ipse reficienda curam suscipere, aut negotium domini gerere, dum credit ad reficiendum. Ipse AFRICANVS, etiam in institutoria actione, non illud a creditore exigendum esse ait, ut ipse curam suscipiat, an pecunia in hanc rem erogetur: l. 7. §. 2. D. de exerc. act. Idem fere IVSTINIANO l. vlt. C. de pign. placuit in illis, qui ad militiam redimendam crediderunt. Ait enim militiam creditoribus, etiam non probantibus, ex pecuniis eorundem debitores militasse, modo contrarium non probatum fuerit, hypothecae iure obligari. Multa de illo arguimento LUDOVICVS CHARONDAS obseruauit ^{r)} augustissimus certe legislator Saxo, in verbis: quae proxime adduximus, id vnum poscit, ut probetur, aedes ruinosa, & refectionem necessariam fuisse; Und erweislich wäre, daß es eine Nothdurfft, und die aedes ruinosa gewesen. Quid igitur attinet probare, mea pecunia refectum esse aedificium. Eiusmodi species superiore anno scabinis Vitembergensibus oblata est. Crediderat quidam ad reficiendam domum: debitor in chirographo illud etiam expressebat. Res in controuersiam deinde trahebatur. Curator litis aiebat, nummos non in refectionem erogatos, sed aes alienum illis exsolutum esse. In ipso etiam chirographo debitor se pecunia in primis, hauptsächlich, non omni modo, ad refectionem indigere. Accebebat, quod illam pecuniam debitor acceperat intra tempus nundinarum, in quibus aes alienum dissoluerat: ut videretur nummos, ad reficiendum creditos, ad vsum nundinarum potius adhibuisse. Sed dominus tamen ruinosa fuerat, debitor etiam postea refecerat domum ruinosam. Igitur senatus Goerlicensis hunc creditorem priuilegiorum iusto loco constituerat, & praetulerat creditoribus pignoratitiis quibusdam. Illi, leuteratione interposita, aegre rem ferebant, & senatus sententiae indignabantur. Sed placuit scabinis Vitemb. confirmare sententiam senatus, si iuraret creditor, se diligentiam adhibuisse, & iusta opinione credidisse, debitorem pecunia usurum ad refectionem. Igitur mensē Octōbris clocc xxxv. pronunciatum: Würde ermeldte N. daß sie gewiß glau-

N 2

be

^{r)} LUDOV. CHAROND. verisimil. l.c. 14, in thes. Ottonis T. I. p. 714 sq.



be und davor halte, daß der Schuldner, Hans G. T. die von ihrem Vater ihm zu Wieder-Aufbauung seines abgebrannten Hauses vorgestreckten 50. Thlr. darzu nöthig gehabt, und anwenden wollen, vermittelst Eydes erhalten, demnach in Supplementum schweren, So bleibt es der eingewandten Leusterung ungeachtet bey vorigem ic. ic. Urtheil nochmahls billig V. N. W. Res ex rationibus adiectis apparebit: Obwohl in dem gerichtlichen recessie fol. 46. daß die liquidirten 50. Thlr. dem Schuldner hauptsächlich zu Wieder-Aufbauung des abgebrannten Hauses dargelehnet worden, ausdrücklich enthalten, hiernechst, daß jener kurz darauf solchen Bau vorgenommen, eingeräumet wird, mithin die N. auch ohne Ablegung des zuerkannten Eydes in der 4ten Classe dem Ansehen nach befriediget werden könnte.

D. A. D. das Vorzugs-Recht, so dergleichen Darlehn gegönnet werden, als ein ius singulare, striete zu erklären, auch aus dem Vorgeben und Ge- ständniß des Schuldners allein, in Ansehung der fol. 217. angeführten Um- stände, zum Schaden anderer Gläubiger, obgedachte Qualität des Darle- hens nicht erhärter werden mag, sondern desfalls eine mehrere Gewißheit nö- thig, gleichwohl daraus, das angeregtes Haß, nachdem der Schuldner das Capital empfangen, wieder aufgebauet worden, eine starke Vermu- thung vor die N. allerdings entsteht, in mehrerer Erwegung, zu Behaup- tung des dergleichen Schulden gegebenen Priuilegii nur so viel, daß das Grund-Stücke, zu dessen Wieder-Aufbauung die Gelder aufgenom- men worden, eine reparatur gebraucht, und es wahrscheinlich gewesen, daß die vorgestreckte Summe darzu angewendet werden solle, in den gemeinen und Sächsischen Rechten erforderlich wird, l. 7. D. de exerc. act. & §. 6. tit. XLIII. O. P. S. demnach die N. zu dem de credulitate abzulegenden Erfüllungs-Eyde als Erbin des Gläubigers nicht unbillig gelassen wird ic. Idem illud in aliis etiam creditis priuilegiariis, vt, in eo, quod ad annonam, aut ad sementem faciendam, datum, obtinebit.

Igitur habebis priuilegium, si circumspete summam modicam dede- ris ad *usum probabilem refectionis*. Sed ille nodus est implicatior, si domus quidem sit *refecta*, at *refecta non perduret*; sed nihilominus *collapsa* sit, aut vi- vendarum, aut incendio perempta: *vtrum creditori inter priuilegiarios ad- huc locus concedatur*. Age igitur, expediamus. Sed pignoratitiam quidem, & de in rem verso actionem aduersus ipsum debitorem concedi, nemo du- bitat, quamvis utilitas intercepta esset, aut seruus decepsisset, quem credi- tor redemerat, vel insula ruisisset, quam fulserat, vel frumentum arsisset, quod comparauerat, vel, pecunia sive culpa perdita fuisse, quam ipse de- derat, vt in rem domini erogaretur. Illud enim supra fuit comprobatum. Sed aliam esse caussam aiunt, si de obligatione domini, aliam si de prae- dicio & damno reliquorum creditorum disputetur. Inprimis **V L P I A N U M** in partes vocant: qui l. 5. & 6. D. *qui pot. in pign.* ob hanc solam cau- sam



sam creditori, qui ad refectionem mutuum dederat, priuilegium concedit, quia eius pecunia totius pignoris caussam saluam fecit: sed illam rationem infirmari dicunt, si res perierit post refectionem. Certe BARCLAIUS, ¹⁾ ut est subinde lepidus, creditorem anteriorem, posteriori, qui ad reficiendum mutuos nummos dederit, in pignore areæ præferri posse putat, si dominus incendio perempta sit: quia cestet ratio, ob quam posterior ab VLPIANO præferatur. Enim uero ingenio suo hoc BARCLAIUS debuit, non disciplinæ artis nostræ. Primus enim ius taciti pignoris mutatione rei non perimitur. MARCIANVS certe, l. 16. 2. D. de pignoribus quamuis ex domo horti facti sint, hypothecam ait perdurare. Sed LABEO etiam, & PAVLVS l. 35. & 29. §. 2. D. de pign. præcipiunt, pignoris persecutonem perdurare, quamuis dominus exusta sit, areamque Titius emerit, & suis sumtibus extruxerit: quamuis bonæ fidei possessores non aliter cogantur ædificium restituere, quam sumtus, quarenus pretiosior res facta est, reciperent. Igitur, cur extorquebis creditori pignus tacitum cum priuilegio, quod in domo exusta etiam perdu-
rat. Deinde, ut VLPIANO l. 6. D. qui pot. in pign. respondeamus; non
haec est mens VLPIANI, ut eum, qui ad refectionem credidit, ob hanc
solam rationem præferri aliis creditoribus prioribus existimet, quia saluam
caussam totius pignoris fecerit. Hanc enim rationem duntaxat consolatio-
nis caussa creditoribus obiecit. Ipse enim eadem l. 6. pr. & §. 1. D. qui pot.
in pign. etiam eum, qui sumtus in cibaria nautarum erogauit, potiorem
esse docet, quamuis cibaria nautarum, pro voracitate huius generis homi-
num, confessim consumantur. Igitur conceditur priuilegium, quamuis res
fuerit consumta. Præterea priuilegia creditorum, quod supra ex PAVL-
O monui, non ex eventu, sed ex caussa atque animo, quo nummi dati
sunt, in primis aestimantur. l. 32. D. de reb. auct. iud. possid. ut inuitentur cre-
ditores, in magnis necessitatibus, debitori indigenti, ob publicam utilitatem,
subuenire. Sed quæ erit illa inuitatio, si ab incertissimis casibus fortune
pendeat, virum postea recipient debitum, & creditoribus reliquis in concur-
su præferantur. Ipsas funeris impensas nemo negat, ob priuilegium, re-
liquis debitibus præferri, quamuis, postquam funus ductum est, exinde non
magis salua sit caussa pignorum & creditorum, certe, conditio creditorum
per illam procurationem non sit melior effecta.

Iaque datur priuilegium creditori, quamuis res refecta sit perempta. Sed, ut solet quæstio alia ex alia enasci, illud habet plus difficultatis, vtrum, si plane dominus non refecta sit, ad quam restituendam nummi credebantur, priuilegio locum faciamus. BARCLAIUS quidem, quem paullo ante excitauiimus, itemque BRVNNEMANVS ²⁾ & alii plerique, ut res vere sit
refecta, desiderant, si creditor iure pignoris & priuilegii præferri velit. Sed
de ipso quidem iure pignoris non sine colore dubitatur; quandoquidem

N 3

V L-

1) BRVNNEM. de concurs. credit. c. 5. §. 29. 2) Id. ibid.



V L P I A N V S l. 5. D. qui pot. in pign. quo loco de iure pignoris in primis disputat, aliquid *impensum* esse in rem conseruandam, postulat, ut creditor i pignus tacitum concedatur. Itaque videtur creditor non habere pignus tacitum, nisi res vere sit refecta. Quamvis vero & huic legi **V L P I A N I** adferri possit medicina, si *impensum* ex parte *creditoris* intelligamus, qui, quantum per ipsum stetit, impedit pecuniam in rem conseruandam, dum ad illam rem reficiendam credit probabili opinione; tamen, ut dixi, vincimur eruditissimorum hominum censu. Negant enim pignus dari creditori, nisi res fuerit refecta. Sed ausim tamen affirmare, *priuilegium personale* tribuendum esse creditori, qui ad reficiendum dederit pecuniam, quamvis ædificium non fuerit refectum. Abscisse enim **V L P I A N V S**, l. 25. D. de reb. cred. & l. 24. §. 1. D. de reb. aut. iud. qui ob *restitutionem* aedificiorum, inquit, crediderit, in illam pecuniam *priuilegium* exigendi habet. Idem & **PAVLLVS** l. 26. D. de reb. aut. iud. poss. & **M A R C I A N V S** l. 34. D. cod. tit. affirmant. Leges igitur Romanorum ob voluntatem & causam *priuilegium* creditoribus tribuunt, si ob *restitutionem* & ad *refectionem* aliquid creditatur: sed ut res sit restituta & refecta, non desiderant: nec video, cur sine lege difficultates *priuilegiariorum* augeantur.

In Saxonie Electorali quidem, ob insignem abusum, cum alii creditors saepius decepti sint, per prælationem priuilegiariorum, iam nunc cessat priuilegium *refectionis*. Sed qui ante publicationem *ordinat. process. recognit.* ad reficiendum crediderunt, etiamnum priuilegio vtuntur. Nuper quidem inclutus *ordo ICTORUM* Lipsiensium in illo argumento a *Scabinis* Lipsiensibus dissensit, & in causa M. G. H. contra creditorem I. G. G. qui ad illud priuilegium prouocabat, litem ita iudicauit: Daß Klägers Suchen nicht statt hat, Er ist auch Beklagten die Unkosten, so viel Er deren verursachet, zu erstatten schuldig. Huius responsi has reddiderunt rationes: Obwohl Klägere actionem hypothecariam angestellet, und das fundament auf ein stillschweigendes Unterpfand, so sie auf Beklagtens Haufe, wegen 95. Thlr. die ihre Mutter D. G. dem vorigen Besitzer L. I. G. S. zu Wieder Auf- und Ausbauung desselben geliehen, gesetzet, auch zu deren Behuff auf die alte Chur-Hürstl. Sachsl. Process-Ordnung tit. 43. §. 6. und deren allergnädigste prolongationen sich bezogen, dahero sie, daß die Klage beständig wäre, in denen Gedanken stehen D. a. u. D. was in der alten Proces-Ordnung an besagten Orte disponiret, durch die erläuterete und verbesserte ad hunc tit. gänzlich aufgehoben, der casus auch von der hypotheca tacita, wenn einer zu Erbauung, Besserung und Erhaltung eines Hauses Geld dargeliehen, in denen Allergnädigsten prolongationibus de a.o. 1730. 1732. & 1734. nicht mit exprimiret, die erst indulgirten 6. Jahre auch längstens vorbei, folglich es bey der Verordnung der erläuterten Proces-Ordnung

nung ad cit. 43. in verbis: Sezen und ordnen demnach re. gelassen worden,
Nechstdem derer Klägerer Mutter nach diesem keine gerichtliche Hypothec
ihres Darlehns halber bestellen lassen, und also sie keines Unterpfands wei-
ter sich zu erfreuen haben; So ist wie im Urtheil enthalten, von Uns billig
erkannt. Sed scabini, leuteratione interposita, pro priuilegio pronunciarunt:
Nunmehr aus denen Acten so viel zu befinden, daß, in Ansehung, durch
das allergnädigste Mandat de dato den 24. Septembr. 1734. das stillschwei-
gende Unterpfands-Recht bey denenjenigen, so dergleichen vor publication
der erläuterten Procesz-Ordnung bereits würcklich gehabt, hinführo bis zu
anderweitiger gnädigsten Verordnung, bey seinen Kräfften annoch verbleibet,
und die zu Wieder-Erbauung eines ruinosen Hauses dargeliehenen Gelder
dabey nicht ausgenommen, hierüber die Lehn an dem libellirten Hause erst
am 11. Nouembris 1732. also lange nach der gemachten Schuld, M. N. S.
gereichert worden, Kläger mit seinem Suchen nicht abzuweisen re. re. Icti
vero Vitembergenses, ad quos caussa tandem delara est, secundum verba
sapientissimæ legis Saxonice, d. 24. Septembr. 1734. promulgatae, mense
Nouembri huius anni, in scabinorum sententiam iuerunt. Ita enim ex-
presse *augustissimus legislator*: Als setzen, ordnen und wollen wir, daß
das stillschweigende Unterpfands-Recht nicht allein bey denenjenigen,
so dergleichen vor Publication mehr angezogener erläuterten Procesz-Ordnung,
bereits würcklich gehabt, hinführo bis zu Unserer anderweitigen gnädigsten
Verordnung, bey seinen Kräfften annoch verbleibe re. Igitur ne in Saxonie
ob refectionem aedificiorum datae.

XXVI.

OBSERVATIONES QVAEDAM FORENSES

DE SENATORIBVS
ET QVATENVS EX EORVM
FACTIS CIVITAS TENEATVR?

VITEMBERGAE, IPSIS KAL. FEBR. A. Q. S. P. E. MDCCXXXVII.

Disputationem iuridicam eandemque inauguralem mihi meditanti va- *Proximum.*
ria obvenerunt argumenta, in quibus discutiendis vires pericitari lieuissler.

Quo-



Quoniam vero in munere, quo, per Dei gratiam, quatuor & quod excurrit lustra, functus sum, saepius de eo, an & quatenus vniuersitas seu ciuitas ex factis atque administratione collegii senatorii vel coniunctim sumti vel singularum membrorum teneatur, disceptandi, & quid de illa causa statuendum, executiendi ansa fuit; hinc apud animum constitui, de hac materia, pro modilio ingenii & virium mearum, capita quædam & non nullas observationes publici iuris facere, atque in rationes eius inquirere. Monendus autem ante omnia lector benevolus est, me, in rerum argumentis versantem & a studio theoreticarum subtilitatum per multos annos remotum, illis diu non immoraturum, sed quid usus fori ferat, demonstraturum esse, quod institutum ut Deus T. O. M. felix faustumque esse iubeat, lector autem æqui bonique consulat, enixe ac modeste rogo.

§. I.

Explicatio nominalis remittitur ad compendia iuris. Ut de nominali explicacione verborum ac titulorum in rubro occurrentium multum solitus sim, nec instituti mei ratio permittit, nec attinet, cum in omnibus compendiis iuridicis tyronibus iuris haec omnia satis expli- centur, imo per se satis nota ac cognita sint.

§. II.

*Factum ex quo obligatio resultat ex facto, & quidem regulariter proprio oritur, tot. tit. cod. inter alios act. & iuxta vulgata, res inter alios acta tertio non præjudicat; de hoc facto tantum quotuplex? notari conuenit, quod illud duplex in iure obueniat, alterum *absolutum* & de quo generale, quod dicitur in specie *actus* l. 19. ff. de V. S. & l. 77. d. R. I. hoc loco sermo fit? alterum autem *obligatorium*, quo quis alteri obstringitur, & ex quo ei, qui alterum obligatum teneret, ius in personam competit l. 3. & 38. ff. d. O. & A. De hoc igitur postremo in dissertatione nostra sermo erit, & expendum, an & in quantum ciuitas seu vniuersitas ex factis senatorum & administratorum ad aliquid agendum vel patiendum obligetur.*

§. III.

Ciuitas quid? Vocabulum *ciuitatis* hoc loco non in sensu politico accipiendum, quo sumitur pro iure ciuitatis & iuri pagorum opponitur, & hinc potius ius vribis quam ciuitatis nominandum esset. Eo enim sensu ciuitates in imperiales liberas, municipales & mixtas, vel, ratione dignitatis & eminentiae, velut in Saxonia nostra, in ciuitates des engen und weitern Ausschusses it. in die gemeinen Städte dispesci solent: sed iam ciuitatem intelligo cætum hominum ad rem publicam & communionem iurium quorundam sub eodem capite auctoritate publica coniunctorum: vel breuius: vniuersitatem, eine Commun, Gemeinde, quæ per alios regitur, & cui per administratorum facta subinde damnum vel præiudicium adfertur.

§. IV.



§. IV.

Notandum porro, nos, quando de factis senatorum vel administrato-*Sub factis*rum, & quatenus ex iis ciuitas seu vniuersitas non nihil detrimenti seu incom-*etiam omis-*modi patitur, sermonem instituimus, nequaquam ea excludere, quæ ex*siones intel-*omissione officii senatoribus vel administratoribus incumbentis noxia oriuntur,*liguntur.* ipsisque imputantur; cum illa certe, experientia quotidiana id satis loquente, ciuitati seu vniuersitati longe maiora incommoda adferant, quam ea. quæ senatores vel administratores agere solent; dum haud facile aliquid momenti cuiusdam sine circumspectione, quæ ipsos decet; & in consilium adhibitis peritioribus, aggrediuntur.

§. V.

Vocabulum *senatoris*, ut de hac voce paucis dispiciamus, procul du-*Vocabulum*bio a senio derivatur, quia nimirum senatores ob virtutis præstantiam, quæ*senatoris* regulariter in ætate prouectiores, ob iudicium longo vsu magis exercitatum unde, & & confirmatum cadere soler, his muneribus admoueri par est; cum Romani*quid signi-*etiam senibus fere eundem honorem quam magistratibus tribuerint l. 5. ff. de*ficit?* iur. immunit. & senes multis prærogatiis præ iunioribus gaudeant, qua-*rum* quinquaginta Theodosius Schöpffer tract. de iure senum in prooemio ex Tiraquell. recenset. Germanice vocantur senatores: Raths-Personen, Raths-Herren, Rathmanne, Raths-Freunde, qui diuersus stylus in tabulis publicis sæpe usurparus est. Per omnes vero denominationes illas præcipue per vocem: Raths, sine dubio id indigitatur, quod senatores instructi esse debeant prudentia rerumque notitia, ut alii consilio adesse & rempubl. sapienter regere, atque communicatis inter se consiliis administrare possint: hinc etiam titulo honoris: Hoch- und Wohl-Weise compellantur. Sub senatoribus vero etiam consules, salua eorum eminentia & prærogatiua, nec non assessores comprehendendi, expeditum esse, & a nemine in dubium vocari iudico.

§. VI.

Quamquam vero inter nostros consules atque senatores Germanicos & Romanos magna intercedit differentia; quod Dn. KNORR. diff. inaugur. tia Senator-*conuenien-*sub præsidio illustris de LVDEWIG. Halæ 1721. habita studiose, osten-*rum & De-*dit, simulque discrimen inter Decuriones Romanos & hodiernos senatores*curionum* copiose illaurauit; nihilominus tamen hi cum illis in eo conueniunt, quod*Rom.* consules & senatores nostri æque ac Romani vbique ferme locorum libera electione collegii senatorii, secundum numerum suffragiorum, accedente apud nos principis, cui subsunt, confirmatione, collegio adscribuntur: exinde etiam est, quod hi consules & senatores non facile in consulto principe ab officiis suis summonueri possunt. conf. ZIEGLER. de iur. maj. lib. 1. c. 29. §. 3 leg. B. de BERGER obseru. III. suppl. ad el. crim.

Fasc. IV.

O

§. VII.



§. VII.

De remotione & suspensiōne senatorum. Notanter autem §. præced. dixi, quod senatores non facile, nec inconveniens & suspensio nato r graue delictum depositione & amissione iurium suorum dignum admiserit, non inscio principe per sententiam dicasterii cuiusdam statione sua priuari possint dubitatur. Quod ego quidem affirmare non dubito, de suspensione in primis, ad quam facilius quam ad remotionem progreedi licebit, cum per hanc quidem damnum irreparabile remoto inferatur. Dicasteria scil. & collegia iuridica auctoritate publica ad acta pronunciant, inprimis si ab ipso principe, vel eius iussu consulantur; certe suspensioni plerumque, ob inquisitionem ex capite falsi dictatam, locum fieri videoas. Hinc cum senatori cuidam, qui nomine senatus steeras, quas vocant, simul recipiebat, & de residuo postulabatur, responsio ad articulos inquisitionales iniungeretur Dni seabinis Lips. m. Ian. 1709. pronunciabant: Daß wider ihn mit der Inquisition gebührend zu verfahren, und er Articulis Weise zu vernehmen, wird auch bey dem Raths-Stuhl ab officio nicht unbillig suspendiret. Sed de ipsa remotione non facile, nisi iussu principis, sententiam dicasteria ferent. Nemo enim munere, quod a principe ipso, vel per eius confirmationem, impetravit, nisi ipso conscientia, exiū & priuari posse videtur. Itaque cum consul quidam (quem casum Dn. Praeses mihi narrauit,) contra fidem iuris iurandi ab ipso praestiti, tempore periculi pleno & minime opportuno, ei ciuitate, per dies aliquot, priuati compendii causa, non impetrata venia aufugisset, Dni ICti Vitembergenses m. April. 1735. non permiserunt senatus, vt consulem ordine moueret, sed rem ad principem referandam esse censuerunt: verbis: Dafern er aber von Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. zu N. wegen seines Bürger-Meister-Amts confirmaret werden; so ist zuforderst in der Sache ein unterthänigster Bericht zu erstatten, und gnädigste Resolution darauf zu erwarten. V. R. W.

§. VIII.

An senator ad articulos & post responcionem ad articulos inquisitionales, perpetuo a collegio, cuius inquirendum. An vero talis consul vel senator ob inquisitionem contra se decretam re-membrum fuit, abesse debeat, & ad illud redire non possit? inquirendum. *Spondere coa& postea* Collegio senatorio viros integræ virtutis & honestos assidere debere, qui ciuibus absolutus ad vita inculpabili prælucere, & in peccantes animaduertere possint, res ipsa officium loquitur. Romani enim etiam illos, qui flagellorum iustibus, quamvis sine juuum redire infamia, subiecti fuerant, in ordinem recipi in honestum putauerunt. l. 12. ff. possit?

de decur. maxime in eis ciuitatibus, quæ copiam virorum honestorum habent. Inquisitione autem præcipue ex causis famosis decreta existimatio & fama non parum sugillatur, auctoritasque minuitur: itaque inquisitione notatus subinde bene sibi consulet, si sponte officio magistratus se abdicabit, quia alios

alios deliquentes vel non nisi reclamante conscientia, & cum indignatione virorum grauium punire, vel certe vix sine pudore officio suo defungi potest. Quoniam autem inquisitio sola, vt iectus fustium, per l. 25. ff. de his qui not. infam. non infamat, sed causa, propter quam quis illam meruit; mitius statuendum & tali, finita inquisitione, quæ inculpato infamiam non irrogauit, reditus ad munus suum non denegandus erit: maxime, cum scelestis hominum moribus testiumque leuitate sœpe innocentia facinus imputetur, & facile vir honestissimus neglecti officii redargui possit, qui, si se ab inculpatione liberauit, omnino restituendus &, per inquisitionem & suspensionem ab officio eiusque emolumenis, iam satis afflatus, non vterius affligi debet. Quapropter cum collega ordinis senatorii N. Idemque aurifaber corruptæ & imminutæ monerae insimulatus sententia Dnn. scabinorum Lips. inquisitione & postmodum territione verbali dignus iudicaretur, adeoque ab officio suspenderetur, defensione vero sua id efficeret, vt sibi purgatorio iuramento ab inculpatione se liberare permitteretur, & hoc iuramento præstito ad officium & dignitatem senatoriam iterum admitti cuperet, reliqui collegæ fluctuabant, & ipsi reditum ad eam negabant: tandem autem laudatum scabinatum de re illa consulebant, qui m. Jun. 1680. ita respondebat. Dieweil die blosse Inquisition, ohngeachtet selbige auf genügsame Indicia angeordnet, niemand an seinen Ehren anrichtig machet, S. auch noch zur Zeit keinen Mißhandlung überführt, da er nunmehr vermittelst Endes sich gereinigt, allerdings vor unschuldig zu achten, gestalt er denn auch durch Urtheil und Recht von der Inquisition absolviret, nach mehrerm Inhalt der überschickten Acten und eurer Frage; So wird er bey seinen Ehren- und Raths-Stand nochmahls gelassen, und zu denen Raths-Versammlungen auch Berrichtungen, wie vorhin billig gezogen. V. R. W.

§. IX.

Restarent plura de consulum & senatorum habilitate, requisitis dignitate, iuribus, commodis & oneribus; sed verendum, ne, si his recensentati præsteret, dis diu immoremur, opus nimium excrescat, & nos longius iusto a scopo senatum permanentem per aberremus; vt taceam ea passim a Dd. esse exposita, cum in compendio petuum ea recensuerit s. de BERGER oeconom. iur. lib. I. tit. II. th. 10. not. 1. &, quam alterantem hanc pro diuersitate locorum, varia esse videantur. Id vero expendi meretur, an here, non cum fere vbique, præcipue in Saxonia nostra, munera consulum & senatorum annua sint, satius foret, perpetuum senatum, constitui. Laudat, prout fas est, supra citatus Dn. K N O R R. in allegata sua disp. sect. I. diff. 1. potentissimi regis Borussiæ decretum, qui Halæ Magdeburgicæ Ao. 1719. perpetuum senatum constitui iussit. Quæstio hæc, nisi fallor magis politica quam ICtorum videtur: interea, si dicendum, quod res est, omnino reip. interdum magis conducere arbitror, si ab uno eodemque senatu, quam si ab

ab alternante, cunctas regatur. Ille enim melius in mente ac memoria retinet res coram se gestas, & a se decretas, & fortius executioni mandat, quam subsequens senatus, qui nonnunquam, pro ingenio humano & studio parvum, a quo homines non alieni sunt, eis, quæ a collegio priori facta sunt, aduersatur: & contrarium statuit: quare non res publica solum ipsa, sed & saepe partes, quarum interest, laeduntur, ut impensas erogatas interdum frustra consumtas esse intelligent: quid, quod consules & senatores constanter fructibus & emolumentis, maiorique auctoritate & obsequio ciuium frui possunt, nec opus habent, aliis negotiis, panis lucrandi causa, operam dare. Sed haec res, credo, magis optanda quam speranda, ob nimiam multitudinem hominum munera haec ambientium. Ipse memini, me in actis a senatu Delitiano asseruatis legisse, hunc senatum amplissimum ante hos L. annos & quod excurrit, a principe petiisse, ut sibi liceret, vnum ordinum suorum, ein Mittel, collegii sui, quorum tunc tres erant, abrogare; principem vero ciuium consensum hanc in rem antea exegisse. Cum autem senatus a populo s. ciuibus, an petitis suis annuere vellent, sciscitaretur, hi respuebant hanc imminutionem membrorum collegii senatorii, causati, quod minuto senatorum ordine ac numero, ipsis spes præcideretur, quo minus unus vel alter ex ciuibus ordini senatorio adscribereatur. Sunt etiam, qui existimant, munera ambulatoria, quæ dicunt, non omnibus commoditatibus destitui, quod in primis ius æqualitatis inter collegas optime serueretur, si illi per vices praesint reipublicae, nec non ciuium intersit, mutari quandoque magistratus, ne perpetuo eundem infensum iudicem experiantur, nec semper eadem chorda obserretur, & vt quandoque corrigantur, quae a prioribus fuerant neglecta; vt adeo arbitrio principis relinquendum, quid pro re nata & circumstantiis in hoc vel illo collegio statuendum esse videatur.

§. X.

An & quatenus senato-rum suorum teneantur? Collegium senatorium, ut alias vniuersitates, non res ex factis nisi certis, iisque rarissimis casibus mori, in vulgus notum est. Hinc prædecessorum no alueo fluere existimo, senatores antecessorum suorum facta honesta, licita & reipublicae seu vniuersitati proficia rata habere & defendere, nec non cepta vterius prosequi atque ad effectum deducere obstrictos esse; quod si negligeretur, verendum esset, ne vniuersitas pessum daretur, & nemmo ciuium vel alias cum collegio senatorio aliquid negotii habere vellet. Sin vero antecessores in administratione sua vel committendo vel omittendo peccauerint, id successores ut luant atque praestent cogendos non esse, obscurum esse nequit; cum non sint eorum heredes, & fanae rationi iurique diuino con-

conueniat, factum cuique suum, non aliis, obesse, & poenas suos tantum
auctores manere. L. 155. ff. d. R. I. L. 21. C. de poenis.

§. XI.

Hoc ut clarius & maioribus argumentis demonstretur, vix opus esse ar- *Præjudicia*
bitror. Nihilominus tamen a senatu Delitiano Ao. 1702. regente exige- *bac de re.*
batur semel iterumque, ut summam haud leuem steurarum, quam recep-
tores ab antecessoribus collegii constituti ab Ao. 1663. interea temporis vita
functi, residuam dedebant, ob imputatam connuentiam & in expungendis
rationibus negligentiam, propriis sumiibus, vi iuris subcollectandi, sol-
ueret. Quamquam vero senatus plus vice simplici excipiebat, se ex factis
his antecessorum illicitis non teneri; hæc tamen sufficere non videbantur ad
senatum absoluendum. Tandem de illa re consulebatur celeberrima Fac.
iurid. Lips. quae m. Nou. 1703, sequentem in modum respondit:

Ob nun wohl ihr die Administration derer Quatember-Steuern über euch
gehabt, auch die Einnehmer dererselben vor euch allein bestellt, und da-
hero, daß ihr deren facta gelten müsset, scheinen möchte, euch auch eine
Nachlässigkeit beygemessen werden will, in dergleichen Fall die membra
collegii die Erstattung von ihren eigenen Mitteln zu thun wohl angestrengt
werden mögen: D. a. u. D. dem Berichte nach, der Rath und die
darinnen befindliche Personen einer Nachlässigkeit und Unterschlags nicht
überführt, noch deshalb gnüglich gehöret worden, und wenn gleich hier-
bei etwas ungebührliches, davon die Reste aufgewachsen, vorgegangen
wäre, dennoch solches vor der Zeit, als die jetzigen Raths-Perso-
nen ins Raths-Collegium gezogen worden, geschehen, bey wel-
cher Bewandtniß diese *ex delicto alieno* nichl belanget werden mö-
gen, So sind die sezo im Rath zu D. befindliche Personen zu Abstattung
ob bemelten Quatember-Rests nicht anzuhalten. B. d. W.

Quod responsum potentissimo regi cum precibus humillimis oblatum id effe-
cit, ut membra senatus tempore residui collegio nondum admota liberaren-
tur, & præstatio huius debiti antecessorum & receptorum heredibus iniun-
geretur. Idem & lCtis Romanis in primis VLPIANO placuit, qui l. 15.
§. 1. ff. *de dolo malo*, in municipes non dari actionem de dolo, ait, nisi in
quantum ad eos peruenit ex dolo eorum, qui res eorum administrant: de
dolo autem decurionum in ipsos decuriones dandam esse actionem. Quam-
uis enim l. 9. §. 1. ff. *quot met. cauf.* si curia vel collegium vel corpus me-
tum intulerit, in illud corpus dandam esse actionem dicatur, pariterque
auth. item nulla communitas C. de Episc. & Cleric. tripli pena a collegiis
ob iniustas exactiones subinde exigatur; illud tamen non simpliciter de fa-
ctis illicitis administratorum aut antecessorum, sed de illo casu accipiendum
est, si vel omnes collegæ, qui iam viuunt, in illud factum illicitum confe-
serint,



serint, vel id postea ratum habuerint, atque adeo seipso delicto contaminant, quod copiose b. GUNDLING in diss. de uniuersitate delinquentis & illustris LEYSERVIS de delictis collegiorum interpretati sunt.

§. XII.

Quomodo tandem successores teneantur? Sed hoc modo succedentes senatores plane immunes ab omni præstatio- ne factorum antecessorum dixeris? Respondeatur: quoad facta illicita id omnino ex supra deductis affirmandum esse, nisi eorum facta rata habuerint, & absque protestatione illa defendere susceperint. Experientia autem & usus fori subinde testatur, quod indistincte senatus regens nunc iussu superiorum nunc Dicasteriorum sententiis, ut de iis, quæ ante sua tempora ab antecessoribus gesta sunt, respondere cogantur: quid, quod sententias condemnatorias ex talibus factis in senatum regentem dici videas. Attinet igitur, ut quo effectu id tandem fieri possit, videamus. Collegium senatorium non facile emori supra dictum est; hinc non potest non, lite contra senatum mota, etiam contra eundem pronunciari; ast non hoc effectu, ut senatus nunc regens ea, quæ maiores neglexerunt, præster, sed hoc tantum consilio, ut de factis eorum illos, quorum interest, ex actis & archivio instruatur, & circumstantias aperiatur. Plane senatus D. Ao. 1714. & sequenti anno falsecœ reip. tenens coram præfectura D. in causa quadam condemnabatur, vim pecuniae depositæ Ao. 1706. & eodem anno consentientibus ciubis in usus publicos, animo restituendi, versæ domino huius restituere: quæ sententia etiam remedii suspensiis & devolutiis, quæ contra eam interposita fuerant, posthabitatis, confirmabatur. Actor executionem iudicati pertens pro obiecto bona propria senatorum tempore latæ sententiæ definitiæ regentium expetebat, comotus ea ratione, quod senatus ab anno. 1714. & sequentibus facta antecessorum sine vila protestatione defendisset, illud que facere iure oblitus fuisset. Sed senatoribus postea contradicentibus, &, se tempore depositæ & aliorum versæ pecuniae collegio nondum adsessisse, verum postea demum his muneribus admotos esse, deducentibus a scabinæ Lips. m. Mai. 1717. pronunciabatur:

Daß Klägers Suchen wegen der Execution in Beklagter wie auch S. M. und Cons. und deren Principalen priuat-Güther und Vermögen nicht statt hat. V. R. W. adscitis postmodum ad instantiam actoris ex eodem inclito collegio his rationibus decidendi:

Dieweil, wenn gleich der ganze Rath bey dieser Sache in Anspruch genommen, und in die Bezahlung des von ihnen erhobenen und nachgehends zu Bezahlung derer Schwedischen Contribution verwendeten Capitals condemned worden, die Execution wider einige individua aus besagten collegio und in deren priuat-Vermögen, wie fol. gesucht, nicht geschehen kan, indem selbige nicht als priuati, sondern als eine Commun die Gelder ein-

eingenommen, dergestalt auch die Execution in deren commun Güther zu suchen, und daß die Successores im Collegio vor derer Antecessorum facta zu stehen schuldig, nur so viel, daß selbige davor Ned und Antwort zu geben verbunden, keineswegens aber, daß sie aus ihrem privat-Vermögen Satisfaction zu thun gehalten, inferiret, So ist ic.

§. XIII.

Non absurilis species mens. Sept. anni præter lapsi 1736. ill. ICtor. VI-temberg. ordini oblata est cuius communicationem benevolentia Dn. præsidis <sup>Illustratur
interius præ-
iudicio.</sup> mei acceptam fero. Conuinciebatur iudicium quoddam, quod hypothecam in fundo, qui iurisdictioni eius non subiectus erat, confirmauerat, & hac re creditorem in damnum induxerat. Damnatus erat iudex, & assessores, die Gerichte, vt iureirando affirmarent, se tunc, quum hypotheca confirmareur, in possessione vel quasi huius juris constitutos fuisse, & saepius hypothecas, quibus ille fundus obligatus fuerat confirmasse. Dies etiam ipsis indicitus erat, quo omnes collegii assessores præstarent ius iurandum: quod cum ipli detrectassent, contumacia ipsorum accusata erat: sed responsum est a ICtis: Daß Klägers Suchen nicht statt hat, sondern es sind der Gerichts-Halter N. N. und die übrigen Gerichts-Personen, welche als der streitige Consens ausgefertigt worden, zu denen Gerichten mit gehört, und von dieser Sache Wissenschaft gehabt, oder, da diese allerseits verstorben, oder sonst davon keine Nachricht erhalten, oder auch ihrer Gedanken nicht mehr mächtig, welches erforderst gebührend bezubringen, der Gerichts-Halter allein, zu Ablegung des ihnen zu erkannten Erfüllungs-Eydes billig zuzulassen. V. R. W. Cui responso haec rationes adiectæ sunt:

Obwohl der im Urtheil angeführte Erfüllungs-Eyd denen sämtlichen Gerichten Rechts-kräftig zu erkannt worden, also wenn solcher von dem Gerichts-Actuario allein abgeleget wird, dem iudicato kein Gnügen zu geschehen scheinet, vielmehr Kläger derer übrigen an dem Schwerungs-Termin nicht erschienenen Gerichts-Personen hierunter begangenen Ungehorsam accusaret, und daß entweder auf die Desertion des Eydes erkannt, oder doch die sezo vorhandenen Gerichts-Personen zu Ablegung des iuramenti de credulitate angehalten werden möchten, verlanget. D. a. d. Kläger die Gerichten, wegen eines facti illiciti und wenigstens culposi, in Anspruch genommen, dahingegen die successores in officio vor ihrer Vorfahren Versehen zu stehen nicht verbunden, sondern lediglich der Gerichts-Halter nebst denen noch lebenden Gerichts-Personen, so der Ertheilung des Consenses bengewohnet, wegen ihrer eigenen factorum Klägern gerecht werden müssen, mithin auch das angezogene Rechts-kräftige Urtheil legaliter und nur von diesen Personen zu verstehen, unnöthige Ende aber zu vermeyden, gleichwohl daß diese Gerichts-Personen entweder gestorben, oder



ober zu schwehren nicht im Stande, in facto beruhet, und nicht præsumi-
ret wird, So ist re.

§. XIV.

*Quatenus ci- Sed vt tandem ad id deueniamus opus est, an & quatenus nimirum
uitas id quod ciuitas seu vniuersitas ipsa ex factis senatorum vel administratorum teneatur,
senatores seu quod eodem recidit: an & quatenus senatores vel administratores id,
egerunt, pra- quod nomine publico soluere & erogare necesse habeant, rationibus ciuitatis
stare tenean- publicis valide ac iuste inferre possint? Otium mihi haec in re fecit haud par-
tur?*

Sed vt tandem ad id deueniamus opus est, an & quatenus nimirum
ciuitas seu vniuersitas ipsa ex factis senatorum vel administratorum teneatur,
senatores seu quod eodem recidit: an & quatenus senatores vel administratores id,
egerunt, pra- quod nomine publico soluere & erogare necesse habeant, rationibus ciuitatis
stare tenean- publicis valide ac iuste inferre possint? Otium mihi haec in re fecit haud par-
tur?

publicis valide ac iuste inferre possint? Otium mihi haec in re fecit haud par-
uum consultissimus Dn. IACOB. BRVNNEMANNVS disp. sua inaug. ele-
gantissima sub praesidio b. Sam. STRYCKII Halae 1709. habita *de iure*
principis circa rationes ciuitatum, vbi cap. V. materiam hanc multis exem-
plis per varia expeſarum genera discussit. Pro regula interim tenendum
crediderim, ciuitatem s. vniuersitatem, vt ea, quae a senatoribus vel ad-
ministratoribus, nomine publico & vi officii ipsis concredi, in commodum,
conferuationem & decus eius erogauerunt, omnino rata habeat ac inter data
& expensa referat, obstrictam esse: quae regula non solum fundatur l. 5.
ff. de decret. ab. ord. fac. sed etiam, si forte expressa ciuitatis voluntas de-
fit, ex tacito eius consensu elicetur, quod nimirum ex factis ipsorum, qua-
tenus administrationem rite procuratam respiciunt, teneri velint. conf. Dn.
GROSSMANN diss. inaug. *de incauto contrahente cum vniuersitatibus* §. 9
seq. Quis enim, si hoc negaretur, cum his administratoribus aliquid com-
mercii habere vellet? Certe misera ipsis ciuitatis conditio foret, si fidem
semper falleret. Neque igitur quae a:ta sunt, eo extendere vereor, vt ci-
uias administratorum suorum facta & gesta bona mente, &, citra illam
oscitantiam vel ignorantiam, quae ipsis imputari possit, cœpta approbare
debeat, licet euentus optatus intentioni non respondeat. Nunquam enim,
vt ICtus l. 1. §. u. *de magistrat. conu.* ait, magistratus & administratores fu-
turos euentus & fortunam praestare coguntur.

§. XV.

*De mutuo a Hinc, si collegium senatorium pro ciuitate mutuum contraxit, eiusque
senatoribus versio in rem illius doceri potest, illud ex bonis vniuersitatis soluendum esse
nomine ciui- docet lex famosissima 37. ff. de reb. cred. de quo modo probandæ versionis
tatis contraru- legi meretur disseratio illustr. b. Sam. STRYCKII *de probanda versione crediti.*
Ho. quem varium cap. 4. ostendit, & tandem deficientibus omnibus aliis me-
diis in hac probatione valde difficulti §. 15 seq. concludit, officium iudicis im-
plorandum esse, vt administrator, quibuscum creditor contraxit, facti sui
optime conseii, iphi assistant, &, in quos usus pecunia erogata sit, aperiant
& demonstren; vel etiam libros & rationes ciuitatis edant, vt res facilius ex-
pediatur. Certe hoc utrumque ordinis senatorio D. iniunctum esse, ex actis
in causa Scheidings contra den Rath zu D. vidi, dum a senatu appellatio-
num*

num m. Aug. 1633. pronunciatum: *Dass Appellanten (senatus) Appellaten, bey dem vorbehaltenen Beweis (sc. mutuum in rem ciuitatis versum esse) zu assistiren schuldig, idem curia supr. prou. Lips. ad instantiam actoris cuiusdam senatum m. Nov. d. a. iussit: Die Stadt-Bücher de Ao. 1613 seqq. versteigelt ins Ober-Hof-Gerichte einzuschicken, allegavit prius praejudicium B. CARPZ. resp. libr. VII. resp. 167. Enimvero, prævia litis denunciatione, hoc casu cogi posse administratores, vt creditoribus assistant, Dec. el. Nov. 16. expresse constitutum.*

§. XVI.

Dixi hanc probationem difficilem, sed quare? an non licet contra senatum, qui nomine ciuitatis publico chirographum dedit, & hoc instrumentum subscriptione consulis & assessorum, sigilloque ciuitatis, muniuit, pro cessu executio valide & hoc effectu, vt e bonis ciuitatis solutio fiat, expediti? Constat iure Sax. el. hunc processum ex documentis guarentigatis, bey flahren Brieff und Siegel, ex quibus, quid, quale & quantum cui, & aagi possit? quo debeat, appareat, locum habere: qui modus procedendi in ordin. proc. recogn. nostra in appendice denuo §. 3. verbis: Wenn aber ein Kläger ic. confirmatus, imo haud parum ampliatus & extensus est: illud ipsum multo magis locum habere dixeris forsitan, si chirographo renunciatio exceptionis non versa in rem ciuitatis inserta sit. Verum enim vero processum executiuum hic exulare, & officium suum perdere, exceptionemque non versa in utilitatem ciuitatis pecuniae opponi posse, palam est. Ciuitas enim, si valide eam obligatam habere volueris, vt ipsa se obstrinxerit, necesse est, adeoque non verba chirographi a senatu dati, sed conditio & qualitas subiecti contrahentis inspicienda. Administratores enim ciuitatem non aliter obligant, quam si reperiatur, in utilitatem eius versa pecunia: sed versio altioris indaginis est, & ex sola confessione administratorum non probatur. Igitur ciuitas, de cuius præjudicio agitur, de illa re audienda, & versionis probatio creditori iniungenda erit. Dec. el. Nou. 16. MEV. p. 3. Dec. 228 seq. B. HORN. class. XI. resp. 92. p. 762. & latius B. CARPZ. tract. de asylo debit. §. 46 seq.

Negatur.

§. XVII.

Administratores autem & rectores ipsos ex mutuo ab ipsis contracto Administra-teneri expediti iuris est ex allegata l. 27. ff. de reb. cred. quia confessionem & tores autem factum suum proprium impugnare nequeunt; imo non meretur auxilium le ex mutuo ipsi tenen-gis, qui se facto proprio in necessitatem coniecit. l. 7. §. 1. ff. qu. satisd. cog. tur. & creditorem pecuniam suam perdere iniquissimum esset. Executionem ve- Non tamen ro hoc casu non in administratorum bona propria sed collegii senatorii qua ex propriis talis communia, si talia possident, fieri æquissimum videtur: quoniam non bonis. vt priuati sed vt collegium, nomine publico contraxerunt, & caendum, ne easc. IV.

P

ipsis



ipsis officium, si eo rite & absque dolo vel culpa, quæ ipsis imputari potest, functi sunt, damnosum existat: quod non solum CARÆT. lib. II. resp. 108. de ipso collegio senatorio D. testatur, sed celeberrimis scabinis Lips. etiam plauit in causa §. 12. huius diss. allegata m. Augst. 1717. verbis: Dass Klägers Suchen wegen der Execution in Beklagten Syndicen des Raths Principalen privat. Güther nicht Statt hat, vbi in rationibus decidendi: Dieweil, wenn gleich der ganze Rath bey dieser Sache in Anspruch genommen, und in die Bezahlung des von ihm erhobenen Geldes condemniret worden, die Execution wider einige individua aus besagten Collegio und in deren privat. Vermögen, wie gesucht worden, nicht geschehen kan, indem selbige nicht als privati, sondern als eine commun die Gelder eingenommen, dergestalt auch die Execution in deren commun Güther zu suchen ist: quod enunciatum fac. iurid. Lips. m. Febr. 1718. confirmavit. conf. etiam B. HORN. resp. supra citato. Ceterum si dolo suo damnum dederint administratores, singulos in solidum teneri, sin culpa, pro rata quemlibet illorum teneri, certum est: ita enim CELSVS præcipit l. 7. D. de magistr. comu.

§. XVIII.

An in bona Actor in eadem causa postea executionem in bona senatus publica vr-senatus pu-gebat, quod, vt antea euici, in congrue non petebatur: cum autem sena-tus exciperet, sibi quidem esse bona quaedam publica, reliqua autem om-nia cum ciuibus communia, laudatus scabinatus Lips. responsum suum iam recitatum m. Dec. 1728. cum hac ampliatione repetit: Dass wegen des Capitals derer N. Thlr. nebst dem Interesse moræ und denen Unkosten in die angegebene Raths- und Commun-Grund-Stücke pro rata des dem Rath davon zustehenden Antheils, auch dafern solcher nicht zureichtet, in diejenigen Güther, welche selbigen entweder eigenthümlich oder in Ansehung des Missbrauchs gehören, mit der Execution zu verfahren. Me autem nomine senatus appella-tionem contra hanc sententiam ad illustre regimen Martisburgense interpo-nente, & simul, quod senatores ex omnibus publicis bonis, etiam iis, quæ ipsius collegii essent, nil nisi salario sua perciperent, reliquos prouentus au-tem omnes rationib[us] publicis inferre cogerentur, hinc bona ista, in præ-iudicium successorum, ciuium & vniuersitatis imminui non possent, lauda-tissimum illud collegium desuper consulta fac. iurid. Lips. m. Jul. 1729. talem ferebat declaratoriam: Dass in erster Instanz wohl gesprochen, jedoch mit die-ser Erklärung: dass die Execution in solche Grund-Stücke, welche der com-muna eigenthümlich gehören, und woraus Appellantens (Senatus) Principalen von denen Nutzungen ein mehreres nicht, als was zu ihrer Besoldung aus-gesetzt, erhalten, nicht zu vollstreken. B. N. W. cui enunciato sequentes rationes adiectae erant: Dass Appellantens Principalen das beneficium com-potentiae juziunde, und daher die Execution in diejenigen Güther, davon ihnen

ihnen nicht der völlige Niesbrauch zugehöre, sondern aus deren Nutzungen sie nur so viel, als ihnen zur Besoldung ausgesetzt, erhielten, nicht angeordnet werden möge.

Ex quo præjudicio fere confici videoas, vix executionem, nisi in ea bona senatus, quæ saluo ipsius competentiae beneficio supersunt, & aliis usibus certis non destinata sunt, locum habere; quamuis illud durum videatur. Interim haec lis, quod ex adductis variis sententiis videre est, mira fata experta, tandem transactione amicabili composita, &, ne actor suum perdet, solutio consensu ciuum & principis ex ærario publico facta est.

§. XIX.

Quodsi senatus collegium bonis publicis destituatur, vt creditori ex illis *Mutuum* a satisfieri non possit, administratores vel illorum heredes teneri ex suis opibus *senatu & ci-
præstare id, quod debetur, iubet lex 27. ff. de R. C. sæpius citata verbis: nibus simul
alloquin ipsi soli, qui contraxerunt, non ciuitas, tenebuntur: quod etiam ex bonis pu-
tunc obtinet, cum protestari sunt, se nolle teneri M. E. V. P. II. Dec. 312. n. 5. blicis solucu-
ne is qui fidem administratorum secutus est, manifestam rei suae iacturam dum.
subeat, cum nota non exiguae iniquitatis. Si mutuum a senatoribus & a ciui-
bus simul, seu iis, qui ciuitatem repræsentant, e. g. tribunis, Viertels-Meistern und Auschuß-Personen, acceptum sit, tunc executionem non versæ in vti-
litatem ciuitatis pecuniæ cessare & executionem in bona ciuitatis fieri, proces-
sumque executiū locum habere, vna fere omnium Dd. sententia est, quæ locum babet.
etiam expresse fundata in Dec. el. Nou. XVI. Nihilominus tamen ab illustri BERGERO id eo restringi videoas, si ciues potestatem mutuum contrahendi tribunis dederint, oeconom. iur. lib. III. tit. 2. not. 2. quod tamen in dicta decisione el. expresse non requiritur, & nouas parere videtur difficultates, adeo vt ex tali instrumento vix executiue experiri liceat, si ex illo non appareat, tribunos & eos, qui ciuitatem repræsentant quique chirograpnum simul subscripterunt, a populo hanc potestatem impetrasset. Aequius itaque certe videtur præsumi, tribunis atque aliis, qui repræsentant ciuitatem, & ideo constituti sunt, vt nomine ciuitatis contrahant, illiusque consensum declarant, hanc facultatem datam esse, nisi contrarium manifeste appareat. Si autem illud postea probetur, vrique serenissimi legislatoris non hæc videtur suisse sententia, vt ciuitas teneatur ex administratorum aut tribunorum factis, quorum suscipiendorum ipsis potestas ademta fuit.*

§. XX.

Finge vero, mutuum a solo collegio senatorio contractum, chirogra *Mutuum, ex* phumque ab eo duntaxat, non vero simul a ciuibus subscriptum, creditori *quo usura* datum esse, senatum vero usuras illius sortis per seculum vel longius tem- *diu a ciuita-
pus ex ærario ciuitatis publico soluisse; annon hoc casu ciuitatem ipsam pe- ipsum e bonis
tente creditore obstrictam dixeris? sane antiquis temporibus ferme omnia publica cinti-*

chirographa a solis senatoribus sub sigillo publico exarata, nec principis nec ciuium consensum peritum esse videoas, quod talia instrumenta in iudiciis producta satis euincunt: nec illis temporibus & antiqua illa fide obtinente, tot solennitates desideratae, nec apices iuris tantopere exquisiti sunt: ciuitatem itaque hoc casu sortem ex bonis suis subinde soluere obligatam esse, non abnuerim. Fac enim, rationes senatus publicas a ciuibus vel eorum deputatis simul examinatas, & usurpas ex sorte a senatoribus mutuo summa inter expensas semper relatas esse, ciuitatemque nec non principem, cuius camere, quod in Saxonia nostra moris & necessitatis est, istae rationes exhibetæ fuerunt, circa solutionem usurparum harum nihil monuisse; omnino concludendum esse existimarim, ciuitati solutionem debitæ sortis incumbe-re. Præsupponunt enim usurpæ semper aliquam sortem, cuius respectu fuerunt solutæ: sortis enim obligationem principalem, usurparum vero accessionariam esse constat: non potest itaque accessorium subsistere principali non existente, CARPZ. P. 2. C. 3. d. 9. Certe & ex hac tacita conuentione & tam diuturna solutione usurparum creditori firmum ius contra ciuitatem acqui-situm esse videtur, cum taciti eadem vis sit, atque expressi l. 4. ff. d. paff. & tam diuturno tempore & tot actibus repetitis erroris suspicio excludatur. Expediti enim iuris est, non solum versionem in rem ciuitati manifestis ar-gumentis probari, sed etiam eius consensum interdum ex conjecturis elici a. L. 4. C. de non. num. pec. L. 152. D. d. R. I. vid. illustr. LEYS. med. ad ff. vol. II. spec. 231. n. 9. & 10. p. 646.

§. XXI.

An lex 27. ff. de R. C. adexpendi haud abs re erit, an nimirum illud in aliis contractibus administratos senatorum valeat? Negat id B. de BERGER. in oeconom. iur. lib. III. tit. 2. th. 2. not. 2. laudatque ibidem præiudicium adductam. Nihilominus tamen haud ita pridem sequens casus evenit, ex quo dictam legem ad alios actus extensam esse animaduertes. Senatus D. adhibitis etiam tribunis ante quinquennium cum heredibus M. qui senatum & ciues actione quadam pulsabant, transegerat, atque iisdem certam quandam summam pro redimenda lite soluere promiserat. Tribuni postea ab hac transactione resilientes illam adimplere renuebant: aduersus quos heredes illi processu executivo ad implementum transactiones & solutionem summae promissae experiebantur; sed libellus, prout erat propositus, ab illustri regimine Martish. per sententi-am m. Febr. 1733. reiiciebatur, pronunciabaturque, processum executiu-m, contra tribunos, haud sufficientur ad hanc transactionem ineundam a reliquis ciuibis legitimatos, exulare. Actores leuterationem contra hanc sententiam interponentes m. Jul. 1733. hanc declaratoriam obtinebant: Daß Klägern die Biertels • Meister und Ausschuß Personen, welche den Ver-



Vergleich mit geschlossen, absonderlich wegen der andern Hälfte zu belangen, unbenomnen. V. R. W. vbi in rationibus decidendi hæc: Alldieweil der angegebene Mangel des Syndicats in der That gegründet, die Viertels-Meistern und Ausschuss-Personen aber eine Bürgerenschaft anderer Gestalt nicht, als wenn ihnen bey ihrer Bestallung dergleichen Recht wircklich zugesstanden worden, durch die von ihnen geschlossene Contracte verbinden können, gleichwohl die Contrahenten selbst im Fall der von ihnen im Nahmen der Stadt errichtete Contract nicht ratihabiret wird, vor ihre eigene Person belanget werden mögen L. 27. ff. de R. C. So ist ic. Quod enunciatum, valde desuper grauantibus tribunis, semel iterumque confirmatum est; quod satis innuit, hanc legem famosissimam etiam in aliis contractibus administratorum locum habere. Consentit etiam B. BORN. de condic. certi ex mutuo, & de in rem verso c. 7. §. 1. & ex veteribus ACCVRSIUS ad l. 1. C. de vend. reb. ciuit. Nihil enim rationi legis magis conuenit, quam ut illa ad omnes contractus, in quibus ciuitas ob acceptam pecuniam obligatur, & qui proxime accedunt ad mutuum proferatur. Nam naturalis ratio suadet, neminem citra suum consensum factio alterius obligari, nisi aliquid in rem eius versum esse intelligatur.

§. XXII.

Quatenus ex deposito ciuitas teneatur, quod administratores receperunt, nunc paucis considerandum. Tribunos haud ita pridem a senatu N. ex deposito configurationem depositorum exactam sat rigorose exigisse memini, commotos ea ratione, quod bona ciuitatis dominis pecuniarum iudicialiter depositarum tacita hypotheca obligata credebant, ideoque sibi, quomodo hæc de posita administrentur, inquirere licere arbitrabantur: ast iniustum hoc postulatum, causamque quam allegarant, in iure minus fundatam esse, quis est, qui non videat? Quamuis enim BEVTHERV tract. de ior præl. part. 2. c. 14. iuxta testimonium B. LYNKERI in diff. eleganti de priuilegiis depositi §. 42. deposito hypothecæ tacita priuilegium tribuat; vnicus tamen fere est, qui hanc opinionem, nullis adiectis rationibus tuetur, refutatus quoque ab ipso LYNKERO loco citato. Depositum enim ut sua natura est contractus personalis, sic etiam non alium quam personalem effectum atque actionem producere potest. L. 18. ff. dep. Enim vero l. 1. §. 14 D. de magistr. comuen. ne pupillis quidem in bonis magistratum priuilegium concediur, sed illos cum ceteris creditoribus partem habere, id est chirographiorum iure vti, dicitur, si magistratus conueniant. Hinc cerie statuendum, ciuitatem, si rectores eius in custodiendo & administrando deposito negligentes fuerint, vel aliter, quam par erat, se gesserint, ab omni periculo immunem esse, tribunosque non habere, quod timeant. conf. CARPZ. P. l. c. 28. d. 150. & maxime MEV. P. V. dec. 382. & 385.

P 3

Quam-



Quamquam enim res deposita, si adhuc extat, concursu creditorum immineat, eo iure prælationis gaudet, ut domino statim reddatur, ita ut non opus habeat, concursum cum reliquis creditoribus subire, quod in ord. proc. el. Sax. reeogn. ad tit. XLII. disertis verbis sanctum est; id tamen ob ius dominii deponenti saluum, non autem ex tacitæ hypothecæ iure, vel priuilegio, concedi, inter omnes constat. Imo vero constitutio el. Sax. 28. P. I. depositum, quod non amplius extat, etiam in concursu creditorum, creditis hypotheca tacita gaudentibus, verbis: Ferner sollen nach denen bezahlt werden, expresse postponit atque depositarios ab hypothecariis distinguit: quamvis illi creditoribus, qui arrestum impetrarunt, præferantur. Quod etiam in ordin. P. S. veteri tit. 49. §. 1. quantum ad iudiciale depositum attinet, confirmatum; cum contra creditori ob depositum voluntarium & extrajudicale priuilegium personale duntaxat concedatur.

§. XXIII.

Administratores, si ne- Officium consulum ac decurionum postulare, vt ciuitatis commodum *mine ciuitatis agnere vel conuenienter summa, iurisdictionis, iuris venandi, pascandi, pascendi, patronatus causa &c. tibus ærarii processum instituant, possessione vel alio quodam non infirme fundamento publici pera- subnixi, sumtus in has lites factos in calculum expensarum rite & absque gunt.* difficultate recipiendos esse, æquitas ipsa suadet, licet collegium victoria litis cadat: illo enim iure etiam tutores vtuntur in contraria tutelæ actione L. 1. §. 6. & l. 3. §. 7. D. de contr. tut. act. & l. f. eod. L. 1. §. 9. ff. de tutel. & rat. distr. Sed tutoribus simillimi sunt defensores ciuitatum. Quis igitur collegium senatorum ad euentum litis plerumque incertum præstandum suis sumtibus obstrictum esse dixerit, contra L. 23. ff. de R. I. Secus si statueretur, & collegio solutio expensarum ex suis opibus iniungeretur; dubitandum non est, quin hi administratores defensionem vel acquisitionem iurium ciuitatis plane & tuto neglecturi sint.

§. XXIV.

Defendendi sunt etiam sumtibus publicis si fines officii non excedunt. Pari modo membra senatus in rebus ad officium suum pertinentibus, si fines eius non excedant, sumtibus ærarii publici defendi fas est. Præiudicium legesis apud B. HORN, class. II. resp. XXVIII. de senatu Plauiensi, qui turbas & damna a militibus tumultuantibus ciuitati imminentia impediuerat, eius vero rei causa coram commissione facti sui rationem reddere iubebatur, sed defensione sua id efficiebat, ut innocens declararetur, & non nisi expensas defensionis suae soluere condemnaretur: quos sumtus ex ærario publico erogandos censuit ordo ICtorum Vitemb. m. Febr. 1698. similiiter cum Ao. 1715. senatui D. imputaretur celatio desertorum militiæ, & mulcta



multa in contrauentionem 400. thal. iure nostro Sax. el. statuta ad denunciationem inimici exigenter, senatus autem ita se exculparet, ut a Dnn. Seab. Lips. m. Sept. 1714. pronunciaretur: *Dass in Ermangelung gnugsamem Verdachts wider den Rath zu D. nichts vorzunehmen, er ist aber nichts des stöweniger die verursachten Unkosten zu erstatten schuldig; hoc casu expense rationibus publicis, non improbante camera serenissimi principis nostri, efficaciter & iuste illate sunt: quod in omnibus aliis causis, quibus senatorres innocentiam probant, obtainere ipsa aequitas confirmat.* Si enim accusatio, praecipue moribus hodiernis, quibus levitas hominum accrescit, religio vero iuramentorum & candor ferme consenuit, & magistratus officii sui probe memor quoquis die fere infensos sibi reddere quosdam cogitur, sola attenderetur, nemo innocens forer. Quid autem aequius, quam ut hi, qui officio sibi demandato rite defuncti, & quibus merito praelumtio dolii & negligentiae exclusua succurrerit, si ob id coram commissione vel superiore causam allegare necesse habent, hoc sumtibus publicis peragant? alias enim ipsis officium vere damnosum esset.

§. XXV.

Supra §. 13. breuibus innui, quinam sumtus senatorum ex aerario *Etiam sumtu honoris* publico depromendi. Quid igitur de his expensis sentiendum, quas collegium *vel misericordiae causa* erogare necesse *cordiae causa* haber; an hae rationibus publicis iuste inseri poterunt? finge, quod sapientia collegio ero-
us in facto contigisse memini, collegio senatorio munus patrini deferri, gati ex aerio cinctatis
vel ipsis libros & disputationes publicas inscribi, vel ab alio quodam collegio *solutu-*
senatorio, quod per incendium vel alias calamitates ad incitas redactum est,
eleemosynam efflagitari: certe hos sumtus his casibus, si modice & pro ratione circumstantiarum congrue facti, inter idoneos iure meritoque supplicari, rationes in promptu sunt; idque efficaciter fieri quotidiana docet experientia. Non parum quidem, quod patroni contraria sententiae obiliunt, obstat videtur, quod ex his rebus nihil utilitatis in ciuitatem redundet, sed haec omnia personas duntaxat senatorum attingere videantur, qui exinde soli aliquid honoris, percipiunt, vel si misericordia in alios vti velint, de suo id largiri debent. Verum cum haec omnia, quod suppono, a collegio coniunctim sumto, non autem ab uno vel altero membro eiusdem exiguntur, intuitu officii quod gerunt; iniquum sane foret, si hos sumtus de suis ferre deberent, officiumque sibi damnosum experirentur. Magis sere dubio hoc caret, si forte, quod quidem raro sit, ob sterilitatem vero emolumentorum pro impossibili non habendum, vir peritus collegio senatorio inuitus addicetur, ad quod munus publicum subeundum quempiam cogi posse iuris expediti est l. 14. §. 6. D. de mun. & bon. Nec obstat, multum l. 22. ff. de administr. tut. qua PAVLVS donationes a tute factas pupillo non nocere ait.

Vii



Videtur enim de donationibus superuacuis & temerariis sentire, ut **VLPIA-**
NVS interpretatur, l. 1. §. 5. *de tut. & rat. distr.* Administratoribus enim
 ciuitatum etiam illa, quæ ad honorum & dignitatem collegii tuendam per-
 tinent incumbere arg. l. 12. §. 3. ff. *de administr. & per. tut. euincitur.*

§. XXVI.

Vtrum legatum seabinis qua talibus, adeoque intuitu officii legatum relinquat, heres autem id
vel prætori prestatre renuat, an sumtibus publicis ad illud soluendum cogi possit, quaestio
relictum ab herede ren- cit? Mihi, si quidem testamentum rite sit conditum, nec hi officiales sibi ipsis id
tente sumtri legatum adscripserint, quaestio affirmanda videtur. Testatorem enim hoc casu
bus publicis non personæ, sed officio illius, prospicere, & sic etiam successores in officio
exigunt posse: fructus legati illius percipere voluisse, negari non potest. Cum itaque resolut.

grau. el. Sax. de Ao. 1657. tit. Von Consistorial-Sachen No. 30. expresse cautum,
 vt, si parocho fructus legati relieti in dubium vocentur, ecclesia suis impensis illos asserat & conferuet; quidni argumento huius legis idem de legatis
 officio consulis, prætoris vel scabinorum relietis, statuere liceat? At inquis
 forte, quod officio ecclesiastico maior fauor, quam seculari, debeatur. Enim
 vero licet id certo modo negari nequeat, nihil tamen impedit, quo minus
 etiam membris collegii senatorii suis fauor constet & honor. Neque enim
 obstat arbitror, quod nihil utilitatis ex tali legato in ciuitatem redundare,
 sed res solummodo officiales legato honoratos attingere videatur. Nimirum
 etiam si membris senatoriis intuitu officii de *præcedentia* quam dicunt, lis
 mouetur, vel si de iniuria, qua senatores afficiuntur, aliquem conueniant,
 publicis sumtibus caussam perorari, & iniuriam vindicari posse, plurima pars
 Dd. largitur vid. B. HORN tr. de iur. praeced. dec. 1. qu. 9. quod etiam
præiudicia quam plurima, quae mihi ad manus sunt, diserte loquuntur.
 Cur non aequum legatum administratoribus hisce relictum impensis ciuitatis de-
 fendi poterit? est enim omnino e re ciuitatis, vt membris magistratus sui
 salariis sufficientibus prospiciatur, & successoribus consulatur, ideoque cau-
 sam hanc publicam ciuitatis ex ærario eiusdem defendi, par est.

§. XXVII.

An ciuitas id. Supereft quaestio ventilanda: an si indiuiduum quoddam e collegio
quod indiuii senatorio ad munus certum obeundum vel bona quaedam administranda con-
duum collegii stitutum sit, u. g. si munus prætoris eidam demandatum sit, & iste negli-
senatorii m- gener hoc fungatur, vel culpa sua ciuitati damnum adferat, an hoc in
tuitu officii agit vel ne- *præiudicium* ciuitatis vergere iure statuendum, vel *vtrum collegium, quod*
gligit ratum tales hominem muneri illi praefecit, damnum resarcire teneatur? Teti-
habere tene- git hanc questionem, sed non decidit, Dn. BRUNNEMANNVS in disp.
sua sœpius allegata. de iure principis circa rationes ciuitatum cap. V. n. 65.
& rationem culpæ admissae habendam arbitrio iudicis commendat. Plures
admi-



administratores non separatis portionibus sed pro individuali constitutos damnum datum in solidum praestare teneri ex L. 2. §. 8. l. 3. ff. d. *administr. rerum ciuit.* & ex facto collegæ, qui administravit, subinde beneficium excussionis habere docet. B. MENCKEN. *theor. & prax. pand. ad libr. 50.* tit. 8. §. 3. Ex quo confici credo, indistincte negligentiam & culpam hanc collegæ ad certum officium deputati nec ciuitati nec collegio administratorio imputari posse. Fac enim collegam vel praetorem a senatu constitutum ordinis, beneficio ad munus illud peruenire, ut illa administratio ipsi necessario relinqu debuerit, illumque praesitu principis & praeviae causae cognitione, quæ ferme in omnibus collegiis senatoriis electionem noui collegae a senatu factam, antequam in collegium cooptetur & in illo confirmetur, praecedere solet, huic collegio admotum, & per plures annos illos, quibus ei assedit, diligentiam & peritiam suam abunde comprobasse, postea vero repente in officio suo delinquere damnumque adferre, ut nec ciuitati nec senatu spatium fuerit, collegam vel praetorem admonendi, detrimentumque auertendi; sane hoc casu collegio nihil imputari posse æquitas ipsa loquitur, & ciuitatem damnum hoc, si is, qui illud dedit, non soluendo sit, luere & ferre debere, firmiter credo. Tam subita enim degeneratio collegæ antea communiter pro diligenti & satis rerum perito, ab ipso principe, habitu, & a senatu non de industria, sed ordine ita iubente, ad id munus obeundum deputati, omnino casti fortuito adscribenda est, quem nemo praestare debet; hinc vergit omnino in detrimentum domini, id est, ciuitatis. l. 18 pr. ff. commod. Enimuero, etiam contutoris factum non aliter collegæ imputatur, quam si potuit, & debuit illum, suspectum facere, aut satisfactionem petere: sed si idoneus subito lapsus est, nihil collegis imputari potest l. 14. D. de *administr.* & *peric. tut.* Piis causis etiam alienationem a praelato factam, inscio collegio, tanquam ipso iure nullam impugnare licet. C. I. X. *de H.* quæ fiunt a *prælat.*

§. XXVIII.

Subsistendum hic nec ulterius excurrendum esse puto, ne nimium exerecant pagellæ hæc. A doctoribus forte hæc materia latius excussa est, caususque obuenientes facile ex superioribus decidi possunt. Quæstionem satis arduam ac spinosam addere placet, de *iurisdictione magistratus urbici*, cui *Quid iuris,* Dd. recentiores non amplius *patrimoniale tribuere*, sed illam potius *praefi collegium diatoriam dicere & a personali & patrimoniali distinguere malunt, quod fe-* *iurisdictione priuetur?* cerunt Dn. ab o P P E L diss. de *iurisd. patrim.* §. 12 seq. Dn. G RÆFF diss. inaug. *de iuribus præcipuis & singularibus iurisd. patrim.* cap. 2. §. 1. & Dn. THOELDEN diss. inaug. sub *prædio excellentiss. MENKENI* habita *de iure conueniendi subditos in proprio iudicio* §. 8. quæ distinctione fundata sit, in *præsentiarum excutere non attinet: certa illam plerumque in patri-* *Fasc. IV.* Q monio



monio ciuitatis esse, & hanc ipsi vel eius nomine collegio senatorio, in quod ciuitas iura sua transstulit, & que ac aliis dominis iurisdictionibus pari effe-
ctu competere ipsi Dd. citati largiuntur. Ponamus igitur casum, collegium senatorium seu administratores ciuitatis iurisdictione adeo abuti, vel plane non inquirendo in delicta vel nimium saeuendo in subditos, ut princeps il-
lis iurisdictionem in totum & plane auferat, an ciuitati ipsi iurisdictione vide-
bitur ademta? Negatiuam tueri sententiam nou vereor. Etsi enim prin-
ceps omnis iurisdictionis fons & autor esse solet, & patrimonialis ab eo sub-
ordinate conceditur, & haec concessio in dubio præsumitur, v. B. M E N-
C K E N I V S præceptor quondam meus grata mente nunquam satis veneran-
dus, *theor. & prax. pand. ad tit. de iurisd. §. XI.* & hinc ipsi pro re nata
magistratui inferiori commissarium adiungere, imo causam aliquam ipsam
quandoque auocare licet, quod tamen non nisi ex causis prægnantibus & haud
ita frequenter fieri videoas v. O. P. S. R. tit. l. §. 9. quoniam tamen iurisdictione
patrimonialis, vel si maiis, prædictoria, titulo oneroso, quo plerumque
ciuitates illam obtinuerunt, territorio & districtui ciuitatis acquisita, & sum-
tus ad illam adipiscendam procul dubio ex ærario ciuitatis depromti fue-
runt vix statuere licet, iurisdictionem hanc plane interire & districtum illa
penitus exui posse. Præsupponit enim haec priuatio culpam latam vel potius
latissimam administratorum, quæ in causis ad patrimonium pertinentibus
dolo æquiparatur. l. I. §. 1. ff. si. mens. fals. mod. dix. ex quo sane patrimo-
nium seu districtus ciuitatis ipse prægrauiari vix potest, sed innocentia, ciuitati
eiusque posteris non immerito principis gratia succurritur.

XXVII.

D I S S E R T A T I O

DE IVRE MILITIS AVXILIARII APVD GENTES LIBERAS ET IN S. R. IMPERIO.

VITEMBERGAE, AD D. XV. FEBR. A. Q. S. P. E. M DCC XXXVII.

*Necessitas so-
cietas &
auxili.*

§. I.
Natura quidem studiosius a periculis cauere, quam voluptatem sim-
plicem ac nudam. & commoditates vitæ, appetere videmur. Quæ res om-
nino habet rationem: quandoquidem, qui in periculis versantur, non so-
lum

lum sensu calamitatis affliguntur, quam fugiunt; sed fructu etiam voluptatis & commoditatum carent, quas desiderant & quaerunt, adeoque duplex incommodum accipiunt, dum securitatem perdiderunt. Qua re efficitur, ut omnes quidem *metu* malorum vehementius, quam *spe* commodi futuri & desiderio, afficiamur. Igitur, quamvis hominum inter se consuetudo & gratia multas omnino parat & mirificas iucunditates; tamen non immerito dubites, utrum homines cum hominibus fidem & *amicitiam* iuncturi essent, nisi ipsa *ut necessitatibus* illorum societas contineretur. Enimuero non minus est, quod homo ab homine *timeat*, quam quod *speret* & *exspectet*: ut sit satius subinde, quorundam deserere consuerudinem, propter nocendi facultatem, quam in hominibus suspectam esse intelligimus, quam ad amicitias se adiungere, propter plenam periculi commoditatem. Sed periculorum quidem *metum*, & suspicionem perfidiae, qua disiunguntur hominum animi, & sociates segregantur, tandem superauit & excusit *indigentia* naturae, & desiderium *salutis*: quam cum segreges & solitarii inuenire & defendere non possent, aut singuli perire, aut comparare sibi *auxilia*, fidem & amicitiam colere, in aliorum clientelam se conferre, & homines cum hominibus *societatem* salutis & periculorum coire debuerunt. Nimirum, cum natura diuiserit atque inter singulos distribuerit copiam illarum rerum, quæ ad bene beataque viuendum pertinerent, ut sibi quidem nemo facile sufficeret, sed & singuli tamen haberent, quo aliorum inopiam & calamitatem subleuare possent: denique, cum illorum bonorum, quorum alter egeat, in altero plerumque sit maxima facultas; necesse fuit, hominem homini *auxilio* esse, & subsidio venire, singulos de suo aliiquid promere, atque in commune conferre, alium cum alio connecti atque colligari: ut, quod neuter per se querere & tueri posset, id utique viribus coniunctis assequatur. Ad quam necessitatem cum accederet *desiderium coniunctionis*, a natura nobis attributum, sensusque maximæ dulcissimæque voluptatis, quam ex ipso studio amicitiae mutuaque voluntate percipimus; ita conglutinatæ & conexæ sunt hominum sociates, ut fere obscurum esse videatur: utrum illi, qui opem & auxilium ab aliis impetrant, an hi, qui in necessitatibus amicis subueniunt, ipso vsu officiorum & amicitiae, blandius afficiantur. Quæres ita animos hominum occupauit, atque ita penitus in illis insedit, vt omnes ætates, omnes nationes, omnes ordines, non solum mature circumspiciant *auxilia* & sibi adiungant, sed etiam concurrant in necessitatibus ad opem inter se ferendam: utique nemo tutum se existimet, nemo conquiescat, nisi habeat omnino unum, in quo spem & fiduciam ponere, quem in subsidiis collocare possit, ad quem confugere, cuius fidem aliquando inuocare. Hinc, quod *ELAVTUS* in *amphitruone* ait, confidentiores sunt

Q 2

pueri



pueri, si ipsis aduersus matris seueritatem sit auxilium in patre: hinc matres omnes filiis, quod SYRVS affirmat apud TERENTIVM ^{a)}

In peccato adiutrices, auxilio in paterna iniuria.
esse solent: hinc parentes suos liberi defendant, vicini in calamitatibus concurrunt ad vicinos: hinc gens gentem in periculo appellat.

§. II.

Sponte etiam Igitur a natura, ad iungendam societatem, ferendamque opem & auxilia sub-xilia in necessitatibus amico submittenda inuitamus. Sed inter gentes qui mitti possunt plerumque auxilia foedere sociali & pactione comparantur, quandoquidem generaliter illa officia, quæ nec semper, neque cuilibet promiscue debentur, vix tuto exspectari possunt, nisi & necessitatem tuam alteri ostenderis, & spem feceris, gratiam relatum iri, & fidem pactis atque stipulatibus firmaris. Sed videamus, an non sponte etiam offerri possint & submitti debeant interdum auxilia, quamvis non petantur, aut quamvis non sint foedere promissa. Et GROTIUS ^{b)} quidem optime quatuor habet genera auxiliorum: primum illorum, quibus imperari potest, vt in necessitatibus succurrant: alterum vero sociorum, quorum fides foedere nobis est obstricta: tertium amicorum, cum quibus consuetudine & gratia coniungimur: quartum denique, quod latissime patet, omnium hominum, quos humanæ conditionis miseratio, & communis illa omnium societas, ad ferendam opem & calamitatem aliorum profligandam, euocare posse videatur. Sed illud quidem PVFFENDORFFIO non placuisse video, qui ^{c)} negat, posse homines liberos ab hominibus defendi, nisi speciali quodam vinculo sociatis coniungantur. Enimvero periculosum exemplo esse, ait, inter homines liberos, si quis audeat litem alienam iudicare, & quasi iudicis sibi partes sumere, cum inter alios armis contenditur de causa: liberam cuique de rebus suis statuendi relinquendam potest esse, neque in iure suo quemquam interpellari posse, neque alienam denique iniuriam ad nos omnino pertinere, nisi foedere & pacto obstringamur.

Sed mihi quidem illa PVFFENDORFFIT magis a timore, quam a virtute & cogitatione officii, profecta esse visa sunt. Neque enim intelligo, cur pactio liceat in alterius se amicitiam adiungere & auxilium laboribus ex foedere praestare; sed idem illud non permitti debeat, si illud a nobis non fuerit promissum. Enimvero si non liceret de aliena iniuria cognoscere, in naturali liberrate; ne pactis quidem effici posset, vt ferre auxilium liceret. Nemo enim potest, nisi de re licita, efficaciter pacisci. Si igitur tunc iniusta sunt auxilia, si sponte offeruntur: cur post sociale foedus admittuntur: aut, si foedere promitti possunt, cur non remitti potest alteri

^{a)} TERENT. Heaut. V. 2. 39. ^{b)} GROT. 2. 25. §. 3. 4. §. 6. ^{c)} PVFFEND. iur. nat. & gent. II. 5. §. 6.



alteri necessitas petitionis, cur non sponte offerri illud, quod, si promissum esset, deberetur: cur non communī consilio concurri ad calamitatem aliorum subleuandam, si res & caussa opportuna esse videatur. Nisi forte etiam incendium a viatoribus non extingui potest, nisi ad ferendam opem aduocentur? quia posset incertum esse, an non dominus suae voluptatis & animi caussa ædes suas incenderit, & fumum excitarit. Hac fere criminatione ARIOVISTVS aduersus CAESAREM d) vſus est, cum hic ad defendendam Aeduorum iniuriam in Galliam cum exercitu venisset. „Negabat enim Romanis foedus esse cum Aeduis, neque in aliis bellis Aeduos a Romanis exercitu defensos. Simulari ab illo amicitiam, dum Aedui defenserentur..“ Sed recte quidem CAESAR e) non pati, respondit, consuetudinem populi Romani, ut socios optime meritos desereret, qui amicos non modo nihil sui deperdere, sed gratia etiam, dignitate, honore auctos esse velit: recte idem etiam alio loco, cum Suessionibus aduersus Bellouacos subueniret, ad dignitatem suam pertinere iudicauit, nullam calamitatem socios optime meritos accipere, &, propter exemplum referre, ut exercitu defenderentur, quamuis nec facere obstringeretur, nec Suessiones & Aedui auxilia a populo Romano petiissent. Nimirum omnes omnino homines liberos, quasi administratos quosdam diuinæ voluntatis, hac lege natos esse nouimus, ut nihil ab ipsis intermitatur, quod ad sanciendam fidem, iniuriam propulsandam, improbos nefariosque coercendos & in officio continendos, pertinere posse videatur. Igitur, si manifesta sit iniuria, non solum licet succurrere oppreso, sed ne possimus quidem quiescere sine igaominia, aut sine proditionis quadam nota laborantem deserere, ad quem sine periculo & in commodo defendendum copiae & facultates suppeterbant. Optime enim TVLLIVS f) qui non defendit, inquit, nec obſtit, si potest, iniuria, tam est in vitio, quam si parentes, aut patriam, aut socios deseruerit: idem etiam alio loco g) gratias egit Deiotaro, qui ad ipsum in prouincia legatos miserat, se cum omnibus suis copiis in castra eius venturum esse. In epita etiam Ariouisti excusatio, qua aduentum suum in Galliam purgabat: h) Rhenum se non transisse sua sponte, sed rogatum atque accitum a Gallis, quasi non sponte liceret auxilium ostendere afflitis. Illud vnum cauendum est, ne quid temere, & inconsulto, & caussa nondum cognita, non manifesta iniuria, suscipiatur.

Sed in ciuilibus societatibus adstrictior est facultas auxiliū ferendi: esset enim periculum, ne per illam occasionem res publica concursationibus improborum, & tumultibus perturbaretur: & commodius per iudicem res illa

Q 3

po-

d) CAES. bell. Gall. I. c. 44. e) Id. I. c. 43. §. 8. & c. 45. §. 1. f) CIC. de offic. I. 7. vid. DIOD. sic. I. 77. g) CIC. ep. ad fam. XV. 4. §. 9.
h) CAESAR bell. Gall. I. 44.



poterit administrari, in quo omnes *commune auxilium* habebunt. In *necessitatibus* tamen *repentinis*, tantum abest, ut scelere contaminentur, qui ad ferendam opem conuenerunt: ut vel iniuti aliquando concurrere, atque ad iniuriam prohibendam vires & studia conferre teneantur. MARCIANVS enim l. 6. D. ad l. Pompei de parricid. etiam extraneos, qui cognouissent, matrem parricidium moliri, puniendos esse, ait, quasi parricidas, cum indicare, & prohibere potuissent. Idem & MODESTINO atque ARRIO MENANDRO in militibus placuit, ut, qui praepositum, cum possent, non protexerint, illum occidisse videantur, l. 3. §. 22. & l. 6. §. 8. D. de R. mil. Cum contra, qui ciuem aut socium seruasset, quamuis iniusu, corona ciuica donandus esse videretur. i) Illustre est exemplum eiusmodi auxilii apud CÆSAREM k) T. PVLFIONIS & L. VAREN, qui cum per multos annos summis similitibus contendissent, tamen in certamine & periculo alter alteri *inimicus auxilio* salutique fuerunt, ut diiudicari non posset, vter vtri virtute anteferendus videretur. Imo vero Germanorum etiam militaribus legibus subinde milites, etiam extra praelium, succurrere in rixa & periculo commilitoni, ipsumque cum aduersario reducere in gratiam iubentur. Reuterbest. d. A. 1570. art. 74. Item: Da einer oder nicht mit dem andern uneinig worden, und mit der That an einander wachsen, so soll ein jeder der solchen Unwillen siehet, oder erfähret, und dabey ist, Fried nehmen, und darauf die vertragene Partheyen denselbigen Frieden stracks unverwiedert zu halten schulig seyn, so lang die Feldbestallung wehret.

§. III.

Auxiliares Sponte igitur subinde ostendi potest *auxilium* amico vel inimico labomilites in Ro- ranti; sed *precibus* plerumque impetratur: in periculis maxime, in quibus manorum ex-res per vim administratur. Itaque inter gentes liberas in primis frequentissimi exercitu olim a de auxiliis tractatus: cum iusta illis sint arma, qui nullam spern, nisi in associis seiu- gebantur illi mis, habent. Romani quidem certe, qui non minorem bello, quam pacis & periculosis artibus, gloriam adquisuerunt, nihil facile sine auxiliis tentabant. VEGE-reipublicæ & TIVS enim l) exercitum Romanum tam legionum, quam etiam auxiliorum, utiles fue- nec non equitum, ad gerendum bellum collectam multitudinem, appellat: vt solae ciuiles copiae nomen iusti exercitus non habuisse videantur, nisi auxiliis adjunctis. Illud Latini aliquando apud LIVIVM m) Romanis obiecerunt. Socialis, inquiunt, excercitus est is, quo adjuncto duplicatis vires vestras, quem secernere a se nolunt consules, bellis propriis ponendis sumendisque. Sed VARRO quidem n) auxilium ab auctu appellari, ait, cum accesserint, qui adiumento essent, alienigenæ. Idem etiam FESTO o) videtur, qui auxiliares, inquit,

i) PLIN. hist. nat. 16. 4.

m) LIV. 8. c. 4.

n) VARRO de lat. ling. IV. p. m. 24.

k) CAES. de bello G. V. 44.

o) FESTVS de

verb. sign. v. auxiliares.

l) VEGET. III. 1.

o) FESTVS de



inquit, dicuntur, in bello socii Romanorum exterarum nationum, dicti ex græco vocabulo ἀνέγησις, quod nos, verum crescentium auxiliorum, appellamus. Idem M. TULLIUS p) in prouincia, ut iustum exercitum haberet, se ex SCto, ait, etiæ catorum firmam manum, & equitatum satis idoneum, & populorum liberorum regumque sociorum auxilia voluntaria comparauisse. Igitur vides, & *sociale exercitum, externa auxilia* Romanis copiis adiuncta esse, cum in bellum proficerentur. Olim quidem certe *Latinos* in primis, & *Italæ* gentes, *sociale cætum*, socialia agmina, non *auxilia*, appellarunt. Sed *auxilia* ab *exteris* accipiebantur & postremo loco habebantur. Aperte PLINIVS, q) militi, qui militem *auxiliarium*, imo regem etiam auxiliiorum, in prælio seruauit, *coronam ciuicam* non dari, ait; quamvis POLYBIVS r) milites ob *socium* seruatum σωσαντάς τινας πολιτῶν ή συμάχων coronari affirmer. De qua re deinde locus erit exponendi. Igitur inter *socios*, & *auxilia* discrimen aliquod admissum. Sed postea, cum ciuitas non solum cum Latinis, sed cum Italis etiam communicata est, illi magis inter legiones & ciuilem exercitum recepti; atque ex his fere temporibus utrumque & *sociorum* & *auxiliorum* nomen *externis* tantum copiis tributum, quæ sub Romano-rum auspiciis aduersus hostes ducebantur. Multa de illo argumento SPANHEMIVS, s) quaedam etiam LIPSIUS t) obseruavit, quos exscribere non vacat. Certe ex illo tempore *legionibus auxilia* diu taxat opponuntur; & *sociorum* copiae *auxilia* subinde appellantur. TULLIUS enim illo, quem supra excitaui loco u) librorum regum, & *sociorum auxilia* laudauit: ut nihil inter *socios*, & *auxiliares* interesse, sed tamen miles *auxiliarius* legionario contemtior fuisse, videretur. Aut omnia me fallunt, aut eo sensu PLAVTUS x) *auxilia a legionibus* sciungit:

Augete auxilia, viatis vestris legionibus & ASINIVS POLLIO in epistola ad M. Tullium, y) militem, inquit, non solum *legionarium*, sed ne *auxiliarium* quidem ullum, quoquam nisi: ut ostenderet, minus momenti in *auxiliis*, quam in *legionibus*, fuisse. Sed magis explicate VEGETIVS z) *legionibus* semper *auxilia*, tanquam leuem armaturam in acie adiunctam esse, docet, ut exercitus in his magis præliandi *adminiculum*, quam *principale subsidium*, haberet. TACITVS a) etiam obseruat singulis *legionibus* certa quædam *externa auxilia* adiecta. Batauorum enim cohortes quartæ decimae *legionis auxilia* fuisse, ait, quasi ipsis solis non tuto aliquid committi potuisse videretur. Imo vero idem ille VEGETIVS b) *auxiliares*

con-

- p) CIC. epist. ad fam. L. 15. 4. 4. q) PLIN. hist. nat. 16. 4. r) POLYB.
hist. L. 6. p. m. 483. s) EZECH. SPANH. de orbe Romano, exerc. I. c. 9.
& 10. & exerc. II. 21. t) LIPS. de re milit. I. 1. dial. 7. p. 44 sqq. u) CIC.
ep. ad fam. XV. 4. §. 7. x) PLAVT. Cistell. II. 1. 3. 7. y) CIC. ep. ad
fam. 10. 32. §. 12. z) VEGET. de re milit. II. 2. a) TACIT. hist. I. 1.
c. 59. b) VEGET. l.c.



conduci ad prælum ex diuersis locis, ait, ex muneribus diuersis venientes: nec disciplina inter se, nec notitia, nec affectione consentire: alia inter illos instituta, alium armorum usum frequentari: et necesse omnino esse, ut tardius ad victoriam perueniant, qui inter se discrepent, priusquam dimicarent.

Sed **LIVIUS** ^{c)} etiam aliud incommode in auxiliis obseruat, quod, prout præmiis & sollicitationibus & mercede & cupiditate ducerentur, facilius in alterutram partem inclinarent. Deserti enim Romani a Celtiberis in Hispania, quos Asdrubal seduxerat, triste exemplum pro documento habuerunt, ne ita *externis* credant auxiliis, ut non plus sui roboris suarumque proprie virium in castris habeant. Eandem fere notam **TACITVS** ^{d)} Germanorum copiis inussit: quas a Gallis auxilio accitas, non solum hostibus, sed etiam sociis imposuisse seruitum, ait.

Itaque periculosa libertati & suspecta plerumque auxilia Romanis videbantur. Sed idem ille **TACITVS**, alio loco, ^{e)} magnum ait, momentum fuisse in auxiliis Batavis in primis, fortunæ aut secundæ, aut aduersæ, prout illa inclinassent; ut, non frustra in exercitu fuisse auxilia, intelligatur. Ali quando etiam Galli, nihil validum esse, in exercitu Romano, nisi quod exterrum esset, obseruarunt. ^{f)} Et iudicem alio loco ^{g)} prouincias sanguine prouinciarum potius, quam Romano milite deuictas, ajunt. **TACITVS**, etiam ingens decus victoriae: Iulii Agricolæ accessisse, credit, quod *contra Romanum sanguinem* bellasset, dum incitatos ruentesque ita disposuit, ut pedum auxilia mediam aciem firmarent, equorum tria millia cornubus affunderentur, legiones pro vallo starent, tunc demum assuturæ, si auxiliares pellerentur. ^{h)} Itaque commodius bellum per auxilia administrari credebantur, quia duces, adhibitis auxiliis, Romano sanguini parcebant. Sed auxiliares & virtute interdum Romanos superabant: non raro etiam fide & constantia gloriae adepti. **CAESAR** enim aliquando ⁱ⁾ castra diligentius & acrius a Thracibus barbarisque auxiliis defensa esse, docet, quam a cohortibus Romanis, quæ ibi præsidio relictæ erant. Certe extraordinarios milites, ex auxiliis ad præsidium ducis in primis selectos fuisse, ob virtutem, etiam **POLYBIUS** ^{k)} obseruat, cum illorum se fide Imperatores commodissime defendi arbitrarentur. Sed de his deinceps locus erit admonendi. **Augustus** etiam Batavorum extraordinariam cohortem præsidium corporis sui esse voluit, si **DIONEM** ^{l)} audiamus. Et cum omnia Romæ suspecta essent, **NERO** Germanis, tanquam *externis* maxime fidebat. Idem fere ab aliis principibus frequentatum, donec Galba Imperator Germanorum cohortem, quod **SVETONIVS** ait, ^{m)} a Cæsaribus olim ad custodiam corporis institutam mul-

^{c)} LIV. l. 25. c. 34. ^{d)} TAC. hist. 4. c. 73. ^{e)} TAC. hist. I. 59. ^{f)} TAC. hist. annal. 3. c. 40. f. ^{g)} Id. hist. 4. 17. ^{h)} Id. in vita Iuli Agric. c. 35. ⁱ⁾ CAESAR de b. ciu. III. c. 15. ^{k)} POLYB. l. 6. hist. p. 472. ^{l)} DIO CASSIVS l. 55. p. 647. edit. Steph. ^{m)} SVET. in Galba, c. 12.



multisque experimentis fidelissimam, dissoluit, ac, sine ullo commodo, in patriam remisit.

Sed haec vtcunque fuerint, semper quidem robur exercitus, & nervus in legionibus fuit: a quibus *auxilia* contemnebantur. **V E G E T I V S** enim ⁿ⁾ documento esse magnitudinem Romanam, ait, quæ semper cum legionibus dimicans, tantum hostium vicerit, quantum vel ipsa voluerit, vel natura rerum permiserit.

Ex hac causa *auxiliarii* non solum gradu militiae, sed etiam nominibus plerumque a *civili* exercitu sciungebantur. *Legionarii* enim milites proprio & domestico nomine in *cohortes* distributi sunt. ^{o)} Sed **T V L - L I V S** ^{p)} auxilia a cohortibus distinguit. Auxiliorum enim cœtus alœ potius, quam cohortes, dicebantur. Cæsar certe *auxilia*, quæ legionariis militibus opponit, milites *alarios* appellat. ^{q)} **L I V I V S** etiam *sociorum* equitum *alam* nominauit. ^{r)} Et idem, quem antea adduxi, *Cæsar*, M. Varro nem, delectu habito tota Hispania cohortes XXX. *alarias* coegisse. ^{s)} Raro certe auxiliares copiæ *cohortium* nomen acceperunt, nisi aliud nomen fuerit adiectum. Apud **L I V I V M** ^{t)} tamen *extraordinarias* cohortes inuenio, quas ex auxiliis delectas, ad præsidium consulis & custodiam corporis, supra fuit obseruatum. **T A C I T U S** etiam aliquando cohortes Batauorum auxilia legionis decimae quartae, appellavit. ^{u)} Sed alio loco, apud eundem **T A C I T U M** occurruunt *ala* Batauorum, ^{x)} *ala* Britannica, ^{y)} Picentina, ^{z)} Treuerorum, ^{a)} alœ Mæsicæ & Pannonicæ, ^{b)} & Rheticae, ^{c)} *alares* milites, a legionaris sciuncti ^{d)} *alares* Pannonii, robur equitatus ^{e)} equites *alarii*. a legionariis distincti. ^{f)}

Multum igitur intercerat inter *auxilia* & legiones. Sed illud attinet monere, extremis temporibus, postquam ciuitas omnibus communicari cepta, nihil purum, nihil sincerum in exercitu fuisse. Non solum enim *exteri* accepti inter legiones, sed *cives* etiam subinde in alis *auxiliariorum* militare maluerunt: ut videatur vtriusque militiae usus promiscuus fuisse, & *auxilia* a legionibus duntaxat disciplinae & pugnae genere distincta. **G A L B A** enim, si **S V E T O N I U M** audias ^{g)} ex plebe Hispaniae, & legiones & auxilia conscripsit. Et **V E G E T I V S** auctor est ^{h)} plerosque in *auxiliis* potius, quam in legionibus, militiae sacramenta percepisse, quia res commodius in auxiliis administrari videretur. Sed hoc quidem loco & pretio apud Romanos *auxilia* fuerunt.

§. IV.

- ⁿ⁾ *V E G G.* de re milit. II. 2. ^{o)} Id. ibid. II. 6. ^{p)} *c. c. ep. ad fam.* XV. 4. 17.
^{q)} *C A E S.* b. G. I. 51. ^{r)} *L I V .* 35. 5. ^{s)} *c. c. s. b. G. II. 18.* ^{t)} *L I V .* 34. c. 47.
^{u)} *T A C I T .* I. 59. ^{x)} *Id. IV. 18.* ^{y)} *Id. hist. III. 51.* ^{z)} *Id. hist. IV. 62.*
^{a)} *Id. hist. II. 14.* ^{b)} *Id. hist. III. 2.* ^{c)} *Id. hist. I. 68.* ^{d)} *Id. hist. II. 94.*
^{e)} *Id. ann. XV. 10.* ^{f)} *Id. ann. IV. 73. XIII. 27.* ^{g)} *S V E T .* in Galb. c. 21.
^{b)} *V E G G.* de re mil. II. c. 3.

Fasc. IV.

R



§. IV.

Voluntaria auxilia Magnus igitur apud liberas gentes *auxiliorum* usus in exercitu. Ab *auxilia publica & priuata* inuitis tamen gentibus exigi *auxilia* non possunt, nisi ex foederis formula subinde debeantur. Sed de his quidem, quae ex *sociali pactione* submituntur, & *necessaria* vocantur, deinceps locus erit disputandi. Iam de *voluntariis* in primis videamus. Sunt enim illa varii generis, atque in *publica & priuata* diuiduntur. *Publica*, quae a gente libera vicino sponte in repentinis necessitatibus auspiciis publicis mittuntur: de quibus antea a nobis disputatum. Sed *priuata* sunt, cum ab exteris principibus milites, in alieno territorio, non quidem auspiciis principis, eius regionis, sed bona tamen eius cum *venia*, conscribuntur. Est & aliud genus *auxiliorum*, dubiae naturae, & *quasi publicum*, cum ab ipso quidem externo principe, aut eius nomine, apud alias gentes liberas *auxilia* conscribuntur, sed illae gentes tamen, apud quos milites pro exteris leguntur, ex *foedere* tenentur, ut externo principi permittant militem voluntarium in ipsorum ditione scribere. Quæ species apud *Heluetios* in primis subinde frequentatur. Sed de his quidem auxiliis postea monebo. Iam quidem primo de *voluntariis priuatis* videamus.

Ipsa certe necessitas gentes docuit, ut, si nec ipsæ domesticis copiis valerent, neque usus amicitiæ cum vicinis esset, mitterent legatos, qui *voluntaria auxilia* pararent. Hæ sunt *conductiæ* ceteræ, quas in Bœotiorum exercitu NEPOS obseruavit. ⁱ⁾ Enimvero reges Orientis, quod IUSTINVS affirmat, ^{k)} nulla omnino bella sine mercenario Gallorum exercitu, id est, sine illorum *auxiliis voluntariis* gesserunt. Neque enim facile priuati, citra regis sui auspicia, nisi mercede conducti, alienam militiam subiungunt. Quapropter *priuata* illa auxilia plerunque *mercenaria* dicuntur. LIVIVS obseruat, ante bellum cum Annibale, Romanos *mercenarium* militem in castris nunquam habuisse, sed tunc in Hispania demum Celtiberos *conductos*. ^{l)} Sed constat non solum ante illud tempus, in primo bello Punico, quod ZONARAS ^{m)} testatur, sed etiam postea saepius, *auxilia voluntaria* spe mercedis, vel stipendi, in magnis necessitatibus a Romanis contrafacta esse. M. etiam TULLIVS in prouincia se populorum liberorum *auxilia voluntaria* comparasse gloriatur. ⁿ⁾

§. V.

Voluntaria auxilia Germanis quidem semper gloriosum fuit, non solum fines tueri, & Geritanorum parta viriute militiam defendere, sed etiam locis & amicis *auxilia* mittere, auxilia & subsidio venire. Certe priuatis, a prima gentis origine, permisum, exte-

ⁱ⁾ NEPOS in Chabria sub init.

^{k)} IUSTIN. L. 25. c. 2.

^{l)} LIV. 24. c. 49. f.

^{m)} ZONARAS apud Lips. de re milit. L. 1. dial. 7. p. 45.

ⁿ⁾ CIC. ad fam. XV. 414.



exteris etiam virtutem suam commodare, & apud gentes liberas extra patriam in auxiliis militare. Illa enim insignis species Germanicae libertatis ap-*Libertas Ger-*
pellatur, quod liceat priuatis, apud exteris, periculum virium suarum fa-*manica.*
cere, & in castris altarum nationum arma fere: modo gloriae quærandæ
& virtutis exercendæ caussa ad exteris commigrent. Non attingam antiquissima tempora, de quibus CAESAR & TACITVS & omnes veteres testantur. Ipsi enim proceres Germanicæ in recessu imperii Spirensi d. an. 1570. §. 4. de hac re fidem faciant: Haben Wir uns juförderst erinnert,
wie es im heiligen Reich Deutscher Nation von Alters her eine lobliche
Gestalt Teuscher Freyheit, um Ehre und Ruhm, mit Ritterlichen Thaten,
frembden Potentaten, ohn alles Beleydigen des Vater-Landes und
dessen Angehörigen zu dienen, gehabt. Item in R. Imp. AVG. d. a. 1582.
§. 31. Ferner, ob wohl im H. Reich Deutscher Nation von Alters diese
Freyheit gebraucht. frembden Potentaten, um Ehre und Ruhm, mit
ritterlichen loblichen Thaten, ohn alles Beleydigen so wohl Unser, als auch,
des H. Reichs, dessen angehörigen Ständen, Unterthanen, und Schirms-
Verwandten, zu dienen: Etiam nouissime in Capitul. Carol. VI. art. §.
und dieweil ic. *Principes electores* illud luculente affimarunt; Und die-
weil denen frembden Potentaten se zu Zeiten im Reiche ihre Werbungen
anzustellen, wohl verstatte wird, auch in dem Instrumento Pacis, und be-
nen Reichs-Constitutionibus vorhin zur Gnige versehen, wie weit einem
Stande, oder Angesessenen des Reichs, sich bey Auswärtigen in Kriegs-
Dienste zu begeben, oder einzulassen, erlaubt; So sollen und wollen Wir ic.
ic. Neque enim posteri libertatem illam priuatis omnino ademerunt: sed
abusus tantum, cum incommodo S. R. Imperii coniuncti & latius grassati,
sanctissimis constitutionibus coerciti, atque res in ordinem redacta. Itaque pla-
cuit hanc libertatem legibus quibusdam continere, ne quis illa licentiosius
& eum patriæ periculo vtatur. De his, operæ pretium est, vt paucis expo-
namus. Inprimis vero, ne sua sponte milites confluant, aut, conspiratione
facta, vagentur cum tumultu, quasi militaturi, aut a priuatis, *seditionis*
caussa, iniussa magistratus, se legi & in numerum referri patientur, se-
uere interdictum: illud enim ad vim spectare videbatur. Ita In R. I. *Vorma-*
tieni: d. a. 1564. §. 15. studiose captum: Dass in allen Chur-, Fürst-, Fürsten-
thümen, und Gebieten, die Vergaddungen des Kriegs-Volks, welches
sich, selbst eignes Vorhabens, ohne Vorwissen, und Erlaubniß der
ordentlichen Obrigkeit, zusammen schlagen möchte ic. ic. keines Weges
geduldet werden sollen ic. ic. So sezen ic. ic. Da jemand, wer der auch wä-
re, sich unterstehen würde, Kriegs-Volk, aufzuhwickeln, und zu versam-
len, dass derselbe Stand und Obrigkeit, ihres Vermögens, solches unver-
füglich abschaffen, und keines Weges gedulden sollte.



§. VI.

Non tamen. Deinde placuit, Germanos, quamvis exteris principibus militaturos, legi possunt, a nemine, nisi a Germanis praefectis & centurionibus, conscribi. Ignominia a praefectis & ducibus Germanis osum enim videbatur, illos ab alienigenis in numerum referri: & periculum, in nostro exteris esse aliquam omnino potestatem. Peccata etiam grauisima in illos constituta, qui exteris, militem legentibus, obtemperent, atque illis nomen dare audeant, nisi praefectus natione Germanus huic rei administrandae ab exteris adhibeat. Neque potest deinde inter Germanos ad militiam admitti, aut ad ullum eius gradum adspirare, qui exteris se venderit, contra militarem disciplinam. Ita constitutum art. 216. der Reuter-Bestallung, in comitiis Spirensibus d. a. 1570: promulgatae. Nachdem auch den Teutschen Obersten, Rittmeistern und Hauptleuten, vermöge der teuften hergebrachten Libertät und Freyheit zc. zc. zugelassen und frey ist, frembden Potentaten teutsch Kriegs-Volk zu zuführen, und aber jehiger Zeit, andere, so nicht gebohrne Teutsche sind, sich dessen auch unterstehen, und gebrauchen wollen, daraus allerhand Verkleinerung und Nachtheilung der Teutschen Nation endlich erfolgen mag, So soll hinsichter keiner Person, frembder Nation, die im Reich, oder dessen Schutz und Schirms angehörigen Landen nicht gesessen, verstatet werden, Teutsch Kriegs-Volk zu Ross oder Fuß, als ein Obrister, Rittmeister, oder Hauptmann, anzunehmen zc. zc. Und da solches von einer frembden Nation Obristen, oder Befehlshalber im Reich fürgenommen würd, soll solches alsbald durch die Kriegs-Obristen, oder Uns selbst abgeschafft, und gewehret werden. Es sollen auch diesenigen, so sich unter frembden Obersten und Befehls-Leuten bestellen liessen, darum von ihrer Obrigkeit, darunter sie gesessen, gerechtfertigt, und gestrafft, auch ferner unter keinen teutschen Regiment geduldet und gelitten werden.

§. VII.

Contra imperium eiusque id est, contra Germaniam, S. R. Imperium eiusque ciues, socios atque foederatos, militare Germanis non permisum: sed in primis patriæ, eius sociis & amicis hanc operam nauandam. Expressa enim cautum, ut saluis rebus missa sunt auxilia vo- patriæ, ohne alles Belaydigen des Vater-Landes und dessen Angehörigen, in luntaria. externam militiam concedant. Imo vero placuit, Germanos, qui apud exterros mereant, expressa hoc pacisci, ne inquam contra Germanos in aciem ducantur. Reuter-Bestallung d. a. 1570. art. 217. Soll das teutsche Kriegs-Volk, und alle diesenigen, so von frembden Potentaten in Bestallung und Pension, oder Jahr- und Dienst-Geld angenommen werden, in ihren Bestallungen, und Pension-Brieffen, ausdrückl. vorbehalten, daß sie sich wider das H. Reich Leutcher Nation, und das geliebte Vater-Land, oder einigen

einigen Stand dessen, weder offensive, noch defensive, nicht gebrauchen lassen &c. &c. Quod si quis ausus fuerit, hostibus patriæ, vel horum federatis, opem ferre, vel in illorum exercitibus militare, ipse uidetur hostis patriæ & perduellis. Ita in capit. Joseph. art. 15. Und da einer bey einen in comitiis imperii declaritten, oder sonst wischenlichen Reichs-Feinde, oder dessen Bundsgenossen, und Helfers-Helfer Kriegs-Dienste annehmen würde, wollen Wir wider denselben, als einen Reichs-Feind, mit Conscriptur der Güter, auch sonst nach Anleitung der Execution und Reichs Ordnungen, auch gemeinen Rechten, mit aller Schärfe verfahren, dergestalt, daß selbiger auch an seinen Erb- und Lehnshäften, Anwartschaft und Rechten, auch Haab und Gütern, Aemtern und Dignitäten, oder auch, da man ihn ertappet, an Leib und Leben, die Abwesende aber in ihren Bildniß abgestraft, ihnen und ihren Descendenten ihre Stamm- und sonst erhaltene Wappen ferner zu führen nicht gestattet, noch weniger sie vor Stifft- und Rittermäſig se-mahls gehalten, sondern insgemein aller Ehren unsätig erklärt werden. Igitur ne Germani impiis armis & sanguine suorum polluantur, visum est, illos ante omnia in imperii & sociorum amicorum castris militare & socios imperii extraneis præferre. Da auch von Uns, oder andern einiges Kriegs-Volck im Reich, zu Ausländischer Uns und dem Reich wohl zugethanen, zumahl mit Uns alirten Potentaten Dienst geworben: Cap. Joseph. art. 15. in Saxonia electoral etiam nouissime constitutum, ne militi honesta missione imperata, a nostro exercitu digresso, exterorum militiae se dare liceat, nisi antea legioni, in qua militat, aut summis ducibus exercitus Saxonici, se, vitam, sanguinem suum obtulerit; cum ipsi sit honestius, pro principe & patria, cuius disciplina imbutus est, & cui omnia debemus vivere & mori, quam aliis se vendere patriæque obliuisci: graui pena in impios & immores legis constituta. In mandato enim Augustissimi patris patriæ, Hubertib. d. 26 Sept. 1763. emiso, hæc missionis formula præscripta: Gedech mit diesen ausdrückl. Vorbehalt, daß wenn Er, nach vorfallender Veränderung derer Umstände, über lang oder kurz, sich freywillig, und aus eigner Bewegung, wieder in Kriegs-Dienste begeben wolte, Er seine Person zu förderst dem Regiment, wobey Er bisher engagirt gewesen, und da dieses ihn nicht annehmen könnte, oder wolte, hiesiger hohen Generalität, zum Dienst zu præsentiren, und anzubiehen, auch, bey welchem Regiment man ihn sodann placiren wird, zu gewarten schuldig seyn soll: Immassen er auch ad protocollum derer Regiments-Gerichten sich hierzu verbindlich gemacht, und zu förderst dem Regiment, so dann aber der hiesigen Armee überhaupt, das Vorzugs- und Vächer-Recht an seiner Person, vor allen frembden und auswärtigen Diensten, zugestanden.



§. VIII.

Auxilia vo- Legi igitur subinde possunt milites in Germania, qui in auxiliis ex-
luntaria Ger- terorum arma ferant. Sed tum natura gentis liberæ, tum studium pacis,
manorum & ordinis, quo peruerso, omnes partes reipublicæ conuelluntur, tum
non sine re- leges S. R. imperii seuerissime sanctæ, non permittunt, ut, *inuitio*
tua principis enocari pos. principe & republica, ciues in militiam externam abstrahantur. Enim-
sunt.

uero in recessu imperii Spirensi d. an. 1570. §. 7. 8. 14. itemque in Ratisbo-
 nensi d. a. 1576. §. 39. & in Augustano d. an. 1582. §. 32 sq. sollicite constitu-
 tum, ne quis exterorum principum in terris imperii militem scribere au-
 deat, nisi venia ab imperatore imperata, Dass hinführō ein jeder tremb-
 der Potentat, wer der auch sey, so im H. Reich Kriegs-Leut werben lassen
 wolle, bey Uns als Römischen Käyser, darum ansuchen soll. Præterea, ne
 qua fraus legi fiat, & ne quid præfecti, iniussu principis, cui auxilia com-
 parantur, sui compendii caussa, moliantur, quod ad vim spectare possit,
 & generaliter, ne quid patria per illam occasionem detrimenti capiat, placuit,
 vt numerus militum, & præfectorum atque centurionum nomina, antea expli-
 cate indicentur. Mit ausdrückl. Vermeldung, wie viel Kriegs-Leute Er be-
 stellen lassen wolle, welche die Obristen, Rittmeister und Haupt-Leute seyn.
 Ex quibus apparet, *causa cognita* demum concedi, vt auxiliares copiæ in
 terris imperii a principe externo conscribantur. Sed in causæ cognitione
 etiam hoc versatur, ne ipsa aliquando Germania viris fortibus & milite careat,
 in suis necessitatibus, si nostri liberaliter gentibus externis concedantur. Cu-
 ius rei si sit suspicio, interdici potest ciuibus, ne in alienam militiam conce-
 dant. Aliquando enim, in communibus patriæ periculis, & cum res ad an-
 gustias redacta esset, consensu omnium decretum, ne omnino exteris mili-
 tes & auxilia concedantur, quorum ipsi Germani indigerent, donec patria
 liberata, pace restituta, virtuti campus latior aperiretur. Ita placuit in R. I.
 Ratisbonensi d. a. 1598. §. 38. Bey seßigen offenen Kriege, die trembden
 Werbungen, sie seyn auch angesehen, wohin sie wollen, von Neutern
 und Knechten, in dem H. Röm. Reich weder heimlich noch öffentlich zu gestat-
 ten. Item in R. I. Ratisb. d. a. 1603. §. 12. confirmatum. In capitulat.
 Ioseph. etiam art. 15. conuenit, ne vlli omnino, præterquam S. R. I. eius-
 que foederatis, auxilia legendi fieret facultas, auch auff begebene Fälle al-
 les Ernst verbiehen, dass im H. Röm. Reich jemand vor einen andern,
 wer der auch seye, als das Vater-Land, und dessen federzeit Bundsgenos-
 sene werbe, oder sich werben lasse cc. cc. Neque habent illo casu ciues, quod
 libertatem Germanicam inuocent, aut de interdicto conquerantur. Omnes
 enim hac lege in rempublicam se conferunt, atque in illa defenduntur, ut,
 si qua necessitas ingruat, ipsi etiam reipublicæ & ciuitati gratiam referant,
 eius salutem & incolumitatem, omni diuina & humana virtute, neruis om-
 nibus

nibus, atque ipso sanguine & spiritu, defendant. *Augustissimus* certe imperator in nouissima capitulatione art. IV. §. und dieveil 2c. 2c. se operam daturum promisit, ne quid eiusmodi incommodi Germania accipiat, dum ab exteris ius conduceendi milites Germanos impetratur. So sollen und wollen wir zußorders dahin schen, damit das Reich der Mannschafft nicht entblößt werde.

De statibus imperii nemo dubitat, quin in ipsorum territoriis omnino, ipsis inuitis, legi milites non possint: cum copiis collectis ne transire quidem per illorum terras liceat, nisi venia ab ipsis impetrata. De qua re deinceps exponemus. Imo natura summae potestatis, quam superioritatem territorialem appellamus, iusque belli & pacis sanctissima lege ipsis tributum, non permittunt, vt milites & ciues ipsis inuitis extorqueri possint. Ipsos vero auxilia, & ius militem legendi, sine cuiusquam incommmodo, exteris gentibus & sociis largiri posse, expeditum est; cum ins. foederum inter se cum exteris faciendorum, cuius libertas articulo VIII. instrumenti pacis Westphalicae vindicata est, ius mittendi auxilia & concedendi militum in ipsorum terris legendorum facultatem, comprehendat.

§. VIII.

Venia igitur impetranda est, priusquam in terris imperii auxiliares *Cautio ab copiae* legantur. Sed non conceditur venia, nisi præstata cautione, Germanos nihil ex illa caussa detrimenti accepturos. Primo igitur ipsi principes standa qui exteris cauebunt, hunc militem, quem legant, aduersus imperatorem & R. I. legunt. S. R. Imperium, eiusque status & ordines, non dimicatueros, & præterea, cum ex imperio discedent, transtum innoxium futurum: Darneben diese Erklärung und Zusage thun, daß solch Kriegs-Volk wider Uns, des H. Reichs Thür. Fürsten, Fürsten und Stände, nicht gebraucht werden solle, auch in den An. Durch- und Abzügen, Niemand beschweren, was sie verbrauchen, zahlen, keinen Muster-Platz noch Musterung, kein Abdanken oder Trennen in des H. Reichs und dessen Angehörigen Schirms. Verwandten, Grund, Boden und Obrigkeit fürgenommen werden, sondern außerhalb desselben solches alles beschehen soll. Itaque nec recenseri in terris S. R. I. nec dimitti possunt, ne globus ille hominum gestiat, aut res nouas moliatur, aut vis omnino fiat, per occasionem. Eadem sere cautio a præfectis & centurionibus exigitur, qui auxilia legenda suscepserunt. R. I. d. a. 1570. §. 8. Supremo etiam præfecto circuli illius, in quo milites leguntur, aut per quem transeunt, eiusque collegio, dominoque territorii, indicandum est consilium, & fides facienda, & securitas præstanda. Und dann, daß Sie gnugsam verbürgte Caution den Obristen, Zu- und Nachgeordneten, in dem Ereyß und Landen, darinnen geworben, oder der An. und Durchzug fürgehen möchte, zußorderst thun wollen 2c. 2c. §. 8. d. R. I. Fideiussores



iussores etiam desiderantur. Sed non videntur idonei, nisi ex ipsis ordinibus imperii accipientur, & qui omnia bona sua iure pignoris obligent. Darzu gnugsame Caution mit Ständen im Reich gesessen, erstatten sollen se. Ipse Praefectus, eiusque fideiussores, si quid damni datum fuerit, tanquam debitores principales simpliciter, atque in solidum tenentur. §. 10. & 12. de R. I. Eadem fere art. XVII. §. 9. instr. pac. Westph. cum cura repetuntur, Imperatores etiam, vi capitulationis Ioseph. art. 15 & nouissimæ art. 4. §. Und dieweil se. se. prospicere tenentur, vt his promissis satisfiat, auch die Verfüzung thun, daß die Chur-Fürsten, Fürsten und Stände des Reichs, sammt allen dessen Angehörigen, bey obbemeldter Werbung, mit Versammlung, Durchführ, Einquartierungen, Muster-Pläzen, oder sonst in einige andere Wege, wider die Reichs-Constitutiones und das Instrumentum Pacis, nicht beschweret, oder darwider verfahren werde.

§. X.

Pœna illo- *Habes igitur leges & conditiones, quibus parere debent qui auxilia
rum qui ne- voluntaria & priuata in terris imperii conscribunt. Si quid secus & contra
gle&ts impe- illa factum fuerit, ille, qui clanculum, vel aperte, pro exteris auxilia con-
rri legibus- pulitem in. duxerit & copias contraxerit, hostis iudicatur, in bannum imperii ipso iure
R. I. legunt. incidit, a summis praefectis circulorum capitul, discedere prohibetur, secundum leges imperii in illum animaduertitur, copiæ dissipantur milites segre-
gantur, omnia ad vim prohibendam comparantur. Audiamus legem Ger-
manicam §. 15. R. I. de a. 1570. expressam. Da aber einiger Oberster se. se.
oder Befehls-Mann, ehe und bevor Er solche Anzeig Uns und den
Crenß-Obersten Zu- und Nachgeordneten, neben der Versprechniß und Lei-
stung der Caution, gethan, Kriegs-Leut heimlich oder öffentlich frembden
Potentaten zu werben und in Anzug zu bringen sich untersehen würde, soll
derselbig nicht allein mit der That, ohne weitere Erklärung, in der Acht
seyn, sondern auch alsbald in Bestrickung genommen, ihm seine Werbung
niedergeleget, das Kriegs-Volk, da es allbereit fürhanden, getrennet, und
sonsten weiters, was des Reichs-Execution in solchen Fällen vermag, für-
genommen werden. Eadem pœna illi, qui dissimulato auctore, unter blin-
den Nahmen, ausi sunt, copias in Germania conscribere, tanquam fractæ
pacis publicæ rei & hostes patriæ tenentur, R. I. Vormariensi d. a. 1564.
§. 5. Neque illud nouum, cum & MARCIANVS l. 3. D. ad L. Iul. Mai.
illum capite punire doceat, qui iniustu principis delectum habuit, aut ex-
erictum comparavit. Præterea priuati, qui iniustos ciues rapiunt, crimine
plagii, & fractæ pacis publicæ se polluunt, exteri principes pro hostibus
habentur.*

§. XI.



§. XL.

Accepisti, quo iure apud Germanos exteris priuata auxilia parentur. *Germani qui* Nunc de ipso *iure militum*, qui in castra exterorum concesserunt, atque ab *apud exte-* illis in numerum relati sunt, operæ pretium est, vt videamus. Sed *Germani qui* *legibus no-* quidem ad tuendam nominis gloriam accommodatus visum est, si ci-*stris viuunt* ues nostri, etiam apud exteris, *militaribus Germanorum legibus obtemperant*, pro vo- rent & viuant, nihil turpitudiniis, nihil ignominiae, admittant, sed virtutis *luntarie ab-* famam, a maioribus acceptam, pulchris facinoribus refineant atque ad *beneur*.

art. 218. der Reuter-Bestallung, de a. 1570. Dass das deutsche Kriegs-Volk, und alle desselben Obersten und Befehligen Haber bey frembden Potentaten und in ihren Kriegs-Diensten sich unser und des Reichs auffgerichtten Bestallung und Reuter-Rechten, auch Articuls-Briessen, so viel das Kriegs-Regiment und Ordnung belanget, gemäss zu verhalten, schuldig und pflichtig seyn sollen. Quæ res, vt diligentius custodiretur, placuit, in duces & gregarios, qui indignius quid in militia admiserint, quamvis impuniti ad nos reuertantur, etiam ex officio inquire, & ex iure Germanorum militari in illos animadue ti, art. 219. Der Reuter-Bestall. Da ein Oberster und ingemein alle Kriegs-Lent bey frembden Potentaten und in ihren Kriegs-Diensten schiger Bestallung, Reuter-Rechten, und Articuls-Briessen, so viel das Kriegs-Regiment und Ordnung betrifft zuwie der thäten, oder in andere Wege sich ihrer Ehren vergessen zc. zc. ob sie gleich an denselbigen ungestraft entkommen, so sellen sie doch vor ihrer ordentlichen Obrigkeit gerechtsertiget zc. zc. auch vermöge Unser und des H. Reichs-Bestallung, Reuter-Rechten und Articuls-Brieffe gegen den Verwürcker zu gebührlicher Straffe procediret und verfahren werden zc. zc.

Præterea nemo dubitet, illos *iura ciuitatis* in patria, quamvis in exterorum castris & militia versentur, retinere: quandoquidem etiam PRO C V L V S l. 7. pr. D. de captiu. & postlim. reuers. ait, non indigere postlimio, qui apud liberos populos & amicos nostros aliquamdiu versentur: & præterea voluntaria illa *auxilia* magis commodata exteris, quam vendita, adeoque magis nostri, qnam exterorum milites, videntur. Sed reipublicæ cauſa absens tamen non videretur, qui, quamvis bona Germanorum principum cum *venia*, sua se voluntate passus est in externam militiam referri. Alia enim est ratio illorum, qui nostra cum *venia*, quam, qui nostro *iussu*, discesserunt. Enimuero illi, quibus permisum est, vt in exterorum castris virtutem experiri possint, non dissimiles sunt militi, qui in *commeatu* agit, & veniam prosectionis impetravit. Sed V L P T A N V S l. 1. D. de re milit. negat, reipublicæ cauſa militem abesse, qui in *commeatu* agat. Item I A- VOL E N V S l. 34. pr. D. ex q. c. mai. militem, qui, *commeatu* accepto, id est,

Fasc. IV.

S

cum



cum nostra *venia*, dimissus, discellerit, reipublicæ caussa abesse negat. Et generaliter, qui sui lucrī aut compendii caussa abierunt, reipublicæ caussa abesse non videntur. Sed, qui *publicis auspiciis* a principe exteris subsidio mittuntur, nemo dubitat, quin & necessario, & propter rempublicam, abesse videantur.

§. XII.

Anxilia ne- Satis credo exposuimus de voluntariis auxiliis, quæ priuata magis *cessuria ex-* pellari possunt, quia bona quidem cum *venia* reipublicæ, sed *non publicis* *fædere ine-* *auspiciis* mittuntur. Restat ut de *necessariis auxiliis* tradamus. Illa fere *quali inpri-* sunt, quæ *ex foedere publico* debentur. Constat enim, *pactiōnē*, quam-*mis.* uis libera vtriusque partis voluntate fiat, tamen vtrumque contrahentem *necessitate* aliqua promissi officii obstringere, ne alterutra, inani spe delusa, partis deficientis culpa, in damnum & periculum inducatur. Sed de foede-*rum conditionibus diuersis* alii cum cura tradiderunt. Nos quædam dunta-*xat monebimus*, in transcursu, vt illa, quæ de auxiliis dicenda sunt, com-*modius*, intelligantur.

Plerumque quidem *societas & foedus æquationem iuris* videntur con-*tinere.* Illud Latini Romanis obiecerunt, vt *foedus* esse, *societatem æquati-* *onem iuris* esse, reminiscerentur. ^{o)} Sed pauci quidem *æquo foedare* in Ro-*manorum amicitiam* venerunt. Plerumque enim adiecerunt, vt foederatus *populus in ditione populi Romani* esset; aut certe, quod *PROCULVS* ait I. 7. §. 1. D. *de captiu. & postlim. reuers.* vt *is populus alterius-populi ma-* *iestatem comiter seruaret*, aut imperium maiestatemque *P. R.* conseruaret *sine dolo malo.* Sic Romanis cum gente Aetolorum, teste *LIVIO p.)* conuenit. Hoc enim pacto, quod *PROCULVS* d. l. 7. monuit, indicatur, alterum populum superiorem esse, quamvis salua vtriusque libertate. Igitur gentes vel *æquo vel inæquali foedare* amicitiam contrahunt.

Sed his quidem certe, qui in ditione populi romani essent, *imperari auxilia* solebant, cum vieti & subiecti victorum voluntati & imperio *debeant* obtemperare. Eo etiam iure in Latinos vtebantur. L. *QVINTIVS* certe *sociis & nomini Latino milites imperauerat*, quos cum consule in prouinciam ire oportebat. ^{q)} Diserte *POLYBIUS* ^{r)} consules sociorum, in Italia, ciuitatibus, ex quibus *auxilia* desiderent, παραγγέλειν, denunciare, ait, quo numero, ad quod tempus, in quem locum, *auxilia* mittantur. Quapropter Bri-*tanni, apud TACITVM,* ^{s)} queruntur, abstrahi liberos, iniungi delectus, tanquam mori pro patria tantum nescientibus. *Thraeces* certe, cum *pati delectus & validissimum* quemque militiae Romanæ dare aspernarentur, Ro-*mani armis coercere inuitos laborarunt.* ^{t)} *CAESAR* etiam trans Rhenum in Germania, ab illis ciuitatibus, quas ipse armis antea placauerat equites ac-*cessuit,*

^{o)} *LIV. VIII. 4.*

^{p)} *Id. 38. 11.*

^{q)} *TACIT. in vita Agric. c. 15.*

^{q)} *Id. 36. 3.*

^{r)} *POLYB. VI. p. 468.*

^{t)} *Id. annal. IV. 46.*



cessuit, quorum opera aduersus hostes vteretur. u) Ut intelligatur, illos, qui subiecti populo Romano essent, iussu reipublice ad mittenda auxilia obstringi. A populis liberis peti, impetrari, comparari auxilia solebant.

Sed in S.R. imperio imperator ab ordinibus subinde, ranquam caput imperii a membris, in bello imperii solenni, aduersus illos, qui hostes iudicati essent, auxilia, necessaria in comitiis impetrat; modo bellum consensu omnium ordinum in comitiis decretum, aut, in casu necessitatis communicato cum principibus electoribus consilio, illorumque exhibito consensu, fuerit suscepsum. art. VIII. instr. P. Vestph. §. 2. capitul. Carol. VI. art. IV. §. Wir wollen und sollen auch ic. Quo facto totus exercitus imperatori & S.R. imperio iurisurandi vinculo obstringitur, so wohl das ganze Kriegs-Heer in Unsere und des Reichs-Pflichten genommen werden soll. Sed de his auxiliis alii diligenter tractauerunt: x) hoc autem loco illa persequi, quae ab aliis obseruata sunt, non est nostri instituti: ordines enim in bello imperii non tam auxilia praestare, quam hostem potius communis patrie coniunctis viribus profligare, atque copiis suis exercitum imperii totius instruere, tententur. Vnum non superuacuum fuerit monere: auxilia ab ordinibus ad defensionem patriæ comparata, non facile extra imperii fines deduci, nec bellis externis adhiberi posse, sine comitali ordinum consensu; illud enim Iosephus imperator art. XV. capit. Ioseph. principibus electoribus promisit: Wir gereden und versprechen auch, wenn ins fünftige auf vorgehabten Rath mit denen sieben Chur-Fürsten, und deren darauf gefolgerter Bewilligung und Consens, die Nothdurst erfordern würde, daß Wir zu des Reichs Defension einige Kriegs-Röcke werben solten, dieselbe ohne Chur-Fürsten, Fürsten und Stände Vorwissen und Bewilligung außerhalb des Reichs nicht führen, sondern zu desselben Defension, und Rettung der bedrängten Stände, gebrauchen und anwenden zu lassen.

§. XIII.

Actum igitur de his, qui ex inaequali foedere ad mittenda auxilia te- Auxilia ex
tentur. Sed æquo quidem foedere de auxiliis mittendis, inter liberas gen-foedere ac-
tes, nullo civili vinculo inter se connexas, amicitia contrahitur; vt, in quali-
periculis, aduersus vim ingruentem & machinationes hostium, coniunctis
viribus vtantur. Quod officium quoisque porrigitur ex formula cuiusque
foederis, partium libero consensu definita, æstimatur. Itaque vix refert,
de diuersis speciebus foederum æqualium hoc loco disputare: non enim
de iure foederum socialium, sed de iure militis auxiliarii, ex formula socia- Fœdera se-
lis foederis submissi, præcipue tractamus. Sed, vt de hoc rectius fiat iu- cialia impe-
dicium, attinet, quasdam species digito & in transcurso indicare. A ple- ratoris cum
risque exteris.

S 2

u) CÆSAR bell. Gall. VII. c. 65. x) vid. MASCOV. de bello imperii solenni.
HENNIGES ad capit. Ioseph. art. XV. n. b. Europäischer Herold, T. I. p. 933 sqq.



risque in *generalia & specialia* subinde diuiduntur. Illa dicimus, cum conuenit, ut *uterque populus eosdem hostes habeat, & arma in illos ferat, pariterque bellum administret.* Est apud LIVIVM 9) formula foederis eiusmodi, quod Romani cum Aetolis pepigerunt. GROTTVS quidem argutatur & dubitat, vtrum haec foedera etiam ad iniusta bella vtriusque gentis commode trahantur. 2) Sed certius est, gentes de iustitia factorum alterius gentis liberae sententiam dicere vix posse, nisi manifesta iniuria appareat. Hoc enim si liceret, nunquam non inuenirentur probabiles fortasse causæ, propter quas socius socio, pessimo exemplo, auxilia submittere tergiuersaretur. *Specialia foedera de certis duntaxat bellis, communi consilio & sociali exercitu, administrandis, ineuntur.* Vtraque vel infinita vel definita esse constat. In illis consilium ex re capit, & numerus auxiliorum, ex grauitate periculi & necessitate praesenti, estimatur: in his de certo numero conuenit. Porro in mutua seu reciproca, & unilateralia ab interpretibus diuiduntur. In his altera duntaxat alteri se subsidio venturam, in illis, vtraque se alterius caussam & necessitates subleuaturam, spondet.

Imperator Germanorum, quantum ad terras eius hereditarias attinet, iure foederum & libertate juris gentium vtitur: sed operam se daturum promisit, ne quid per illam occasionem Germania detrimenti capiat, aut ne quid fiat, quo instrumentum pacis conuellatur, art. VI. Capit. nouiss. Wenn Wir auch inskünftige Unserer eigenen Lande halber einige Bündniss machen würden, so soll solches anderer Gestalt nicht geschehen, als unbeschädiget des Reichs, und des Innthalte des Instrumenti pacis. Item alio loco generaliter se exteris auxilia non daturum spondet, ex quibus aliquid periculi ad Germanos peruenire posse videatur, art. IV. §. Wir sollen und wollen sc. Capit Carol. VI. weniger das Reich in fremde Kriege impliciren, sondern Uns aller Assistenz, daraus dem Reich Gefahr und Schaden entsteht, gänzlich enthalten. Quandoque etiam, cum bellum aduersus Turcas appareat, ordinibus in comitiis imperatores indicarunt, se cum exteris, si possent, societatem coituros. Illud enim a Ferdinandō in R. I. de a. 1529. §. 26. a Rudolpho II. in R. I. Ratisbonensi de a. 1603. a Matthia in R. I. Ratisb. de a. 1613. §. 5. factum esse obseruamus.

Sed in foederibus, quae ad S. R imperium pertinent, & nomine eius ineuntur, ias liberi suffragii ordinibus imperii in instr. Pac. Vestph. art. VI.I. §. 2. sollicite conseruarum. „Gaudeant sine contradictione iure „suffragii in omnibus deliberationibus etc. Vbi pax aut foedera facienda „etc. nihil horum; aut quidquam simile, fiat & admittatur, nisi ad comitiales liberoque omnium imperii statuum suffragio & consensu., Imo iam olim Maximilianus in R. I. Vormatiensi de a. 1495. tit. 5. cavit ordinibus

9) LIV. 38. II.

2) GROTT. II. 25. 3. 4.



bus, sc. foedus non facturum esse, Wir sollen auch ohne Wissen und Willen der jährlichen Versammlung kein Bündniß noch Einigung mit frembden Nationen und Gewalten machen, die dem Reiche zu Schaden, Nachtheil, oder zu wider seyn möchten. Sed explicatus cum Carolo V. ordines pacti sunt, ne auxilia exterorum in terras imperii inducat, art. XI. capit. Caroli V. Noch einig frembde Kriegs-Volk ins Reich führen, ohne Vorwissen, Nach und Bewilligung der Reichs-Stände, zum wenigsten der sechs Churfürsten. Ad quam legem sanciendam quid Germanos permouerit, SLEIDANVS ^{a)} & SABINVS ^{b)} docuerunt. Eadem fere formula imperatores posteri se obstrinxerunt. In capit. Caroli VI. art. 6. diligentius definitum, ipsum, in casu necessitatis: aut utilitatis insignis, si res moram omnino non admittat, subinde, in federibus iungendis, interim principum electorum consensu, nec tamen a singulis elicito, sed in collegii electoralis conuentu ab vniuersis declarato, vslrum esse, donec comitia institui & ab omnibus ordinibus de illa re deliberari possit, da aber publica salus & virilitas eine mehrere Beschleunigung erforderete, da sollen und wollen Wir aller Churfürsten sämtliche Einwilligung zu gelegener Zeit und Mahlstatt, und zwar auf einer Collegial Zusammenkunft, und nicht durch absonderliche Erklärung, bis man zu einer gemeinen Reichs-Versammlung kommen kan, wie sonst in allen andern des Reichs Sicherheit concernirenden Sachen, also auch in dieser, erlangen; Si tamen ipse imperator, ab hostibus patriæ, imperii caussa, vim repentinam passus fuerit; placuit, illum quibuscunque auxiliis, imperio non periculosis, ad illam repellendam vti posse, capit. Caroli VI. art. 4. §. Wir sollen ic. ic. circa finem. Wo wir aber des Reichs wegen angegriffen würden, mögen Wir Uns aller dem Reiche unnachtheiliger Hülffe gebrauchen ic. ic.

De ordinibus imperii nemo dubitat, quin recte foedus sociale, inter se & cum exteris, de auxiliis mittendis, vel accipiendis, saluis tamen pacis publicae & Westphalicae legibus, saluo iureiurando, quo imperatori & S. R. imperio obstringuntur, contrahant: modo nihil patriæ communis ex re incommodi sentiat. Illud & art. 8. Pac. Vestph. & art 6. capit. Caroli. VI. definitum, Dass auch die von frembden Potentaten begehrende Hülffe also, und nicht anders, gehan sey, noch begehret werde, dann dass dadurch dem Reich keine Gefahr zuwachsen möge.

§. XIII.

Ceterum, vt supra diximus, ex formula foederis constituendum est, Numerus aucti socii sociis præstare teneantur. Plerumque vero de numero auxilio-xiliorum. rum conuenit inter foederatos. Qui, quamvis vtrinque in foedere definitus

S 3

sit;

^{a)} SLEID. L. L de stat. imp. & reipubl. p. 17. ^{b)} SABIN. hist. elect. & Coron. Caroli V. apud Goldastum in polit. imper. P. I. tr. 7. p. 129.



fit; solent tamen partes casus repentinorum, & pericula improuisa excipere: vt numerus pro re nata augeatur. Illud electoribus & principibus quorundam circulorum S. R. I. in vnione a. 1658. contracta, § VI. sub finem, c) placuit, vt, quamvis numerum constituerent, tamen, communis consilio, in magnis necessitatibus, subinde maior multitudo submittatur: Auch auff dem Fall, die andringende Gefahr einen grössern Succurs erfordern sollte, man sich, nach erwogenen Umständen, entschliessen wolle, ob und wie derselbe, nach erstbemeldter Proportion, zu vergrössern. Romani quidem sociis, quos inaequali foedere sibi coniunxerant, imperabant numerum, quem mitti oporteret: vt res & necessitas suadere videbantur. Hoc LIVIUS d) & POLYBIUS e) obseruant. Illud tamen, postquam a Celtiberis in Hispania deserti, illaque proditione in magnum periculum adducti erant, exemplo didicerunt, caendum esse Romanis ducibus, ne ita crederent exterris auxiliis, vt non plus sui roboris suarumque proprie virium in castris haberent. f) VEGETIVS certe g) illam rationem seruatam esse, ait, ne unquam amplior multitudo sociorum auxiliariumque esset in castris, quam ciuium Romanorum. Sed expeditum est, deceptum esse VEGETIVM in illo argumento. Nullam enim necessitates bellorum legem admiserunt. Constat, saepius exercitum Romanum duas aut tres partes auxiliarum habuisse. Illud in primis, in Carthaginensi bello h) & aliis interdum i) vsu venit. Cæsar se subinde magnum numerum auxiliarum ex finitimis ciuitatibus coegerisse, k) ait, illamque rem sibi & populo R. prosperrime euenerisse. Sed aliquando, contractis legionibus, & modica auxiliarum manu, feliciter pugnatum; quod Agricolæ accidisse, TACITVS testatur. l) POLYBIUS plerumque Romanos peditum numerum parem Romanis legionibus, sed æquum duplo maiorem, a sociis accepisse, ait. m) Sed, vt dixi, res, vt opportunitas, & caussa postulauit, varie administrata.

§. XV.

Expeditiones auxilio-
loci illa in-
'acie consti-
tuantur.

Auxilia igitur, pro modo periculi & vsu belli, comparantur. Ducis est arbitrium, quo loco illis vti, quibus necessitatibus, administrandis adhucrum & quo bere, velit militem auxiliarem. Interdum tamen pactione efficitur, ne quis in loco militent, aut in quodlibet periculum coniificantur, auxiliares copiae ab exteris acceptae. Heluetii plerumque stipulari solent, ne facile distrahantur ipsorum copiae, sed vt in eodem loco omnes dimicent: aut certe milites singuli a cohorte, cui quilibet adscriptus est, in praesidiis in primis, ne diuellantur. Ita inter ipsos & Venetorum rempubl. an. 1706.

§. 6.

- c) in corp. iur. milit. LVNIGII p. 390. d) LIV. l. 36. c. 3. e) POYB. l. VI. p. 468.
f) LIV. l. 25. 33. g) VEGET. III. l. f. h) LIV. l. 30. c. 5. i) Id. 37.
c. 50. & l. 3. c. 5. k) CAES. bell. G. VI. c. 42. l) TACIT. in vita Agric.
c. 18. m) POLYB. l. VI. p. 471.



§. 6. publica sponsione interposita, conuenit. ⁿ⁾ Wenn ein Feld-Lager formirt wird, mögen die Regimenter, nach heutiger Kriegs-Manier, in Bataillons zwar wohlgetheilet werden. So aber der beyden Stände Volk in Besitzung und Schlösser gelegt würde, könnten denn die Regimenter wohl in Compagnien zertheilet, die Soldaten aber von ihren Compagnien nicht gesondert werden, sondern sollen beyammen bleiben. Inprimis, ne foederati in *oppugnationibus*, aut *expeditione maritima*, auxiliaribus Heluetiorum copiis vtantur, cauere solent. Ita enim in eodem foedere, §. 2. stipulati sunt. Und soll vorbemeldter Stände Volk weder zu Stürmen, noch auff dem Meer zu kriegen, nicht schuldig seyn. ^{o)} Item *catholici Heluetiorum* ordines in foedere a. 1715. cum rege *Gallorum* facto, §. 4. maritimam expeditionem expresse excepérunt. Die Schweizerischen Truppen sollen auch nicht zu Wasser, sondern zu Lande, können gebraucht werden. ^{p)} Sed hoc quidem durum atque cum incommodo coniunctum, auxiliares copias non ad quemcunque casum in ducis esse potestate. Utius & æquitati conuenientius in foedere sociali inter *Russos Suecosque* an. 1724. inito d. 22. Febr. ^{q)} §. 11. definitum, vt *par iustusque ex utriusque partis exercitu numerus* expeditionibus periculis & belli laboribus, adhibetur. Damit auch die Auxiliar-Troupen nicht mehr, als die andern, bei denen Kriegs-Operationen, oder sonst fatigiret, und exponiret, sondern zwischen selbigen eine vollkommene æqualität observiret werden möge, So soll der en Chef commandirende General gehalten seyn, bei allen Commandirungen eine billige und genaue Proportion derselben, nach der Stärke der ganzen Armee, in Acht zu nehmen. Cetera, prout commodum videtur, auxiliis imperantur.

Apud Romanos, si *VEGETIVM* audiamus, ^{r)} auxilia, vt *leuis armatura*, quod supra diximus, exercitui adiungebantur. *LIVIVS*, ^{s)} singulis legionibus subinde *adiuncta* esse externa auxilia, obseruat: quia diuisa magis, quam inter se coniuncta, vsui futura esse videbantur. Ex *TACITO* etiam ^{t)} supra monuimus, Batauorum cohortes XIV. legioni, auxiliorum loco, adiectas esse, vt perpetuo cum illa legione militarent. Plerumque tamen in illum *locum*, qui ipsorum ingenio & virtuti maxime conuenire visus erat, mittebantur. Illud enim ducis prudentiae relictum. *CAESAR* aliquando in summo *iugo montis* auxilia collocauit, ^{u)} & legiones auxiliis subiunxit. Cum alia esset opportunitas, auxilia in *median aciem* coniecit: ^{v)} quod fere etiam *Agricolæ*, in *Britannia*, placuit, qui *peditum auxilia in media acie* collocauit, equites cornubus affudit. ^{w)} *LIVIVS* tamen moner, in consulum

exer-

ⁿ⁾ apud *SCHMAUSS.* in corp. iuris gent. T. II. pag. 1187. ^{o)} Ib. pag. 1106.

^{p)} Ibid. p. 1499. ^{q)} Ibid. l.c. p. 1973. ^{r)} *VEG.* II. 2. ^{s)} *LIV.* 27.

^{c. 8. f.} ^{t)} *TACIT.* hist. I. 59. IV. 62. ^{u)} *CAES.* b. G. I. 24. ^{v)} Id.

b. Gall. III. 24. ^{w)} *TAC.* in vita Agric. c. 35.



exercitu interdum *alas* *sociorum* in *prima acie* pugnasse. ^{z)} Quandoque auxiliares, si in illis spes magna haberetur, *extra ordinem* in acie locati, ut conspectior illorum virtus esset. ^{a)} Imo vero, si raptim, & cum imperio, res administraretur, auxilia sibi ipsis locum elegerunt. ^{b)} Adeo frusta laborant, qui in tanta varietate, *certum & perpetuum locum*, in Romano exercitu & acie, auxiliis assignant.

Sed, yti de *loco* in acie, ita de *expeditione*, in quam mittenda erant auxilia, nihil certi affirmare ausim. CAESAR enim auxiliis modo ad *insequendum* ^{c)} modo ad *pugnandum*, modo ad *castra munienda*, ^{d)} modo, si ipsis dissideret, *ad speciem* atque *opinionem* *pugnantium præbendam* ^{e)} usus est. POLYBIUS, ex omni coetu *sociorum*, tertiam partem equitum, & quintam peditum *ad præsidium* consulum delectam esse, ait, quæ extraordinariae *cohortes* dicebantur: Ceteram multitudinem, in duas partes distributam, quarum altera, sinistra, altera, dextra *ala*, appellaretur. ^{f)} Sed, ut dixi, illud non semper obseruatum.

Muneribus, tamen obeundis rarius adhibebantur. Hernicos certe *operum* *militarium immunes* esse placuit, ^{g)} vt in vnum pugne locum reseruati, plus pro virili parte annitendum esse, scirent. CAESAR etiam obseruat, *auxiliarium corpora insueta* fuisse ad onera portienda. ^{h)} Et generatim VEGETIVS, *minorem* in auxiliis *sudorem* esse, dicit: ⁱ⁾ hinc plurimos in auxiliis militare maluisse. Erant enim militaria *munera*, quæ, ut VARRO docet, ^{k)} *munendi* *caussa* siebant, vt: lapides cespitesque comportare, aut aggerem facere cum magno labore & incommmodo coniuncta, vt, nisi ab ad-suetis, vix administrari posse viderentur. Quare MODESTINVS l. 3. §. 1. *de re milit. munericum* *indictionem* inter militum *poenas* retulit, qua præfecti ad coercendos immorigeros, vtantur. Sed illis quidem sustinendis Romanorum corpora longa exercitatione assuefacta; donec & ipsi, luxu & voluptatibus effoeminati, laborem desugere cooperunt.

Non his iuuentus orta parentibus
Infecit æquor sanguine Purico,
Pyrrhumque & ingentem cecidit
Antiochum, Hannibalemque dirum;
Sed rusticorum mascula militum
Proles, Sabellis docta ligonibus
Versare glebas, & recisos
Matris ad arbitrium seueræ
Portare fustes ^{l)}

Con-

- ^{z)} LIV. 35. c. 5. & 31. 25. ^{a)} Id. 7. c. 7. ^{b)} TACIT. hist. III. 22. ^{c)} CAES.
bell. G. VIII. 5. ^{d)} Id. b. ciu. III. 93. ^{e)} Id. b. G. 25. ^{f)} POLYB.
L. VI. p. 472. ^{g)} LIV. 7. c. 7. ^{h)} CAES. bell. ciu. I. 78. ⁱ⁾ VEGET.
II. 3. ^{k)} VARRO de l. lat. IV. p. 42. ^{l)} HORAT. III. od. 6. v. 34.



Contra auxiliares, plerumque rudes rerum omnium, in castra veniebant, vt adhiberi operibus non possent. Interdum tamen illud aliter obseruatum est. Cæsar enim Rhemorum auxilia fungendis muneribus adhibuit.^{m)} Aliquando lapides & tela subministrarunt, cespites comportarunt, aggerem fecerunt, ⁿ⁾ fossas compleuerunt: vt non semper, neque ab omnibus muneribus, vacationem habuisse videantur.

§. XVI.

Igitur in bello auxiliares copia, nisi aliter conuenit, iussa accipere, & *Duces auxiliariae*, sine discrimine negotii, facere tenentur. Sed, quid in prælio & *liorum*. expeditione cuius parti suscipiendum sit, a supremo duce coniuncti & sociati exercitus imperari solet. Apud gentes moratas quidem ille, cui auxilia, ex unilaterali foedere, mittuntur, & cuius auspiciis bellum suscipitur, solet exercitui vniuerso, ex suis copiis & externis auxiliis, collecto, ducem communem praeficere, cum supra *rema potestate*. Sed in bilateralibus & reciprocis, placuit, ducem communem utriusque exercitui ab illo præfici, in cuius territorio, aut propter cuius commoda, bellum maxime administratur: quod habet rationem, cum naturæ sit conueniens, reliquos illius, cuius maxime interest, obtemperare voluntati. Sed consilia inter utriusque exercitus duces, si quid præter spem incidat, antea communicantur. Si in tertio loco, qui ad neutrum fœderatorum pertineat, utriusque copiae consistant, ille interdum præesse solet exercitui, qui inter duces utriusque partis dignitate, aut numero stipendiiorum, ducem sociorum antecellat. Illud enim æqualitas iuriutum utriusque gentis suaderet. Inter pares enim nulla alia praerogativa, propter quam aliis alii præferri possit. Igitur solent fœderati ante expeditiōnem alter alteri indicare, quo, & cuius dignitatis, duce, in suo exercitu, sit usurus. Res luculentius ex recentioribus fœderibus apparebit. Ita certe Heluetii suos milites in fœdere cum Venetis a. 1706. inito ^{o)} §. 7. Venetorum duci in expeditione & præsidii subiecerunt. Der Oberste und die Hauptleute sollen im Felde, in Kriegs-Sachen, zu gehorsamen schuldig seyn der Herrschaft General-Obersten etc. Aber in denen Besitzungen sollen die Soldaten dem Gouvernator gehorsamen, wie bey der Durchlauchtigen Herrschaft bräuchlich. Idem & in fœdere regis M. Britanniae & ordin. Batau. general. a. 1678. placuit, ut is, cui auxilia mittuntur, exercitui sociali imperare possit. Ita enim art. III. separato: Le secours, qui sera envoyé, sera entierement soumis au commandement & ordre de celui, auquel il sera envoyé. ^{p)} Non secus in fœdere unilaterali inter regem M. Britanniae & ducem Hasso-Cassellatum de a. 1726. art. V. conuenit, ut auxilia regis M. Brit-

^{m)} c. 2 s. b. Gall. VIII 12. 3.
iur. gent. T. II. p. 1187.

ⁿ⁾ Id. III. 25.
^{p)} Ibid. T. I. p. 1015.

^{o)} apud SCHMAUSS. corp.

Britanniae imperio regantur. Lorsque les dits troupes entreront au service de S. M. le Roy de la G. Bretagne, elles seront sous son commandement, & entierement a sa disposition etc. ^{q)} In eandem fere sententiam *Russi cum Suecis in foedere de 22. Febr. 1724. inito, eoque reciproco, sed speciali §. 9.* & 10. inter se pacti sunt. Das General Commando im Felde und andern Kriegs-Operationen gehöret ohnstreitig demjenigen, welchem der *Requirent* dasselbige aufgetragen, jedoch dergestalt, daß nichts Hauptfächliches vorgenommen werde, ohne daß die Sache vorher im Kriegs-Rath, und in Beseyn des von dem requirirten Theil geschickten Generals, überleget und resolviret warden. Damit auch wegen des Characters bey Commandirungen kein Miss-verstand entstehen möge, so soll der requirirende Theil bey Zeiten anzeigen, was er für einen Chef zum General-Commando gebrauchen wolle, damit Requisitus den Charakter desjenigen, der die Hülffs-Troupen commandiren soll, darnach einrichten und proportioniren möge. ^{r)} Optime res illa in *unione quorundam pr. electorum de a. 1658. §. 13. definita;* ^{s)} So soll der Chur-Fürst, oder Fürst, in dessen Landen die zusammen geführten Defensions-Völker stehen, oder dessen General, das Ober-Commando haben. Item §. 10. & 11. Daß derjenige Landes-Fürst, welchem die Hülffe geleistet wird, und so lange in dessen Landen agiret wird, Ober-Commando oder Generalat, bey den militaribus actionibus, mit Zuziehung des Kriegs-Raths, führen oder an seine Stelle ein qualificirtes Haupt verordnen soll. Wenn in loco tertio agiret wird, soll derjenige Chur- oder Fürst, aus dessen Landen man geht, das Ober-Commando so lange führen, bis die coniungirte Völker wieder in ihre Lände kommen. Im Fall auch die assistirende Stände die Völker aus ihren eignen Länden in locum tertium zusammen schicken, soll der höhere und in der Charge ältere Officier, mit Zuziehung der Nähe, das Directorium führen. Sed hæc talia, vti partibus visum est, varie definiuntur. Aliquando etiam placuit, vt auxilia, illi principi, cui submittuntur, iureiurando obligentur. Ita inter *Heluetios Catholicos, & statum Mediolanensem a. 1634. in formula foederis §. 9. conuenit.* ^{t)} Sed frequentius illud in foederibus *unilateralibus*, aut in *æqualibus*, vsu venit. Romanorum quidem auxiliares copias ab ipsis ciuitatibus, a quibus mittebantur, iureiurando obligatas esse, *POLYBIVS testatur.* ^{u)} Sed *LIPSIVS auxilia Romanis non intrasse, tradit.* ^{v)} Certe tamen posterioribus temporibus, teste *VEGETIO* ^{w)} sacramenta in auxiliis præstabantur. Ceterum Romano consuli in expeditionibus & socii & auxilia parebant. Neque potuisset vaga multitudine coer-

^{q)} apud SCHMAUSS. I.c. p. 2018. ^{r)} Ibid. p. 1973. ^{s)} corp. iur. milit. LUNIG. p. 391. ^{t)} apud SCHMAUSS. corp. iur. gent. p. 499. ^{u)} PO- LYB. hist. IV. p. 468. ^{v)} LIPS. de re milit. dial. 7. p. 46. ^{w)} VEGET. II. 2.



coerceri, nisi vnius imperio obtemperasset. *Thraeces* fere soli, si mitterent auxilia, suos duces præficere, nec permisceari aliis nationibus, volebant. Sed, teste *TACITO*,²⁾ Romanis ad officium reducti sunt.

§. XVII.

Romanorum quidem socii *præfectos* a suis ciuitatibus accipiebant: *Præfecti* & quos *LIVIUS*^{a)} *prætores* sociorum appellavit. *POLYBIUS* etiam *quaë-magistratus* stiores illis adiunctos esse, ait.^{b)} Inter liberas gentes fere obtinuit, ut *auxiliorum*. *xilia* in caussis priuatis, &, quæ non ad administrationem totius belli pertinent, *suis propriis magistratibus* regantur, atque *legibus domesticis* plerumque iudicentur. *Heluetii* certe hoc more solenni, in omni militia, vtuntur. Ita cum Batauis pagus *Bernensis* pactus est, a. 1714.^{c)} „Les troupes du louable „canton auront leur propre justice, comme la nation Heluetique en jouit „par tout.“ Idem etiam inter Russos & Suecos a. 1724. §. 10. pactione definitum est.^{d)} Sollen die Auxiliair-Troupen nach keinen andern Gesetzen, Kriegs-Articeln und Verordnungen, als ihrer Herren eigenen, und von keinen, als ihren eigenen Officiers, geurttheilet werden. *Germanis* quidem, qui apud exterros militant, ex suis legibus, & a sua nationis centurionibus & *præfectis* duntaxat, ius reddi posse, supra sicut obseruatum.^{e)} In primis sententia, a iudicio equestri, von Reuter-Rechten, more maiorum, aduersus nostros milites, qui apud exterros militant, in frembder Potentaten Diensten, legitime pronunciata, in patria etiam rata est, & ab imperatore defenditur, Reuter-Bestallung de a. 1570. §. 48. Sed & externis auxiliis, in Germanorum exercitu, idem honos haberi solet, ut suos magistratus habeant, illorumque iurisdictioni subsint. Hinc etiam de rixa, si qua forte inter nostros & auxiliares milites orta est, a iudice, cui reus subest, in exercitu cognoscitur. Alea etiam & ludendi cum auxiliaribus familiaritas & consuetudo, mater rixarum & dissensionum, nostris seuere interdicta. Reuter-Bestallung de a. 1570. art. 184. Und da mehr denn eine Nation in dieser Kriegs-Ver- sammlung seyn solken, soll keiner mit derselben Auffruhr machen, noch sich rotieren, auch nicht mit ihnen spielen, damit grosser Unwillen vermieden werde, bey Leibes-Straffe: sondern, da einige Irrung oder Mangel gegen sie vorfiel, so sollen sie solches ihrer Obrigkeit anzeigen, die soll sie bei Fug und Recht handhaben. Idem etiam *electoribus* & *principibus* vnitis in foedere de a. 1658. §. 9. placuit.^{f)} Wie es mit administration der Iustiz zu halten, wenn es zu der Coniunction gesanget, darüber ist folgende Abrede genommen: daß nehmlich in solchen delictis, welche der Generalität Commando und

T 2

die

2) *TAC.* annal. IV. 46. a) *LIV.* 23. c. 19. circa fin. b) *POLYB.* VI. p. 463. c) apud *SCHMAUSS*. I. c. p. 1282. d) *Ibid.* p. 1973. e) vid. *Reuter-B.* de a. 1570. art. 216. 218. & 219. it. art. 41. f) *SCHMAUSS*. corp. iur. mil. p. 390.



die davon dependirende Sachen nicht angehen, eines seden Thur- und Fürsten Ober-Commandant die Iustiz, unter denen ihm untergebenen Völkern, ohne einigen Eingriff oder Verhinderung administriren solle 2c. 2c. Inter alias gentes socias aliquando visum est, mixto iudicio ex utroque exercitu, quibusdam assessoribus adscitis, controuersiam, inter milites foederati exercitus exortam, definiri. Ita in foedere Russo-Sueuico de a. 1724. conuenit: g) Sollten aber zwischen Officiers oder Genieinen des Requiranten selbst eignen und denen Auxiliair-Troupen einige Streitigkeiten entstehen, so sollen dieselben durch, aus beiderseits Troupen darzu bestellte, Commissarios untersuchet und geurtheilet werden 2c. 2c. Hoc quidem iure in sociali exercitu externa auxilia vtuntur. Sed iure Quiritium, ex ciuitatibus foederatis, rei apud Romanos siebant, & in eos damnatos animaduertebatur, quod PROCVLVS docet l. 7. §. 2. D. de captiu. & postlimi. reuersi. Illis igitur non semper videntur ius dicere potuisse proprii domesticique magistratus.

§. XVIII.

Ius sacrum armorum similitudo. Sed, cum, sine metu Dei immortalis, compesci in castris milites non possint, neque vera omnino virtus in ipsorum animis accendi, nisi spe diuinii praesidii, in quo summum victoriae momentum versari scimus, confirmentur; non solum in primo articulo legum militarium Germaniae, a. 1570. propositarum, usus sacrorum atque pietatis studium ipsis solicite iniungitur: sed omnes etiam gentes, de libertate sacrorum militibus prospiciendum esse, intellexerunt. Quo iure autem ordinum imperii milites in exercitu imperii vtantur, admonere, non est nostri instituti, qui de externis maxime auxiliis traetamus. Sed foederati plerumque, quamuis & sine stipulatione illud merito intelligatur, solent de usu sacrorum suis militibus libere permittendo, inter se pacisci. Illud a. 1724. in foedere Russo-Sueuico diligenter cantum. Sollen die Auxiliair-Troupen ihre eignen Priester und ihren eignen Gottesdienst frey und ungehindert haben. h) Idem, in foedere Venetorum, cum quibusdam Heluetiorum pagis a. 1706. inito §. 10. & 11. placuit, Und damit soll auch denen Feldpredigern ihrer Nation, ohne einige Hinderniß, erlaubt seyn, die Kranken zu besuchen und zu trösten, und Niemand verwilliget werden, dieselbigen, einiger Gestalt, ihrer Religion abwendig zu machen. i) Sed ut iam dicere occupauit, quamvis nihil conuenerit, animis militum in sacris omaino vis fieri non debet. Quodenim esse potest studium pugnae, aut decoris cum periculo mortis expertandi, in milite, qui timet, ne, propter sacrificiorum difficultatem, cum sanguine, etiam futurae felicitatis iacturam patiatur.

His igitur diuinis incitamentis animi militum aduersus hostem præparantur. Sed præterea armis opus est ad dimicandum. Olim quidem certe legio-

g) SCHMAUSS. corp. iur. mil. p. 1973.

h) Id. l.c. ibid.

i) Ibid. p. 1188.



giones Romanæ grauioribus armis vtebantur, quod *VEGETIVS* obseruat, ^{k)} maxime scutis, gladiis & pilis. Contra auxiliares, tanquam leuis armatura, *haftis* & *spathis*, si *TACITVM* audias, ^{l)} maxime pugnabant. *LIVIVS* ^{m)} tamen, & *VEGETIVS* ⁿ⁾ testantur, plerumque *auxilia*, exercitatione & usu, ad Romanorum disciplinam instituta, atque assuefacta esse. Hodie prope modum, apud plerasque gentes moratores, *idem usus armorum* est, eadem militaris disciplina. Interdum tamen foederatis e re esse visum, de *armis* etiam, quibus vrantur auxiliarii milites, pacisci. Interdum etiam arma a requirente suppeditantur. Ita *Veneti* cum *Heluetiis* pacti sunt a. 1706. §. 9. ^{o)} Plerumque tamen socii suas copias, *armis propriis* instructas, mittunt, ut nihil ipsis desit ad usum militare, & bellum in quibuscumque casibus administrandum. Ita rex *M. Britanniae* cum *ordinibus generalibus* a. 1677. ^{p)} art. separat. I. & Russi cum *Suecis* a. 1724. art. 5. ^{q)} pacti sunt. Atque eadem plerorumque foederum formula.

§. XIX.

Solent plerumque foederati expere, ne in propriis & domesticis necessitatibus, quibus ipsis affligantur, vt carere milite non possint, *promissa auxilia submittere cogantur*, aut etiam, vt in repentinis casibus *reuvocare auxilia liceat*. Imo vero, si de illa re non conuenerit, natura foederis socialis ^{Ius reuocandi auxilia. Ansponsante discedere possint.} illud habet, vt quilibet suas necessitates ante omnia curare debeat: cum & ipse collapsurus sit, & socio inutilis futurus, qui primo omnium securitatem suæ non prospexerit. *Helvetii* certe a *Venetiis* a. 1706. §. 8. ^{r)} id sibi stipulati sunt, vt, si bello domestico laborent, auxiliares copiæ *reuvocari* possint. Im Fall beynde Stände von ihren Feinden angefochten würden, oder in anscheinender Kriegs-Gefahr wären ^{s)} ^{t)} so mögen beynde Stände, oder einer besonders, ihr Volk in ihren eignen Nöthen zu gebrauchen, wohl abfordern ^{u)} ^{v)}. Sed in eiusmodi quidem foederibus non illud actum esse intelligitur, vt temere & sponte, & confessim, arque iniussu supremi ducis bellici, sed, vt *communicato antea consilio*, cauissime expositis, auxilia discedant; ne omnes belli rationes subitaneo discessu perturbentur. Hæc Celtiberorum erat levitas, qui Romanos in Hispania, ab hostibus corrupti, deserebant, nihil aliud Romanis, cauissam querentibus obtestantibusque, respondentes, quam, domestico se auocari bello. ^{w)} Eadem perfidia Treuiri etiam aliquando, cum desperatam rem Romanam crederent, domum redierunt. ^{x)} Idem facinus Dumnorix ausus est, qui cum equitibus Aeduorum, insidente Cæsare, domum discedere paravit. ^{y)} Notum est, quas turbas dederit *HENR. LEO*, cum *FRIDERICVM I.* in Italia, flentem, atque ad genua eius procumbentem,

T 3

nihil

^{k)} *VEGET.* II. 3. ^{l)} *TAC.* XII. annal. 35. ^{m)} *LIV.* 24. 48. ⁿ⁾ *VEG.* II. 2.
^{o)} apud *SCHMAUSS.* l.c. p. 1187. ^{p)} *ibid.* p. 1015. ^{q)} *ibid.* p. 1972.
^{r)} *ibid.* p. 1187. ^{s)} *LIV.* 25. 34. ^{t)} *cæs. b. Gall.* I. 25. ^{u)} *ib.* V. 7.



nihil precibus, nihil obtestationibus permotus, desereret, atque ab exercitu cum suis copiis discederet. Notum etiam, quæ rerum conuersio sit subsecuta. ^{x)}

§. XX.

Stipendia

Sed in bellorum administratione cura quidem præcipua, vt ne quid de auxiliorum. fit exercitui *rerum necessiarum*, quibus si milites careant, nec satis animorum habituri sint, neque ad dimicandum facultatem. Igitur de *stipendiis & sumis superest*, vt videamus. Et *voluntaria* quidem, ea que priuata auxilia, nemo dubitat, quin stipendum ab illo accipiant, ad quem defendendum conscribuntur. Qua de causa illas copias subinde *conducticias & mercenarias* appellatas esse, supra est a nobis obseruatum. Idem etiam in *publicis*, iisque *necessariis*, auxiliis *unilateralibus*, que ex æquali foedere debentur, itemque in *quasi publicis*, obtinet, vt *sumtibus requirentis auxiliarii* milites alantur. Nihil enim magis habet rationem, quam, vt ad illum cura impensarum pertineat, pro cuius commodis & emolumentis militant: ita in *instrumento inuestituræ Senensis* a PHILIPPO II. concessæ COSMO II. Florentiae duci, de a. 1577. conuenit. ^{y)} In primis Helvetii sollicite suo militi, de *stipendiis* a foederato exsoluendis, cauent: quod omnia illorum foedera testantur. Sed in *bilateralibus & reciprocis interdum variatum*: quandoquidem pars vtraque eodem iure apud alterum vtitur, quo ipsa alterius auxilia accepit. Igitur interdum etiam *sumtibus mittentis* stipendia præbentur. *Foenum* tamen & *pabula* equis plerumque ab illo exhibenda sunt, cui auxilia mittuntur: illa enim in suis terris paullo commodius subministrare potest. Ita inter regem *M. Britanniae*, & *ordines general.* art. separat. I. a. 1677. ^{z)} in foedere *Russo-Suelico* de a. 1724. art. 6. ^{a)} & in foedere *inuictissimi imperatoris* cum *augustissimo Poloniarum rege* & *r. M. Britanniae*, a. 1719. d. 5. lunii inito ^{§. 3. b)} conuenit. Idem etiam *electoribus & principibus Germaniae* in foedere *unionis* a. 1658. inito placuit. ^{c)} Ita enim §. 14. pacti sunt. Es unterhält und bezahlt ein jeder alliirter seine Völker. *Hyberna* etiam plerumque, &, vt *victus ordinario pretio redimi* possit, nullo discrimine inter ciues & auxilia admisso, promittuntur. ^{d)}

Sed in foederibus *inæqualibus* subinde socii, qui mitunt auxilia, stipendum soluere tenentur, si illud in formula foederis promissum. Romanii quidem, socios non omnino eodem iure vti patiebantur. Quædam ciuitates & militem & pecuniam mittere debebant: ideoque suos *quaestores* in exercitu

^{x)} SIGON. R. Ital. L. 14. p. 327. URSTERG. chron. p. 206. vid. FABER. *Staats-Gesetzen*, T. 21. p. 746. ^{y)} SCHMAUSS. l. c. p. 307. ^{z)} Ibid. l. c. p. 1105. ^{a)} Ibid. p. 1972. ^{b)} Ibid. p. 1759. ^{c)} corp. iur. milit. LUNIG. p. 391. ^{d)} vid. foedus inter Stat. General. & Helvet. de a. 1712. art. 30. apud SCHMAUSS. p. 1283. & foedus inter imperat. reg. Brit. & reg. Pol. de an. 1719. §. 3. ap. SCHMAUSS. p. 1759.

citu habebant. ^{e)} Hinc socii aliquando apud *LIVIVM* ^{f)} se stipendiis exhaustos, neque esse, vnde militem pecuniamque darent, conqueruntur. Fru-
mentum tamen ad ipsos a Romanis gratis deportandum erat. Sed aliis qui-
dem, & in primis auxiliis externis, & frumentum, & stipendium, dede-
runt. ^{g)}

§. XXI.

Sed tunc demum militibus corpus vile est, & mors contemnitur, si aut *Præmia au-*
magnam gloriam vident, aut *spe furoræ* commoditatis accenduntur. Igitur, *xiliorum.*
ne virtus algeat præter stipendia, *præmiis* etiam *militaribus* ad certamen laudis
excitantur. Qua re in auxiliario milite tanto magis opus est, quanto diffici-
lius homines aliorum necessitates, cum suo periculo, defendunt, nisi rem il-
lam sibi fructuosam fore sperent. Sed hoc fere arbitrio ducis & victoris per-
mittitur: qui suo se modulo meritur, & rationem liberalitatis ex re constituit.
Interdum *Heluetios* copiis auxiliaribus, quas mittunt, *præmium pugnae*, ei-
nen Schlacht-Sold, stipulatos esse, video: si res prospere euenisset. Ple-
rumque *duplex stipendium menstruum* pacificuntur. Ita inter ipsos & Vene-
tos a. 1706. §. 5. conuenit: ^{h)} Und so eine Schlacht beschähe, darinnen
durch Gottes Hülf der Sieg erhalten würde, solle die Durchlauchtige Herr-
schaft Venetig den Obersten, auch allen und jedem Beschts-Leuten und ge-
meinen Soldaten, einen Monath Schlacht-Sold zu erlegen schuldig seyn.

Apud Romanos quidem *VEGETIVS*, in auxiliis minus sudoris, sed
maturioria, seu, quod aliis malunt, *maiora præmia* fuisse, ait. ⁱ⁾ *PLINTVS*
cerre, auxiliares *aureis* torquibus, sed legionarios *argenteis* duntaxat dona-
tos esse, docet; contra, ciuibus *armillas* dari solitas, quibus careant auxi-
liarii. ^{k)} *Prænestinus* aliquando, ob virtutem, *duplex stipendium* datum esse
LIVIVS testatur. ^{l)} *CAESAR* etiam aliquando *militibus*, pro magno labore
& patientia, *ducenos festertios* donauit, ^{m)} nec videtur, inter legiones &
auxilia discrimen admississe. Ceterum potiori loco in castris legionarios fuisse,
certum est. *POLYBIUS* obseruat, equitibus *sociorum* minus *frumenti* da-
tum esse, quam Romanis, cum illi deterioribus equis uterentur. ⁿ⁾ Supra
etiam monitum fuit, ob ciues & socios seruatos duntaxat, non ob auxilia-
rem militem defensum, coronam civicam seruatori datam. ^{o)} Tandem cum
Romæ nullum superesset discrimen dignitatis, etiam auxiliarii ad dignitates
militares gradumque altiore promiscue admissi. ^{p)}

Hæc de *iure militis auxiliarii* in mentem venerunt. Venia nobis ex-
perenda est, in difficile argumento, de quo, non memini, quenquam de in-
dustria commentatum esse. Primas enim lineas duntaxat ducere constituimus.

Con-

- ^{e)} *POLYB.* L.VI. p. 483. ^{f)} *LIV.* 27. 9. ^{g)} *LIV.* 30. 37. & L. 35. c. 50.
- ^{h)} apud *SCHMAUSS.* p. 1187. ⁱ⁾ *VEGET.* II. 3. ^{k)} *PLIN.* hist. nat. 33.
2. in fin. ^{l)} *LIV.* 23. 20. ^{m)} *CÆS.* b. Gall. VIII. 4. ⁿ⁾ *POLYB.* VI.
p. 484. ^{o)} *BLIN.* hist. nat. 16. 4. ^{p)} vid. *SPANHEIM* in orbe Rom. p. 349.



Ceterum gratulamur ætati nostræ, quod *fides auxiliarum sociorumque certissimis documentis* haud ita pridem comprobata est, & quod illa coniunctio Germaniæ prosperrime euenit. Deum precamur, vt, dum *augustissimus imperator* ad referendam gratiam accingitur, *res ex omnium bonorum voto & sententia felicissime succedat.*

XXVIII.

QVANDO
**CVRATOR ABSENTIS
 HEREDES AEQVE PROPINQVOS
 A SVCCSSIONE EXCLVDAT.**

VITEMBERGAE, AD D. VI APRIL. A. Q. S. P. E. M DCC XXXVII.

*Ocasio insti-
tuti.*

Plerumque magis homines *spe commoditatis futuræ*, quam *fructu præsentis voluptatis*, commouentur. Dulce enim bellum in expertis: & quanto longius ab vsu rerum remoti sumus, tanto facilius decipimur specie externa, quæ nobis mirifice blanditur, & quæ illa, quæ intus latent, occultantur. Ipsa vero *spes* commodi futuri non per se nobis grata est, sed quia *imaginem* quandam *boni* continet, ad quod consequendum adspiramus. Quare efficitur, vt, quod **PLINIVS** ait, ^{a)} quo proprius accesserimus *ad spem fruendi*, eo impatientius cupidiusque *rem* desideremus.

Vix tamen unquam acrius inciduntur homines cupidi, quam ubi ad *spem proximam hereditatis* eriguntur. Illa enim tanto efficacius animos concitat, quanto dulcier videri potest, sine iniuria, falcem immittere in messem, quam nobis aliorum industria parauit, & in qua quærenda defunctorum diligentia nos incommodo culturæ & sementis faciendæ liberavit. Igitur frequentissimæ in foro contentiones non solum de *hereditate præsenti*, sed etiam, & propemodum frequentiores, de *remota spe hereditatis*: in primis, dum de *reditu absentium*, illorumque *vita*, dubitatur. Quandoquidem enim homines, quod audiissime cupiunt, illud facillime credunt, & interdum fingunt; solet euenire, vt, si quis *diutius abs fuerit*, & peregrinetur, plerumque, qui ipsi

^{a)} **PLIN.** L. VI. ep. 1.



ipſi proxime sanguine coniuncti sunt, *absentis*, quasi *mortui*, bonis inhibent, &, quem nunquam redditum sperant, eius hereditatem ad se pertinere arbitrentur. Hinc orta est *cura absentium*, introducta a Germanis, sed hodie fere vſu Europæ vniuersæ frequentata, quam illi ambiunt, qui, si absentem illum *decessisse* constaret, propter sanguinis coniunctionem, ipſi *proximi heredes* eſſent. Malunt enim *occupare ambiguam hereditatem*, & *fructu praesenti* animum pafcer, quam exſpectare dubios euentus. Sed, quamuis *spes* illa sit *incerta*, atque ideo *cautio* a curatoribus præſtanda ſit, de restituenda hereditate, ſi *absens* reuertatur; tamen, vti dixi, vehementius propemodum, maioriſque ſumtu interdum, de *cura absentium*, quam de ipſa hereditate defunctorum, litigatur.

Nuper *ICtis Vitembergensibus* oblata eſt eiusmodi species, quæ non exiguum difficultatem habere videbatur: *absens Titius*, dum peregre abiret, *sororem unam Tulliam*, & ex altera *sorore*, iam tunc mortua, *duas neptes, Meuiam & Seiam*, reliquerat. Cum Titius diutius abeſſet, *de cura absentis*, & ſpe hereditatis, quærebatur. Dubio carebat, Titio, ſi mortuus eſſet, non ſolum *sororem Tulliam*, ſed etiam *neptes ex mortua sorore, Meuiam & Seiam*, heredes legitimos fuiffe: quandoquidem iure communi, & Hennebergico, ex quo lis iudicanda erat, *fratrum & sororum liberi*, in locum *fratrum demortuorum*, propter ius *repræfentationis*, ſuccedunt, &, cum *fratribus aut sororibus*, ſimul ad hereditatem admittuntur. Sed Meuiia & Seia, ſoli *Tulliae*, *absentis sorori superstiti*, curam *absentis* permiferant, quam *Tulliae maritus*, a magistratu confirmatus, *fusceperat*, ideoque bona *absentis*, ſub *cautione*, poſſidebat. Paullo post Meuiia & Seia deceſſerant, antequam de morte *absentis* penitus conſtaret. Meuiia filium reliquerat *Iauolenum*: Seia cælebs mortua patrem ſuum *Caium* reliquerat heredem. Iam & *Caius & Iauolenus* *absentis* Titii hereditatem, ex parte, ſibi delatam eſſe, arbitrabantur, & ſimul, cum *Tulliae marito*, ad curam *absentis* admitti, partemque bonorum ſibi administrandam dari, poſtulabant. *ICti Lipsienses* ſolum *Iauolenum*, excluſo Caio, admittendum eſſe censuerunt. Sed, leuteratione interpoſita, *Vitembergenses* a iudice consulti, non ſolum Caium, ſed etiam *Iauolenum* excluſerunt, ſolumque *Tulliae maritum*, *absentis* legitimum curatorem eſſe, arbitrati ſunt.

Digna res viſa eſt, quæ luculenta commentarye illuſtretur. Quod fieri commodius, ſi ante *de cura absentis* generatim breuiterque exponamus: deinde enim facilius erit de illa controuersia iudicium.

§. II.

Nimirum duo in primis obſtare videntur, ne hereditas absentis, de cuius morre nondum conſtat, inter legitimos eius heredes diuidatur. Primo *Non prorsus odiosa eſt hereditas vi-*

enim ſuperuacuum videtur, de hereditate nondum delata litem exercere. *Sed uentis ſed*

Fasc. IV.

V



*magnus tam
men favor
absentium.* Sed constat, hereditatem non deferri, nisi post mortem eius, de cuius successione queritur: quamvis dubiteret, ne vita sit defunctus. **DIOCLETIANVS** enim & **MAXIM.** l. 3. & 4. C. de postlim. reuers. ius successionis tunc demum adquiri, aiunt, cum cognoscitur, illos esse mortuos, de quorum hereditate disputatur: & ne filium quidem matris hereditatem adquirere, antequam constet, illam mortuam fuisse. Imo vero **IVSTINIANVS** l. 30. C. de pact. odiosum esse censet, & plenissimum tristissimi euentus, si successores proximi, de hereditate cognati viuentis atque ignorantis, litigent, aut de spe hereditatis paciscantur. Præterea **PAPINIANVS** l. 29. §. 2. D. de donat. non solum item de spe hereditatis damnat; sed etiam donationem bonorum cognatæ viuentis ipso iure nullam, donatorem vero postea hereditate indignum esse, ait, quia, aduersus bonos mores & ius gentium, ad hereditatem viuentis festinasset.

Igitur non solum inepta & præmatura, sed etiam cum periculo iacturæ coniuncta, videretur disceptatio heredum, de successione & cura absentis, de cuius morte nondum constat. Sed frustra **PAPINIANVS** ius gentium & bonos mores inuocauit, quibus hereditas viuentis eiusque occupatio intempestiu aduerseretur. Illud unum quidem æquitas videretur postulare, ne per illam occupationem domino viuenti aliquod incommodum omnino afferatur. Sed, si de illa re fuerit prospectum, non video, quid heredes eius, de cuius vita iuste dubitatur, prohibeat, quo minus bona potius inter se diuidant, quam exspectent incertum & non probabilem redditum absentis. Generaliter enim naturalis ratio permittit, ut in causis dubiis, de quibus non facile certis argumentis aliquid cognosci potest, illud sequamur, quod magis ad fidem probabile esse videatur. Cur igitur heredibus hanc opportunitatem fortunæ inuidemus, si ipsi potius, dum res & ætas permittrit absque dominorum periculo, fruuntur bonis absentium, quam, sine cuiusquam commodo & fructu, curatoribus extraneis bona, quæ probabiliter ad ipsos pertinent, administranda permittunt. Aut, quid refert, administrari bona ab extraneis, redditus multorum annorum conferri in arcum, atque annis singulis augeri, sed nemini prodesse, situ interim squalescere, & absenti incerto asseruari, follicie caueri, ne quisquam aliquid attingat, omnes alias excludi, sed heredes proximos interea fame & inedia perire. Rerum natura quidem omnia non colligendi, sed fructus capiendi causa, comparauit. Hæc hominum auarorum est insania, nummos contemplari, aceruos facere, omnia in unum conferre, nihil attingere, propter incertos & non probabiles euentus. Merito igitur Germani ceteræque gentes, quæ illos imitatæ sunt, curam absentis, & fructum bonorum, interim ad heredes proximos absentis pertinere voluerunt, si de reditu absentis iuste dubitetur. Nostro quidem iure, non solum præmatura illa successio, sed pacta etiam de hereditate absentis, admittuntur.

Ita

Ita haud pridem *ICti Lipsienses* responderunt: Obwohl Beklagte und Interventen anzuführen wissen, daß wider die Natur eines Vergleichs de re certa, besonders de hereditate tertii præsumtive adhuc superstis, sed insci, adquirenda, zu Recht beständiger Weise nicht transigiret werden könne, D. a. D. dergleichen pacta adquisitiua & conseruatiua de hereditate personæ viuentis certæ, sed insciæ, moribus Germaniæ, ex veriore sententia, auch inter priuatos und ohne endliche Bestärfung, vor bündig und fräftig zu halfen, und hierwider die mere subsidiaria dispositio iuris Romani nicht anzuziehen sc.

Sed præter illa, quæ adhuc obseruata sunt, in primis *sauor absentium* videtur dissuadere, ne facile *heredes absentis* admittantur, priusquam de eius morte fuerit probatum. Enimvero illud miseratio humanae conditionis, a qua nemo alienus est, imperat, vt consulamus necessitatibus illorum, quos, suspicio est, periculo aut infortunio quodam detineri, ne ad lares patrios & fortunas suas reuertantur. *Publike enim interest, quod VLPIANVS l. 33. §. 2. D. de procurator.* monuit, *absentes defendi ab iniuria, illorumque cauas & fortunas intactas conseruari.* Quapropter idem ille *VLPIANVS*, edictum de *negotiis gestis* necessarium esse, arbitratur: quoniam *magna utilitas absentium* in illa re versetur, ne, indefensi, rerum possessionem aut venditionem patientur, aut iniuria rem suam amittant, l. r. *D. de negot. gest.* Sed, periculum est, ne illud accidat, si bona absentium inter heredes diuidantur. Ideoque, Romano quidem iure, placuit, potius *curatorem extraneum* dari absentibus, qui idonee caueret, quam *heredes* admitti ad successiōnem, qui, pietatis oblii, bonis alienis cum indignitate inhiare videantur. l. 22. §. 1. *D. de reb. auct. iud. possid.* & l. 3. *C. de postlim. reu.* Sed quamvis illa ad speciem non inepte disputentur; tamen certius est, maiorem *heredum præsentium certorumque* habendam esse rationem, quam *absentis domini*, de quo *incertum* est, & iuste dubitatur, vtrum viuat, & reuerti possit ad fortunas suas. Illa esset *crudelitas* aduersus *certos & præsentes successores*, si a fructu bonorum arcerentur, propter *intempestiuam erga incertos* absentibus *misericordiam*, quos nemo facile sperat redituros. Neque enim admittuntur curatores absentium, nisi hi *diutius absuerint*, vt de vita ipsorum *cum ratione* dubitetur. In tanta incertitudine, sufficit, *cauere* curatores, de restituendis bonis hereditariis & fructibus bonorum, si absens aliquando reuertatur, aut appareat, hereditatem ad alios meliori iure pertinere. Satis igitur solicite absentibus consulitur a magistratu, qui omnes casus circumspicit, & etiam de reditu absentium, qui sperari vix potest, cogitat, ideoque cautionem exigit, ne illi ab heredibus aliquid detrimenti patientur.



§. III.

Cura absentis est occupatio hereditatis: Neque igitur bonis moribus nocebit, neque habebunt absentes, de quo conquerantur, si bona ipsorum heredibus sub cautione committantur. Placuit enim, propter summam requitatem, *heredes proximos*, qui sperent probabiliter, hereditatem sibi delatam esse illamque ad se pertinere, ad curam absentium admitti. Quapropter *cura absentis* praematura, sed non illicita, occupatio hereditatis, appellatur, cum *proximi* successores absentis, de cuius vita iuste *dubitatur*, eius bona, cautione praestita, auctoritate magistratus, nanciscuntur, *hac conditione*, ut illa restituant, si postea appareat, hereditatem sibi non delatam esse. Ita ANTONIO FABRO b) CARPLOVIO c) SCHILTERO d) BEYERO e) & BOEHMERO etiam, f) visum est. Igitur pro heredibus habentur curatores absentium, donec contrarium proberetur: sed, sub conditione tamen, bonis hereditariis fruuntur. Quapropter omnino assentior SCHILTERO g) qui negat, hanc administrationem, vel *hereditatis ciuilis aditionem* esse, vel *bonorum possessionem praetoriam*, quorum neutra, nisi cum vere delata sit hereditas & defuncti mors probetur, iure Romano admitti potest. Sed illud tamen expeditum est, non naturaliter duntaxat bona possideri a curatore absentis, vti ab extraneis curatoribus bonorum, neque hanc curam *mudae detentioni & custodiæ recte comparari*, quæ auctore FLORENTINO l. 17. §. 1. D. deposit. administratoribus rei alienæ tribuitur; sed curatorem bona absentis ciuiliter possidere, id est, animo rem retinendi, & sibi habendi, nisi vel defunctus redeat, vel ab alio herede ius melius proberetur. GAIUS enim l. 13. §. 1. de publ. in rem. act. hanc veram & ciuilem possessionem appellat, si quis credat dominum esse, & rem ad se, iusta ex causa, pertinere. Nemo vero dubitat, curatores absentium ideo bona occupare, quia credant, se heredes esse. Ut mirer SCHILTERVM, qui bona a curatore absentis naturaliter possidere, tradit. h) Illi enim duntaxat rem naturaliter possident qui sciunt, rem alienam esse, sed propter aliud ius quoddam reale, aut alia ex iusta causa, rei incumbunt: quales sunt pignoratitiae & præcariæ possessiones: l. 13. §. 1. D. de publ. in rem. act. cum quibus nihil commune habet possessio bonorum absentis.

Absentium igitur curatores credunt hereditatem sibi delatam esse, & quodammodo *cum conditione*, ciuiliter tamen, illam possident: donec contrarium proberetur. Itaque, dum de *cura absentis* dicepitur, verius de hereditate absentium agitur, vt illi admittantur, quos, certum esset, absenti successuros, si de morte eius liquido constaret.

Sed

- b) Cod. FABR. L. III. tit. 25. def. 5. & tit. 22. def. 13. c) CARPZ. P. III. const. 15. def. 84. n. 5. d) SCHILTER exerc. ad ff. XV. 73. e) BEYER iure Germ. l. 27. 46. f) BOEHMER responf. DCXXII. T. II. P. I. g) SCHILTER. exerc. ad ff. XV. 74. - b) Ibid. eod.



Sed legitima hereditas non solum illis, qui rebus suis superesse possunt, sed etiam *infantibus*, & *impuberibus*, & *foeminis*, & *furiōsis*, denique, omnibus, qui sanguine sunt *proximi*, quamvis res ipsorum ab aliis administratoribus regantur, propter solam coniunctionem sanguinis, deferrur. Quandoquidem igitur *curatores absentium*, sub conditione *heredes* designantur, nemo dubitat, quin ad *illam curam* etiam *impuberis*, & *foeminæ*, & *furiōsi*, recte admittantur: ut *res absentium* subinde per *curatorum curatores* non incommodè administrentur. Hoc & CARPZOVIVS i) & SCHILTERVS k) & BEYERVS l) obseruarunt. Nuper certe *ICti Vitembergenses* curam absentis etiam *foeminæ* delatam, a marito eius, tanquam *legitimo proximæ cognatæ curatore*, administrari posse, responderunt: Ob wohl zu der cura absentis auch Kinder und Unmündige zugelassen werden etc. etc. mithin Interuenientin und Beklagter, als des Abwesenden leiblicher und annoch lebender Schwester Ehemann, und legitimus administrator ihres Vermögens, welcher diese curam ohne Widerspruch derer übrigen Anverwandten, wegen seines Eheweibes, übernommen, nunmehr hierbei vor jenen ohnstreitig den Vorzug haben etc. etc.

Ad quemcunque igitur *proxima spes hereditatis* pertinet, illi magistratus *curam absentium* commendat: &, quamvis proximus successor ad tutelam vel curam aliorum suscipiendam natura non idoneus esse videatur; tamen receptum est, ut per *curatorem eius* possit cura absentis suscipi, illiusque hereditas per *vicarium* administrari. Sed finge, Titium, *proximum absentis Tullii cognatum*, pariter *absentem* esse, ut de vita eius dubitetur: & Sempronium, Titii proximum heredem, curam Titii absentis impetrare: an Sempronius non solum ad Titii, sed etiam ad Tullii hereditatem, sub cautione, administrandam, adeoque ad curam utriusque absentis, admitti possit, videamus. Erat locus dubitationi, quandoquidem tutores *infantis* & *curatores furiosi*, nomine *furiōsi* & *pupilli*, qui & ipsi pro *absentibus* habentur, *curam absentium* recte suscipiunt, illorumque bona administrant. Sed certius est, *cognatum proximum, absentem*, non posse, per *curatorem suum*, curam alterius absentis postulare. Supra enim obseruatum fuit, *curam absentium* heredibus deferri, ut ipsi potius, quam extranei, bonis hereditariis fruantur, quæ ad se peruentura esse sperant. Sed cum de Titii, cognati proximi, pariter absentis, vita non minus, quam de ipsius Tullii vita, dubitetur; ineptum esset Titio absenti curam Tullii permitti: quandoquidem æque incertum est, an ex illa hereditate fructus quidam ad Titium sit peruenturus. Igitur in illa specie non Titii proximus successor & *curator*, sed ille, qui, post Titium, proximus est Tullio, ad Tullii absentis curam

V 3

k) SCHILT. exercit. ad ff. XV. §. 73.

i) CARPZ. P. III. const. 15. def. 48.

l) BEYER L 27. 48.



curam admittetur. Illud etiam SCHILTERV's obseruauit.^{m)} Sed, si Sempronius, Titii curator, etiam Tullium coniunctione sanguinis proxime attingat, aut si Titio, priusquam & ipse abesse coeperit, adhuc præsentis, a magistratu imposta fuerit cura Tullii absensis; expeditum est, curatorem Titii ad utriusque absensis curam pariter admitti.

§. IV.

Cura absentis igitur heres absentis designatur, sub conditione: nisi tis etiam ad postea appareat, hereditatem ad ipsum non omnino pertinere. Igitur, si heredes curatoris transmitten. non probetur, quo tempore absens vita sit defunctus, post annum ætatis eius septuagesimum, de vita ipsius redditique desperatur: hinc & cautio reuocatur, & singitur defunctus, non post annum demum septuagesimum, sed statim, cum de vita eius dubitari coeptum & curator constitutus est, humanis rebus excessisse. Illud enim omnino habet rationem: quandoquidem absens ille, non tam propter ætatem suam exactumque annum septuagesimum ætatis, qui plerumque humanæ vitæ terminus est extremus, sed propter diuturnam absentiam, per quam nihil certi de ipso compertum est, pro mortuo habetur. Confestim igitur & ab initio, cum diutius abesset, de vita eius dubitari coeptum: ideoque proximi eius successores ad curam & hereditatem absentis, quasi iam tunc mortui, sub conditione sunt admissi: sed cautionis necessitate tamen onerati sunt, usque ad annum septuagesimum, cum possibile esset, illum adhuc viuere ad tempus illud; quamvis iam tum ab initio non facile sperari potuerit, illum adhuc viuere aut reuersurum esse. Hac igitur cautione post annum septuagesimum liberandus est curator, non, quasi absens nunc demum mortuus esse videatur; sed, quia elapsus terminus humanæ vitæ, intra quem adhuc dubitari poterat, liquido ostendit, illum statim ab initio, cum curator constitueretur, recte & iuste pro mortuo habitum fuisse. Quæ cum ita sint, necesse est, singi post annum septuagesimum, quasi retro facta fuerit successio, & illo tempore, quo primum de vita & redditu absentis dubitatum, hereditas proximis absentis successoribus pure fuerit delata: quod & SCHILTERVⁿ⁾ & BEYERV^{o)} docuerunt. Quibus consequens est illud, ut interea cura absentis etiam ad heredes curatorum, id est, heredes heredum, ab initio designatorum, quasi adita esset ab illis hereditas, efficaciter transmittratur. Finge igitur, quod in specie, quam supra §pho I. adduximus, acciderat; finge, inquam, post annum septuagesimum, non solum sororem defuncti hereditatem possidere, sed cum illa etiam defunctorum sororum nepotes, quarum auiæ aut parentes tempore curæ constitutae adhuc vixerant, concurrere. Dubitari non potest, qn in nepotes sororum mortuarum, cum sorore superstite, absentis legi-

^{m)} SCHILT. exerc. ad ff. XXXVII. §. 244.

ⁿ⁾ BEYER. iur. Germ. I. 27. §1.

^{o)} Ibid. exerc. ad ff. XV. 73. & 76.



legitimi heredes habeantur. Quamuis enim ius repraesentationis, in linea transuersa, ultra fratum liberos non extendatur, ideoque soror sororum nepotes excludere ab hereditate absentis posse videretur, si absens nunc demum pro mortuo habendus esset; tamen sufficit, tempore curae constitutæ, forores, aut sororum mortuarum liberos, cum sorore superstite, iure repraesentationis, ad hereditatem absentis peruenisse. Fingitur enim, iam tum illo tempore hereditas adita fuisse, adeoque etiam ad sororum nepotes postea potuit transmitti. Sed faciamus porro, cum *nepotibus* illius *sororis*, quae curam absentis impetravit, post annum septuagesimum, *alios cognatos* hereditatem petere, qui in *eodem gradu*, quo sororum nepotes continentur, constituti sint. Expeditum esset, omnes cognatos eiusdem gradus absentis successores esse, si ille iam demum, post annum septuagesimum, mortuus esse fingeretur. Sed, quia certius est, absentem statim illo tempore, quo de vita eius iuste dubitari coeptum est, pro mortuo habitum fuisse, donec contrarium probetur; sororum nepotes iam non iure proprio, sed iure ab aviis & parentibus qui hereditatem absentis cum conditione adierunt, ad se transmissio, hereditatem possident, ideoque illos, qui iam quidem in eodem gradu cum ipsis constituti sunt, excludunt. In eandem sententiam CARPOVIVS p) & BEYERVS q) responderunt. Imo nuperrime in illa specie, quam supra adduximus, ICt^a Vitembergenses cum *Lipsiensibus* in illo argumento consenserunt. Ita enim *Lipsienses*: D. a. u. d. vermöge derer teutschen Rechte und Gewohnheiten, denen die cura absentium ihren Ursprung und Verfassung schuldig ist, ben dieser zweyerley Vermuthungen eingeführet und statt finden, deren die eine præsumtio vitae ist, und dahin gehet, daß der Abwesende, biß zu überstiegenen 70sten Jahre seines Alters, pro vino in der Absicht und Würkung, damit vor solcher Zeit denen nächsten Anverwandten und Erben Nehmen, dessen Vermögen nicht ohne Caution vertrauet und übergeben werden möge, zu achten, die andere hingegen in præsumtione mortis und darauf gesetzet ist, daß von dem Abwesenden, so nummehr das 70ste Jahr überschritten, geglaubet wird, daß er zu eben der Zeit, als ihm ein oder mehr Vormunden bestätigt worden, das Zeitliche gesegnet habe, damit diesenigen, so tempore constitutæ curae dessen nächste Bluts-Verwandte und in solcher qualität auch die nächsten zur Vormundschaft gewesen, die nächsten Erben so lange seyn und bleiben mögen, biß von denen, so, wegen mittler Zeit erfolgter Veränderung derer Personen, ihren Nachkommen in proximitate gradus vortreten könnten, ein besseres Recht ausgeführt worden, ferner unstreitig, daß zur Zeit der Beklagten gerichtlich aufgetragenen Vormundschaft, und des nachgehends fol. Act. errichteten Erb-Recesses, obvenante beyde Kinder, Kraft des nach Hennebergischen Rechten in linea col-

p) CARPOV. P. III. const. 15. def. 49.

q) BEYER iure Germ. I. 27. 54.



collateralii üblichen iuris repräsentationis, in ihrer verstorbenen Mutter Stelle und Recht getreten, und hierdurch mit dieser überlebenden Schwester der interuenirenden N. ad successionem & curam absentis zu ihrem Anteil mit concurriret, nicht weniger ausgemacht, daß wenn die N. dazumahl, wie ihr freigestanden die curam absentis zu ihren $\frac{1}{4}$ ten Theil mit übernommen hätte, sie, solche nebst dem iure hereditario, auf ihren überlebenden Sohn transmittiret haben würde. Idem mensis Februario huius anni, Vitembergensibus, de eadem causa consultis, placuit:

Obwohl nach teutschen Rechten und Gewohnheiten denen Abwesenden diesenigen Personen, welche, wenn jene zu der Zeit, als man an ihrer Wiederkunft und Leben zu zweifeln angefangen, würcklich Todes verblichen, ihre nächsten Erben wären, zu Vormündern bestellt, diese auch nachhero, wenn die Abwesenden nicht wiederkommen, noch die eigentliche Zeit ihres erfolgten Ablebens, nach Verlauff des 70sten Jahres ihres Alters bescheiniget werden kann, zur Erbfolge gelassen werden, und daferne sie immittelst Todes verfahren, die Vormundschaft nebst dem einmahl erlangten Erb-Rechte auf ihre nächsten Erben, wenn gleich nachhero andere, so dem Abwesenden mit denen letztern in gleichen Grade verwandt sind, noch vorhanden, wohl versällen mögen,

Carpz. P. III. Const. 15. def. 58 sqq.

Beyer Iur. Germ. L. I. c. 27. §. 49. 53. & 54.

Derowegen bey gegenwärtigem Falle nicht sowohl darauf, wer dem ausländischen N. voriezo am nächsten, als vielmehr, wer damahln, als man denselben einen Vormund verordnet, die unmittelbare Unwertschafft auf dessen Erbschafft gehabt, das Absehen zu richten zu seyn scheinet, auch kein Zweifel, daß zu der Zeit, als Beklagten die Vormundschaft aufgetragen worden, die benden N. N. Kinder, welche vermöge des in denen gemeinen und Hennebergischen Rechten festgestellten iuris repräsentationis, an ihrer Verstorbenen Mutter, als des Abwesenden N. Schwester, Stelle getreten, mit der Intervenientin ein gleiches Erbrecht gehabt, mithin dieselben die Vormundschaft zum Theil ebenfalls zu verlangen, dem Ansehen nach, um so viel mehr befugt gewesen, als zu der cura absentis auch Kinder und Unmündige zugelassen werden.

Schilt. exerc. ad ff. XV. §. 71-77.

Und die succession denen N. N. Kindern in dem Erb-Recesse fol. ausdrücklich zugestanden worden, dahero, nachdem diese das Zeitliche gesegnenet, nicht allein Mit-Klägers Sohn, als ein descendente der einen N. Tochter, und des Abwesenden N. verstorbenen Schwester Enkel, sondern auch Kläger als natürlicher Erbe seiner verstorbenen Tochter, welche obgedachter maassen, an der Erbschafft des Abwesenden, als dessen verstorberner Schwester-Toch-

Tochter, iure representationis, gleichfalls Antheil gehabt, und mit der Interventientin darbey concurrit, auf das von ihren Erb-lässern erlangte Erbschaffts-Recht an des Ausländischen Vermögen, und die damit verknüpfste curam absentis, nicht ohne ziemlichen Schein des Rechtens Anspruch machen *et cetera*.

§. V.

Curatori itaque absentis, dum de huins vita dubitatur, hereditas defertur: sed, vt supra obseruarum est, non pure, & simpliciter, sed sub causis non ablatione, & hac lege expressa, vt restituat hereditatem, si postea appareat, hereditatum ius reditatem non ad ipsum pertinere. Igitur disputatione non indiget, si absconditum est. *Cura absentis non tribuit.*

Sed videamus, quid dicendum sit, si postea liquido probetur, absentem non illo tempore, quo curator constitutus est, sed aliquot annis post, de vita decepsisse. Finge enim, anno 1000. de vita absentis dubitatum, illoque tempore sororem eius ad curam absentis admissam esse: illam vero mortuam, an. 1002. ad euram absentis filie suæ, & hanc defunctam an. 1003. nepoti; hunc an. 1005. pronepoti, reliquise. Sed finge porro, an. 1007. patrum absentis hereditatem petere, & probare an. 1006. demum absentem mortuum fuisse. At vero non est locus dubitationi, pronepotem sororis præferendum esse patruo, si absens statim ab initio an. 1000. defunctus esse fingeretur. Cum enim illo anno soror superstes absenti proxima fuerit, iure sanguinis, & hereditatem adierit, potuisset omnino ius quæsumum ad omnes heredes suos transmittere in infinitum. Sed, cum iam probetur, absentem an. 1006. demum diem obiisse, fortior est veritas præsumptionibus, neque potuit sorori, anteqam frater moreretur, hereditas deferri, aut ab ipsa ad heredes alios transmitti, l. 3. & 4. C. de postlim. reuersi. Itaque patruus admittetur ad hereditatem, qui tempore mortui absentis, an. 1006. pronepotem sororis propinquitate gradus superauit. In illam sententiam ICti Vitembergenses mense Februario huius anni responderant: Dieweil aber dennoch bey Besetzung eines Curatoris absentis zwar auf das ius succendi vornehmlich gesehen, jedoch der bestellte Curator nicht schlechterdings vor des Abwesenden unstreitigen Erben dadurch erklärt, sondern nichts dessweniger nachhero, wenn von des Abwesenden Tode gewisse Nachricht zu erlangen, die Erbschaft denen, so zur Zeit seines Ablebens die Nächsten gewesen, wenn sie gleich die Vormundschaft nicht verwaltet, überlassen wird,

Beyer. iure Germ. I. cap. 27. §. 54. in f. &c.

Absens igitur mortuus esse creditur, cum curator absentis constituitur; sed audiuntur tamen illi, qui tempus mortis certum, argumentis liquidis, se probare posse credunt. In dubio autem curatori, qui possidet hereditatem.

Fasc. IV.

X

redi-



reditatem, bona relinquuntur: quod & HERTIVS ^{r)} obseruauit. Itaque, vii dixi, liquidis argumentis comprobandum est, absentem, post curam hereditibus delatam, decessisse. Recte enim FINCKELTHAVSIVS, ^{s)} ANTONIVS FABER ^{t)} & SCHILTERVS ^{u)} monuerunt, non admitti probationem per *presumtiones*, aduersus absentis curatorem: quandoquidem ipse curator fortissima presumtione, quæ ex diurna absentia desumpta est, & quam magistratus, curatorem constituens, expresse approbavit, defenditur, aduersus alias *presumtiones*.

Sunt plures eiusmodi species, in quibus curatori hereditas absentis occupata extorquetur. Fac enim, ab initio magistratum absentis curam heredi non proximo, sed remotiori, contulisse, aut quosdam, qui ab initio æque propinqui erant, iniuria, aut per errorem, a cura absentis exclusisse. Faciamus etiam, quod supra obseruatum est, cognatum Tullii absentis proximum, pariter absentem fuisse, cum Tullio curator constitueretur: sed hunc cognatum postea reuerti & petere Tullii hereditatem. Constat inter omnes, hereditatem a curatore interim iniuste occupatam, legitimis heredibus, qui illo tempore, quo de vita absentis dubitari coepit, ipsi proxime coniuncti fuerant, restituendam esse, &, facto magistratus, tertio, in primis ignorantibus, ius quæsitum non omnino auferri potuisse. BOEHMERVS certe ^{x)} illo casu, non solum, post annum septuagesimum, curatori hereditatem auferri posse, posse, sed etiam, ante illud tempus, curam a remotiori in propiorem transferendam esset, credit. Ita enim ille:

D. a. d. Die cura absentis nichts anders, als eine præmatura successionsoccupatio ist, mithin denen proximioribus, exclusis remotioribus, zu stehen,

Meuius ad ius Lubec. P. II. tit. 2. art. 4. n. 13.

Berlich. P. III. concl. 21. n. 74 sq.

und also, nach diesen principiis, die S. Brüder dadurch ihr Recht nicht verloren, daß die Obrigkeit einem remotiori die curatel aufgetragen *zc. zc.* über dem die transmissio & continuatio curatæ alsdenn nur statt findet, quando ab initio semel proximiori est delata &c.

Sed de illa re deinceps locus erit exponendi.

§. VI.

Cura absentis ad extra In tanta igitur incertitudine, non omnino heres est absentis curator a magistratu constitutus. Multa enim interueniunt, quæ prohibent, quo neos heredes minus ipse retineat hereditatem. Ex illa fere causa placuit, a curatore qui dem absentis hereditatem quodammodo adquiri, & semel sub conditione ad qui-

r) HERTIVS respons. T. II. dec. 771.

t) FABER in Cod. L. IV. tit. 7. def. 2.

MER resp. 622. T. II. P. I. p. 619.

s) FINCKELTH. obs. 100. n. 9. & 26.

u) exerc. ad ff. XV. 77.

x) BOEH-

quisitam ad heredes eius etiam transmitti; sed, si, ante absentis annum septuagesimum ætatis, curator proximus absentis moriatur, *ad eius heredes extraneos* absentis curam non transferri: adeoque tunc demum admitti heredes curatoris, si & ipsi cum absente fuerint *sanguine coniuncti*. Nullus enim absentium, nisi *cognatus*, constituitur curator.

Nuper certe *Icti Lipsiensis* negauerunt, mortuo filio, curatore absentis, ad quem cura a matre, iam defuncta, absentis cognata, iure sanguinis transmissa erat, *patrem*, filii heredem, absentis curam, quasi a filio ad se transmissam, postulare posse; quia pater affinitate duntaxat, non cognitione, absentem attingebat. Cuius responsi has rationes attulerunt:

D. a. d. Klägern, wenn schon seines verstorbenen Sohnes Anteil auf ihn verfällt, dennoch die Cognatio in Ansehung des Ausländischen er mangelt, diese aber bey denen, so als nächste Erben zur cura absentis gelangen, als ein wesentlich Stück zugleich mit erforderlich wird.

In eandem sententiam olim etiam *CARPZOVIVS* y) & *HERTIVS* z) responderunt: ut *consuetudine* receptum esse videatur, curam absentis non ad curatoris heredes extraneos transmitti.

Vt tamen verum fatear, nullam video caussam satis idoneam afferri cura absentis, per quam hereditas sub conditione semel acquisita est, antequam ab alio cognato ius melius probetur, tantum in heredes absenti cognatos, non vero in affines & extraneos, transmitti possit. Enimvero, certum est, curatorem plene acquisuisse hereditatem, nisi ab alio ius melius probetur: vnde sequitur, excludi reliquos absentis cognatos, & quoscunque curatoris heredes petere posse bona absentis, semel a defuncto curatore acquisita, donec cognati reliqui ius melius probarint. Interim excusari potest illa consuetudo, quamdiu incertum est, an non viuant & reuersuri sint absentes. Sed illud tamen caret dubitatione, post annum septuagesimum, a cognatis interim ad curam admissis, hereditatem curatoris primi heredibus etiam extraneis restituendam esse; cum ius successionis a primo curatore sub conditione acquisitum, &, post annum septuagesimum, non existente conditione, pure & simpliciter confirmatum, heredibus eius etiam extraneis, inuitis, non extorqueri posse videatur. Constat enim, hereditatem aditam transmitti ad quoseunque etiam extraneos heredes. Sed, post annum septuagesimum, curator primus singitur hereditatem pure adiisse.

§. VII.

Ex his, quæ adhuc disputata sunt, appareat, singi, absentem illo tempore, quo de redditu eius dubitari coepit, & curator absentis constitutus a cura absentis, mortuum fuisse. Ex quo consequitur, illos admitti ad hereditatem eius, sentis abstinentem non re-
tempore curatoris constituti, quo absens mortuus esse singitur, gradu nunciant he-
reditati.

X 2

y) *CARPZ.* P. III. const. 15. def. 50. & 51. z) *HERTIVS* resp. 192. T. I. p. 377.



proximi fuerunt. Sed , quid fieri, si non omnes absentis cognati, qui, in eodem gradu constituti erant, curam absentis petierunt; sed vnum duntaxat æque propinquum, passi sunt, solum curam absentis & administrationem hereditatis obtainere. *CARPZOVIVS*^{a)} enim testatur, non omnes in eodem gradu constitutos necessario curatores absentis constitui a magistratu; sed illos duntaxat, qui petierint, admittendos esse. An igitur illos, qui curam absentis petere omnino neglexerunt, sed alium æque propinquum admiserunt, renunciasse hereditati absentis arbitremur? Certius est renunciations non præsumi. Enim vero cognatis proximis absentis, hoc beneficii datum est, vt ipsis etiam ante annum septuagesimum, praematura occupatione hereditatis, sibi prospicere, & interim sub conditione adire hereditatem, permittatur. Sed nemo cogitur vti illo beneficio. Neque igitur sua modestia nocebit heredibus, qui curam absentis & administrationem bonorum postulare noluerunt. Nimirum, post annum septuagesimum ætatis, absens singitur illo statim tempore, quo curator ipsi constituebatur, mortuus fuisse; sed ante illud tempus non potuit pure eius hereditas peti & adiri. Qua propter dici non potest, illos repudiasse absentis hereditatem, quam, ante annum septuagesimum, pure omnino adire nequieverunt. *VLPIANVS* enim, l. 5. D. de *adq. vel omitt. hered.* docet, illum non repudiare hereditatem, qui *non potuit adire*. Igitur iuste heredes expectare poterunt tempus, quo certo constaret, absentem non esse redditum. Quapropter illi omnes, qui tempore curatoris constituti, gradu æque propinqui fuerunt, iure successionis vti possunt, & coheredem suum, qui curam absentis suscepit, pro suis portionibus, etiam ad reddendas rationes obligatum habent. Hoc quidem acciderat in illa specie quam *þpho* I. enarraui. Absens vnam reliquerat sororem, & ex altera soror duas filias, quæ, iure representationis extra Saxoniam, in matris suæ locum succedebant.. Sed hæ quidem neglexerant curam absentis petere, quia forte cautionis difficultatem subterfugiendam esse existimarent: & solam sororem absentis superstitem admiserant ad curam absentis. Dubitabatur, an filiae sororis, quae curam absentis petere omiserant, aliquando, post annum septuagesimum, ad hereditarem admittendæ esse videantur. *ICti Vitembergenses*, mense Februario huius anni, responderunt: admittendas esse filias sororis:

D. a. d. Kläger und Mitklägers Sohn hierdurch an ihrem Erbschafts-Rechte keinen Abbruch leydend, in mehrerer Erwegung bey Bestätigung des curatoris absentis zwar auf das ius succedendi vornehmlich gesehen, jedoch der bestellte Curator nicht schlechterdings vor des Abwesenden einigen und unstreitigen Erben erklärt, sondern nichts destoweniger nachhero, wenn von des Abwesenden Tode gewisse Nachricht zu erlangen, die Erbschaft denen, so zur Zeit

^{a)} *CARPZ.* P. III. const. 15 def. 49.

Zeit seines Ablebens die Nächsten gewesen, wenn sie gleich die Vormundschaft nicht verwaltet, oder auch, wenn davon keine gewisse Nachricht vorhanden, und der Abwesende das 80ste Jahr seines Alters überschritten, also vor todt zu achten, denenjenigen, so zur Zeit der angeordneten Curat^e das nächste Erb-Recht gehabt, ohnerachtet sie sich der Vormundschaft verziehen, überlassen wird.

Beyer iure Germ. l. 27. §. 56 sq. &c.

Itaque certum est, etiam illos cognatos admirti posse, qui curam absentis nunquam petierunt. Sed plus habet difficultatis, an proximi cognati, qui curam petere neglexerunt, &, ante quam absens annum septuagesimum superasset, ipsi etiam mortui sunt, hereditatem absentis nondum aditam ad heredes alios transmittant: vt hi post annum septuagesimum, quasi ab initio adita esset hereditas a proximis cognatis, absentis adquirerent hereditatem. Est omnino locus dubitationi, quum cognati absentis, qui curam bonorum neglexerunt, ipsi nondum peruererint ad hereditatem, adeoque illam ad heredes alios transmittere non potuisse videantur. Qui enim decessit, antequam sciret, an sibi delata esset hereditas: non potuit hereditatem transmittere ad alios heredes: quod *DIOCLETIANVS* l. 7. C. de iure delib. & *THEODOSIUS* l. 18. §. 3. C. eod. tradiderunt.

Sed magis est, vt credamus, etiam illos cognatos, qui curam absentis nunquam petierunt, hereditatem quasi aditam transmittere ad heredes suos. Enimuero, quod supra obseruatum fuit, singitur absens illo tempore decesse, quo ipsi curator constituebatur. Igitur omnibus, qui tempore illo proximi absentis cognati & legitimi heredes erant, tunc delata est hereditas. Sed hereditas absentis tamen *pure*, nisi post annum septuagesimum, non potuit adiri. Quapropter illi, qui tunc curam absentis petere neglexerunt, & postea mortui sunt ante annum septuagesimum, quodammodo similes sunt illis qui intra annum deliberandi decesserunt. Sed constat, illos, qui intra spatium deliberandi moriuntur, ad heredes etiam transmittere ius deliberandi: quod *IVSTINIANVS* præcipit l. 19. C. de iure delib. Sed spatium deliberandi in hac specie ante annum septuagesimum decurrere non potest, cum antea non possit pure hereditas adiri.

Imo vero, ne quidem opus est, vt ad ius deliberandi configiamus. Etiam alia ratione tui sunt heredes illi. Scilicet, ante annum septuagesimum *ignorabantur*, an absens decesserit, & an vere proximis cognatis delata sit hereditas illo tempore, quo curator constituebatur. Sed *DIVVS PIVS* præcepit, si heres decedat, antequam sciret, sibi delatam esse hereditatem, stricto iure quidem hereditatem, nondum aditam, non transmitti ad heredes eius: sed heredibus tamen, ex persona heredis defuncti, *restitutionem in integrum* dan.

dandam esse, ut admittantur ad hereditatem, quasi defunctus hereditatem adiisset. Quod PAPINIANVS, l. 86. pr. D. de adqu. vel omitt. hered. humanitatis caussa obtinere, ait.

Itaque non dubito Meuiam & Seiam, quas in §pho I. commemorauimus, ius successionis etiam in Caium & Iauolenum transmississe, vt hi ex persona matris suæ, post annum septuagesimum, vi restitutionis in integrum, ad absentis hereditatem admittantur.

§. VIII.

Ad curam **Igitur** certi sunt, de hereditate obtainenda, omnes cognati, qui tempore *absentis vni* pore curæ constitutæ proximi absentis heredes erant, quanvis ipsi administrationem bonorum & curam absentis non petierint a magistratu. Ex quo concessam reliqui æque appearer, non opus esse, vt cognati, qui curam absentis primo neglexerunt, aut heredes ipsorum, postea ad curam absentis admitti postuleant, hereditatis propinquique postea non conseruandæ caussa. Enimuero ius successionis ipsis saluum est, quamvis admittuntur.

Sed CAIUS atque IAVOLENSIS, de quibus antea §pho I. diximus, finixerant sibi hunc timorem, ne postea ab hereditate absentis penitus excludantur, quia curam absentis nunquam petiissent. Itaque anxie desiderabant ut adhuc ad curam illam, ante annum septuagesimum, admitterentur. Et ICI quidem Lipsienses Iauolenum admiserant, vt ius hereditatis conserueret, & interea susciperet curam absentis, solum vero Caium, absentis affinem, excluderant; quia cura absentis ad extraneos non pertineret. Ita enim responderunt:

Dass Mitflägers Sohne (Iavoleno) des Ausländischen Vermögen zum vierdten Theile, gegen Bestellung hinsichtlicher Caution zu überlassen, Klägers (Caii) Suchen aber hat nicht statt, B. R. W.

Sed certius est, si semel cura bonorum *vni* duntaxat cognatorum, ab initio, reliquis consentientibus commissa, reliquos heredes æque propinquos postea ad curam non admitti. Ius enim hereditatis & successionis in bonis absentis, post annum septuagesimum, illis integrum seruatur, quamvis nunquam sint curatores constituti. Contra vero, non solum curatoris ab initio constituti, interest, ne postea, aliis curatoribus adiunctis, rationes eius perturbentur, & ius quæsumus ipsi, sine suo facto, a cognatis reliquis eripiatur: sed, ipsius etiam absentis caussa, cuius adhuc redditus sperari potest, merito cœendum est, ne bona eius inter plures distrahabantur. Sibi igitur, imputent, qui ab initio curam absentis neglexerunt. Ille enim, qui curam solus petit, sibi vigilavit. Optime CARPOVIUS: b) „semel, inquit, commissa cura vel custodia bonorum absentis, reliqui in pari licet gradu constituti non admittendi erunt. Quod video olim etiam BEYERO c) placu-

b) CARPOZ. P. III. const. 15. def. 49. n. 4. c) BEYER iur. Germ. I. cap. 27. §. 56.



cuisse. Igitur, cum non solum Caius, sed etiam Tulliae maritus, absentis curator, a magistratu constitutus, leuteratione interposita, *Lipstiensum* sententiam impugnarent; *Ictis Vitembergensibus* visum est, non solum Caium, sed etiam *Iavolenum*, a cura absentis excludendum esse, & solum manere curatorem, qui ab initio constitutus esset. Ita enim mensis Februario huius anni responderunt: Nunmehr, was Intervententis Leuterung anlanget, aus denen Aeten und derer Partheyen rechtlichen Einbringen so viel zu befinden, daß Mitklägers Sohne (Iavoleno) des ausländischen N. Vermögen zum vierdten Theile gegen Bestellung hinlänglicher Caution nicht zu überlassen, sondern dessen Suchen nicht statt hat, dagegen es im übrigen der von Klägern (Caio) und Mit-Klägern, eingewandten Leuterung ungeachtet, bey vorigem am 21. Aug. des abgewichenen 1736. Jahres eröffneten fol. beßindlichen Urtheil nochmahl's billig bleibt, V. R. W.

Operae pretium erit, rationes decidendi integras adscribere, ut de tota causa cognoscatur:

Obwohl, nach teutschen Rechten und Gewohnheiten, denen Abwesenden diesenigen Personen, welche, wenn jene zu der Zeit, als man an ihrer Wiederkunft und Leben zu zweifeln angefangen, würklich Todes verblichen ihre nächsten Erben wären, zu Vormunden bestellt, diese auch nachhero, wenn die Abwesenden nicht wiederkommen, noch die eigentliche Zeit ihres erfolgten Ablebens, nach Verlauff des 70sten Jahres ihres Alters, bescheinigt werden kann, zur Erbsfolge gelassen werden, und daferne sie immittelst Todtes verfahren, die Vormundschaft, nebst dem einmahl erlangten Erbrechte, auf ihre nächsten Erben, wenn gleich andere, so dem Abwesenden mit denen letztern in gleichen Grade verwandt sind, noch vorhanden, wohl versällen mögen.

Carpz. P. III. C. 15. d. 58 sqq.

Beyer Iur. Germ. L. I. c. 27 §. 49. 53. & 54.

Derowegen bey gegenwärtigen Falle nicht sowohl darauf, wer dem ausländischen N. vorjeko am nächsten, als vielmehr, wer damahln, als man demselben einen Vormunden verordnet, die unmittelbare Anwartschaft auf dessen Erbschafft gehabt, das Abschen zu richten zu seyn scheinet, auch kein Zweifel, daß zu der Zeit, als Verlagten (Tulliae marito) die Vormundschaft aufgetragen worden, die beyden N. N. Kinder, (Meuia & Seia) welche, vermöge des in denen gemeinen und Hennebergischen Rechten festgesetzten iuris repräsentationis, an ihrer verstorbenen Mutter, als des abwesenden N. Schwester Stelle gerreten, mit der Intervententin (Tullia) ein gleiches Erb-Recht gehabt, mithin dieselben, die Vormundschaft zum Theil ebenfalls zu verlangen, dem Ansehen nach, um so viel mehr befugt gewesen, als zu der cura absentis auch Kinder und Unmündige zugelassen werden,

Schil-

Schilter exere. ad ff. XV. §. 71-77.

Und die succession denen N. N. Kindern in dem Erb-Recesse fol. ausdrücklich zugestanden worden, dahero, nachdem diese das Zeitliche gesegnet, nicht allein Mitlägers Sohn, (Iavolenus) als ein descendant der einen N. Tochter und des abwesenden N. verstorbenen Schwester Enkel, sondern auch Kläger, (Caius) als natürlicher Erbe seiner verstorbenen Tochter, (Sejae) welche obgedachtermaßen an der Erbschaft des Abwesenden, als dessen verstorbener Schwester Tochter, iure representationis, gleichfalls Anteil gehabt, und mit der Interventientin dabey concurrit, auf das von ihren Erb-Lässern erlangte Erbschafts-Recht an des Ausländischen Vermögen, und die damit verknüpfte curam absentis, nicht ohne ziemlichen Schein des Rechtes, Anspruch machen, demnach, daß Klägers und Mitlägers Leutungs-Gravamina erheblich, sowohl die gesuchte declaration nötig, der Interventientin und Beklagten Einwenden hingegen ungegründet, es das Ansehen gewinnen möchte.

D. a. D. Diesenigen Unverwandten, so bey Bestellung eines curatoris absentis sich nicht gemeldet, sondern des ihnen diesfalls zustehenden Rechts sich begeben, den einmahl verordneten Curatorem nachher nicht verdringen mögen.

Carpz. P. III. C. 15. d. 49. n. 4.

Mithin Interventientin, und Beklagter, als des Abwesenden leiblichen und annoch lebenden Schwester Ehemann, und legitimus administrator ihres Vermögens, welcher diese curam ohne Widerspruch derer übrigen Unverwandten wegen seines Eheweibes übernommen, nunmehr hierbey vor jenen unsreitig den Vorzug haben, Kläger und Mitlägers Sohn aber hierdurch an ihren vermeynten Erbschafts-Rechte keinen Abbruch leyden, in mehrerer Erwegung, bey Bestetigung eines curatoris absentis zwar auf das ius succedendi vornehmlich gesehen, jedoch der bestellte curator nicht schlechterdings vor des abwesenden unsreitigen Erben dadurch erklärret, sondern nichts destoweniger nachher, wenn von des Abwesenden Tode gewisse Nachricht zu erlangen, die Erbschaft denen, so zur Zeit seines Ablebens die nächsten gewesen, wenn sie gleich die Vormundschaft nicht verwaltet,

Beyer l. c. §. 54. in fin.

oder auch, wenn davon keine Gewissheit vorhanden, und der Abwesende das 70ste Jahr seines Alters überschritten, also vor todt zu achten, densjenigen, so zur Zeit der angerodneten curatell das nächste Erbschafts-Recht gehabt, ohngeachtet sie sich der Vormundschaft verziehen, überlassen wird.

Beyer l. c. §. 56.

Dahingegen, der Abwesende, bis zu Einsangung der Nachricht von seinen Tode, oder dem 70sten Jahre seines Alters, vor lebendig zu halten, dem-

dennach, wer dessen Erbe seyn werde, bis dahin ungewiß bleibt, folglich, wenn die cura bereits einem der Unverwandten aufgetragen worden, der Streit wegen der noch unausgemachten Erbsfolge, bis von des Abwesenden Todes-Tage gewisse Nachricht angeschafft, oder sein Ableben wegen seines Alters vermutet wird, billig auszuschen, dahero Klägers und Mitklägers auf die Erbschafft gerichtetes Suchen noch zu frühzeitig, so wohl der auf die dem Beklagten, als der Interventientin Ehemanne, bereits aufgetragene curam absentis von denenselben gemachte Anspruch ungegründet, und bei solcher Bewandtnis die gesuchte Declaration nicht statt hat, So ist wie im Urtheil enthalten, von uns billig erkannt.

XXIX.

O B S E R V A T I O N E S

D E A N I M O N O V A N D I
F A C T I S E X P R E S S O.

A D L. 8. C. DE NOVAT.

VITEMBERGAE, AD D. XXIV. APRIL. A. Q. S. P. E. M DCC XXXVII.

§. I.

Quamvis omnis societas hominum fide mutua & benevolentia contineatur; tam negligenter tamen colitur id officium humanitatis, vt vix quis cumulatio Odioſa eſt quam fidem habeat suo debitori, niſi ipsum fere manibus & vtroque pede plurimum obatque ipſo etiam collo vincitum & obligatum teneat, vt euadere ne possit. ligationum ex eadem Hinc plerisque obligationibus etiam fideiūſſores & pignora accedunt, quæ cauſa. quasi in ſubſidiis collocantur, vt, ſi diſſicilis, aut inanis, in iſum debitorum, cui diſſidimus, ſit actio, incumbamus pignori & a fideiūſſoribus creditum recuperemus. Nostri, præter fideiūſſores & pignora, etiam cambiūm deſiderant a debitore; vt non ſolum res eius & fortunas, ſed iſum etiam corpus & vitam & illum, quem trahit, ſpiritu obſtrictum habeant, ne ſpes recuperandi crediti interuatur. Ita ſunt hi nostri diuities.

Sed non lauent leges noſtræ huic incontinentiæ & auditati creditorum.

Odioſa ſunt illa vincula accessoria conuentionum, & omnis cumulatio obligationum reſtringit interpetatione. Hinc CELSVS l. 99. D. de V. O. itemque PAVLVS l. 73. D. de fideiūſſ. ſtricte accipendam. eſſe fideiūſſio-

Faſc. IV.

X

fio-



sionem, aiunt, ut, quæ *palam verbis non expressa* sunt, *omissa* videantur. Satis est creditor, debitorem principalem arctius teneri: neque ipse potest conqueri, si fideiussor *laxius* omnino adstringatur. Per se dura est fideiussorum conditio, qui propter alienam culpam & negligentiam tenentur; ut merito *remissius* humaniusque teneantur.

Idem in *pignoribus* obtinet, de quorum *odio plura præses* commen-tatione singulari^{a)} obseruavit. *VLPIANVS* certe atque *PAVLVS* l. 6.7. & 8. *D. de pignor.* & *hypoth. generalem hypothecam strictius* accipiendam esse docuerunt, ut ea, quæ verisimile est, debitorem *specialiter* obligaturum non fuisse, *generali pignore* non contineantur. Inhumanius enim videbatur, creditorem *cumulare* pignora securitatis, propter *vnam simplicemque obligationem*. *SEVERVS* etiam atque *ANTONINVS* l. 2. *C. de pign.* alienum esse ab humanitate censuerunt, si creditor, cui *specialiter* quædam bona obligata erant, nondum adquiescat in illo pignore, quod ab initio accepit, sed præterea aliud *vinculum* desideret, quo obstringat debitorem, atque, præter *specialem hypothecam*, *generaliter univer/ia bona* debitoris pignori accipiat, ut *ius æquale* in bonis omnibus haberet: igitur iurisdictione *temperandam* esse *auditatem* creditoris, præceperunt, ut interim bonis omnibus incumbere non possit, priusquam tentauerit, an ex pignore *specialiter* obligato possit creditam pecuniam recuperare. Generaliter etiam *GAIVS* l. 125. *D. de R. I. & omnes iuris nostri interpretes magis de liberando reo*, quam de *obligando* atque *condemnando*, laborandum esse censuerunt. Tantum abest, ut fauendum sit cupiditati creditoris, qui ob idem debitum eundem debitorem *multis diuersisque vinculis* obstringit.

§. II.

Non tamen *Igitur odiosa est*, ut diximus, *obligationum vinculorumque*, ob idem *præsumitur* debitum, *cumulatio*, & *interpretatione restringendum* atque iurisdictione *nouatio nisi temperandum* videtur, quidquid noui ad obligationem veterem accedit. Sed, *specialiter* cum nota sit *cupiditas* humanæ mentis; ut satiari facile non possit: *nemo expressa, sed noua obliga* omnino creditur, *obligationis veteris vinculum* debitori *remisisse*, quamvis *tio cum ve-nova ipsum obligatione obstrinxerit*. Non enim solent illum ex cauea *de teri coniuncti* mittere, quem semel captum & deuinctum tenent; sed inhiant plerumque & insistunt, & aliis post alias catenis onerant, ut elabi penitus non possit. De qua re cum subinde dubitatum esset inter veteres, qui benignius cum debitoribus agebant, &, si noua obligatione obstringerentur, vinculo priori illos liberabant; tandem *IVSTINIANO* l. 8. *C. de nouat.* placuit, non *præsumi animum nouandi*: nisi *specialiter* priorem obligationem *remiserit* creditor, & *expresserit*, quod secundam magis pro anterioribus elegerit obligationem.

Ope-

a) *Præses in diss. de custodia & periculo pignoris.* §. 3 sqq.



Operæ pretium est, adscribere Iustiniani verba, vt commodius de illis disputemus. Ita vero ille: „nouationum nocentia corrigentes volumina, „& veteres iuris ambiguitates corrigentes, sancimus: si quis vel aliam per-„sonam adhibuerit, vel mutauerit, vel pignus acceperit, vel quantitatem au-„gendar, vel minuendar esse crediderit, vel conditionem seu tempus ad-„diderit, vel detraxerit, vel cautionem minorem acceperit, vel aliquid fecerit, „ex quo veteres nouationem inducebant; nihil penitus cautionis veteris in-„nouari, sed anteriora stare & posteriora incrementum illis accedere: nisi „ipso specialiter remiserint quidem priorem obligationem: & hoc expresse-„rint, quod secundam magis pro anterioribus elegerint: & generaliter de-„finimus, voluntate, non lege esse innouandum: et si non verbis exprima-„tur, vt sine nouatione causa procedat &c.

Sed verba imperatoris tam luculenta & aperta, dici non potest, quan-
tas peperint dissensiones: & quibus tenebris illa inuoluerint *prudentum re-
sponsa*. Igitur, vt ex re perplexa nos extricemus, hæc quinque velim ob-
seruari: primo imperatorem, quicquid de nouationibus non *præsumendis* præ-
cepit, ad veteris iuris ambiguitates, quod ipse ait, resecandas, constituisse;
vt non videatur de manifestis nouationibus, de quibus nemo dubitat, sed
duntraxat de *ambiguis* sentire: quod ANTONIVS FABER eleganter ob-
seruavit. b) Deinde, attendas velim, quod noluerit *ex factis præsumi noua-
tionem*, quamvis creditor, quae sunt Iustiniani verba, *aliquid fecerit*, ex
quo veteris iuris conditores nouationem introducebant. Tertio, quod
prohibuerit, *præsumi nouationem*, nisi creditor specialiter remiserit priorem
obligationem: quarto, quod velit *exprimi* a creditore, quod *secundam ma-
gis obligationem pro anterioribus elegerit*: quinto denique, quod iusserit,
in dubio, *posteriorem obligationem cum anterioribus coniungi*, & alteram
ex altera incrementum capere, citra aliquam nouationem. Ex his capitibus
quid imperator senserit, facile disiniemus.

§. III.

Enimuero, saepius miratus sum Ictos, qui, in tanta luce verborum, Quid sit spe-
difficultatem quandam quæsuerunt, & obloquente IUSTINIANO, fa-
ctis etiam, non *verbis expressis* duntraxat, fieri nouationem crediderunt. Sed præsum, &
magis mirum est illud, quod, dum ita elidunt IUSTINIANVM, ad ip-
sum legem 8. C. de nouat. prouocant, quasi legem eius, bona ipsius nouan-
cum venia, euertant. Certe plerique omnes existimant, *factis luculentis* & di-
indubiat is indicari *animum nouandi*. GAILIVS c) in primis admittit ve-
risimiles & urgentes coniecturas, ex quibus perspicuum sit, partes a prima
obligatione recedere, illamque in secundam transformare voluisse: ait enim,
per illas coniecturas satisfactum esse legi 8. C. de nouat. quæ expressam
Y 2 par-

b) ANTON. FABER in Cod. L. II. tit. 4. defin. I. c) GAIL. II. obs. 30. n. 3.



partium voluntatem desideret; quandoquidem tacitum' idem operetur, quod expressum. Ita quidem GAILIO videtur. Sed & HERTIVS in eandem sententiam respondit: ^{d)} „Ob nun wohl Rechtens ist, nouationem ex conie- „cturis non induci, sed verbis expressis esse declarandam; So nimmt doch „solches seinen Abfall, vbi factō ipso fit nouatio: nam voluntate, non lege fit „nouatio, vt est in l. 8. C. de nouat. Voluntas vero non tantum verbis sed & factis declaratur.“ Imo vero idem ille alio loco luculentius, ^{e)} in delegatione, inquit, si noua persona interuenierit, satis patet animus nouandi: nec ad illam vllibi verba praecise requiruntur. Nouissime BOEHMERVS ^{f)} „Dieweil aus allen Umständen deutlich erhellet, daß der Creditor bloß „auf Sempronium sehen, Caium aber ex nexus dimittiren wollen, welches „auch sonst ex conjecturis manifestissimis & indubitatis geschlossen wer- „den kan, als welches vornehmlich in lege vltima C. de nouat. erfordert wird ic.,“

Idem propemodum aliis plerisque placuit: vt videantur imperatorem & legem suo consensu vincere. Solus fere CARPZOVIUS ^{g)} in lege pertinaciter perseuerat, & expressa verba desiderat in nouatione.

At vero, vt ingenue fatear, quid senserim, videbantur IVSTINIANO iniuriam fecisse ICI, dum factis fieri nouationem illamque intelligi ex conjecturis, docuerunt. Nimirum aperte IVSTINIANVS d. l. 8. C. de nouat. prohibet, præsumere nouationem ex factis, ex quibus veteres iuris conditores nouationes introduxerint. Sed veteres non nisi ex factis probabilibus & conjecturis manifestis præsumserunt animum nouandi. Igitur IVSTINIANVS, dum damnat veteres præsumtiones, omnino negat, imitandum esse ICIS hoc exemplum, vt ex solis conjecturis, quamvis non ineptis, præsumerent animum nouandi.

Certe non video, quomodo illis apertius contradicere potuisset imperator: non solum enim facta non admittit, vt ex illis nouatio probetur; sed præterea etiam postulat, vt specialiter remissa sit prior obligatio, & expressum in nouatione, quod secundam obligationem, præ anterioribus, elegerint partes contrahentes. His enim verbis penitus excludit conjecturas.

Neque appetat, quid adduxerit GAILIVM, vt etiam in nouationibus obtinere, credit regulam iuris: quod tacitum idem operetur quod expressum: quandoquidem constat inter omnes, si expressa voluntas, vt in nouatione, ad formam negotii desideretur, tunc tacita non idem operari quod expressa: certe in easdem difficultates & ambiguitates iuris, quibus IVSTINIANVS mederi voluit, incidemus, si conjecturis in nouatione locum faciemus. Equidem non ignoro, quod PAULLVS l. 4. pr. D. de pactis, ad quem illi pro-

uo-

^{d)} HERTIVS T.I. resp. 246. n. 4.
consil. T.II. decif. 393. p. 594.

^{e)} Id. T.II. dec. 567.

^{f)} BOEHM.
^{g)} CARPZOVIUS Part. II. const. 19. defin. 14.

uocant, conuentiones tacite valere dixerit, etiam si nihil nominatum sit expressum. Sed & illud scio, quod idem ille PAVLLVS d.l. 4. §. 1. D. de factis expressum opponat illi, quod tacite accipitur, quasi hoc expressum esset: & ICtum in his negotiis duntaxat, quae consensu solo continentur, non in illis, quae expressam voluntatem ad formam desiderant, consensum tacitum expresso comparare. Neque enim me mouet, quod IVSTINIANVS d.l. 8. D. de nouat. non lege, sed voluntate, nouandum esse dicat: quandoquidem non nudam voluntatem, sed specialiter expressam, desiderat in nouatione. Certe consensus factis expressus non videtur specialiter expressus; & ubi prohibetur, ne ex factis nouatio praesumti possit, sed ut specialiter exprimitur animus nouandi, consensus tacitus non idem operatur, quod expressus. Enim uero quod specialiter remitti debet, videtur nominatum remitendum esse.

§. IV.

Itaque non videmur assentiri posse magnis ICtis, qui ex factis, aut Nou tamen certis atque indubitatis indicis præsumunt animum nouandi, quod abscisse semper verba imperator interdicit: in primis, cum illi, qui admittunt præsumtam aliquo si noua quam nouationem, non adiiciant, quae sint illa facta aut certa & indubitata obligatio signa, ex quibus constare possit de animo nouandi. Enim uero, si hoc cum veteri admitteretur, frustra tulisset legem sapientissimam IVSTINIANVS. Sem- confidere per enim aliquid excogitabitur, ex quo oriri possit aliqua suspicio, quasi non possit. creditor discessisse a priori obligatione & nouam prætulisse videatur, si su- spicionibus & coniecturis locum damus. Itaque si hoc fiat, renascitur iuris ambiguitas, quam IVSTINIANVS l. 8. C. de nouat. refecare laborauit.

Sed, ut dicamus, quod res est, nunquam præsumitur creditor vinculum prioris obligationis laxauisse, quamvis noua obligatione debitorem adstrinxerit, nisi specialiter remiserit priorem obligationem, & expresserit, quod posterius vinculum prætulerit anteriori. Nunquam igitur facta sola, aut indicia & coniecturae sufficiunt, ad singendam nouationem obligationis; quandoquidem hoc expresse negauit imperator. Nunquam, per facta sola & indicia duntaxat, specialiter ius prius remittitur, aut exprimitur dimisio prioris obligationis: quod ut fiat desiderat IVSTINIANVS in nouatione.

Sed videamus tamen, an possimus in gratiam redire cum optimis & clarissimis ICtis. In re enim cum illis conuenimus, quamvis ipsi, quid sentiant, obscurius remissusque tradidisse videantur. Nimirum per facta sola nunquam ostenditur animus nouandi, nisi aliud quiddam acceſſerit, per quod IVSTINIANO satisfiat. Sed desideravit imperator, ut, nisi aliud expresse actum fuerit, coniungatur noua obligatio cum anteriori, & prior illa accipiat ex posteriori incrementum: ut puta: si antea hypothecam obli- gaueris pro debito, nunc etiam cambium dederis, non solum res tuæ iu-



re pignoris, sed etiam caput tuum & corpus iure arresti personalis creditori tenebuntur, & ius utrumque, si creditori visum erit, coniungeretur. Sed si non possit noua obligatio cum veteri coniungi; tentandum est, an citra expressa verba, presumatur animus nouandi. Et non dubito, quin illo casu, etiam sine verbis, facta esse nouatio intelligatur. Enim vero IUSTINIANVS vult obligationem nouam cum veteri coniungi: sed, si non possit coniungi, non videtur impossibilia & absurdia præcepisse, quod CELSVS monet, l. 185. D. de reg. iur. Tunc igitur necessario dimittenda est, alterutra illarum obligationum, si illæ inter se pugnant, &, sine contradictione, utraque simul consistere non possunt. Quodsi igitur alterutra necessario dimittitur; nemini potest esse obscurum, quod prior potius, quam posterior dimissa esse videatur: quandoquidem, hoc casu, plane superuacua fuisset obligatio posterior, nisi a priori discedere voluissent contrahentes. Sed nunquam creduntur partes negotium superuacuum inter se se contraxisse; & expeditum est, in negotiis, quæ viriusque voluntate continentur, illud, quod postea actum est, & cum priori consistere non potest, priori derogare: adeoque illud recipiendum esse, in quo partes extremo persistenterunt. Ausim igitur affirmare, quod in eiusmodi speciebus imperator voluerit admitti & intelligi animum nouandi: non, quod illi aiunt, quia hoc casu ex manifestis indiciis duntaxat appareat animus nouandi; sed quia posterior coniungi non potest cum priori: quod, vt fiat, desiderat IUSTINIANVS. Haec tenus igitur consentio viris clarissimis, a quibus antea discessi, vt credam ex indiciis certis atque manifestis probari animum nouandi, si præterea noua obligatio cum veteri consistere non possit. Hoc & VOLETIVS^{b)} & MEVIVSⁱ⁾ admonuerunt. Vacat ire per exempla, & ostendere, quod nunquam hodie probetur nouatio per conjecturas, nisi, cum utraque obligatio simul consistere non possit.

§. V.

Potius nouatio quam delictum præsumitur & admittitur cum priori nequeat coniungi. Sed impossibilis est coniunctio, quando posterior speciem delicti contineret, si cum priori iungeretur. Quæ enim legibus & bonis moribus aduersantur, ne facere quidem posse existimandi sumus, quod PAPINIANUS^{c)} nouatio, si NVS præcepit, l. 15. D. de condit. institut. & impossibile habetur illud, quod, posterior sine salua honestate, a nobis non committi posse videatur. Haud ita pridem obligata est eiusmodi species Vitemberg. Ictis. Gellius creditor, Tullio, emtori prædii cuiusdam, sex millia Joachimicorum mutua dederat, quæ venditori soluerentur: venditor etiam hypothecæ iudicialis, cum priuilegio pretii emtionis, sciente & rogante debitore, creditori cesserat, vt Gellius non solum ius reale, sed etiam prærogativam, vi cuius aliis creditoribus præferendus esset, impetrare posset. Præterea uterque, debitor & emtor, Gellio mandau-

^{b)} VOLET. comment. ad ss. tit. de nou. §. 3.ⁱ⁾ MEVIVS P.V. D. 304. n. 5.

dauerant, ut suo nomine a iudice peteret confirmationem cessionis. Sed Gellius cunctatus, & forte *spe lucri*, cuiusdam inductus, praeter *ius reale*, quod ex cessione habere poterat, non petita confirmatione cessionis, *cambium* acceperat a debitore, in quo ipsi *vſuræ sextantes*, id est, ex singulis centenis sex loachimici anni, promirtebantur, quas ex *credito pignoratitio* accipere non licet. Exegerat etiam & acceperat per annos aliquot *vſuras sextantes*: & interea neglexerat petere confirmationem cessionis. Hæc dum agerentur, debitor Tullius conturbabat, & bonis labebatur. Gellius creditor, id subodoratus, paucis diebus, antequam creditores ad concursum conuocarentur, omisso & dissimulato cambio, a iudice petebat, ut *ius reale*, ab emtore sibi cessum, confirmaret: & impetrabat etiam confirmationem. Deinde in termino liquidationis allegebat creditum suum, & inter creditores, propter cessionem *iuris realis & prælationis*, potiori loco constitui desiderabat. Iam vero reliqui creditores Gellio *litem* mouebant de loco inter creditores. Nunquam in foro acta est lepidior fabula. Monebant enim creditores, ipsi duntaxat *inter chirographarios* locum esse, cum *ius reale*, nondum a iudice confirmatum, amiserit per *nouationem*: ideoque ius semel amissum postea a iudice, cui ipse cambio dissimulauerat, non potuisse confirmari. Sed negabat debitor *nouationem*: & se cambio, *saluo iure reali*, accepisse, & *nouationes non præsumi*, respondebat. Creditores eleganter replicabant, obligationem cambii, in quo *vſuræ sextantes* promissæ erant, non potuisse consistere cum iure reali hypothecæ: quandoquidem illa sit *species delicti*, si quis, ex debito pignoratitio, *vſuræ sextantes* exigeret a debitore: at vero *delicta non præsumi*: creditores nosse Gellium illum *virum bonum & ingenuum* esse: se nolle suspicari, quod ipse *delictum commiserit*, & *saluo iure reali*, ex debito pignoratitio, sextantes exegerit *vſuras*. Itaque *nouationem* manifestam esse, cum *noua obligatio cum veteri consistere non possit*. Sed festiu Gellius se ipsum accusabat, & repudiabat illos defensores. Aiebat enim, creditores male secum agere, quod ipsum crederent ab illo delicto alienum esse: se fateri, quod illud commiserit: se etiam ad quamecumque penam subeundam paratum esse; illud vnum se rogare, ne se *innocentem crederent*, & ne *nouationem* fingarent, quæ ipsi in mentem non venisset. Iam porro creditores perseverabant in illo studio Gellii purgandi atque defendendi: &, quidquid ille de delicto affirmaret, credi omnino non posse, regerebant, neque, cum damno aliorum, credi debere *propriam alleganti turpitudinem*: se potius existimare, quod *nouare voluerit*, &, dimisso iure reali, cambio acceperit, ex quo, salua hypotheca, *vſuræ sextantes* exigere non potuisset. Igitur accidebat Gellio, quod catulo apud Aesopum ^{k)}

Qui

k) PHÆDR. I. fab. 4.



*Qui, per flumen carnem dum ferret, natans,
Lympharum in speculo vidit simulacrum suum,
Aliamque prædam ab alio ferri putans,
Eripere voluit: verum decepta aviditas
Et quem tenebat ore dimisit cibum,
Nec, quem petebat, potuit adeo attingere.*

Placuit enim, *obligationem usurarum sextantium*, cum spe iuris realis, quod ne quidem confirmatum fuerit consistere non potuisse, quandoquidem delicta inter bonos impossibilia esse videantur; itaque nouationem factam esse, dum Gellius ex cambio usuras sextantes accepisset: hinc spem iuris realis penitus amisit: ideoque *inter chirographios*, sine spe illa recuperandi crediti, Gellio locum assignandum esse. Huius responsi haec rationes reddebantur:

Obwohl N. vermöge der fol. Act. in Abschrift befindlichen Cession, wegen verer liquidirten 6000. Thlr. in derer von N. N. Recht zu treten, mithin der denen unbezahlten Kauff-Geldern in der Erl. Pr. Ord. gegönneten prærogativ zu geniessen, also vor andern Gläubigern befriediget zu werden, verlangt, auch dieserhalb auf die fol. befindliche Confirmationes der Hypothek, und der Cession sich beruhet, überdies wenigstens am 9. Maii des 1735. Jahres, laut des fol. befindlichen Documents, ein dinglich Recht, krafft dessen er andern Gläubigern, so kein älter und besser Recht haben, vorgezogen werden möchte, erlanget zu haben vermeynet; Dieweil aber dennoch die am 14. Oct. 1730. von denen von N. N. ausgestellte Cession anfänglich nicht confirmiret, vielmehr von denen letztern, laut der Documenten fol. und fol. wegen der Kauff-Gelder völlige Verzicht geleistet, und die diesfalls reservirte Hypothek, ohne Erwehnung derer an N. cedirten 6000. Thlr. cassiret, also dem Schuldner die Güter A. und B. ohne einige verconsentirte Schulden frey überlassen worden, nebst dem N. nicht allein nachhero die fol. befindlich Wechsel-Verschreibung, sondern auch 6. von 100. an Zinsen angenommen, mithin, daß er des ihm vermeintlich cedirten Rechts, der geschehenen Protestation ungeachtet, ipso facto sich begeben, umb so viel weniger gezweifelt werden kan, als N. außer dem von einer versicherten Post die Zinsen zu 6. pro cent zu heben nicht frey gestanden, auch ein delictum bey zweifelhaften Fällen nicht zu præsumiren, sondern bergleichen facta, wo möglich, also auszudeuten, daß Niemanden dadurch etwas unzulässliches aufgebürdet werde, demnach dieses Negotium vor eine Novation zu achten, folglich N. am 9. Maii 1735. ohne des Schuldners Einwilligung, da die vorige, wegen erfolgter Novation, hinweg gefallen, an dessen Gütern ein dinglich Recht nicht erlangen mögen. etc.

§. VI.

§. VI.

Quotiescunque igitur *noua* obligatio cum veteri consistere non potest, satisfactum videtur legi 8. C. de *nou.* & certus est *animus nouandi*. Sunt plures eiusmodi species, ex quibus quasdam obseruabo. In primis si rei alienae restitutio ex priori contractu debeatur, & post nouam obligationem, dominium *breui manu* translatum fuerit in debitorem, nemo dubitat, sublatam esse priorem obligationem: quod generaliter obtinet, quoties titulus facta est nouus substituitur & causa possessionis immutatur, sed noua cum priori contractu idem sistere non potest. Est elegans eiusmodi exemplum apud VLPIANVM l. 15. D. de R. C. Ait enim, cum ex causa mandati pecuniam mihi debeas & postea conuenerit, vt crediti nomine eam retineas, videri mihi datam pecuniam, & a me tibi redditam, vt iam ex mutuo mihi obligatus sis, cum antea mandati tenereris. Et habet illud omnino rationem: cum mandati non possit, actione mandans suam pecuniam, a procuratore mandantis nomine acceptam, repetat; quam non potest tanquam suam repetere, posteaquam permisit procuratori, vt crediti nomine illam retineret; cum constet, hac conuentione *breui manu dominium transferri*.

Non absimilis species nuper Scabinis Vitembergenibus obueniebat, de qua breuiter exponam. Aufidius Iauoleno prædium vendiderat; sed postea filiam suam Seianu ipsi in matrimonium dederat, iusseratque Iauolenum, partem pretii nomine dotis retinere. Iam Iauolenus bonis labebatur. In concursu creditorum Seia, Iauoleni vxori, dotem illam repetebat, non tamen ut dotem, sed ut partem pretii venditionis, ab Aufidio parente suo sibi assignatam: ut, vi prærogatiæ, quæ prelio emtionis tributa est, creditoribus aliis anteferretur. Sed Scabini, mense Martio huius anni, responderunt: pecuniam, quam dotis nomine retinere iussus esset Iauolenus, amisisse naturam pretii venditionis, & brevis manus traditione, dotem factam videri, cum VLPIANVS dotem, etiam per acceptilationem constitui permittat. l. 43. pr. D. de iure dotium. Neque enim poterat eadem pecunia tanquam dos ad maritum pertinere, & simul tanquam pretium venditionis venditori Aufidio deberi. Igitur huic pecuniae non prærogariua pretii emtionis, sed ius hypothecæ tacite, cum iure prælationis, quod doti debetur, inter creditores attribuebatur.

§. VII.

In deposito quidem singularia quædam recepta sunt; in primis, quod maneat depositum, etiamsi ab initio conuenerit, non, ut necessario ipsa corpora deposita restituerentur, sed ut tantundem redderetur. Quamuis enim hæc conuentio egrediatur notissimos depositi terminos; tamen placuit, esse depositum, quod propter pactum contractui adiectum a regula depositi discedat, modo appareat, ab initio magis deponentis causa, ut eius pecunia

Fasc. IV.

Z

nia



nia in tuto esset, quam *accipientis* gratia, ut ille pecunia mea vteretur, nummos depositos fuisse. Ita enim **PAPINIANVS** atque **SCAEVOLA** atque etiam **PAVLUS** responderunt l. 24. 1. 28. l. 26. §. 1. D. depositi. Idem placuit, si ab initio non simpliciter, sed *cum conditione*, permisum fuerit accipienti, ut pecunia deposita, si voluisset, vteretur. **VLPIANVS** enim l. 10. D. de *reb. cred.* & l. 1. §. 34. D. depositi præcepit, accipientem, priusquam pecunia vtatur, depositi teneri. Sed, si postea vtatur accipiens, qua vti ab initio ipsi fuerat permisum, tunc, ait **VLPIANVS**, pecuniam non depositam, sed *creditam*, videri d. l. 10. D. de R. C. Igitur apparet, ipso vslu pecuniæ, cum accipiens declarat, se in conditionem consensisse, dominio per breuis, manus traditionem translato, *nouationem* factam esse; cum non possit manere deposita pecunia, cuius dominium, ex conditionali conuentione, per ipsum vslum, in accipientem fuerit translatum. Neque enim *consistere* potest obligatio depositi, cum illa, quæ ex *mutuo* descendit: quandoquidem in deposito *ne quidem posseſſo*, sed in mutuo etiam *dominium*, transfertur. Itaque multo magis, si ab initio simpliciter pecuniam depositam accepit, sed postea rogaui, ut mihi vti pecunia liceret, tuque permiseris, ut vterer; *nouatione* facta, confessim quasi *mutua* condici poterit, etiam antequam nummi moueantur. Reæte enim **NERVA PROCVLVS** & **MARCELLVS** l. 9. §. 9. D. de *reb. cred.* obſeruarunt, accipientem coepisse animo possidere pecuniam, postquam ipsi usus est permisus: hinc & periculum ad illum, qui rogauit, ut sibi vti pecunia deposita liceat, transiſſe: ideoque illum, qui antea depositi actione conuenienti debuisset, postea *condicione ex mutuo* teneri.

Eodem tere iure vtimur, si in negotio gratuito & liberali, quod non *admittit* solutionem usurarum, postea conuenit, ut *usuræ exsoluantur*. Postquam enim foenus exsoluum est, necessario expirat illa prior obligatio, quæ *usuras* respuebat. Igitur, quamvis, si nummularii foro cedunt, depositariorum ratio ante omnes creditores priuilegiarios debeat haberi; tamen **VLPIANVS** ait, l. 7. §. 2. D. *deposit.* non habendam illorum esse rationem, si *usuras* acceperint: quasi renunciauerint deposito: quandoquidem in deposito non locus est *usuris*, sed, docente **PAPINIANO**, l. 24. D. *deposit.* contra bonam fidem est, ante moram, *usuras* desiderari a depositario, qui beneficium dederit, in pecunia suscipienda.

Ita etiam in *Saxonie electoratu* de pecunia hereditaria visum est: ut, si ex illa *usuræ* soluantur creditor, aut debitor illam *postea* ut mutuam retineat, quasi *nouatione facta*, priuilegium amittat, Decis. El. VII. Wann aber der Schuldner solche Erbe-Geldere dem Gläubiger jährlichen verzinsset, oder sie mit dessen Beliebung gegen eine Handschrift als ein mutuum um Verzinsung bey sich behält, so haben sie auch dadurch die Natur und Eigenschaft, benebenst dem Recht und Privilegi der Erbe-Gelder verloren, und

und wird die Frau wegen ihres eingebrachten Ehe-Geldes, kraft dieser Sazung, in der Zahlung denselben billig vorgezogen.

Discedam ab hoc loco, si illud vnum adiecero quod etiam *transfigendo* a priori obligatione discedi & obligatio *nouari* videatur. Enimvero, de re *dubia* & *lite incerta* atque nondum finita *transfigimus*, hoc animo, ut a lite *discidatur*. Ita enim *VLPIANVS* l. i. D. de *transact.* rem definiuit. Igitur extinguitur transactione *causa illa dubia*, ex qua antea res perebatur: ut iam ex certa conuentione debeatur. Imo vero ineptum esset requirere *causam veterem* debendi, & *resuscitare* litem dubiam atque incertam, cuius spondae causae partes transfererunt, *CELSVS* enim l. 12. D. de *transact.* & *PHILIPPVS* l. 10. C. eod. prohibit litem retractare, post legitimam transactionem. Itaque apparet, *veterem obligationem omnino subsistere* non posse cum transactione. Quod vbi accidit, *nouationem factam intelligi*, supra fuit obseruatum. Video illud, etiam *HERTIO* & *ANTONIO FABRO*^{m)} placuisse: vt in transactione sit nouatio, nisi expresse actum fuerit, ne nouatio fieret per transactionem.

§. VIII.

In Saxoniæ quidem electoratu sapientissimis legibus diligentius de nouationis iure constitutum. In primis, inter mercatores, si noui debitoris xonia electa persona interueniat, & creditori alius debitor, in vim dationis in solutum rati obstinet. delegetur, non solum, ut hoc nominatim exprimatur, sed scriptura etiam & apacha, qua creditor priorem debitorem penitus dimittat, & animum nouandi specialiter indiceat, desideratur; ut ne quidem probationi per testes aut delationi iurisurandi, locus relinquatur. Ita enim in clementissimo edicto d. 23. Dec. anno 1699. emiso §. 3. definitum, & sola datio in solutum per sconto, quam appellant, ab hac necessitate est, excepta. Audiamus verba Augustissimi legislatoris: Damit aber, was vor ein Negotium eigentlich celebriret worden, so gleich klar und offenbar seyn möge: So verordnen wir hiermit, daß, wenn jemand in vim dationis in solutum & delegationis, zu assigniren gemeinet, solches in Schriften zu verfassen, auch von demjenigen, an welchen er die Assignation thut, eine Quitteung zu nehmen, schuldig seyn, oder da dieses nicht geschiehet, daß die Assignatio bloß per modum mandati ergangen, davor gehalten werden solle, also und dergestalt, daß, wenn die assignirte und überwiesene Post nicht bezahlet wird, der assignirende Theil solche wieder zurück zu nehmen, oder wann sie böse wird, den Verlust über sich gehen zu lassen, gehalten, ihme auch, daß es mit der Assignation eine andere Meynung gehabt, weder durch Zeugen auszuführen, noch den End hierüber zu deferiren, zu verstatthen; Doch nehmen Wir hierbey den Fall aus,

Z 2

wann

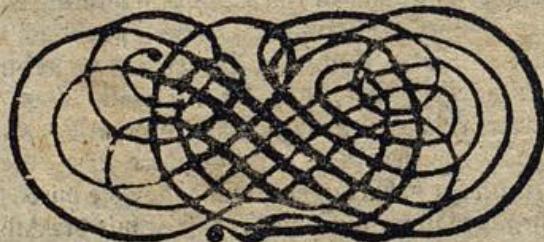
D) HERTIVS T. II. decisi. 906. n. 3. p. 870. & T. I. Dec. 246. n. 5. & 8. p. 450.
m) ANT. FABER cod. II. def. 2.



wann die Assignation in virtute dationis in solutum per Scontro geschehen, also, daß diesfalls genung seyn soll, wann, daß dieses also würdig vorgegangen, durch die Scontro-Bücher darzuthun, ungeachtet sonst nichts schriftliches darüber aufgerichtet, auch keine Quittung ausgestellet.

Imo vero generatim delegationes & omnes omnino *nouationes* verbis expressis, quibus specialiter prior obligatio remittatur, concipi placuit. Decis. el. 66. Nachdem aber andere mit bessern Rechts-Gründen behaupten, daß bei der Anweisung nicht allein der Novation, sondern auch, daß vorige Obligation, hypothec, oder Bürgschaft-Verschreibung mit ausdrücklichen Worten cassiret und aufgehoben werden, gedacht werden solle, allermassen dieses in delegationibus so wohl, als andern *Nouationibus*, woffern dieselben kräftig seyn sollen, nothwendig geschehen muß. Als wollen wir diese letztere Meynung hiermit allerdings approbiret haben ic. re.

Igitur poterat dubitari, an non simpliciter, illo iure, *verba expressa* desiderentur ad *nouationem*, quamvis noua obligatio cum priori consistere non possit. Sed certius est, sapientissimum legislatorem hac lege *non ius nouum constituere* voluisse, sed in interpretatione iuris Iustinianei fuisse occupatum. Hoc enim verbis: Nachdem aber andere mit bessern Rechts-Gründen behaupten ic. re. luculenter indicatur. Igitur, etiam in Saxonia, -iure communi utimur in ceteris *nouationibus*. Supra vero comprobatum fuit, salua lege Iustiniani, admittendam esse speciem aliquam *nouationis*, si posterior cum priori obligatione nequeat coniungi. Neque enim ignorat ius Saxoniae electoralis eiusmodi *nouationes*. Dum enim ex pecunia hereditaria usus exiguntur, etiam apud Saxones *nouatio* intelligitur, quamvis verbis non expressa: quod antea ex decis. El. 7. est obseruatum.





Landesbibliothek Oldenburg



Landesbibliothek Oldenburg

Jur A 7d
2bb
135: 1